Année 1996. – N° 27 S. (C.R.) ISSN 0755-544 X Vendredi 22 mars 1996

SÉNAT

DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

JOURNAL OFFICIEL

Standard ..... (16-1) 40-58-75-00
Renseignements ..... (16-1) 40-58-78-78
Télécopie ..... (16-1) 45-79-17-84

SESSION ORDINAIRE DE 1995-1996

COMPTE RENDU INTÉGRAL

Séance du jeudi 21 mars 1996

(69e jour de séance de la session)

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. MICHEL DREYFUS-SCHMIDT

1. **Procès-verbal** (p. 1558).

2. **Diverses dispositions d'ordre économique et financier.** – Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 1558).

Article 9 *(supprimé)* (p. 1558)

M. Daniel Hoeffel, au nom de la commission des lois.

Amendements identiques nos 17 de la commission et 65 de M. Hoeffel. – MM. Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances ; Daniel Hoeffel, au nom de la commission des lois ; Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances ; René Régnault. – Adoption des amendements rétablissant l'article.

Article 10 (p. 1561)

Amendement n° 18 de la commission et sous-amendement n° 66 de M. Hoeffel. – MM. le rapporteur, Daniel Hoeffel, au nom de la commission des lois ; le ministre. – Adoption du sous-amendement et de l'amendement modifié.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 10 (p. 1562)

Amendement n° 142 de M. Revet. – MM. Revet, le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Amendement n° 143 de M. Revet. – MM. Revet, le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Article additionnel avant l'article 11 (p. 1564)

Article 11. – Adoption (p. 1565)

Amendement n° 19 de la commission. – MM. le rappporteur, le ministre. – Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 12 (p. 1565)

Amendement n° 175 rectifié de Mme Beaudeau. – Mme Borvo, MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article 13 (p. 1566)

Amendements nos 20, 21 rectifié *bis* et 22 de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Retrait de l'amendement n° 22 ; adoption des amendements nos 20 et 21 rectifié *bis*.

Adoption de l'article modifié.

Article 14 (p. 1567)

Amendements nos 23 de la commission et 279 du Gouvernement. – MM. le rapporteur, le ministre. – Retrait de l'amendement n° 23 ; adoption de l'amendement n° 279 rédigeant l'article.

Article 15. – Adoption (p. 1568)

Article 16 (p. 1568)

M. Philippe Marini.

Amendements identiques nos 86 de Mme Beaudeau et 232 de M. Richard ; amendements nos 24 rectifié *bis*, 25 et 26 de la commission. – Mme Beaudeau, MM. Régnault, le rapporteur, le ministre. – Rejet des amendements nos 86 et 232 ; adoption de l'amendement n° 24 rectifié *bis* ; retrait des amendements nos 25 et 26.

Adoption de l'article modifié.

Article 16 *bis* et article additionnel après l'article 16 *bis* (p. 1571)

Amendements nos 233 de M. Richard, 27 de la commission et 87 rectifié de Mme Beaudeau. – M. Régnault, Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet des amendements nos 233 et 87 rectifié ; adoption de l'amendement n° 27.

Adoption de l'article 16 *bis* modifié.

Article 21 *(priorité)* (p. 1574)

Demande de priorité de l'article 21. – MM. le ministre, le rapporteur. – Adoption.

MM. Philippe Marini, Michel Charasse, le ministre.

Amendement n° 182 de Mme Borvo. – Mme Borvo, MM. le rapporteur, le ministre, Charasse, Gaillard, Mme Beaudeau.

Suspension et reprise de la séance (p. 1578)

M. René Régnault.

Sous-amendement n° 291 de M. Charasse à l'amendement n° 182. – MM. Charasse, le rapporteur, le ministre. – Rejet du sous-amendement n° 291 et de l'amendement n° 182.

Amendements nos 42 et 43 de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre, Bonnet, Hoeffel, Charasse, Gaillard, Hamel, Marini, Lanier. – Retrait des deux amendements.

Adoption de l'article.

Suspension et reprise de la séance (p. 1583)

PRÉSIDENCE DE M. JEAN DELANEAU

M. le président.

Article 16 *ter* (p. 1584)

Amendements identiques nos 88 de Mme Beaudeau et 234 de M. Richard ; amendements nos 28 rectifié, 29, 30 rectifié et 31 de la commission. – Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. René Régnault, le rapporteur, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget ; Paul Loridant. – Rejet des amendements nos 88 et 234 ; retrait de l'amendement n° 29 ; adoption des amendements nos 28 rectifié, 30 rectifié et 31.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel avant l'article 16 *quater* (p. 1588)

Amendement n° 153 de M. Hyest. – MM. Hyest, le rapporteur, le ministre délégué. – Retrait.

Article 16 *quater* (p. 1589)

Amendements identiques nos 176 de Mme Beaudeau et 235 de M. Richard ; amendement n° 154 de M. Hyest. –

MM. Billard, Régnault, Hyest, le rapporteur, le ministre délégué. – Rejet des amendements nos 176 et 235 ; retrait de l'amendement n° 154.

Adoption de l'article.

Article 16 *quinquies* (p. 1591)

Amendements identiques nos 177 de Mme Beaudeau et 236 de M. Masseret. – MM. Renar, Régnault, le rapporteur, le ministre délégué. – Rejet des deux amendements.

Adoption de l'article.

Article 16 *sexies* (p. 1592)

Amendements nos 178 de Mme Beaudeau, 32 de la commission, 130 de M. Lauret et 237 de M. Désiré. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, Lauret, Régnault, le ministre délégué. – Irrecevabilité de l'amendement n° 237 ; rejet des amendements nos 178 et 130 ; adoption de l'amendement n° 32.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 16 *sexies* (p. 1594)

Amendement n° 129 rectifié de M. Lauret. – Irrecevabilité.

Article additionnel avant l'article 16 *septies* (p. 1594)

Amendement n° 238 de M. Richard. – MM. Régnault, le rapporteur, le ministre délégué. – Rejet.

Article 16 *septies* (p. 1595)

Amendement n° 239 de M. Masseret. – MM. Régnault, le rapporteur, le ministre délégué, Loridant, Charasse. – Rejet.

Mme Beaudeau.

Adoption de l'article.

Articles additionnels après l'article 16 *septies* (p. 1597)

Amendement n° 89 rectifié de Mme Beaudeau. – MM. Billard, le rapporteur, le ministre délégué. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Amendement n° 90 de Mme Beaudeau. – Mme Borvo, MM. le rapporteur, le ministre délégué. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article 16 *octies* (p. 1598)

Amendements nos 91 de Mme Beaudeau et 124 rectifié *bis* de M. Lagourgue. – Mme Beaudeau, MM. Lauret, le rapporteur, le ministre délégué. – Rejet de l'amendement n° 91 ; adoption de l'amendement n° 124 rectifié *bis*.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 16 *octies* (p. 1599)

Amendements nos 240 à 244 de M. Richard. – MM. Régnault, le rapporteur, le ministre délégué. – Rejet des cinq amendements.

Article 16 *nonies*. – Adoption (p. 1600)

Articles additionnels après l'article 16 *nonies* (p. 1600)

Amendement n° 33 de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre délégué, Charasse, Loridant, Marini, Régnault. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Amendement n° 144 de M. Revet. – MM. Revet, le rapporteur, le ministre délégué. – Retrait.

Amendement n° 92 de Mme Beaudeau. – MM. Billard, le rapporteur, le ministre délégué. – Rejet.

Amendement n° 103 rectifié de Mme Beaudeau. – Mme Borvo, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Article 17 (p. 1605)

Amendement n° 34 rectifié de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption.

Amendement n° 245 de M. Richard. – MM. Charasse, le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Mme Marie-Claude Beaudeau.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 17 (p. 1607)

Amendement n° 179 de Mme Beaudeau. – MM. Loridant, le rapporteur, le ministre, Régnault. – Rejet.

Article 18 (p. 1608)

Amendement n° 155 de M. Hyest. – MM. Hyest, le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Amendement n° 156 de M. Hyest. – MM. le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Amendement n° 35 de la commission. – Adoption.

Amendement n° 181 de Mme Beaudeau. – MM. Billard, le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Amendement n° 157 de M. Hyest. – Retrait.

Amendement n° 180 de Mme Beaudeau. – Retrait.

Amendement n° 158 de M. Hyest. – MM. Hyest, le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Amendements n° 36 de la commission et 159 de M. Hyest. – MM. le rapporteur, Hyest, le ministre. – Retrait de l'amendement n° 159 ; adoption de l'amendement n° 36.

Adoption de l'article modifié.

Article 19 (p. 1612)

Amendements n° 160 de M. Hyest, 37 de la commission et 93 de Mme Beaudeau. – MM. Hyest, le rapporteur, Mme Beaudeau, M. le ministre. – Retrait de l'amendement n° 160 ; adoption de l'amendement n° 37 ; rejet de l'amendement n° 93.

Amendements n° 161 de M. Hyest et 38 de la commission. – MM. Hyest, le rapporteur, le ministre. – Retrait de l'amendement n° 161 ; adoption de l'amendement n° 38.

Amendement n° 121 de M. Marini. – MM. Marini, le rapporteur, le ministre. – Adoption.

Amendement n° 39 de la commission. – Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 20 (p. 1614)

Amendement n° 40 de la commission et sous-amendement n° 280 du Gouvernement. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption du sous-amendement et de l'amendement modifié rédigeant l'article.

Article additionnel après l'article 20 (p. 1615)

Amendement n° 41 de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article additionnel après l'article 21 (p. 1615)

Amendement n° 109 rectifié *bis* de M. Lesein repris par le Gouvernement. – MM. le ministre, le rapporteur. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article 22. – Adoption (p. 1616)

Article additionnel après l'article 22 (p. 1616)

Amendement n° 68 de M. Cluzel. – MM. Cluzel, le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Articles additionnels avant l'article 23 (p. 1616)

Amendement n° 183 rectifié de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Amendements n°s 184 à 197 de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, M. Renar, Mme Borvo, MM. Billard, le rapporteur, le ministre. – Rejet des quinze amendements.

Article 23 (p. 1620)

Mme Danièle Pourtaud.

Amendements identiques n°s 198 de Mme Beaudeau et 246 de M. Masseret ; amendements n°s 199 à 210 de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. Massion, le rapporteur, le ministre, Renar, Billard, Mmes Luc, Borvo. – Rejet des amendements n°s 198 à 210 et 246.

Rejet, par scrutin public, de l'article.

Rectifications au sujet d'un vote (p. 1627)

MM. Charles Revet, Raymond Soucaret, Philippe Adnot.

3. **Dépôt d'un rapport du Gouvernement** (p. 1627).

Suspension et reprise de la séance (p. 1627)

4. **Diverses dispositions d'ordre économique et financier.** – Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 1627).

Article 24. – Adoption (p. 1628)

Article 25 (p. 1628)

Amendement n° 94 de Mme Beaudeau ; amendements identiques n°s 211 rectifié de Mme Beaudeau et 247 de M. Richard. – Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Marc Massion, Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances ; Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. – Rejet des amendements n°s 94, 211 rectifié et 247.

Adoption de l'article.

Article 25 *bis* (p. 1629)

Amendements identiques n°s 212 de Mme Beaudeau et 248 de M. Masseret ; amendement n° 290 du Gouvernement. – Mme Beaudeau, MM. Régnault, le ministre, le rapporteur. – Rejet des amendements n°s 212 et 248 ; adoption de l'amendement n° 290.

Adoption de l'article modifié.

Article 26. – Adoption (p. 1630)

Article additionnel avant l'article 27 (p. 1630)

Amendement n° 213 de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau. – Retrait.

Article 27 (p. 1631)

Mmes Danièle Pourtaud, Hélène Luc.

Amendements identiques n°s 95 de Mme Beaudeau et 249 de M. Masseret. – Mmes Luc, Pourtaud, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet, par scrutin public, des deux amendements.

M. Emmanuel Hamel.

Adoption de l'article.

Article 28 (p. 1634)

Amendements n°s 96, 215 à 218 de Mme Beaudeau, 250 de M. Masseret, 251, 252 rectifié de Mme Pourtaud et 137 rectifié *ter* de M. Lanier. – Mmes Beaudeau, Pourtaud, MM. Lanier, le rapporteur, le ministre. – Rejet des amendements identiques n°s 96, 250 et des amendements n°s 215 à 218, 251 et 252 rectifié ; adoption de l'amendement n° 137 rectifié *ter*.

Adoption de l'article modifié.

Article 29 (p. 1639)

Amendement n° 97 de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Adoption de l'article.

Articles additionnels après l'article 29 *(réserve)* (p. 1640)

Amendements n°s 281 et 282 de M. Poncelet. – MM. le rapporteur, le ministre. – Réserve des deux amendements.

Article 30 (p. 1640)

Amendement n° 283 rectifié de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel avant l'article 31 (p. 1641)

Amendement n° 114 de M. Belot. – MM. Belot, le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article 31. – Adoption (p. 1641)

Article 32 (p. 1641)

Amendements n°s 131, 132 de M. de Rohan et 219 de Mme Beaudeau. – M. Schumann, Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Retrait des amendements n°s 131 et 132 ; rejet de l'amendement n° 219.

Adoption de l'article.

Article additionnel après l'article 33 (p. 1643)

Amendement n° 44 de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article additionnel avant l'article 34 (p. 1643)

Amendement n° 2 de M. Pluchet, rapporteur pour avis ; amendements identiques n°s 284 de la commission et 166 de M. Deneux. – MM. Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; le rapporteur, César, le ministre. – Retrait de l'amendement n° 2 ; adoption des amendements n°s 284 et 166 insérant un article additionnel.

Article 34. – Adoption (p. 1645)

Article 35 (p. 1645)

Mme Marie-Claude Beaudeau.

Amendement n° 220 de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Adoption de l'article.

Article additionnel après l'article 35 (p. 1646)

Amendement n° 71 rectifié de M. César. – MM. César, le rapporteur, le ministre, Hamel. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article 35 *bis* (p. 1647)

Amendement n° 285 rectifié de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 35 *bis* (p. 1647)

Amendement n° 45 de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article 36 (p. 1647)

Amendement n° 46 de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement rédigeant l'article.

Articles additionnels après l'article 29 *(suite)* (p. 1648)

Amendement n° 281 *(précédemment réservé)* de M. Poncelet. – MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances ; le ministre. – Retrait.

Amendement n° 282 *(précédemment réservé)* de M. Poncelet. – MM. le président de la commission, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article 37 (p. 1649)

Amendements n°s 3 de M. Pluchet, rapporteur pour avis, et 286 de la commission. – MM. le rapporteur pour avis, le rapporteur, le ministre. – Retrait de l'amendement n° 3 ; adoption de l'amendement n° 286.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 37 (p. 1650)

Amendement n° 110 de M. Lesein. – MM. Lesein, le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Amendement n° 133 de M. César. – MM. César, le rapporteur, le ministre. – Réserve.

Article 37 *bis*. – Adoption (p. 1651)

Article 38 (p. 1651)

Amendement n° 67 de M. Hoeffel. – MM. Paul Girod, au nom de la commission des lois ; le rapporteur, le ministre. – Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 38 (p. 1652)

Amendement n° 146 rectifié de M. Girod. – MM. Girod, le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article additionnel avant l'article 39 (p. 1653)

Amendement n° 169 rectifié de M. Delevoye. – MM. Delevoye, le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Articles 39 et 40. – Adoption (p. 1653)

Articles additionnels après l'article 40 (p. 1653)

Amendement n° 253 de M. Désiré. – MM. Régnault, le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Articles additionnels après l'article 37 *(suite)* (p. 1654)

Amendement n° 133 *(précédemment réservé)* de M. César. – M. le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Article 40 *bis* (p. 1655)

MM. Paul Girod, René Régnault.

Amendements n°s 266 rectifié, 265 rectifié de M. Souvet et 147 rectifié de M. Girod. – MM. Souvet, Girod, le rapporteur, le ministre, Régnault, Fourcade. – Adoption de l'amendement n° 266 rectifié supprimant l'article, les amendements n°s 147 rectifié et 265 rectifié devenant sans objet.

Articles additionnels après l'article 40 *bis* (p. 1659)

Amendements n°s 122 rectifié de M. Marini et 148 rectifié *ter* de M. Girod. – MM. Marini, Girod, le rapporteur, le ministre, Richard. – Retrait de l'amendement n° 122 rectifié ; adoption de l'amendement n° 148 rectifié *ter* insérant un article additionnel.

Suspension et reprise de la séance (p. 1662)

MM. le président, le ministre, le président de la commission, Mme Hélène Luc.

Articles additionnels après l'article 40 *bis (suite)* (p. 1663)

Amendement n° 145 rectifié *ter* de M. Soucaret. – MM. Soucaret, le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Amendement n° 267 de M. Revet. – MM. Revet, le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Amendement n° 268 de M. Revet. – MM. Revet, le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Amendement n° 255 rectifié de M. Régnault. – MM. Régnault, le rapporteur, le ministre. – Retrait.

Amendement n° 254 de M. Régnault. – MM. Régnault, le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Amendement n° 98 de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Article 41 (p. 1666)

M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales.

Amendement n° 47 rectifié de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption.

Amendements n°s 221 rectifié de Mme Beaudeau, 48 de la commission et 62 de M. Huriet. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Retrait de l'amendement n° 62 ; rejet de l'amendement n° 221 rectifié ; adoption de l'amendement n° 48.

Amendement n° 222 de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Amendements n°s 49 et 50 de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption des deux amendements.

Adoption de l'article modifié.

Article 42 (p. 1670)

M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales.

Amendements n°s 51 rectifié *bis* et 52 à 54 de la commission. – MM. le rapporteur, le ministre. – Adoption des quatre amendements.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 42 (p. 1672)

Amendement n° 70 de M. de Menou. – M. Pluchet. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Amendement n° 59 du Gouvernement. – MM. le ministre, le rapporteur. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Amendements n°s 99 à 101 rectifié de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet des trois amendements.

Articles 43 et 44. – Adoption (p. 1674)

Article 45 (p. 1675)

Amendements identiques nos 55 de la commission et 4 de M. Pluchet, rapporteur pour avis. – MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, le ministre. – Retrait des deux amendements.

Adoption de l'article.

Articles additionnels après l'article 46 (p. 1675)

Amendement n° 63 rectifié *bis* de M. Huriet. – MM. Badré, le rapporteur, le ministre. – Adoption de l'amendement insérant un article additionnel.

Amendements nos 102 et 104 à 106 de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet des quatre amendements.

Article 47. – Adoption (p. 1677)

Article 49 (p. 1677)

M. Marc Massion.

Amendements identiques nos 223 de Mme Beaudeau et 256 de M. Masseret ; amendement n° 113 rectifié de M. Badré. – Mme Beaudeau, MM. Massion, Badré, le rapporteur, le ministre. – Rejet des amendements nos 223 et 256 ; retrait de l'amendement n° 113 rectifié.

Adoption de l'article.

Articles additionnels après l'article 49 (p. 1679)

Amendement n° 60 du Gouvernement et sous-amendement n° 287 de la commission. – MM. le ministre, le rapporteur. – Adoption du sous-amendement et de l'amendement, modifié, insérant un article additionnel.

Amendements nos 257, 260 rectifié de M. Masseret et 258, 259 de M. Richard. – MM. Richard, le rapporteur, le ministre. – Retrait des amendements nos 258 et 260 rectifié ; adoption des amendements nos 257 et 259 insérant deux articles additionnels.

Article 49 *bis* (p. 1682)

MM. le rapporteur, Alain Richard.

Amendements identiques nos 224 de Mme Beaudeau et 261 de M. Richard. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre, Richard. – Retrait de l'amendement n° 261 ; rejet de l'amendement n° 224.

Rejet de l'article.

Article 49 *ter* (p. 1685)

Amendements nos 56 de la commission et 262 de M. Masseret. – MM. le rapporteur, Massion, le ministre. – Retrait de l'amendement n° 262 ; adoption de l'amendement n° 56 rédigeant l'article.

Article additionnel après l'article 49 *ter* (p. 1686)

Amendements nos 134 rectifié et 135 rectifié de M. de Gaulle. – MM. de Gaulle, le rapporteur, le ministre. – Retrait des deux amendements.

Article 50 (p. 1687)

MM. Jean-Marie Girault, Alain Richard.

Amendements identiques nos 57 de la commission, 5 de M. Pluchet, rapporteur pour avis, et 263 de M. Masseret. – MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, Richard, Jean-Pierre Raffarin, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat. – Adoption des trois amendements.

Amendements identiques nos 58 de la commission et 6 de M. Pluchet, rapporteur pour avis ; amendements nos 225 rectifié *bis* de Mme Beaudeau et 293 de la commission. – MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, Jack Ralite, le ministre, Richard. – Rejet des amendements nos 58, 6 et 225 rectifié *bis* ; adoption de l'amendement n° 293.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 50 (p. 1692)

Amendements identiques nos 15 de la commission et 7 de M. Pluchet, rapporteur pour avis. – MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, le ministre. – Adoption des amendements insérant un article additionnel.

Article 51 (p. 1693)

Amendement n° 64 de M. Huriet. – MM. Badré, le rapporteur, le ministre. – Adoption.

Amendement n° 1 rectifié *bis* de M. Gélard et sous-amendement n° 292 de M. Badré. – MM. Gélard, Badré, le rapporteur, le ministre. – Retrait du sous-amendement ; adoption de l'amendement.

Adoption de l'article modifié.

Article 52. – Adoption (p. 1694)

Articles additionnels après l'article 52 (p. 1694)

Amendements nos 288 et 289 de la commission. – MM. le rapporteur, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. – Adoption des amendements insérant deux articles additionnels.

Articles 53 et 54. – Adoption (p. 1694)

Article 55 (p. 1694)

M. Marc Massion, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Amendements identiques nos 107 de Mme Beaudeau et 264 de M. Besson. – Mme Luc, MM. Massion, le rapporteur, le ministre. – Rejet, par scrutin public, des deux amendements.

Adoption de l'article.

Article additionnel après l'article 55 (p. 1698)

Amendement n° 108 rectifié de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Article 56. – Adoption (p. 1698)

Article 57 (p. 1698)

MM. Christian Poncelet, le ministre.

Amendement n° 226 de Mme Beaudeau. – Mme Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Adoption de l'article.

Articles additionnels après l'article 57 (p. 1700)

Amendement n° 125 de M. Plazait. – MM. Plazait, le rapporteur, le ministre. – Rejet.

Seconde délibération (p. 1701)

Demande de seconde délibération. – MM. le ministre, le président de la commission. – Adoption.

Suspension et reprise de la séance (p. 1701)

Article 5 (p. 1701)

Amendement n° A-1 du Gouvernement. – MM. le ministre, le rapporteur. – Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 23 (p. 1702)

Amendement n° A-2 du Gouvernement. – MM. le ministre, le rapporteur. – Adoption de l'amendement rétablissant l'article.

Vote sur l'ensemble (p. 1702)

Mme Hélène Luc, MM. Massion, le ministre.

Adoption du projet de loi.

5. **Nomination de membres d'une commission mixte paritaire** (p. 1703).

6. **Communication de l'adoption définitive de propositions d'acte communautaire** (p. 1703).

7. **Ordre du jour** (p. 1704).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENCE DE M. MICHEL DREYFUS-SCHMIDT vice-président

M. le président. La séance est ouverte.

(La séance est ouverte à dix heures quinze.)

1

PROCÈS-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la précédente séance a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

2

DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi (n° 259, 1995-1996), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. [Rapport (n° 270, 1995-1996) et avis (n° 272, 1995-1996).]

Dans la discussion des articles, le Sénat en est parvenu au titre II.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INTERVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN FAVEUR DES ENTREPRISES

M. le président. La division « Section 1 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 9

M. le président. L'article 9 a été supprimé par l'Assemblée nationale.

La parole est à M. Hoeffel.

M. Daniel Hoeffel, *au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* L'article 9, qui a été supprimé par l'Assemblée nationale, tend à préciser les règles applicables aux garanties accordées par les collectivités territoriales aux emprunts contractés par des personnes de droit privé.

Précisons d'emblée que ces règles ne s'appliquent pas aux garanties accordées aux personnes de droit public. En sont également exclues les garanties concernant des opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements sociaux.

Telles qu'elles ressortent en dernier lieu de la loi du 5 janvier 1988 et d'un décret du 18 avril 1988, trois règles sont applicables aux garanties accordées par les collectivités territoriales aux emprunts souscrits par des personnes physiques ou morales de droit privé.

Première règle, dite de « division du risque » : le montant des annuités garanties ou cautionnées au profit d'un même débiteur est plafonné à 10 p. 100 du montant total des annuités susceptibles d'être garanties ou cautionnées.

Deuxième règle, dite de « partage du risque » : une ou plusieurs collectivités territoriales ne peuvent en principe garantir un emprunt que dans la limite d'une quotité égale à 50 p. 100.

Troisième règle, enfin, qui fait l'objet de l'article 9 du projet de loi initial : le montant total des annuités d'emprunts déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice, majoré du montant de la première annuité entière du nouveau concours garanti et du montant des annuités de la dette de la collectivité est limité à 50 p. 100 des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget.

Pour l'application de ce plafond, le décret du 18 avril 1988 a précisé que le montant des annuités à prendre en compte est égal au montant des annuités des garanties ou cautions déjà accordées à des emprunts contractés par des personnes de droit privé, mais aussi de droit public.

Cette interprétation a été récemment remise en cause par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 20 octobre 1995, commune de Montbrison, qui a considéré que « le montant des garanties accordées aux emprunts contractés par des personnes de droit public devait être exclu du calcul du plafonnement applicable aux garanties des emprunts souscrits par les personnes de droit privé ».

Revenant sur cette solution jurisprudentielle, l'article 9 du projet de loi confirme le mode de calcul du plafond tel que prévu par le décret du 18 avril 1988, en l'inscrivant dans les dispositions pertinentes du code général des collectivités territoriales.

Les emprunts pris en compte pour le calcul du plafond seraient donc ceux qui seraient contractés par toute personne de droit privé ou de droit public. Ainsi, ce sont toutes les opérations de garanties réalisées par la collectivité concernée qui seraient prises en considération pour déterminer si celle-ci peut s'engager auprès d'une personne privée.

Je souligne néanmoins que l'article 9 du projet de loi ne remet pas en question l'exclusion des garanties accordées pour le logement social et aux emprunts des personnes publiques des règles de plafonnement.

Sur la base des données actuellement disponibles, soit au 31 décembre 1992, l'encours des garanties d'emprunt – toutes collectivités confondues – s'élevait à 272,5 milliards de francs. Les garanties accordées aux personnes de droit privé ne représentent qu'une faible part de ce total.

Le risque que ces garanties peuvent entraîner pour les collectivités territoriales est réel, comme le met clairement en évidence le rapport de la Cour des comptes de 1995 sur les communes confrontées à de graves difficultés financières. Ce rapport a justifié les précautions prises récemment par le législateur, notamment en matière de cautionnement et de provisionnement.

Dans ces conditions et afin de prévenir la survenance de ces risques, deux solutions peuvent être envisagées : soit, comme le propose l'Assemblée nationale, s'en tenir à la jurisprudence « commune de Montbrison » et envisager, le cas échéant, une modification par la voie réglementaire du seuil applicable aux garanties des emprunts accordées à des personnes privées ; soit, conformément à ce que prévoit l'article 9 et à l'interprétation retenue par le décret du 18 avril 1988, réintégrer, en modifiant à cette fin le dispositif législatif, les garanties prévues pour le logement social et les personnes publiques dans le calcul du plafonnement.

Cette seconde solution a la préférence de la commission des lois. Elle a le mérite de permettre la prise en considération de l'ensemble des garanties accordées par une collectivité et donc l'évaluation complète de la situation de celle-ci préalablement à l'octroi d'une garantie à une personne de droit privée. Elle conduit le législateur à affirmer clairement les règles qu'il souhaite voir appliquer en la matière.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 17 est présenté par M. Lambert, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 65 est présenté par M. Hoeffel, au nom de la commission des lois.

Tous deux tendent à rétablir l'article 9 dans la rédaction suivante :

« I. – 1° Au début du deuxième alinéa de l'article L. 2252-1 du code général des collectivités territoriales, les mots : "Le montant total des annuités d'emprunts déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice" sont remplacés par les mots : "Le montant total des annuités, déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice, d'emprunts contractés par toute personne de droit privé ou de droit public".

« 2° – Au début du premier alinéa de l'article L. 2252-2 du code général des collectivités territoriales, les mots : "Les dispositions de l'article L. 2252-1 ne sont pas applicables" sont remplacés par les mots : "Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 2252-1 ne sont pas applicables".

« II. – 1° Au début du deuxième alinéa de l'article L. 3231-4 du code général des collectivités territoriales, les mots : "Le montant total des annuités d'emprunts déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice" sont remplacés par les mots : "Le montant total des annuités, déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice, d'emprunts contractés par toute personne de droit privé ou de droit public".

« 2° Les septième à dernier alinéas de l'article L. 3231-4 du code général des collectivités territoriales sont supprimés.

« 3° Après l'article L. 3231-4 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 3231-4-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 3231-4-1.* – Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 3231-4 ne sont pas applicables aux garanties d'emprunts ou aux cautionnements accordés par un département :

« 1° Pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré ou les sociétés d'économie mixte ;

« 2° Pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements bénéficiant d'une subvention de l'Etat ou réalisées avec le bénéfice de prêts aidés par l'Etat ou adossés en tout ou partie à des ressources défiscalisées ;

« 3° En application du plan départemental prévu à l'article 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement. »

« III. – 1° Au début du deuxième alinéa de l'article L. 4253-1 du code général des collectivités territoriales, les mots : "Le montant total des annuités d'emprunts déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice" sont remplacés par les mots : "Le montant total des annuités, déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice, d'emprunts contractés par toute personne de droit privé ou de droit public".

« 2° Au début du premier alinéa de l'article L. 4253-2 du code général des collectivités territoriales, les mots : "Les dispositions de l'article L. 4253-1 ne sont pas applicables" sont remplacés par les mots : "Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 4253-1 ne sont pas applicables". »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 17.

M. Alain Lambert, *rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* La commission des finances partage, en tous points, l'opinion qui vient d'être exprimée par M. Daniel Hoeffel. Celui-ci a remarquablement expliqué la question en discussion, ce qui va me permettre d'être bref.

Par ailleurs, la commission partage l'avis du Gouvernement. Mais c'est une situation quasi permanente, monsieur le ministre,...

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* ... et confortable !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Elle souhaite sauvegarder la santé financière des collectivités locales et protéger ces dernières de risques inconsidérés.

D'ailleurs – je parle sous le contrôle de M. Daniel Hoeffel – le Comité des finances locales avait émis, lors de sa séance du 16 février 1988, un avis favorable au décret du 18 avril 1988.

M. le président. La parole est à M. Hoeffel, pour défendre l'amendement n° 65.

M. Daniel Hoeffel, *au nom de la commission des lois.* Tout a été dit et je ne puis que me féliciter de la convergence d'idées et de pensées entre la commission des finances et la commission des lois.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n°s 17 et 65 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Vous imaginez bien que le Gouvernement est pleinement satisfait du rétablissement de l'article 9 que l'Assemblée nationale avait supprimé. Il s'agit d'un dispositif de saine gestion, d'une mesure prudentielle.

Oserais-je dire que, là où existe un potentiel de garantie le prêteur sera tenté de faire systématiquement appel à cette caution. Ainsi, les engagements des collectivités territoriales risquent de croître considérablement, les collectivités pouvant être promptes à délivrer une caution qui n'a pas, dans l'immédiat, de traduction budgétaire.

Or, au cours des dernières années, des associations du secteur social, par exemple, qui avaient sollicité des garanties des conseils généraux ou des communes ont sombré dans des difficultés financières, et le prêteur a demandé à la caution de régler les dettes.

Les collectivités sont vulnérables. Il est donc judicieux d'établir cette règle, et le Gouvernement est en plein accord avec l'amendement n° 17 de la commission des finances comme avec l'amendement n° 65 de la commission des lois.

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques n^{os} 17 et 65.

M. René Régnault. Je demande la parole contre les amendements.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. Mes chers collègues, vous ne m'avez pas rassuré, car je crains que, sinon directement, assurément indirectement, ces dispositions n'engendrent des difficultés pour le logement social réalisé par des opérateurs publics.

Je l'ai indiqué hier, nous souhaiterions que le Sénat suive l'Assemblée nationale, qui a purement et simplement supprimé l'article 9.

La garantie apportée au logement social et aux opérateurs publics est indispensable pour la mise en œuvre des programmes de logements sociaux. Au moment où l'on souhaite, dans le cadre de ce DDOEF, encourager en particulier l'effort en direction de ce type de logement et de l'activité du bâtiment, cette disposition me paraît malvenue.

Si l'on peut penser que les opérateurs auxquels je viens de faire référence seront, dans l'immédiat, juridiquement à l'abri, rien ne m'empêchera de considérer que, au fil du temps, les collectivités se montreront plus parcimonieuses en matière d'octroi de garantie, craignant de très vite dépasser le ratio de 50 p. 100 et de se trouver ainsi privées de cette faculté face à d'autres demandeurs.

Je crois donc que nos deux commissions ont commis une erreur en déposant ces deux amendements et j'invite le Sénat à les repousser.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Les problèmes qui sont évoqués par M. Régnault méritent d'être pris en compte, mais il faut, sur ce point, être bien clair.

De deux choses l'une : s'il s'agit de garantir au prêteur que, en cas de défaillance de l'emprunteur principal, il sera remboursé par la collectivité, il y a engagement réel de la part de celle-ci ; s'il ne s'agit pas d'un engagement réel de sa part, je ne vois pas pourquoi le prêteur serait aussi attaché à demander cette garantie.

Nous devons ici faire preuve de responsabilité. Si l'on considère que la collectivité s'engage véritablemement à se substituer à l'emprunteur principal, c'est-à-dire à l'organisme logeur, au cas où celui-ci ne pourrait faire face aux échéances de remboursement, il faut impérativement voter le texte qui est proposé par la commission des lois et par la commission des finances.

Cela ne veut pas dire pour autant, monsieur Régnault, que la commission des lois et la commission des finances sont indifférentes au logement social : nous sommes, comme vous, attachés à ce que le logement social puisse exercer sa mission au service de nos concitoyens. Mais il faut aussi que les défaillances des organismes logeurs n'entraînent pas des hausses de fiscalité insupportables pour les contribuables locaux.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement approuve pleinement cette référence à la responsabilité que vient d'invoquer M. le rapporteur. Il est trop facile de prêter sans apprécier la solvabilité du débiteur. Ce chantage sur des taux plus avantageux au motif qu'il y a des garanties venant d'une collectivité supérieure n'a pas de justification.

Il est impératif que les prêteurs, quels qu'ils soient, assument cette responsabilité et ne spéculent pas sur les capacités des collectivités publiques, faute de quoi, à terme, vous verrez surgir un certain nombre de sinistres qui mettront ces collectivités en difficulté.

Enfin, monsieur Régnault, s'agissant du logement social, il n'y a pas de limites. Les dispositions en vigueur continueront à s'appliquer et le plafonnement ne viendra pas pénaliser les cautions accordées par le conseil général à l'office public départemental ou les cautions accordées par une grande agglomération à l'office municipal de construction de logements HLM.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Cautions données volontairement !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Bien sûr !

S'agissant des établissements relevant du droit public, le dispositif en vigueur continuera donc à s'appliquer. On vise ici les organismes de droit privé.

Je crois que l'économie mixte a ses limites, monsieur Régnault, et que chacun doit assumer ses responsabilités dans le cadre du droit dont il relève.

M. René Régnault. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. Le petit échange que nous avons avec le rapporteur et le ministre permettra d'éclairer les uns et les autres et d'éviter de se servir d'une disposition pour en appliquer une autre. L'itinéraire est ainsi bien balisé.

Sur cet itinéraire balisé, je crois, comme vous, monsieur le ministre, qu'il faut protéger nos collectivités territoriales de certaines perversions, notamment de celle que vous avez citée, et j'adhère tout à fait à votre raisonnement.

Il n'empêche que, lorsqu'une collectivité territoriale accorde sa garantie, parfois à la demande d'une institution financière aussi honorable que la Caisse des dépôts et consignations, dans un secteur comme celui du logement social, cela présente tout de même pour ladite collectivité l'avantage de pouvoir intervenir dans un domaine très important, et sans prendre un risque très grand.

Bien sûr, si vous assumez une garantie, c'est bien qu'il y a, quelque part, un risque ; sinon, à quoi servirait-elle ? Mais tous ici nous savons bien – notamment ceux qui, parmi nous, président un conseil général – que, dans ce domaine, les risques encourus par les collectivités territoriales sont marginaux.

En revanche, le fait, pour la collectivité territoriale, d'accorder sa garantie sur un programme de constructions sociales dans un département lui donne une certaine maîtrise de la programmation, sur laquelle elle a un regard, et lui permet aussi de faire la différence avec d'autres opérateurs éventuellement moins vigilants et moins scrupuleux, se prémunissant ainsi contre certaines aventures.

Je pense donc que, à travers les garanties apportées dans le domaine du logement social par les collectivités territoriales, celles-ci ont aussi la possibilité à la fois de maîtriser leur équipement en logements sociaux, ainsi que leur développement en général, et de s'inscrire concrètement dans une politique d'aménagement du territoire.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques, nos 17 et 65, acceptés par le Gouvernement.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. En conséquence, l'article 9 est rétabli dans cette rédaction.

La division « Section 2 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 10

M. le président. « Art. 10. – Après le deuxième alinéa de l'article L. 1511-3 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les collectivités territoriales ou leurs groupements peuvent prendre en charge, totalement ou partiellement, les commissions dues par les bénéficiaires de garanties d'emprunt, accordées par les établissements de crédit agréés à cet effet, dans des conditions fixées par décret. Cette aide ne peut pas être cumulée, pour un même emprunt, avec la garantie octroyée directement par une collectivité ou un groupement en application des articles L. 2252-1, L. 2252-2, L. 3231-4, L. 4253-1 et L. 4253-2. »

Par amendement n° 18, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de rédiger comme suit le texte de l'alinéa présenté par cet article pour être inséré après le deuxième alinéa de l'article L. 1511-3 du code général des collectivités territoriales :

> « Les commissions dues par les bénéficiaires de garanties d'emprunt accordées par les établissements de crédit peuvent être prises en charge, totalement ou partiellement, dans des conditions fixées par décret. Cette aide ne peut pas être cumulée, pour un même emprunt, avec la garantie ou le cautionnement accordé par une collectivité ou un groupement. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 66, présenté par M. Hoeffel, au nom de la commission des lois, et tendant, à la fin de la première phrase du texte présenté par l'amendement n° 18 pour l'alinéa proposé par cet article pour être inséré après le deuxième alinéa de l'article L. 1511-3 du code général des collectivités territoriales à remplacer les mots : « par décret » par les mots : « par décret en Conseil d'Etat ».

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 18.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit de compléter le régime des aides indirectes que les collectivités territoriales peuvent accorder aux entreprises.

L'amendement n° 18 vise à réécrire la première phrase du texte présenté par l'article 10 afin d'encadrer ce nouveau régime d'aides indirectes dans des conditions qui sont fixées par décret.

S'agissant de la seconde phrase de ce même texte, le Gouvernement, en vue d'éviter des abus, souhaite, selon nous à juste titre, interdire le cumul des prises en charge de commissions de garantie, d'une part, et de garanties directes accordées par la collectivité ou le groupement, d'autre part.

Nous avons considéré qu'il convenait de modifier le texte afin de lever toute ambiguïté, puisque ne sont pas visés des articles relatifs aux garanties d'emprunt accordées à certaines associations culturelles.

Cet amendement s'inscrit tout à fait dans l'esprit de l'article 10.

M. le président. La parole est à M. Hoeffel, pour présenter le sous-amendement n° 66.

M. Daniel Hoeffel, *au nom de la commission des lois.* La commission des lois est tout à fait en accord avec la teneur de l'amendement n° 18. Elle propose simplement de renvoyer la détermination des conditions d'application de la disposition proposée à un décret en Conseil d'Etat.

Cette procédure de décret en Conseil d'Etat est en effet suivie pour la fixation des conditions d'attribution des aides directes par les régions et en matière d'aides indirectes pour les rabais qui peuvent être consentis par rapport aux conditions du marché pour la revente ou la location de bâtiments par les collectivités territoriales ou leurs groupements, ainsi que pour les abattements sur les charges de rénovation de bâtiments industriels anciens.

C'est d'ailleurs une procédure habituelle s'agissant des dispositions qui intéressent les collectivités territoriales.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 66 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Avis très favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 et sur le sous-amendement n° 66 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement se réjouit de la transcription des principes énoncés ce matin par M. le président Poncelet : l'amendement n° 18 répond effectivement à un souci de simplification et de lisibilité. Le Gouvernement y est donc favorable.

Le sous-amendement n° 66 apporte une sécurité supplémentaire en soumettant le décret au Conseil d'Etat. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 66, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, ainsi modifié, l'amendement n° 18, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10, ainsi modifié.

(L'article 10 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 10

M. le président. Par amendement n° 142, M. Revet propose d'insérer, après l'article 10, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Le premier alinéa de l'article L. 312-5-2 du code de la construction et de l'habitation est ainsi rédigé :

« Les régions, les départements, les communes et leurs groupements peuvent : »

« II. – Dans l'article L. 312-5-2 du code de la construction et de l'habitation, le *a* est ainsi rédigé :

« *a)* Compléter l'aide de l'Etat par des subventions, des prêts, des bonifications d'intérêts, des garanties d'emprunts ou des avances remboursables ; ».

La parole est à M. Revet.

M. Charles Revet. En de multiples occasions, le Gouvernement, souvent par votre bouche, monsieur le ministre, a souligné sa volonté de tout mettre en œuvre pour relancer l'activité économique et pour favoriser l'emploi. Je ne crois pas me tromper en disant qu'il souhaite voir s'associer à cette démarche l'ensemble des partenaires susceptibles d'y contribuer. Nous partageons, bien entendu, ce souhait.

Vous proposez, monsieur le ministre, des dispositions nouvelles qui vont dans le bon sens, et nous les approuvons. Mais peut-être convient-il au préalable d'envisager le maintien des dispositions existantes qui donnent de bons résultats et qui risquent d'être remises en cause, bien qu'en place depuis longtemps, au prétexte qu'elles ne correspondent pas aux compétences définies par la loi. C'est ce que, à travers les quelques amendements que j'ai déposés, j'essaierai de mettre en évidence, en partant d'exemples concrets.

Je suis président du conseil général de Seine-Maritime, un grand département, vous en conviendrez. Nous intervenons dans le domaine du logement depuis bientôt quarante-cinq ans. Dès 1952, en effet, le conseil général d'alors a décidé de créer une caisse auxiliaire des prêts et d'abonder les financements pour l'accession à la propriété avec un prêt sans intérêt – vous voyez que ce n'est pas nouveau ! – permettant aux familles modestes de compléter leur financement.

Nous avons quelque peu modifié l'organisation de ce système à la demande de la chambre régionale des comptes, ou de ce qui en tenait lieu à l'époque : au départ, le système relevait d'une caisse auxiliaire dépendant directement du conseil général ; nous avons créé une association dont les membres étaient majoritairement des conseillers généraux.

Bien entendu, la chambre régionale des comptes exerce un contrôle sur cette association comme sur toute collectivité.

Quelle est la situation ? Je crois savoir que bon nombre de départements sont aujourd'hui confrontés aux mêmes difficultés. En effet, la Seine-Maritime n'est pas le seul département à accorder des aides financières en matière de logement. A l'heure actuelle, monsieur le ministre, 18 000 familles bénéficient d'avances remboursables ou de prêts du conseil général.

Chaque année, environ 2 000 logements reçoivent ainsi des aides complémentaires à celles qui sont accordées par l'Etat ou des organismes divers.

Actuellement, l'équivalent de 70 millions à 80 millions de francs sont mis sur le marché chaque année. Il s'agit, en effet, d'avances remboursables qui s'autofinancent. Or la chambre régionale des comptes vient d'adresser au président de l'association d'aide à l'habitat et à moi-même, en tant que président du conseil général, un courrier dont j'extrais une phrase : « Les lois de décentralisation ont réparti les compétences entre l'Etat et les collectivités locales ; les aides aux particuliers en matière d'habitat ne sont pas de la compétence des départements, sauf les exceptions qui ont été réalisées par des lois particulières pour des actions ciblées à caractère social qui se concrétisent par des conventions passées entre l'Etat et les départements, PST, RMI. Ces exceptions faites au coup par coup n'ont pas pour effet de conférer une compétence générale aux départements pour le logement social. »

Dès lors, dans quelle situation suis-je, monsieur le ministre ?

Si je réponds aux injonctions de la chambre régionale des comptes – *a priori,* c'est ce que je dois faire – aucun prêt ne sera plus accordé. Du jour au lendemain, 2 000 familles vont donc se trouver privées de cette aide qui, pour beaucoup, est déterminante. Après tout, cela facilitera peut-être les finances du conseil général puisque, comme il y aura de toute façon des remboursements, sa trésorerie sera en augmentation de 70 millions ou 80 millions de francs.

Mais tel n'est pas notre objectif ! Nous considérons, en effet, que toutes les collectivités qui en ont la possibilité doivent se mobiliser et, en premier lieu, le conseil général, qui est au contact direct de la population. Nous souhaitons donc pouvoir poursuivre notre action, tout-à-fait bénéfique, dans un cadre légal, monsieur le ministre.

C'est la raison pour laquelle j'ai présenté cet amendement, qui tend à autoriser les collectivités locales, y compris les communes, à accompagner l'action du Gouvernement, de façon que, tous ensemble, nous donnions ce coup de fouet indispensable à la construction de logements. Outre le fait de répondre à une attente des familles, ces mesures auraient un effet déterminant sur l'emploi.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Compte tenu de la nature des questions posées par l'auteur de l'amendement, la commission des finances souhaiterait entendre l'avis du Gouvernement avant de se prononcer.

M. le président. Quel est donc l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je comprends tout à fait les préoccupations qui animent M. Revet ; il a raison de rappeler que nous devons apprécier l'efficacité de nos initiatives et de nos actions à l'aune du développement de l'emploi.

Le conseil général du département de la Seine-Maritime a mis en œuvre un dispositif de prêt et, aujourd'hui, celui-ci fait l'objet de remises en cause de la part de la chambre régionale des comptes.

Sur le fond, il me paraît imprudent d'imaginer que les collectivités territoriales puissent ainsi se transformer en organismes prêteurs.

M. Charles Revet. Bien entendu !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Telle n'est pas leur vocation. Je ne souhaite donc pas que la loi ouvre cette possibilité. En revanche, je suis prêt à examiner votre problème particulier par la voie réglementaire, monsieur le sénateur, et à lui donner une réponse qui puisse, sur le plan de la légalité, satisfaire les attentes formelles de la chambre régionale des comptes. Je serai à vos côtés en cette circonstance.

Si vous souhaitez persévérer dans la voie de l'aide au logement en faveur des familles les plus modestes, il me semble que vous pourriez vous inspirer du dispositif que l'Etat a mis en place en matière de prêt à taux zéro et prévoir que l'aide que vous entendez apporter à ces familles puisse prendre la forme de subventions. L'action que vous menez pourra ainsi se prolonger.

Actuellement, ces prêts ne sont intéressants que s'ils sont assortis de conditions particulièrement avantageuses. Aussi, je suppose que votre conseil général pratique des taux d'intérêt inférieurs aux taux du marché.

M. Charles Revet. Bien sûr !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* C'est donc le budget du conseil général qui en supporte le coût ! Il suffirait de procéder à une évaluation de l'avantage consenti, de l'inscrire au budget et d'apporter, comme le fait l'Etat pour le prêt à taux zéro, une contribution à l'organisme prêteur qui est chargé d'accorder les prêts immobiliers.

C'est cette voie, me semble-t-il, qu'il faut emprunter pour parvenir à régulariser la situation et permettre au conseil général de Seine-Maritime de poursuivre son action au service du logement.

Je vous propose donc, monsieur le sénateur, de régler votre problème sur le plan formel à l'égard de la chambre régionale des comptes. Ensuite, après une période de transition, vous pourriez convertir votre action sous une autre forme. Mais le Gouvernement, vous le comprenez bien, n'envisage pas d'autoriser les collectivités territoriales à devenir, en quelque sorte, des organismes prêteurs. Il pourrait en résulter une confusion des genres qui ne serait pas conforme à la logique des missions des collectivités territoriales. Il faut que chacun assume ses responsabilités.

Sous le bénéfice de ces observations et de l'engagement que je prends de régler votre problème sur le plan formel à l'égard de la chambre régionale des comptes, je souhaiterais, monsieur le sénateur, que vous retiriez cet amendement.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Compte tenu des explications qui viennent d'être données par le Gouvernement, il me semble que M. Revet serait bien inspiré de saisir la perche que lui tend M. le ministre. Dans l'hypothèse où il maintiendrait son amendement, la commission des finances émettrait un avis défavorable.

M. le président. Monsieur Revet, l'amendement est-il maintenu ?

M. Charles Revet. Je voudrais d'abord faire une remarque liminaire : la chambre régionale des comptes a fait son travail ! Elle a dressé un constat et elle m'a informé que, en qualité de président du conseil général, je devais faire un choix : arrêter d'accorder des aides et respecter ainsi la législation et la réglementation ou continuer et me placer dans l'illégalité.

Par ailleurs, monsieur le ministre, je ne partage pas du tout votre analyse. Je vais vous expliquer la raison pour laquelle il existe une différence fondamentale entre l'avance remboursable et la subvention.

Aujourd'hui, c'est vrai, je l'ai dit il y a longtemps, je ne sors pas un centime – vous comprendrez tout de suite combien c'est important dans cette période difficile – des impôts des contribuables, parce que la pompe est alimentée : les retours et les remboursements des avances alimentent purement et simplement les 70 millions ou 80 millions de francs qui sont ainsi disponibles. Ce sera tout à fait différent si l'on doit injecter 10 millions ou 20 millions de francs, qui devront être prélevés chaque année sur le budget puisqu'il n'y aura pas de retour.

En outre – et, sur ce point, il conviendrait de mener une réflexion de fond – quel est l'objet de l'intervention d'une collectivité locale au travers des subventions ou des avances remboursables ?

Bien entendu, il ne s'agit pas de se substituer à des organismes existants qui ont vocation à accorder des prêts. Mais lorsqu'une collectivité locale se trouve en situation de pouvoir intervenir et qu'une aide sous forme de subvention ou d'avance permet de réaliser des opérations qui ne pourraient pas l'être autrement, le rôle de cette collectivité locale est d'aider à prendre des risques.

Il appartient aux collectivités locales, qui représentent la sécurité, d'être, davantage encore dans cette période difficile, monsieur le ministre, ce petit plus qui permet la réalisation de certaines opérations. Il s'agit d'un débat de fond qu'il faudra avoir.

J'ai le sentiment que l'on est hors du temps. Quotidiennement, nous recevons des millions de demandes d'emploi qui, dans certains cas – je ne dis pas dans tous – pourraient être satisfaites au travers de l'aide apportée par les collectivités locales.

Il faudrait peut-être dépasser le stade de la réglementation stricte. Le moment n'est-il pas venu où tout le monde doit se mobiliser ?

Cela étant, j'ai bien noté ce que vous m'avez dit, monsieur le ministre, mais je dois répondre au président de la chambre régionale des comptes dans trois ou quatre jours. Je vais donc lui dire que nous sommes en relation avec vos services, afin d'obtenir une réponse réglementaire qui nous permettra, malgré tout, de continuer. Toutefois, si cette réponse prend la forme de subventions, je ne suis pas sûr que l'on continuera. Je suis même presque certain du contraire.

En revanche, nous intervenons déjà sous forme de subventions pour la restauration de l'habitat. Ne pas accepter les mesures que nous proposons, au simple motif qu'il existe des compétences spécifiques, revient à mener un débat dépassé dans la période difficile que nous connaissons. Cela risque de remettre en cause, et pour longtemps, une action dynamique engagée à la sortie de la guerre, à un moment où se faisait sentir un important besoin de logements. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation semblable.

Monsieur le ministre, avant qu'une décision définitive n'intervienne dans ce domaine, je souhaite que l'on puisse rediscuter de cette question. Toutefois, compte tenu des engagements que vous avez pris, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 142 est retiré.

Par amendement n° 143, M. Revet propose d'insérer, après l'article 10, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – *a)* Dans la première phrase du premier alinéa de l'article L. 1511-2 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « primes régionales » sont ajoutés les mots : « et départementales ».

« *b)* Dans la deuxième phrase de cet alinéa, après les mots : « sont attribuées par la région » sont ajoutés les mots : « et le département ».

« II. – Au second alinéa de l'article L. 1511-2 du code général des collectivités territoriales, sont supprimés les mots : « le département ».

La parole est à M. Revet.

M. Charles Revet. Cet amendement va exactement dans le même sens que le précédent, mais il concerne un domaine différent.

Depuis une dizaine d'années, toujours dans le département de la Seine-Maritime où l'artisanat est très présent, nous passons des conventions avec la chambre de métiers. Là encore, nous consentons des avances remboursables et nous permettons à un nombre important d'artisans de moderniser leur outil de travail, quelle que soit la forme du commerce.

Je n'ai pas encore reçu d'injonctions de la chambre régionale des comptes, mais j'ai déjà des indications selon lesquelles nous allons devoir remettre en cause notre action.

Je ne voudrais pas me faire trop insistant, mais alors que nous devons tous nous mobiliser pour favoriser le développement de l'activité économique et de l'emploi, le moment n'est-il pas venu de réfléchir à la façon dont nous pourrions élargir nos possibilités d'intervention ? Bien entendu, ce ne serait pas une obligation ! Mais au moins, monsieur le ministre, si tel est le souhait des élus, s'ils estiment que leur intervention aux côtés d'autres organismes peut être utile, permettez-leur d'agir. Il est dommage que, dans une période aussi difficile, la loi ou la réglementation instaure des blocages.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Si des situations locales méritent d'être éclaircies, elles doivent être traitées de manière spécifique. Je ne crois pas que nous puissions le faire dans le cadre de l'examen de ce projet de loi portant DDOEF.

M. Revet nous propose, en quelque sorte, une révision de la répartition des compétences entre les collectivités locales. Le moment ne nous semble pas opportun. C'est pourquoi la commission des finances a émis un avis défavorable sur cet amendement n° 143.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement comprend bien les préoccupations qui animent M. Revet. Il est conscient que, sur le terrain, au-delà de la répartition des compétences telle qu'elle est prévue par la loi de décentralisation, la loi est parfois contournée.

Mais, comme l'a rappelé M. le rapporteur général, nous débattons d'un projet de loi portant DDOEF et il n'est pas facile de modifier à cette occasion les compétences telles qu'elles sont prévues par la loi de décentralisation. Il serait peut-être intéressant de nous rencontrer de nouveau pour débattre de cette question.

L'amendement n° 142, à sa façon, remettait aussi en cause les compétences des collectivités territoriales.

M. Charles Revet. Absolument !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je vous ai répondu à cet égard, et je vous remercie d'avoir retiré cet amendement. Je vous confirme que je serai à vos côtés pour résoudre ce problème d'un point de vue formel. Ce doit être bien clair.

S'agissant des compétences économiques, sur le principe, je ne souhaite pas, comme M. le rapporteur, qu'on les modifie à l'occasion de l'examen de ce DDOEF. Cependant, je vous propose de nous rencontrer pour tirer au clair cette situation, car, en cette matière, les ambiguïtés sont effectivement considérables.

M. Charles Revet. Tout à fait !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Prenons ce rendez-vous, monsieur le sénateur, et revenons dès que possible devant le Parlement pour apporter une réponse réaliste, permettant aux conseils généraux, très actifs dans le domaine du développement économique, d'agir sans avoir recours à des formules quelque peu alambiquées pour contourner les textes en vigueur.

Sur le fond, vous sentez la sympathie que m'inspire votre amendement mais, dans l'immédiat, je souhaiterais que vous acceptiez de le retirer.

M. Philippe Marini. Ce n'est pas exempt de problèmes, très certainement !

M. le président. Monsieur Revet, l'amendement n° 143 est-il maintenu ?

M. Charles Revet. Je vais le retirer, monsieur le président.

Votre dernière phrase me satisfait pleinement, monsieur le ministre. Il est tout de même paradoxal qu'il soit nécessaire de recourir à des formules tarabiscotées, de contourner les textes en vigueur pour pouvoir intervenir, comme chacun en reconnaît la nécessité. D'ailleurs tous les départements, sous une forme ou sous une autre, tous les conseils régionaux interviennent. Alors, posons le problème et trouvons des solutions !

N'est-ce pas à ceux qui élaborent la loi et qui ont d'autres responsabilités ailleurs d'essayer de tirer les conclusions d'une situation et d'œuvrer pour agir dans la transparence ? N'est-ce pas à cause de tout cela qu'il existe tant de problèmes ? En effet, pour intervenir, nos collègues des collectivités locales sont obligés de trouver des formules dans lesquelles ils s'embarquent un peu dangereusement quelquefois, mais pour la bonne cause ; ils sont alors entraînés dans une situation qu'ils ne contrôlent pas.

Vous avez indiqué, monsieur le ministre, que nous nous rencontrerions et que nous en reparlerions dans cette enceinte le moment venu. Soit. Je retire donc mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 143 est retiré.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je vous remercie, monsieur le sénateur, d'avoir retiré cet amendement.

Puisque le Parlement s'est donné de nouvelles règles de fonctionnement, puisque le Gouvernement a prévu de répondre aux souhaits du Parlement pour examiner, chaque mois, des propositions de loi, je me mets à votre disposition pour instruire ce dossier selon le calendrier que voudra bien retenir le Sénat.

M. Charles Revet. Merci, monsieur le ministre !

Article additionnel avant l'article 11

M. le président. Par amendement n° 175 rectifié, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, avant l'article 11, un article additionnel ainsi rédigé :

« Avant le 2 octobre 1997, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les conditions d'application de l'article 3 de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995).

La parole est à Mme Borvo.

Mme Nicole Borvo. La rédaction de l'article 3 du projet de loi de finances pour 1996 a eu comme conséquence, parmi d'autres, de mettre, au nom de l'équité

fiscale, un terme au traitement particulier dont bénéficiaient les personnes vivant en concubinage au regard de l'impôt sur le revenu.

A l'époque, nous nous étions opposés à cette mesure au motif qu'elle ne prenait pas en compte la totalité du problème, nous proposions de regarder de façon équilibrée l'évolution de notre société et d'en tirer les conclusions adéquates pour notre administration fiscale dans son ensemble.

Chacun sait ici que, une fois votées les dispositions de l'article 3, il demeure un certain nombre d'incertitudes sur la manière dont les dispositions qu'il contient, et qui sont en partie contradictoires, peuvent être effectivement appliquées. Je vous invite à vous reporter au texte des deux paragraphes de cet article et à les étudier dans leurs implications concrètes.

Va-t-on ainsi procéder par regroupement de fichiers relatifs à l'impôt sur le revenu et aux impositions directes locales ?

Comment va-t-on prendre en compte la situation des ménages de concubins dont seul l'un des membres travaille et qui comportent éventuellement des enfants issus d'une précédente union ?

Tout cela suscite des questions sur la mise en œuvre effective de cette mesure dite d'équité fiscale mais qui ne répond pas à l'égalité de traitement.

Soyons clairs : l'article 3 avait pour objet de dégager quelques recettes fiscales complémentaires, qui ne semblent pas être au rendez-vous.

Sur le fond, de surcroît, se pose avec force la question de l'égalité de traitement fiscal entre concubins et couples mariés, égalité qui ne se limite pas aux règles de quotient familial applicables à l'impôt sur le revenu mais concerne également la question de la prise en compte de certaines réductions d'impôt, celle de la décote, ou encore celle de la législation fiscale sur les successions, dont on sait qu'elle est moins favorable aux concubins que ne pouvait l'être celle de l'impôt sur le revenu.

Il serait peut-être temps de s'interroger sur cette situation administrative particulière à l'administration fiscale, qui ne reconnaît pas l'union libre, alors que la sécurité sociale, les allocations familiales ou encore les administrations publiques locales ont largement intégré cette donnée sociologique dans leur pratique administrative.

C'est en ce sens que nous avons déposé cet amendement qui vise à offrir à la réflexion de nos assemblées, à partir de l'analyse de la situation de l'impôt sur le revenu, des éléments d'appréciation de l'évolution souhaitable de la prise en compte, sur le plan fiscal, des couples vivant en union libre.

Telle est la raison pour laquelle nous vous proposons, mes chers collègues, d'adopter cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission avait suggéré que l'amendement soit rectifié. Il l'a été. Elle considère que la question mérite effectivement un examen. Elle s'en rapporte au Gouvernement, tout en étant plutôt favorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement est un adepte de la transparence. Par conséquent, rien ne s'oppose à ce que l'attente exprimé dans l'amendement soit satisfaite par un rapport. Il émet donc un avis favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 175 rectifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, avant l'article 11.

TITRE III

MESURES DE SOUTIEN DE L'ACTIVITÉ

M. le président. La division « Section 1 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 11

M. le président. « Art. 11. – I. – Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 442-7 et à l'article L. 443-6 du code du travail, un accord conclu dans les conditions prévues par les articles L. 442-10 et L. 442-11 dudit code peut prévoir que tout ou partie des droits constitués au profit de chaque salarié au titre de la réserve spéciale de participation des exercices ouverts en 1991 et 1992 sont négociables ou exigibles à compter du 1er janvier 1996 et jusqu'au 30 septembre 1996.

« II. – Par dérogation à l'article L. 443-6 du code du travail, un accord conclu dans les conditions prévues à l'article L. 442-10 dudit code, ou une décision du chef d'entreprise lorsque le plan d'épargne d'entreprise a été établi à l'initiative de celui-ci, peuvent prévoir que tout ou partie des actions ou parts acquises par chaque salarié dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, dont la date normale de délivrance est fixée entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 1998 sont négociables ou exigibles à compter du 1er janvier 1996 et jusqu'au 30 septembre 1996. » – *(Adopté.)*

La division « Section 2 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 12

M. le président. « Art. 12. – Après le troisième alinéa du 22° de l'article 157 du code général des impôts, sont insérées les dispositions suivantes :

« Il en est de même des produits provenant du retrait de fonds ainsi que, le cas échéant, de la prime d'épargne et de ses intérêts capitalisés lorsque le retrait intervient à compter du 1er janvier 1996 et est effectué :

« *a)* Soit par les titulaires de plan justifiant qu'ils remplissent les conditions requises pour bénéficier du droit à la prime d'épargne au cours de l'une des années de la durée du plan ;

« *b)* Soit par les titulaires autres que ceux visés au *a,* à condition que le plan ait été ouvert avant le 20 décembre 1995 et pour le premier retrait intervenant avant le 1er juillet 1996.

« Le produit attaché à chaque retrait, y compris le retrait mentionné au *b* ci-dessus, est déterminé par différence entre, d'une part, le montant du retrait et, d'autre part, les sommes ou primes versées qui n'ont pas déjà fait l'objet d'un retrait, retenues au prorata des sommes retirées sur la valeur totale du contrat à la date du retrait.

« Le retrait partiel ou total de fonds ne remet en cause, le cas échéant, pour les versements effectués avant le 1er janvier 1996 ou pour ceux effectués à compter de

cette date et avant le 1er janvier de l'année qui précède celle du retrait, ni les réductions d'impôt au titre des versements qui ont été employés à une opération d'assurance sur la vie conformément à l'article 199 *septies*, ni le droit à la prime d'épargne.

« Le retrait partiel de fonds intervenu dans les conditions prévues ci-dessus n'entraîne pas de clôture du plan mais interdit tout nouveau versement.

« Lorsque le retrait entraîne la clôture du plan, la somme des primes d'épargne et de leurs intérêts capitalisés, le cas échéant, est immédiatement versée. »

Par amendement n° 19, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose, dans le troisième alinéa *b* du texte présenté par cet article pour être inséré après le troisième alinéa du 22° de l'article 157 du code général des impôts, de remplacer les mots : « avant le 1er juillet 1996 » par les mots : « avant le 1er octobre 1996 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit de reporter du 1er juillet 1996 au 1er octobre 1996 la date d'expiration du déblocage anticipé des plans d'épargne populaire. Comme le DDOEF sera promulgé tardivement, il convient de fixer un butoir identique à toutes les mesures relatives à l'épargne.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Cet amendement est opportun. Le Gouvernement émet donc un avis favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 19, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12, ainsi modifié.

(L'article 12 est adopté.)

M. le président. La division « Section 3 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 13

M. le président. « Art. 13. – Les personnes physiques qui ont fait des dépôts à des plans d'épargne-logement mentionnés aux articles L. 315-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, souscrits avant le 30 juin 1993, peuvent, entre le 1er janvier 1996 et le 30 septembre 1996, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, affecter une fraction de cette épargne au financement de travaux d'entretien ou d'amélioration de logements destinés à l'habitation principale ou à l'acquisition de meubles meublants ou d'équipements ménagers à usage non professionnel. »

Sur cet article, je suis saisi de trois amendements présentés par M. Lambert, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 20 vise, au début de cet article, à remplacer les mots : « qui ont fait des dépôts à des plans d'épargne-logement mentionnés aux articles L. 315-1 et suivants » par les mots : « titulaires de plans d'épargne-logement prévus aux articles L. 315-1 et suivants ».

L'amendement n° 21 rectifié tend, dans ce même article, à remplacer les mots : « souscrits avant le 30 juin 1993, peuvent, entre le 1er janvier 1996 et le 30 septembre 1996 » par les mots : « ayant atteint une durée d'au moins trois ans entre le 1er janvier et le 30 septembre 1996, peuvent, entre les mêmes dates ».

L'amendement n° 22 a pour objet :

I. – Dans cet article, de supprimer les mots : « dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, »

II. – A la fin de cet article, de supprimer les mots : « ou à l'acquisition de meubles meublants ou d'équipements ménagers à usage non professionnel ».

III. – De compléter cet article par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les personnes physiques titulaires de comptes d'épargne-logement mentionnés à l'article L. 315-1 du code de la construction et de l'habitation, à l'exclusion des plans contractuels mentionnés à l'article R. 315-24, peuvent, du 1er janvier au 30 septembre 1996, affecter une partie de cette épargne à l'acquisition de meubles meublants ou d'équipements ménagers à usage non professionnel.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre ces trois amendements.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'amendement n° 20 est purement rédactionnel.

L'amendement n° 21 rectifié a pour objet d'harmoniser la situation des différents plans d'épargne-logement au cours de la période d'ouverture de la fenêtre de déblocage.

Si l'on retient la rédaction du Gouvernement, certains plans de deux ans et demi pourront bénéficier de la mesure, alors que des plans de plus de trois ans en seront exclus.

Par ailleurs, la commission des finances considère qu'il convient de retenir une durée moyenne de trois ans. Nous sommes en effet soucieux de maintenir à l'épargne-logement le caractère d'épargne à moyen et à long terme.

L'amendement n° 22 est beaucoup plus lourd.

Il tend à éviter que la logique du plan d'épargne-logement ne soit ruinée.

Non seulement l'article autorise des prélèvements sur les plans qui n'ont pas atteint leur maturité, mais il interdit, pendant la période couverte par le dispositif, d'utiliser l'épargne-logement pour sa finalité normale, le logement, tout au moins pour les plans qui n'ont pas atteint leur maturité. Aux yeux de la commission des finances, cette mesure risquerait de dérouter les épargnants. De plus, elle obère les achats futurs de logements, au profit d'un soutien immédiat à la consommation. Mais la « fuite » de l'épargne – mot que j'ai effectivement utilisé dans mon rapport écrit – vers la consommation, au détriment du logement, nuit à l'efficacité des mesures en faveur du logement qui sont contenues dans ce projet de loi et qui sont très favorables à la croissance.

Cet amendement a pour objet de placer les épargnants devant un choix clair. S'ils souhaitent financer des biens de consommation, ils le font à l'aide d'un compte d'épargne-logement, instrument liquide qui peut être fait pour cela. Un plan d'épargne-logement peut toujours, selon la commission des finances, être transformé en compte d'épargne-logement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces trois amendements ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* L'amendement n° 20 est un amendement rédactionnel très opportun : le Gouvernement émet donc un avis favorable.

Il est également favorable à l'amendement n° 21 rectifié, sous la réserve que les mots : « trois ans » soient remplacés par les mots : « deux ans et six mois ».

L'amendement n° 22 est, comme vous l'avez vous-même qualifié, monsieur le rapporteur, un amendement lourd. Il remet en cause le dispositif prévu par le Gouvernement. Ayant regretté – ce sont les propos de M. le président Poncelet – que l'annonce d'une mesure applicable au 1er janvier ait été faite alors même que le Parlement ne s'était pas prononcé, vous imaginez bien que l'adoption de cet amendement provoquerait quelque étonnement de la part de ceux de nos compatriotes qui ont cru pouvoir se prévaloir de cette mesure pour accéder à ces ressources.

M. Christian Poncelet. *président de la commission des finances.* Ah ! les effets d'annonce !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je l'ai reconnu moi-même hier soir, monsieur le président. La prochaine fois, nous essaierons de réduire le temps séparant l'annonce de la consécration législative.

Par conséquent, je souhaiterais vivement, monsieur le rapporteur, que vous acceptiez de retirer l'amendement n° 22.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission des finances a en permanence le souci d'être agréable au Gouvernement. Elle accepte de modifier ainsi l'amendement n° 21 rectifié, même si elle est attachée à cette épargne moyenne et longue qu'est l'épargne-logement. Elle se rallie donc à la durée de deux ans et six mois.

S'agissant de l'amendement n° 22, mon impression est que le Sénat, en tout cas, la commission des finances et son rapporteur ne sont pas susceptibles. Il ne s'agit pas d'une question de susceptibilité au regard de l'annonce faite par le Gouvernement. Pour ma part, je pense qu'un pays fonctionne bien lorsqu'il a un exécutif qui a des pouvoirs.

La seule question est de savoir si un pays a besoin d'un Parlement. S'il n'en a pas besoin, qu'il utilise le domaine réglementaire qui est le sien pour agir !

M. René Régnault, Et il n'y a plus de démocratie !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Mais, pour des mesures qui requièrent, selon la Constitution, l'avis du Parlement, il faut faire travailler ce dernier.

Il est vrai que les travaux parlementaires sont parfois longs, et je le regrette moi-même. Mais, en tout état de cause, les débats permettent d'améliorer souvent les textes et d'apprécier totalement toutes les conséquences des dispositions proposées.

Monsieur le ministre, je n'ai aucune susceptibilité en la matière. Dans cette maison, en effet – vous le savez, car vous l'avez représentée avec beaucoup de talent – nous avons la conscience accrochée à l'intérêt général. Néanmoins, à chaque fois que le Gouvernement, pour gagner du temps, voudra s'exonérer de l'avis, de la valeur ajoutée apportée par le Parlement, il affaiblira son œuvre, qui doit être parfaite.

Animé d'un véritable souci de conciliation c'est un souci constant, comme vous le sentez bien, mais non pas un aveu de faiblesse pouvant laisser croire que le Gouvernement peut indiquer par téléphone ses souhaits au Sénat,...

M. Philippe Marini. On ne s'appuie que sur ce qui résiste !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* ... lequel les accepterait sur-le-champ – j'accepte de retirer l'amendement n° 22.

Mais qu'il soit bien entendu que l'épargne-logement est indispensable au logement des Français. Je veux bien que nous ayons cru indispensable de favoriser l'acquisition des aspirateurs et des ramasse-miettes – et je ne parle que des produits qui sont fabriqués dans ma ville – ...

M. Philippe Marini. C'est intéressant, ça !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* ..., mais cela ne doit pas se faire aux dépens du logement des Français !

M. Jacques Machet. Très bien !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il ne faudrait pas qu'une telle disposition nous soit une nouvelle fois soumise, car, pour ma part, bien que respectueux de nos institutions et admettant le fait majoritaire, je ne me sentirais pas tenu de la voter dans ces conditions.

C'est la raison pour laquelle, monsieur le ministre, ayant entendu votre appel personnel – il résonne toujours dans ma pensée – j'accepte de retirer cet amendement, même si c'est à regret. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées de l'Union centriste.)*

M. le président. L'amendement n° 22 est retiré.

En outre, je suis saisi d'un amendement 21 rectifié *bis,* présenté par M. Lambert, au nom de la commission des finances, qui vise, dans l'article 13, à remplacer les mots : « souscrits avant le 30 juin 1993, peuvent, entre le 1er janvier 1996 et le 30 septembre 1996 », par les mots : « ayant atteint une durée d'au moins deux ans et six mois entre le 1er janvier et le 30 septembre 1996, peuvent, entre les mêmes dates ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 20, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 21 rectifié *bis,* accepté par le Gouvernement.

M. René Régnault. Le groupe socialiste vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13, modifié.

M. René Régnault. Le groupe socialiste s'abstient.

(L'article 13 est adopté.)

Article 14

M. le président. « Art. 14. – Sans préjudice des dispositions de l'article L. 315-2 du code de la construction et de l'habitation, les prêts accordés au titre des plans d'épargne-logement entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1996 peuvent être affectés au financement des dépenses d'acquisition de logements ayant une autre destination que l'habitation principale. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 23, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 315-2 du code de la construction et de l'habitation est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les prêts accordés au titre des plans d'épargne-logement entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1996 peuvent être affectés au financement des dépenses d'acquisition de logements visés à

l'alinéa précédent. Pour les personnes bénéficiaires de cette disposition, les prêts accordés au titre des comptes d'épargne-logement peuvent être utilisés dans les mêmes conditions. »

Par amendement n° 279, le Gouvernement propose de rédiger ainsi l'article 14 :

« L'article L. 315-2 du code de la construction et de l'habitation est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les prêts d'épargne-logement accordés entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1996 peuvent être affectés au financement des dépenses d'acquisition de logements visés à l'alinéa précédent. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 23.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Cet amendement a pour objet de permettre aux titulaires d'un plan d'épargne-logement qui seraient, par ailleurs, titulaires d'un compte d'épargne-logement de pouvoir financer l'achat d'une résidence secondaire par un prêt aussi bien sur le plan d'épargne-logement que sur le compte d'épargne-logement.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement n° 279 et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Nous avons là l'illustration de la nécessité et de la richesse de l'échange entre le Parlement et le Gouvernement, et je rends hommage à la position que vous avez bien voulu prendre voilà un instant, monsieur le rapporteur général, sur l'article 13, concernant les prêts d'épargne-logement.

Le Gouvernement accepte la proposition consistant à permettre aux épargnants d'utiliser non seulement leur plan d'épargne-logement, mais aussi, le cas échéant, leur compte d'épargne-logement pour obtenir un prêt destiné à l'acquisition d'une résidence secondaire ancienne.

Toutefois, si ce principe est retenu, il paraît souhaitable de ne pas pénaliser les personnes qui ne détiennent pas de plan d'épargne-logement et disposent uniquement d'un compte d'épargne-logement, et de les autoriser également, jusqu'au 31 décembre 1996, à utiliser les droits à prêt acquis sur leur compte d'épargne-logement pour financer l'achat d'une résidence secondaire ancienne. Le coût budgétaire de cette mesure est faible : environ 20 millions de francs sur 6 milliards à 7 milliards de francs de primes d'épargne-logement payées annuellement.

Cette disposition renforcera les effets de la relance sur le marché de l'immobilier ancien.

Cette extension à tous les détenteurs d'un compte d'épargne-logement présente également l'avantage de la simplicité en termes d'application pratique.

Cette mesure va également dans le sens de la réduction des distorsions entre l'immobilier neuf et l'immobilier ancien, dans le prolongement des dispositions qui ont été adoptées en ce qui concerne le prêt à taux zéro et l'extension du bénéfice du prêt locatif intermédiaire aux acquéreurs de logements anciens.

Peut-être, monsieur le rapporteur, accepteriez-vous de rectifier votre amendement, afin de substituer au second alinéa de ce dernier le second alinéa de l'amendement n° 279 ? S'il en allait ainsi, le Gouvernement émettrait alors un avis favorable sur ce texte.

M. le président. Monsieur le rapporteur, que pensez-vous de la suggestion de M. le ministre ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je crois, monsieur le président, que le mieux est de retirer l'amendement n° 23 au profit de l'amendement n° 279, qui est d'ailleurs excellent et meilleur que le texte proposé par la commission des finances.

M. le président. L'amendement n° 23 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 279, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 14 est ainsi rédigé.

Article 15

M. le président. « Art. 15. – Pour toute offre de prêt émise entre le 1er janvier et le 31 décembre 1996 au titre d'un plan d'épargne-logement, le montant et la durée du prêt sont fixés de telle sorte que le total des intérêts à payer par l'emprunteur soit égal au total des intérêts acquis pris en compte pour le calcul du montant du prêt, multiplié par un coefficient égal à 3. » – *(Adopté.)*

La division « Section 4 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?

Article 16

M. le président. « Art. 16. – I. – Le gain net imposable retiré de la cession de parts ou actions mentionnées au I *bis* de l'article 92 B du code général des impôts réalisée du 1er janvier 1996 au 31 décembre 1996 peut, sur demande du contribuable, être exonérée lorsque le produit de la cession est investi dans un délai de deux mois dans l'acquisition ou la construction d'un immeuble situé en France et affecté exclusivement à l'habitation ou, pour un tel immeuble, dans la réalisation de travaux de reconstruction, d'agrandissement ou de grosses réparations.

« L'exonération s'applique également lorsque le produit de la cession est investi dans l'achat d'un terrain destiné à la construction d'un logement individuel, sous réserve de dépôt du permis de construire avant le 31 décembre 1996 et à la condition que les fondations soient achevées au plus tard le 31 mars 1997.

« Lorsque le montant de la cession mentionnée au premier alinéa excède celui de l'investissement, la fraction de la plus-value exonérée est déterminée selon le rapport existant entre le montant de l'investissement et le montant de la cession.

« II. – Le gain net imposable retiré de la cession de parts ou actions mentionnées au I *bis* de l'article 92 B du code général des impôts réalisée du 1er janvier 1996 au 30 septembre 1996 peut, sur demande du contribuable, être exonéré lorsque le produit de la cession est investi, au plus tard le 31 octobre 1996, dans la réalisation de travaux d'entretien ou d'amélioration de ses résidences principale et secondaire en France pour un montant au moins égal à 3 000 F par facture. Cette disposition est applicable également en cas d'acquisition de meubles meublants et d'équipements ménagers à usage non professionnel à condition que la valeur unitaire des biens éligibles soit au moins égale à 1 000 F.

« L'exonération s'applique dans la limite d'un montant de cessions de 100 000 F par contribuable pour l'ensemble de la période mentionnée à l'alinéa précédent.

« Lorsque le montant des cessions mentionnées au premier alinéa excède celui de l'investissement, la fraction de la plus-value exonérée est déterminée selon le rapport existant entre le montant de l'investissement, retenu dans la limite de 100 000 F, et le montant des cessions.

« La liste des biens ouvrant droit au bénéfice de la présente disposition est précisée par arrêté ministériel.

« III. – Lorsque l'exonération visée au I ou au II est demandée, la limite mentionnée au I de l'article 92 B du code précité est appréciée, pour l'imposition des autres gains nets réalisés au cours de la même année par le foyer fiscal, en faisant abstraction du montant de la cession correspondant à la plus-value ainsi exonérée.

« IV. – Un décret précise les modalités d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives des contribuables et des intermédiaires. »

Sur cet article, la parole est à M. Marini.

M. Philippe Marini. Monsieur le ministre, hier, lors de la discussion générale, je vous ai réaffirmé mon soutien, qui est tout à la fois déterminé et global, ce qui n'est pas une nouveauté.

Cependant, comme je l'indiquais tout à l'heure dans une interjection, on ne s'appuie que sur ce qui résiste, du moins sur ce qui résiste un peu : vos meilleurs amis sont donc là pour dire parfois dans les débats, en toute liberté, certaines de ces choses que le mandat parlementaire doit permettre d'exprimer.

Globalement, encore une fois, l'incitation à consommer est assurément une bonne chose : c'est un signal, qui peut avoir des effets significatifs pour restaurer le moral des consommateurs, comme nous le disions hier.

Toutefois, sur le plan technique, monsieur le ministre, l'article 16 – je m'empresse de vous dire que je le voterai – prévoit un dispositif d'exonérations destinées à favoriser l'acquisition de biens ménagers qui ne peut pas ne pas susciter quelques réactions, car il nous place tout de même dans une situation un peu étrange.

Les titres des organismes de placement collectif en valeurs mobilières monétaires de capitalisation constituent une épargne à court terme, comme tout le monde le comprend bien. Nous avons à plusieurs reprises, et encore récemment, abaissé les seuils de cessions permettant de bénéficier d'un statut fiscal particulièrement favorable.

Est-il vraiment tout à fait raisonnable de consentir un avantage fiscal en permettant à ces instruments de jouer précisément le rôle pour lequel ils sont faits ? En effet, quand on met de l'argent dans une SICAV monétaire, c'est parce qu'il est liquide et qu'on peut donc le retirer à tout moment.

Faut-il multiplier les exceptions et, comme vous le dites vous-même si bien, monsieur le ministre les niches, pour faire des choses qui, somme toute, sont ou devraient être naturelles ? Ne crée-t-on pas ainsi quelques distorsions supplémentaires dans un système fiscal qui est déjà exagérément compliqué ?

Est-il vraiment équitable de désigner certains biens de consommation et pas les autres ? Est-il efficace de mettre en place des mécanismes temporaires ? En effet, le jour où ces derniers s'achèvent, la disparition de l'effet d'aubaine a un effet défavorable et dépressif sur l'activité des branches que l'on voulait aider, et l'on est conduit, selon un principe bien connu, à retrouver une nouvelle mesure d'incitation pour prendre le relais de la précédente.

Enfin, monsieur le ministre, pour achever ces quelques remarques, est-il vraiment raisonnable et cohérent de mettre en place des exonérations, comme le dit si justement dans son rapport écrit M. le rapporteur, pour l'achat d'un aspirateur, d'un réfrigérateur ou même de biens ménagers fabriqués dans la bonne ville d'Alençon, alors que la sortie d'un OPCVM, un organisme de placement collectif en valeurs mobilières, sera taxée au premier franc lorsqu'il s'agira d'acquérir des actions ?

Vous nous disiez hier de façon extrêmement judicieuse, monsieur le ministre, qu'il fallait encourager de plus en plus l'investissement dans les fonds propres des entreprises. Ne serait-il pas raisonnable d'encourager cette fameuse épargne de proximité à sortir d'OPCVM monétaires pour investir dans les fonds propres de petites et moyennes entreprises ? On le fait selon certains dispositifs. Bien entendu, rien n'est simple en matière de fiscalité de l'épargne, et je crois que le Gouvernement, globalement, fait au mieux.

Mais, monsieur le ministre, il nous faudra être clairs et simples lors de la mise en œuvre de la réforme fiscale, de la réforme de la fiscalité de l'épargne en particulier. En effet, si le dispositif est exagérément éclaté et s'il est constitué d'une juxtaposition de niches multiples, il risque, en définitive, de ne plus servir à rien, car il sera tellement complexe qu'il n'aura plus d'effets sur les agents économiques.

M. le président. Sur l'article 16, je suis saisi de cinq amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° 86, présenté par Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen, et l'amendement n° 232, déposé par MM. Richard, Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés, sont identiques.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

Par amendement n° 24 rectifié, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose :

A. – De compléter *in fine* le premier alinéa du paragraphe I de l'article 16, par les mots : « ainsi que pour la résidence principale, dans la réalisation de travaux d'entretien ou d'amélioration pour un montant au moins égal à 3 000 francs par facture. »

B. –Dans la première phrase du premier alinéa du paragraphe II de cet article, de remplacer les mots : « de ses résidences principale et secondaire » par les mots : « de sa résidence secondaire ».

C. – Pour compenser les pertes de recettes résultant du A ci-dessus, de compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... Les pertes de recettes pour l'Etat résultant de l'extension de l'exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires de capitalisation à la réalisation de travaux d'entretien ou d'amélioration pour un montant au moins égal à 3 000 francs par facture sont compensées à due concurrence par un relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Par amendement n° 25, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose :

I. – Après le premier alinéa du paragraphe I de l'article 16, d'insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Il en est de même lorsque le produit de la cession est investi dans la transformation en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage à condition que la déclaration d'affectation temporaire des locaux prévus à l'article L. 631-7-1 du code de la construction et de l'habitation ait eu lieu avant le 31 décembre 1996. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I ci-dessus, d'insérer après le paragraphe I de l'article 16 un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... Les pertes de recettes pour l'Etat résultant de l'extension de l'exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires de capitalisation à l'investissement dans la transformation en logements, de locaux précédemment affectés à un autre usage sont compensées à due concurrence par un relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Par amendement n° 26, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de supprimer la dernière phrase du premier alinéa et le dernier alinéa du II de l'article 16.

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 86.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cet amendement de suppression de l'article 16 du projet de loi tend à poser une question très simple : jusqu'où et jusqu'à quand notre législation fiscale comportera-t-elle des orientations précises que l'on s'ingéniera ensuite à battre en brèche au travers de dispositions dérogatoires du droit commun ?

La loi de finances pour 1996 a consacré l'abandon du principe d'exonération partielle des plus-values de cession de titres de taux.

Les incitations fiscales dont bénéficiaient ces placements et le seuil incroyable d'exonération qui leur fut longtemps appliqué ont donc été abandonnées, mais avec une réserve non négligeable portant, en l'espèce, dans le texte de la loi de finances, sur l'utilisation éventuelle desdites plus-values de cession aux fins d'acheter un véhicule d'une valeur maximale de 100 000 francs.

Au nom d'une relance économique que les Français souhaitent, vous nous proposez, monsieur le ministre, d'accorder une nouvelle dérogation au droit commun en autorisant les contribuables à échapper au régime particulier de taxation des plus-values – il est déjà dérogatoire au droit commun – sous le bénéfice d'une utilisation de leurs plus-values de cession dans le cadre de dépenses d'entretien ou d'amélioration de l'habitation principale ou secondaire, ou encore pour l'achat de meubles ou d'équipements ménagers.

Je voudrais, mes chers collègues, que nous réfléchissions ensemble : le contribuable qui achète à crédit des meubles, de l'équipement ménager, peut envisager de bénéficier d'une réduction d'impôt égale au quart du montant des intérêts de ce crédit, c'est-à-dire de 3,5 p. 100 à 4 p. 100 du prix de vente global de l'objet.

C'est le sens des dispositions de l'article 16 *septies* que nous allons examiner.

Celui qui paie comptant ces mêmes produits sur ses économies, par exemple après avoir effectué un retrait sur un livret défiscalisé, ne bénéficiera d'aucune mesure de faveur, si ce n'est, éventuellement, la ristourne accordée par le revendeur.

Enfin, notre contribuable bénéficiaire de plus-values de cession d'actifs financiers profitera vraisemblablement de la ristourne du revendeur et, accessoirement, d'une non-imposition spécifique, alors même que le précédent aura dû inclure le coût de ces achats dans son revenu imposable, voire dans l'assiette de la CSG et du RDS qu'il est appelé à acquitter tous les mois.

Où est, monsieur le ministre, dans ce cas – et en toute objectivité – la justice fiscale ?

Pourquoi accorder une telle franchise fiscale alors que l'objet même de notre fiscalité doit être de veiller au respect du principe qui rend obligatoire la participation de chacun aux charges publiques à concurrence de ses possibilités ?

Nous ne croyons pas à l'efficacité de la mesure figurant à l'article 16.

Elle contribue, en revanche, à éloigner toujours un peu plus notre législation fiscale de cet impératif de justice qui doit la guider en perpétuant sous une forme pour le moins discutable les avantages concédés à l'épargne financière, et singulièrement à l'épargne spéculative.

Comment oublier que la valorisation des titres de taux s'est, ces dernières années, faite aux dépens de l'économie réelle par prélèvements sans cesse accentués sur le travail, sur la richesse créée, qu'elle a motivé le maintien de taux d'intérêt élevés coûteux pour l'emploi et pour l'investissement ? Nous en connaissons le résultat : le nombre de chômeurs n'a fait que croître.

Cela suffit, la collectivité nationale a assez payé cette libéralité fiscale.

C'est sous le bénéfice de ces observations que je vous invite, mes chers collègues, à adopter cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Régnault, pour défendre l'amendement n° 232.

M. René Régnault. Monsieur le président, nous observons, au travers de cet article et de quelques autres, que la relance de la consommation a bon dos pour justifier une série de libéralités. Il s'agit, en l'espèce, d'un allégement fiscal du capital.

Cette mesure, qui exonère les plus-values de cession de titres d'OPCVM lorsqu'elles sont réinvesties dans l'immobilier d'habitation ou dans l'acquisition de mobilier ménager, est, de notre point de vue, particulièrement scandaleuse, pour trois raisons que je vais essayer d'expliquer.

Alors même que le Gouvernement se plaint avec insistance de la baisse des recettes fiscales et que le déficit budgétaire sur lequel il nous a demandé de nous prononcer voilà quelques semaines ne sera pas respecté, alors même qu'il reconnaît la nécessité d'une réforme de l'impôt sur le revenu, le Gouvernement accroît le nombre des exonérations. Comprenne qui pourra ! C'est une première raison.

La deuxième est la suivante : on ne voit pas pourquoi – et je reviendrai sur cette argumentation à l'occasion de l'examen d'autres articles – il conviendrait de donner une incitation particulière, une « carotte fiscale » aux particuliers pour qu'ils accomplissent ce que je qualifierai d'actes quotidiens de la vie, en tout cas pour ceux qui ont les moyens de les effectuer. A trop vouloir pousser les Français à consommer, on aboutit à ce qu'un certain nombre d'entre eux tombent dans les affres du surendettement. Par ailleurs, pourquoi conviendrait-il d'encourager des dépenses qui auraient été de toute manière effectuées ? Les gens n'achèteront pas deux fois le même objet ! De telles mesures vont à l'encontre de toute idée d'incitation économique et ont déjà, en matière d'impôt sur le revenu, trop cours dans notre législation. Mais, ici, il me semble que l'on dépasse toutes les limites.

Enfin, troisième raison, on ne comprend pas bien la logique du Gouvernement. Lors de l'examen de la loi de finances pour 1996, il nous a expliqué qu'il convenait de taxer les OPCVM. Aujourd'hui, il permet une défiscalisation. Tout cela ne nous semble pas très cohérent. Peut-être tentera-t-il de nous expliquer que cette mesure per-

met d'achever le mouvement de désaffection des Français en faveur des OPCVM ! Mais, là aussi, l'explication sera sans doute délicate à donner.

C'est pour ces différentes raisons que le groupe socialiste a déposé un amendement de suppression de l'article 16.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour présenter les amendements nos 24 rectifié, 25 et 26, et pour donner l'avis de la commission sur les amendements nos 86 et 232.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je vais m'attacher à essayer de présenter ces amendements avec concision et je demande au Sénat de me juger sur ce critère.

L'amendement n° 24 rectifié a pour objet de soumettre tous les travaux réalisés dans la résidence principale au même régime ; sinon, il serait difficile aux contribuables de distinguer, parmi les travaux, ceux qui relèvent d'un plafond et d'une date butoir différents.

L'amendement n° 25 a pour but d'étendre le dispositif aux transformations de bureaux en logements. Cette extension était très tentante puisqu'elle est devenue traditionnelle pour toutes les mesures fiscales en faveur de la construction.

Quant à l'amendement n° 26, il vise à supprimer purement et simplement l'avantage fiscal pour les biens de consommation.

Enfin, la commission est défavorable aux amendements nos 86 et 232.

M. le président. Le Sénat, monsieur le rapporteur, aura certainement apprécié votre concision !

Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 86, 232, 24 rectifié, 25 et 26 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le président, je vais m'efforcer de suivre l'exemple de concision de M. le rapporteur.

Le Gouvernement est défavorable aux amendements nos 86 et 232.

L'amendement n° 24 rectifié permet une simplification. Dès lors qu'il n'y aura plus lieu de distinguer entre entretien et reconstruction, le Gouvernement est favorable à cet amendement et il lève le gage.

M. le président. Il s'agit donc de l'amendement n° 24 rectifié *bis.*

Veuillez poursuivre, monsieur le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Tout en comprenant la préoccupation exprimée par M. le rapporteur, je ne suis pas favorable à l'amendement n° 25, pour trois raisons.

D'abord, je crains que cette proposition ne compromette la lisibilité d'une mesure qui, pour être effectivement incitative, ne doit pas mêler dans un même dispositif fiscal l'acquisition de logements et de bureaux. C'est pourquoi il importe que l'exonération demeure entièrement dédiée aux logements.

Ensuite, votre amendement, monsieur le rapporteur, soulève des difficultés techniques qui ne pourraient être résolues sans nuire à la simplicité du dispositif.

Enfin, un mécanisme d'incitation fiscale existe déjà en faveur de la transformation de locaux en logements : les particuliers propriétaires de locaux affectés à un autre usage que l'habitation et qui les transforment en logements pour les donner en location peuvent bénéficier d'une déduction d'impôt qui est calculée sur la base du montant des travaux réalisés à l'occasion de cette opération. Il s'agit là d'une mesure transitoire. Or vous proposez, pour votre part, monsieur le rapporteur, un dispositif relativement complexe.

Vous comprendrez que, dans ces conditions, je demande au Sénat le rejet de cet amendement.

L'amendement n° 26 a pour objet de supprimer l'exonération en cas d'acquisition de meubles meublants et d'équipements ménagers. Nous avons eu tout à l'heure le même débat avec le plan d'épargne logement. Je vous demande donc, monsieur le rapporteur, de retirer également cet amendement, faute de quoi le Gouvernement demandera son rejet.

M. le président. Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix les amendements identiques nos 86 et 232, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 24 rectifié *bis* , accepté par le Gouvernement.

M. René Régnault. Le groupe socialiste vote contre.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen également.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 25.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Compte tenu des raisons – réelles – que M. le ministre vient de donner au Sénat, je retire cet amendement.

M. René Régnault. Cela va nous éviter de voter contre !

M. le président. L'amendement n° 25 est retiré.

Je vais mettre aux voix l'amendement n° 26.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je me tourne vers le Gouvernement : si j'ai bien compris, il s'agit d'une mesure transitoire ? *(M. le ministre fait un signe d'assentiment.)*

Dans ces conditions, l'amendement est retiré.

M. le président. L'amendement n° 26 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16, modifié.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen vote contre.

M. René Régnault. Le groupe socialiste également.

(L'article 16 est adopté.)

Article 16 *bis* et article additionnel après l'article 16 *bis*

M. le président. « Art. 16 *bis.* – I. – Il est créé un livret d'épargne dénommé "livret jeune".

« II. – L'ouverture du livret jeune et les opérations de dépôt et de retrait sur le livret jeune sont réservées aux personnes physiques âgées de douze à vingt-cinq ans et résidant en France à titre habituel.

« Lorsque ces personnes sont âgées de moins de seize ans, l'autorisation de leur représentant légal n'est requise que pour les opérations de retrait. Lorsqu'elles ont de

seize à dix-huit ans, elles peuvent procéder elles-mêmes à ces opérations à moins que leur représentant légal ne s'y oppose.

« III. – Une même personne ne peut être titulaire que d'un seul livret jeune.

« IV. – Il est inséré, dans l'article 157 du code général des impôts, un 7° *quater* ainsi rédigé :

« *7°* quater. Les intérêts des sommes déposées sur les livrets jeunes ouverts et fonctionnant dans les conditions prévues à l'article 16 *bis* de la loi n° ... du ... portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ; ».

« V. – Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de fonctionnement du livret jeune, et notamment les conditions de son ouverture, de sa rémunération, de sa clôture, en particulier lorsque le titulaire atteint l'âge de vingt-cinq ans, ainsi que de son contrôle.

« Ce décret détermine également les conditions dans lesquelles les infractions aux règles définies par le présent article peuvent entraîner, sur décision du ministre chargé de l'économie et des finances et après que l'intéressé a été appelé à formuler ses observations, la perte des intérêts de la totalité des sommes déposées, sans que cette retenue puisse affecter les intérêts afférents à plus de trois années antérieures à la constatation de l'infraction. »

Sur l'article, la parole est à M. Hyest.

M. Jean-Jacques Hyest. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je tiens, en cet instant, à évoquer les conditions d'ouverture du livret jeune.

Le projet de loi précise que l'ouverture de ce livret est réservée aux personnes physiques âgées de douze à vingt-cinq ans et résidant en France à titre habituel.

La notion de domicile fiscal en France, qui s'entend de la France continentale, de la Corse et des départements d'outre-mer à l'exclusion des territoires d'outre-mer, semble abandonnée au profit de la notion de « résidence en France à titre habituel ».

Une confirmation semble souhaitable sur ce point. En effet, la notion de « résidence en France à titre habituel » suscite des interrogations. Faut-il ainsi entendre par « France » la France continentale, la Corse, les DOM et les TOM ?

Par ailleurs, cette notion ne fait pas l'objet d'une définition juridique prévue par un texte. Les dispositions de l'article 102 du code civil ne permettent pas de cerner de manière satisfaisante la notion de « résidence en France à titre habituel ». Celle-ci se rapproche sensiblement de la notion de « résidence habituelle en France », retenue dans le cadre de la réglementation des relations financières avec l'étranger, mais qui, ultérieurement, a été remplacée par la notion de « centre principal d'intérêt en France ».

S'agissant de la jurisprudence, on peut citer l'arrêt de la cour d'appel de Versailles du 9 décembre 1977, qui considère qu'il faut entendre comme résidence habituelle « le lieu où se fixe le centre des intérêts et des activités professionnelles et économiques et où la personne habite en fait réellement ».

En conclusion, cette notion est susceptible de donner lieu à des incertitudes juridiques et à des difficultés d'application, en raison de son caractère flou.

Il serait donc souhaitable que les textes d'application de cet article précisent la notion de « résidence en France à titre habituel » en fonction de certains critères objectifs, en particulier en fonction de la durée de séjour en France pendant une année civile.

En outre, afin de réduire au maximum les difficultés d'application et de faciliter la gestion des contrôles, il serait souhaitable que soit précisé, d'une part, si ce contrôle s'opère eu égard à la situation du titulaire lui-même ou de son représentant légal et, d'autre part, sur la production de quels justificatifs ce contrôle sera valablement opéré.

Monsieur le ministre, lorsqu'on met en place un nouveau dispositif, il faut, me semble-t-il, apporter un certain nombre de précisions pour éviter les contentieux.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement y veillera !

M. le président. Sur l'article 16*bis,* je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 233, MM. Richard, Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de rédiger ainsi cet article :

« Le produit de l'épargne administrée est centralisé par la Caisse des dépôts et consignations ».

Par amendement n° 87 rectifié, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent de compléter l'article 16*bis* par un paragraphe VI ainsi rédigé :

« VI. Les dépôts enregistrés sur le livret jeune défini au I sont centralisés par la Caisse des dépôts et consignations (section générale). »

Par amendement n° 27, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de compléter l'article 16*bis* par un paragraphe VI ainsi rédigé :

« VI. Tout ou partie des sommes figurant sur les livrets jeune peut être affecté à des emplois d'intérêt général. La nature de ces emplois et les modalités de réalisation de cette obligation sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie et des finances. »

La parole est à M. Régnault, pour défendre l'amendement n° 233.

M. René Régnault. La baisse du taux du livret A qui vient d'être décidée a entraîné une forte décollecte. C'est ainsi que 11 milliards de francs ont été retirés, et même davantage aujourd'hui. Il est d'ailleurs cocasse de constater que cette épargne a été réinvestie tout aussitôt, mais non aux endroits que l'on pouvait espérer. On estime que le rédéploiement s'est effectué à hauteur de 50 p. 100 sur le livret d'épargne populaire, de 30 p. 100 sur le plan d'épargne logement et de 20 p. 100 sur les contrats d'assurance vie.

Cela appelle de notre part deux remarques : tout d'abord, il est clair que le plan Juppé pour pousser les Français à consommer ne rencontre pas l'écho attendu ; ensuite, la baisse du taux d'intérêt du livret A, conjuguée avec la création du livret jeune, revient à accéder à la vieille revendication de l'Association française des banques de voir entamé le monopole du livret A – nous y sommes !

Quant à nous, nous pensons au logement social, que, tout au moins officiellement, on nous a dit vouloir protéger et favoriser.

Son financement repose sur la capacité des fonds d'épargne à offrir chaque année 30 milliards de francs de prêts nouveaux – ce n'est parfois pas suffisant – pour répondre aux besoins de construction ou de réhabilitation.

L'ouverture d'une collecte défiscalisée et nouvelle à toutes les banques doit s'accompagner d'une centralisation par la Caisse des dépôts et consignations des fonds en cause. A défaut, je crains que l'on n'assiste à une clas-

sique affaire de banalisation de ce type de produit, dont ne pourra que pâtir le secteur du logement, en particulier du logement social.

Je rappelle qu'une absence de centralisation – j'imagine que vous y êtes tous sensibles, mes chers collègues – serait très ennuyeuse, voire nuisible, dans la mesure où, pour la première fois, on créerait un livret qui n'a pas pour fondement une affectation répondant à l'intérêt général, ni même une affectation tout court.

Voilà pourquoi cet amendement, dont l'adoption est attendue par les principaux opérateurs, devrait retenir l'attention du Sénat.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 87 rectifié.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Notre amendement porte sur la question essentielle que pose la création du livret jeune, à savoir l'utilisation de la ressource ainsi collectée.

Chacun sait que le problème de l'épargne défiscalisée est non seulement celui de sa collecte, donc de son coût fiscal au regard de l'impôt sur le revenu, mais aussi celui de son utilisation.

Nous n'ignorons pas la réelle inquiétude qui est exprimée par les responsables des réseaux de la Caisse d'épargne quant à la mise en œuvre des mesures créant le livret jeune, d'autant que l'une des caractéristiques de ce livret est d'être banalisé.

Nous savons tous que la baisse du taux de rémunération du livret A va inciter certains épargnants, par ailleurs parents d'enfants âgés de douze à vingt-cinq ans, à transférer, dans les limites du plafond autorisé, une partie des sommes qu'ils ont aujourd'hui sur leur livret A vers le livret jeune.

On sait aussi que la baisse du taux du livret A, si elle a été présentée comme nécessaire pour la réduction généralisée des taux d'intérêt, a été acquise sous la pression des établissements de crédit, regroupés dans l'Association française des banques, et désireux depuis de longues années de récupérer la collecte du livret A.

M. Emmanuel Hamel. C'est vrai !

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le livret jeune a donc, par certains aspects, le même inconvénient que les livrets d'épargne populaire ou les plans d'épargne populaire, celui de permettre des utilisations pour le moins contestables si l'on n'y prend pas garde.

Le risque de la mesure est en effet de provoquer la décollecte prévisible d'une partie des dépôts du livret A pour permettre, en toute facilité, aux établissements de crédit d'utiliser les dépôts du livret jeune pour solder les mécomptes de leurs bilans, qui persistent à être victimes de la crise systémique du secteur immobilier.

Or, nous avons besoin – j'entends par là la collectivité nationale – d'une épargne susceptible d'être utilisée pour des missions d'intérêt public, par exemple les prêts accordés dans le cadre de la politique de la ville, les sommes dévolues au logement social ou encore le financement de certaines actions tendant à lutter contre l'exclusion.

Dans les faits, il ne nous semblerait d'ailleurs pas scandaleux que l'encours du livret A serve à adosser des prêts dont l'État, sous certaines conditions, bien entendu, pourrait assumer la bonification en vue de servir des taux d'intérêt proches du taux de rémunération du livret lui-même.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 27 et pour donner l'avis de la commission sur les amendements n°s 233 et 87 rectifié.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* D'abord, pour ne pas faire perdre de temps au Sénat, j'indique à nos collègues que l'avis de la commission des finances sur la création du livret jeune est exposé en détail dans les commentaires sur l'article 16 *bis*, dans mon rapport. Je les invite donc à s'y reporter.

Monsieur le ministre, je le dis clairement, l'amendement n° 27 ne tend nullement à porter atteinte aux prérogatives de l'exécutif, ce en quoi il se différencie des deux autres.

Mais, dans le même temps, la commission des finances est très attachée à ce que les fonds du livret jeune soient affectés à un emploi d'intérêt général,...

M. René Régnault. Très bien !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* ... tel que le logement social, puisqu'on peut effectivement penser qu'un certain nombre d'épargnants, qui, jusqu'à aujourd'hui, déposaient des fonds sur le livret A, verseront une partie de cette épargne sur le livret jeune.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons, par cet amendement, de bien vouloir indiquer votre volonté d'affecter, par la voie réglementaire, le produit du livret jeune à un emploi d'intérêt général. C'est capital.

Il est demandé tardivement – mais il est demandé – au Sénat de bien vouloir créer le livret jeune. Il le fait de très bonne grâce, mais à la condition que je viens d'exprimer.

M. Jacques Machet. Très bien !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission préférant, bien entendu, son amendement, elle émet un avis défavorable sur les amendements n°s 233 et 87 rectifié.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 233, 87 rectifié et 27 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement est défavorable à l'amendement n° 233, qui tend à rejeter l'article 16 *bis*, et à l'amendement n° 87 rectifié, qui revient à le supprimer.

En ce qui concerne l'amendement de la commission des finances, je note un léger décalage entre sa rédaction et les propos que vient de tenir M. le rapporteur. En effet, il est dit dans l'amendement que « tout ou partie des sommes figurant sur les livrets jeunes peut être affecté à des emplois d'intérêt général ». C'est donc une faculté qui est laissée au Gouvernement, au pouvoir réglementaire. L'amendement me paraît, dès lors, être à la limite du superfétatoire.

Ce que je veux confirmer devant le Sénat je l'avais dit devant l'Assemblée nationale – c'est qu'il n'est pas question de centraliser la ressource du livret jeune. En effet, une ressource, si elle est centralisée, appelle rémunération du collecteur, de celui qui ouvre le livret jeune. Je rappelle que La Poste perçoit une rémunération de 1,50 p. 100 sur le livret A et les caisses d'épargne une rémunération de 1,20 p. 100.

Imaginez qu'on applique ce taux de 1,20 p. 100 – sur des masses d'ailleurs moins importantes puisqu'on ne peut déposer sur ces livrets jeune que 10 000 francs maximum – à une rémunération de 4,75 p. 100. On arrive à 5,95 p. 100. Dites-moi ce que l'on peut faire, aujourd'hui, avec une ressource à 5,95 p. 100 ?

Mme Beaudeau a parlé du pacte pour la ville. Pour cette action, nous avons prévu des financements à 5,50 p. 100. On voit bien que ce ne serait pas compatible.

C'est pour cette raison que le Gouvernement entend laisser le produit des livrets jeune à la disposition des collecteurs.

Cela étant, si la commission tient à son amendement, qui, encore une fois, comporte...

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* De la souplesse !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* ... une certaine souplesse, puisqu'il est indiqué que l'on « peut » affecter la ressource à des emplois d'intérêt général, le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

Mais qu'il n'y ait pas d'ambiguïté : il n'est pas dans l'intention du Gouvernement de centraliser cette ressource.

M. Emmanuel Hamel. C'est dommage !

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 233.

M. René Régnault. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. M. le ministre a émis un avis défavorable sur cet amendement au motif qu'il tendait à rejeter l'article. Ce n'est pas tout à fait cela !

Cela étant dit, j'ai bien entendu son argumentation ; mais la centralisation de la ressource à la Caisse des dépôts et consignations est une chose et ce que fera ensuite la Caisse des dépôts, avec l'ensemble de ses ressources, dont celle-là, pour financer le logement social en est une autre.

Peut-être suis-je naïf, mais il m'apparaît que la Caisse des dépôts peut très bien mettre sa ressource à la disposition des opérateurs emprunteurs pour le logement social à des conditions qui ne résulteraient pas de la simple arithmétique à laquelle il a fait référence.

Elle peut fort bien mettre à disposition une ressource collectée et concentrée à des conditions différentes, y compris si cela doit l'amener à prélever sur ses fonds propres.

Je préférerais d'ailleurs voir la Caisse des dépôts utiliser certains de ses fonds propres pour alléger les conditions dans lesquelles elle octroie des prêts pour le logement social plutôt que de voir parfois le Gouvernement considérer qu'il y a là quelques réserves dans lesquelles il peut puiser. D'ailleurs, si le Gouvernement peut puiser, c'est bien la preuve que la Caisse des dépôts et consignations a quelques disponibilités !

L'argumentation qui a été développée ne m'a donc pas convaincu. Et si, à mon grand regret, la Haute Assemblée n'adopte pas notre amendement, elle sera bien inspirée d'adopter celui de la commission, qui, à défaut de nous donner complètement satisfaction, va un peu dans la direction que nous souhaitons.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je voudrais lever un doute et m'assurer qu'il n'y a pas un phénomène d'autisme.

Monsieur Régnault, j'ai dit tout à l'heure que la ressource aurait un prix de revient de l'ordre de 5,95 p. 100. Mais, lorsqu'il s'agit d'un prêt, il faut aussi assurer la rémunération de celui qui va prêter, qui va prendre un risque et engager un certain nombre d'opérations administratives.

Je ne sais pas à quel niveau il faut rémunérer le prêteur, mais ce que je sais, c'est une ressource à 5,95 p. 100 lorsque le marché monétaire est à 4 p. 100...

M. Philippe Marini. Il faut la réserver au département des Côtes-d'Armor !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Il est possible que les Côtes-d'Armor aient de telles potentialités qu'elles puissent se permettre de payer de l'argent cher ! Mais je ne le pense pas. Il faut vraiment renoncer à cette voie...

M. René Régnault. Là, nous sommes d'accord !

M. Philippe Marini. Si nous sommes d'accord, j'ai levé la présomption d'autisme !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 233, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 87 rectifié.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Bien sûr, nous préférons notre amendement à celui de la commission, car nous allons jusqu'au bout de la démarche, à savoir la centralisation de la collecte à la Caisse des dépôts et consignations.

Toutefois, si notre amendement n'était pas adopté – je le crains, compte tenu du votre précédent – nous voterions alors celui de la commission des finances, bien que nous aurions préféré le verbe « doit » à la place du verbe « peut ».

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 87 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 27, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16 *bis,* ainsi modifié.

(L'article 16 bis *est adopté.)*

Article 21 *(priorité)*

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande que le Sénat examine en priorité l'article 21. En effet, je ne pourrai être présent en début d'après-midi. C'est M. Lamassoure qui sera au banc du Gouvernement. Or l'article 21 a trait aux missions de l'inspection générale des finances qui relève de mon ministère. Je souhaite donc présenter moi-même cet article.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cette demande de priorité ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Compte tenu des raisons invoquées par le Gouvernement, la commission, conformément à l'usage, s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

La priorité est ordonnée.

« Art. 21. – I. – Les organismes qui bénéficient de taxes parafiscales, de prélèvements légalement obligatoires, de subventions ou d'autres concours financiers de l'Etat, d'un établissement public de l'Etat, ou d'une autre personne morale soumise au contrôle économique et financier de l'Etat sont soumis au contrôle de l'Inspection générale des finances.

« Quand les organismes mentionnés à l'alinéa précédent attribuent des concours financiers, des subventions ou participent au capital d'autres organismes, ces derniers peuvent également faire l'objet d'un contrôle de l'Inspection générale des finances dans les mêmes conditions.

« Le contrôle prévu aux alinéas précédents s'exerce de plein droit. Il est effectué sur pièces et sur place et porte sur l'ensemble des comptes et de la gestion de l'organisme vérifié. Toutefois, lorsque le concours mentionné au premier alinéa est affecté à une dépense déterminée et qu'il ne dépasse pas la moitié des ressources totales de l'organisme bénéficiaire, le contrôle se limite au compte d'emploi du concours financier que l'organisme doit produire en même temps que les pièces de dépenses afférentes. Si le compte d'emploi et les pièces de dépenses ne sont pas produites, le contrôle porte sur l'ensemble des comptes et de la gestion de l'organisme.

« Les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice des dispositions de l'article 31 de l'ordonnance n° 58-896 du 23 septembre 1958 relative à des dispositions générales d'ordre financier, en ce qu'elles concernent l'Inspection générale des finances, les comptables supérieurs du Trésor et l'Inspection générale de l'administration.

« II. – L'Inspection générale des finances exerce les mêmes pouvoirs de contrôle que ceux prévus au I ci-dessus à l'égard des organismes bénéficiaires de concours financiers provenant de la Communauté européenne.

« III. – Le fait de faire obstacle, de quelque manière que ce soit, au contrôle de l'Inspection générale des finances est passible d'une amende de 100 000 francs et entraîne la répétition des concours financiers dont l'utilisation n'aura pas été justifiée. Le ministre chargé de l'économie et des finances peut saisir le procureur de la République près la juridiction compétente en vue de déclencher l'action publique.

« IV. – Lorqu'il apparaît, notamment à la suite d'un contrôle de l'Inspection générale des finances, qu'un concours accordé par l'Etat, un établissement public de l'Etat ou un organisme soumis au contrôle économique et financier de l'Etat, au profit de l'un des organismes visés au I et au II du présent article, n'a pas reçu l'emploi auquel il avait été destiné, le ministre compétent ou le représentant légal de l'établissement ou de l'organisme peut en ordonner la répétition à concurrence des sommes qui ont été employées à un objet différent de celui qui avait été prévu.

« V. – Les dispositions du présent article sont applicables aux contrôles exercés par les comptables supérieurs du Trésor.

« V *bis*. – Les mêmes pouvoirs et les mêmes prérogatives sont reconnus à l'Inspection générale de l'administration dans le cadre de son champ d'intervention.

« VI. – En cas d'obstacle au contrôle exercé par l'Inspection générale de l'administration, l'Inspection générale des affaires sociales, l'Inspection générale de l'industrie et du commerce et l'Inspection générale de l'agriculture, dans le cadre de leurs compétences, les dispositions du III du présent article sont applicables et la saisine du procureur de la République incombe au ministre dont relève l'inspection générale concernée. »

La parole est à M. Marini.

M. Philippe Marini. Cet article tend à donner un coup de jeune à quelques dispositions datant de l'ordonnance du 23 septembre 1958, concernant les contrôles susceptibles d'être exercés sur les organismes bénéficiaires de fonds publics ou assimilés.

Il ne faut pas se tromper de texte. Chacun sait que sont en cours d'examen d'autres textes relatifs à ce sujet délicat du contrôle des activités des associations, notamment des grandes associations faisant appel à la générosité du public. Si l'article 21 traite du même sujet, son objet est plus limité : il ne vise que l'organisation administrative des contrôles portant sur l'emploi des fonds publics ou des fonds assimilés.

Monsieur le ministre, vous nous demandez de légiférer sur ce point et vous avez raison car les dispositions en vigueur ont vieilli et présentent toutes sortes de lacunes.

Il n'existe pas, en particulier, de droit de suite permettant de vérifier l'usage des deniers publics lorsque ceux-ci ont transité par des organismes relais de droit privé.

De même, en cas de vérification d'une association, il a pu être opposé à l'inspection générale des finances que ses pouvoirs ne s'appliquaient qu'à des subventions affectées à des objets précis et non à l'ensemble des activités de l'association. Cela a pu être paralysant. Lorsqu'une subvention représente un montant important en valeur relative par rapport à l'ensemble de l'activité d'une association, il faut que le contrôle puisse s'exercer sur la totalité de sa gestion.

Vous nous demandez donc de mettre fin à ces obstacles au contrôle et, d'ailleurs, cette demande justifiée nous rappelle des faits qui ne sont pas très anciens, notamment quant à la manière très procédurière dont un certain président fondateur d'une grande association, dont tout le monde a le nom présent à l'esprit, s'y prenait pour écarter les contrôles en utilisant toutes sortes d'astuces de procédure et en camouflant la vérité.

Par ailleurs, les difficultés qui peuvent être actuellement rencontrées par l'inspection générale des finances dans certains contrôles ont conduit le Gouvernement à souhaiter – là encore il a raison – qu'une sanction pénale puisse être prononcée lorsque se manifestent des comportements caractérisés d'obstacles au contrôle. Cette disposition dissuasive est nécessaire, elle faisait défaut jusqu'alors.

Monsieur le ministre, la commission des finances propose de revenir au texte initial du Gouvernement, en supprimant, par le biais d'un amendement, une adjonction introduite par l'Assemblée nationale.

Il ne faut pas se méprendre sur mon intervention, monsieur le ministre. En effet, je voudrais souligner que votre propos n'est pas de faire bénéficier l'inspection générale des finances d'une extension de compétences, notamment par rapport aux autres inspections administratives, mais, en quelque sorte, à chacun selon ses compétences et à chacun son métier.

L'inspection générale de l'administration a toute légitimité pour réaliser, selon l'ordonnance de 1958, des contrôles portant sur les concours financiers des collectivités locales.

De la même façon, l'inspection générale des affaires sociales a toutes les compétences et la légitimité requises pour vérifier les budgets hospitaliers, les budgets des régimes sociaux et les mutuelles. Il y a là un vaste champ d'application de ses excellentes compétences.

En revanche, l'inspection générale des finances est, en quelque sorte, votre service d'audit, monsieur le ministre, pour employer une terminologie qui a cours dans d'autres milieux, et qui vous permet de vous assurer que les fonds publics sont bien utilisés.

M. le président. Monsieur Marini, je vous prie de conclure !

M. Philippe Marini. En conclusion, monsieur le ministre, j'approuve totalement la démarche du Gouvernement et, par avance, l'amendement proposé par la commission des finances qui tend à en revenir à la pureté originelle du projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Personnellement, tout comme mes amis, je suis très favorable au renforcement des pouvoirs de contrôle de l'inspection générale des finances et à la clarification de ses attributions, puisqu'il y a eu, dans un passé récent, un certain nombre de contestations. Je me souviens même avoir vu, après mon départ du ministère du budget, un président d'entreprise publique commander un audit ou une expertise juridique pour savoir si l'inspection générale des finances avait bien le droit de le contrôler. Chacun doit voir à qui et à quoi je fais allusion...

Monsieur le président, avec votre permission, je poserai deux questions à M. le ministre.

Premièrement, je crois me souvenir que, dans un passé récent, certains organismes consulaires n'étaient pas soumis au contrôle de l'inspection générale des finances et qu'en particulier les chambres de métiers y échappaient.

Monsieur le ministre, je souhaiterais que vous me confirmiez que, désormais, compte tenu du paragraphe I de l'article 21, il n'y aura plus aucun établissement public, fût-il consulaire ou local, qui échappera à la compétence de l'inspection générale des finances.

Ma seconde question concerne le paragraphe III et, éventuellement, le paragraphe V *bis*, encore que la commission des finances propose de supprimer ce dernier.

Pour ma part, je dois dire, monsieur le ministre, que je suis très hésitant sur le fait pour le ministre de l'économie et des finances de saisir l'autorité judiciaire en cas d'obstacle à un contrôle de l'inspection générale des finances.

Je ne suis pas certain qu'il soit d'intérêt public et de l'intérêt de l'Etat de mettre sous le nez des juges de l'ordre judiciaire, dont on sait quelle est la conception de l'Etat, un certain nombre de faits ou de dossiers qui, pour des raisons d'intérêt national supérieur, ne sauraient en aucun cas relever de leur appréciation.

M. Philippe Marini. Le ministre en jugera !

M. Michel Charasse. Ce qui veut dire, monsieur Marini, vous qui êtes de ce grand corps, que, lorsqu'il y aura obstacle, il y aura des cas où le ministre saisira la justice et d'autres où il hésitera à la saisir, ou alors il ne la saisira pas. Il n'y a rien de pire dans ce domaine que le régime des deux poids et des deux mesures.

Or, comme il s'agit d'organismes publics, je me demande, mes chers collègues, pourquoi, plutôt que de saisir la justice, on n'inflige pas une pénalité administrative, étant entendu qu'en cas de contestation cette pénalité administrative aboutirait chez le juge de l'ordre administratif, qui a tout de même un autre sens de l'Etat que le juge de l'ordre judiciaire. Je n'en dis pas plus...

Je crois, monsieur le ministre, que le sens de l'Etat qui est le vôtre devrait vous conduire dans cette affaire à faire preuve de prudence et de discernement, étant entendu que je suis de ceux qui souhaitent que des sanctions interviennent si, d'aventure, quelqu'un faisait obstacle pour des raisons illégitimes à un contrôle de l'inspection générale des finances. Ne donnons pas trop aux juges, ils en ont déjà assez !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Nous avons le devoir de réformer l'Etat et de l'adapter pour qu'il soit mieux à même de répondre à l'attente de nos compatriotes. Nous devons maîtriser les dépenses publiques et réduire les déficits publics. Nous progresserons dans cette voie si nous instituons la transparence.

J'estime, en ma qualité de ministre de l'économie et des finances, être comptable des deniers publics, devoir veiller à ce que nos compatriotes ne versent à l'Etat que ce qu'ils doivent, que l'usage des fonds publics est conforme à la loi et qu'en aucune façon il ne pourrait y avoir, çà et là, des corporatismes à l'œuvre, des gâchis. Ce serait totalement insupportable.

J'ai besoin d'un corps d'audit et, s'agissant des finances, c'est bien l'inspection générale des finances qui est compétente.

Je souhaite qu'il n'y ait pas de malentendu et que l'on n'aille pas penser que, en agissant ainsi, d'autres corps d'inspection pourraient être meurtris ou que leur susceptibilité pourrait être blessée.

M. Emmanuel Hamel. Vous savez qu'ils le sont, monsieur le ministre, ô combien !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Chacun a ses compétences. Moi, j'ai besoin de permettre à l'inspection générale des finances d'établir la transparence et de veiller au bon usage des fonds publics, y compris de ceux qui transitent par l'Union économique et monétaire ; cela doit être bien clair.

Je voudrais maintenant apporter deux précisions à M. Charasse. Certains organismes consulaires ont fait l'objet d'inspections, à ce que l'on me dit. En tout état de cause, si vous votez l'article 21, il est bien clair que tous les établissements publics seront soumis aux diligences et au contrôle de l'inspection générale des finances.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Très bien !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Enfin, sur le recours éventuel à l'autorité judiciaire, dans l'hypothèse où il y aurait quelque « viscosité » de la part des contrôlés pour s'exécuter, il s'agit vraiment d'une mesure de dissuasion. La puissance publique doit exercer une pression sur tous ces organismes publics afin d'assurer la transparence, donc prévoir l'intervention d'un corps de contrôle reconnu pour sa compétence, son indépendance et son sens de l'intérêt public.

Monsieur Charasse, je fais confiance aux juges.

M. Michel Charasse. Pas moi !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Nous sommes dans un Etat de droit et je respecte profondément l'autorité judiciaire dont la Constitution a prévu dans quelles conditions elle serait indépendante.

M. Michel Charasse. Sans contrôle ni sanction !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Pour ces raisons, je ne souhaite pas modifier le texte. Il s'agit d'exercer une pression pour qu'il n'existe aucun frein, aucune résistance à toute inspection, à tout contrôle de la part de l'inspection générale des finances.

M. Philippe Marini. Il n'existe pas de sanction pénale !

M. le président. Sur l'article 21, je suis saisi d'un amendement n° 182, présenté par Mmes Borvo et Beaudeau, MM. Pagès, Loridant et Billard et les membres du groupe communiste républicain et citoyen et tendant compléter *in fine* le premier alinéa du paragraphe I de cet article par les mots : « à l'exception des partis et groupements politiques dont le contrôle est réglementé par la loi n° 90-55 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques du 15 janvier 1990 ».

La parole est à Mme Borvo.

Mme Nicole Borvo. Nous avons toujours souhaité la plus grande transparence dans la vie politique et je rappelle d'ailleurs que le groupe communiste républicain et citoyen, tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale, est le seul à avoir voté à l'unanimité contre la loi d'amnistie. Mais nous considérons que la Constitution, dans son article 4, organise l'indépendance des partis politiques comme un outil essentiel de la démocratie, ce qui doit être respecté et ne pas être remis en cause par une législation. Nous proposons de le rappeler clairement dans cet amendement.

Nous nous interrogeons sur le sens de l'article 21 à l'égard des partis politiques et même des organisations syndicales.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'amendement n° 182 vise, comme Mme Borvo vient de le dire, à soustraire au contrôle de l'inspection générale des finances les partis ou groupements politiques.

Nous en avons parlé en commission des finances avec notre excellente collègue Mme Beaudeau. Et il est apparu à la commission inadapté d'exclure les partis ou groupements politiques de ce contrôle.

Vous avez raison de dire qu'ils sont contrôlés selon d'autres modalités. Mais il faut tenir compte de l'effet d'affichage ou, en tout cas, de l'analyse qui ne manquera pas d'être faite.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Du contexte particulier !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je ne parle même pas du contexte !

En tout cas, des commentaires pourraient être faits qui laisseraient entendre que les partis ou groupements politiques souhaitent se soustraire à ce type de contrôle.

C'est la raison pour laquelle la commission des finances a émis un avis défavorable. Elle estime que l'inspection générale des finances, dont la conception de la démocratie ne me paraît pas être de nature à la mettre en cause, a tellement de choses à faire qu'elle ne commencera vraisemblablement pas ses contrôles par les partis et groupements politiques. J'ai même la conviction profonde qu'elle ne les contrôlera pas.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement partage l'avis de la commission.

Cette question est déjà très étroitement encadrée par la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. Dans ce contexte, un contrôle supplémentaire paraît superflu, mais l'indication d'une telle exception pourrait avoir, aux yeux de l'opinion publique, un effet de distanciation par rapport aux autorités politiques. Il est donc très inopportun d'introduire une telle exception. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement souhaite le rejet de l'amendement n° 182.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 182.

M. Michel Charasse. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Cet amendement provoque en moi une certaine gêne. Certes, je comprends très bien la préoccupation de nos collègues du groupe communiste car il est vrai que les textes réglementent aujourd'hui strictement le financement des campagnes électorales et des partis politiques. On peut considérer après tout qu'une compétence spécifique a été donnée pour cela à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et qu'il n'est peut-être pas utile d'ajouter à la mission de cette commission, qui a un caractère obligatoire, des possibilités de contrôle facultatif en faveur d'un grand corps de contrôle.

Dans le même temps, nous sentons bien qu'il est difficile d'exclure un secteur qui reçoit des financements publics de la compétence de l'inspection générale des finances à partir du moment où l'on donne à cette dernière un champ d'investigations de portée générale et illimitée.

Je voudrais donc dire à nos amis du groupe communiste républicain et citoyen que leur amendement n'est pas suffisamment bien rédigé pour que je lui apporte mon soutien. Il aurait en effet fallu préciser que, lorsque l'inspection générale des finances effectue un contrôle sur un parti ou un groupement politique, elle doit d'abord se référer aux principes posés par l'article 4 de la Constitution, qui fixe aux partis et groupements politiques la mission de concourir à l'expression du suffrage et qui précise que ceux-ci exercent leur activité librement. Cela signifie qu'aucun contrôle ne saurait, si peu que ce soit, porter atteinte à cette liberté. Voilà qui devrait être rappelé clairement dans l'amendement.

Ensuite, votre amendement devrait préciser, mes chers collègues, que l'inspection générale des finances, à l'occasion de ce type de contrôle, ne saurait s'intéresser à autre chose qu'à l'utilisation des fonds publics. Sinon, ce serait de l'inquisition financière contraire au respect de la liberté des partis depuis que la République est la République. J'estime, pour être clair, que le contrôle de l'inspection générale ne peut pas conduire à révéler publiquement des faits qui ne relèvent manifestement pas de son appréciation.

L'amendement aurait dû prévoir tous ces garde-fous et prendre toutes ces précautions. Compte tenu de son libellé, je ne pourrai donc pas, avec mes amis, lui apporter mon accord.

Voilà, monsieur le président, les observations que je voulais formuler. Si nous voulons que l'inspection générale des finances soit compétente pour les partis politiques, il faudrait que notre texte précise clairement que l'inspection ne doit pas s'écarter des principes républicains qui régissent le fonctionnement des partis politiques et du principe de liberté des activités de ceux-ci qui est inscrit dans la Constitution.

M. Yann Gaillard. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Gaillard.

M. Yann Gaillard. Comme je l'avais dit en commission des finances, je regrette beaucoup que notre collègue ait maintenu cet amendement. En effet, j'estime que c'est une discussion dont nous aurions dû faire l'économie, car elle ne peut avoir que de fâcheuses conséquences au regard de l'opinion publique.

Pour ma part, je crois qu'elle est en outre quelque peu irréaliste, car je ne vois pas quel gouvernement donnerait instruction à l'inspection générale des finances d'effectuer des contrôles dans les partis politiques. Quant à l'inspection générale des finances elle-même, elle n'agit que sur ordre de son ministre et du Gouvernement.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Au nom du groupe communiste républicain et citoyen, je demande une suspension de séance de quelques minutes, monsieur le président.

M. le président. Le Sénat va, bien sûr, accéder à votre demande, madame.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à douze heures vingt-cinq, est reprise à douze heures trente-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

Je rappelle que le Sénat va être appelé à statuer sur l'amendement n° 182.

M. René Régnault. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. J'ai bien entendu l'analyse de notre éminent collègue, M. Michel Charasse. Mais, cette suspension m'ayant permis d'approfondir ma réflexion, je crois que nos collègues du groupe communiste républicain et citoyen ont raison de maintenir leur amendement dans sa forme initiale, car il indique clairement quelles formations doivent faire l'objet d'un traitement distinct et ne pas entrer dans le droit commun.

Pour ma part, je voterai donc l'amendement n° 182.

M. Michel Charasse. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Monsieur le président, mon malaise subsiste : j'avais pensé que nos amis du groupe communiste républicain et citoyen mettraient à profit la suspension de séance pour modifier leur amendement ; or tel n'a pas été le cas. Je souhaite donc déposer un sous-amendement.

Il s'agirait de compléter le texte proposé par les mots suivants : « sauf en ce qui concerne l'utilisation des fonds publics collectés par les partis et groupements, et sous réserve du respect du principe de liberté affirmé par l'article 4 de la Constitution. »

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Monsieur Charasse, mieux vaudrait écrire : « ... l'utilisation des fonds publics attribués aux partis et groupements... »

M. Michel Charasse. En effet, monsieur le président, cette formule est sans doute plus appropriée.

Ainsi, pour ce qui concerne les fonds publics attribués aux partis ou groupements, l'inspection des finances serait compétente, sous réserve du respect du principe de liberté affirmé par l'article 4 de la Constitution, qui doit conduire l'inspection à ne pas poser certaines questions.

M. le président. Je suis donc saisi d'un sous-amendement n° 291, présenté par M. Charasse et, tendant à compléter *in fine* le texte proposé par l'amendement n° 182 pour compléter le premier alinéa du paragraphe I de l'article 21 par les mots : « , sauf en ce qui concerne l'utilisation des fonds publics attribués aux partis et groupements, et sous réserve du respect du principe de liberté affirmé par l'article 4 de la Constitution. »

Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Le rapporteur n'envisage pas de demander une réunion de la commission des finances, qui n'a évidemment pas pu délibérer de ce sous-amendement. Toutefois, compte tenu du débat qui s'est instauré en son sein, je crois pouvoir indiquer qu'elle n'émettrait pas un avis favorable dans la mesure où elle a, d'une manière générale, estimé qu'il n'était pas souhaitable d'introduire une dérogation.

Je comprends parfaitement le souci de mon ami M. Michel Charasse ; il a un sens de l'Etat que beaucoup d'entre nous respectent et, parfois, admirent. Il reste que, si venait à se poser la question du champ du contrôle, c'est que l'inspection générale des finances serait déjà engagée dans une démarche de contrôle. La situation politique et démocratique serait alors telle que, j'en suis convaincu, le Parlement serait vraisemblablement de nouveau saisi.

C'est pourquoi je crois que la sagesse consisterait, pour Mme Borvo, à retirer l'amendement n° 182, ce qui priverait le sous-amendement n° 291 de tout objet.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 291 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le point de vue du Gouvernement n'a pas varié : il n'est pas question de porter atteinte aux partis politiques et à leur liberté, mais il n'est pas possible d'écrire dans la loi que l'Etat s'interdirait *a priori* d'exercer certains contrôles sur l'usage des fonds publics.

Je sais bien, monsieur Charasse, que votre sous-amendement apporte une précision, mais il n'est pas souhaitable que l'opinion publique ait le sentiment qu'il existerait en quelque sorte des « zones de non-contrôle » où il serait interdit de veiller au bon usage des fonds publics. Il me semble donc superflu de légiférer en la matière.

M. Philippe Marini. Très bien !

M. le président. Je vais mettre aux voix le sous-amendement n° 291.

M. Michel Charasse. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. En cette affaire, les choses sont en fait très simples. Des fonds publics sont attribués aujourd'hui aux partis politiques ; or il n'est pas de fonds publics qui puissent échapper au contrôle des corps d'inspection et de contrôle et, à plus forte raison, du Parlement, puisque les corps d'inspection et de contrôle peuvent être amenés à travailler, à un moment ou à un autre, pour la Cour des comptes, juridiction financière suprême qui peut être conduite à nous rendre compte de ses travaux, notamment dans le cadre de l'article 47 de la Constitution.

Mon sous-amendement dispose donc que l'inspection générale des finances pourra contrôler les fonds publics reçus par les partis politiques.

Mais il lui interdit d'aller au-delà, en fonction de la réserve prévue par l'article 4 de la Constitution. En effet, si elle allait au-delà, nous serions dans un système

d'inquisition : on demanderait aux partis politiques de révéler, par exemple, la liste de leurs adhérents, l'état du recouvrement des cotisations. L'inspection générale des finances pourrait ainsi être amenée à faire usage, à son insu, comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, des listings de partis politiques, dont la Commission nationale de l'informatique et des libertés interdit toute autre utilisation que celle que peuvent en faire les partis eux-mêmes.

Je dis donc que, à l'exception des fonds spéciaux, qui ne sont soumis à aucun contrôle, et des budgets des assemblées, qui font l'objet de contrôles internes de la part de nos commissions parlementaires de vérification des comptes, aucun fonds public ne doit échapper au contrôle des corps dont c'est la mission ni au contrôle parlementaire.

Toutefois, s'agissant des partis politiques, qui concourent à l'expression du suffrage, en vertu du principe de liberté affirmé par l'article 4 de la Constitution, l'inspection générale des finances, ou tout autre organisme, ne saurait aller au-delà, en tout cas, de ce qui est prévu par ailleurs en ce qui concerne le contrôle de la commission des comptes de la vie politique.

Telles sont les raisons pour lesquelles je persiste à penser que mon sous-amendement apporte une précision utile et assure, par ailleurs, le principe d'égalité en ce qui concerne le droit de contrôler l'utilisation de tous les fonds publics, quelle que soit leur nature.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 291, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 182, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis maintenant saisi de deux amendements présentés par M. Lambert, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 42 a pour objet, à la fin du dernier alinéa du paragraphe I de l'article 21, de remplacer les mots : « , les comptables supérieurs du Trésor et l'inspection générale de l'administration » par les mots : « et les comptables supérieurs du Trésor ».

L'amendement n° 43 tend à supprimer le paragraphe V *bis* de l'article 21.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Ah, monsieur le président, un autre drame se prépare !

La commission des finances, avec calme et sérénité – je parle sous le contrôle de son président – a essayé d'apprécier le problème posé par l'amendement introduit à l'Assemblée nationale, sur l'initiative de M. Pandraud, et qui étend le dispositif de l'article à l'inspection générale de l'administration. Tout en approuvant l'objet de cette mesure, la commission des finances a regretté la méthode choisie, qui ne lui est pas apparue la meilleure.

La commission des finances ne souhaite pas, en effet, que l'on procède à l'extension des pouvoirs de l'IGA sous cette forme.

L'inspection générale des finances et l'inspection générale de l'administration sont deux corps de contrôle anciens, aux traditions bien établies et aux méthodes de grande qualité, mais différentes. Etendre tous les pouvoirs de l'un à l'autre sans prendre en compte les spécificités de chacun de ces deux corps en le faisant par un simple décalque procède sans doute d'une analyse un peu hâtive.

Par conséquent, la commission des finances, vous propose, au travers de ces amendements nos 42 et 43, de revenir sur l'extension du dispositif à l'inspection générale de l'administration, même si, à l'évidence, monsieur le ministre, les missions devront être clarifiées.

D'ailleurs, la commission des finances a constaté que plusieurs textes comportaient des dispositions dans ce sens, mais celles-ci sont quelque peu dispersées, le projet de loi portant DMOS comportait des mesures relatives à l'inspection générale des affaires sociales, le projet de loi portant DDOEF contient des dispositions sur l'inspection générale des finances et la proposition de loi sur les associations traite de la Cour des comptes.

Cette dispersion apporte la preuve qu'il est indispensable d'élaborer un texte – je crois que le ministère de l'intérieur en propose beaucoup au Parlement – qui définisse, de façon tout à fait satisfaisante, les missions de l'IGA, qui est appréciée de l'ensemble de la nation, du Gouvernement et, bien sûr, du Parlement.

Il s'agit d'amendements de conciliation, que nous vous demandons d'adopter dans la la sérénité et la tranquillité.

M. Philippe Marini. Très bien !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 42 et 43 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement est favorable aux amendements nos 42 et 43. Je souhaite, je le répète, qu'une totale sérénité préside au choix qui sera opéré. Il s'agit de permettre à l'Etat d'assurer le contrôle de l'usage des fonds publics. Et puisqu'il est question de finances, il faut, en effet, identifier le corps qui a compétence en matière financière : c'est l'inspection générale des finances. Cela ne signifie pas qu'il faille restreindre en quoi que ce soit les domaines d'intervention des autres corps d'inspection.

Pour ce qui est de l'inspection générale de l'administration, peut-être faut-il prévoir un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre administratif.

Dans le cas qui nous préoccupe, le projet de loi portant DDOEF constitue le bon support pour préciser les missions de l'inspection générale des finances. Il s'agit uniquement de cela ! Je tiens à souligner à quel point j'ai besoin, en tant que ministre de l'économie et des finances, d'intervention sans limite dès lors qu'il s'agit de l'usage des fonds publics.

Si nous voulons réformer l'Etat, nous devons avoir une vision claire des missions qui sont accomplies dans les unités de service public au sein de l'Etat et autour de l'Etat. C'est la raison pour laquelle les amendements nos 42 et 43 me paraissent tout à fait fondés et qu'ils reçoivent l'avis favorable du Gouvernement.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 42.

M. Christian Bonnet. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Bonnet.

M. Christian Bonnet. Je me perds – j'allais dire imprudemment « je feins de me perdre » – sur la motivation profonde de ces deux amendements.

L'inspection générale des finances et l'inspection générale de l'administration sont deux corps interministériels habitués à travailler fréquemment ensemble. Ainsi en va-t-il au sein d'une commission interministérielle de

contrôle des aides accordées au titre des fonds structurels de l'Union européenne : le président est membre de l'inspection générale des finances ; le vice-président est membre de l'inspection générale de l'administration. Je ne crois pas que cette commission ait encouru quelque critique que ce soit.

L'inspection générale des affaires sociales, qui est le troisième corps ayant vocation interministérielle, a vu ses compétences alignées sur celles de l'inspection générale des finances par notre vote du 15 février dernier.

M. Alain Vasselle. Juste rappel, ne l'oublions pas !

M. Christian Bonnet. Par ailleurs, troisième raison qui motive ma très grande réserve – c'est un euphémisme – à l'égard de ces amendements nos 42 et 43, les associations relèvent d'un domaine que je connais bien pour avoir eu la charge, pendant quatre ans, celui du ministère de l'intérieur.

Il y a incompréhension de ma part. Il y a, à coup sûr, pénalisation et blessure dans l'esprit d'un corps qui a tout autant vocation qu'un autre à assurer le contrôle des actions de l'Etat.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. Christian Bonnet. C'est blessant, et ce sera ressenti comme tel. Je n'aurai pas la cruauté de dire que certains contrôles eussent gagné à être exercés par plusieurs corps, au regard de certaines entreprises publiques qui ont coûté fort cher au contribuable !

Un sénateur du RPR. Le Crédit Lyonnais, par exemple !

M. Philippe Marini. On peut trouver d'autres exemples !

M. Christian Bonnet. Dans la mesure où M. le rapporteur général a parlé d'amendements de conciliation, je crois que la seule attitude de conciliation serait de retirer ces amendements nos 42 et 43. *(Bravo ! et applaudissements sur les travées des Républicains et Indépendants et du RPR.)*

M. Daniel Hoeffel. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Hoeffel.

M. Daniel Hoeffel. Je suis désolé de devoir aller à l'encontre de la position défendue par la commission des finances.

Je n'ai pas beaucoup d'arguments à ajouter à ceux qu'a exposés, avec beaucoup de conviction, notre collègue M. Bonnet. Il a rappelé que l'inspection générale des finances et l'inspection générale de l'administration avaient l'habitude, en maintes circonstances, de coopérer étroitement. Dans ces conditions, faut-il introduire une discrimination et, comme le disait notre collègue M. Charasse, établir deux poids et deux mesures ?

J'ai été, moi aussi, le témoin de l'intervention, généralement efficace, de l'inspection générale de l'administration. Il s'agit d'un corps qui a une grande conscience de l'intérêt général et dont personne ne saurait mettre en doute la compétence, l'indépendance, le souci de la transparence.

Traduisons ce constat dans les faits ! Traitons l'inspection générale de l'administration comme l'inspection générale des finances, dont il n'est pas question de contester les hautes qualités.

M. Emmanuel Hamel. Et les grands mérites !

M. Daniel Hoeffel. De grâce ! psychologiquement, il serait grandement dommageable de les traiter d'une manière différente. Rétablissons le texte tel qu'il nous vient de l'Assemblée nationale.

Monsieur le rapporteur général, je me permets de vous présenter cette requête, certain que je suis que nos arguments réunis ne sauraient vous laisser insensible ainsi, d'ailleurs que vous-même, monsieur le ministre. Nous vous en remercions à l'avance. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées de l'Union centriste, du RPR et des Républicains et Indépendants.)*

M. Michel Charasse. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Je ne voudrais pas que l'on pense à une sorte de collusion entre d'anciens ministres de l'intérieur et moi ou entre la majorité et l'opposition. Mais je suis convaincu que nous pouvons nous rejoindre sur quelques points clairs, car, moi non plus, je ne suis pas favorable à l'adoption des amendements nos 42 et 43, même si je comprends la pureté de la démarche de M. le rapporteur général : après tout, d'autres textes sont susceptibles de régler les problèmes ! Toutefois, un projet de loi portant DDOEF, c'est une troupe de cavaliers, et on a l'habitude de mettre dans les troupes de cavaliers des chevaux indisciplinés, ce qui n'a pas empêché de gagner certaines batailles.

M. Emmanuel Hamel. Comme Napoléon !

M. Michel Charasse. Oui, dans les heureux temps ! Il est vrai que l'on n'a jamais pu faire marcher droit une troupe de cavaliers, mais c'est un autre problème.

Aujourd'hui, mes chers collègues, l'avenir de la démocratie repose moins sur la participation des citoyens à l'élaboration de la loi et des normes que sur la fonction de contrôle. Dès lors qu'on admet que le contrôle et le rendu compte sont l'avenir d'une démocratie dans les temps modernes, pourquoi priver l'Etat, c'est-à-dire nous tous – car nous sommes un élément essentiel de l'Etat – de ces pouvoirs de contrôle si nécessaires à la démocratie ?

Mes chers collègues, les inspections générales – je ne distinguerai pas l'une par rapport aux autres – ont des compétences propres et spécialisées : l'inspection générale des finances a ses compétences, sa spécialisation et ses vertus et les autres aussi. Il n'y a donc aucune raison de ne pas étendre les excellents pouvoirs de contrôle attribués, confirmés ou précisés en faveur de l'inspection générale des finances à l'ensemble des grandes inspections générales énumérées dans le texte qui nous est soumis.

Puis-je me permettre de rappeler que c'est non pas l'inspection générale des finances, mais l'inspection générale des affaires sociales, qui, la première, a enquêté sur l'ARC ? Ce n'est pas un reproche à l'égard de l'inspection générale des finances : cela s'est trouvé comme cela !

Puis-je me permettre de rappeler que, lorsque l'IGAS a engagé ses contrôles, l'ARC a déposé un recours en Conseil d'Etat pour lui dénier le droit de la vérifier et qu'elle a obtenu gain de cause ?

M. Philippe Marini. Tout à fait !

M. Michel Charasse. Il a donc fallu voter une loi spéciale pour soumettre certaines associations faisant appel au public au contrôle des grandes inspections gnérales, faute de quoi le Conseil d'Etat n'aurait pu que persister à considérer qu'il s'agissait d'une atteinte insupportable au droit et à la liberté d'association.

M. Philippe Marini. Très juste !

M. Michel Charasse. Veut-on que, demain, dès lors que sont exclues du dispositif les autres inspections générales, ce droit de contrôle ne soit reconnu qu'à l'une

d'entre elles, les autres étant à nouveau menacées à tout moment d'un recours en Conseil d'Etat ? On dira : non, monsieur l'inspecteur général – de l'administration, des affaires sociales, ou autre –, vous n'avez pas le droit ! Seule l'inspection générale des finances l'a !

M. Emmanuel Hamel. Eh oui !

M. Michel Charasse. Puis-je me permettre de vous rappeler – je ne suis pas suspect – que, quelles que soient les vertus de l'inspection générale des finances, qui sont grandes – j'ai beaucoup apprécié ce corps comme ministre du budget –, l'inspection générale de l'administration, pour ne retenir qu'elle, a une très grande spécialisation notamment dans le droit des associations, qui relève en premier lieu du ministère de l'intérieur, et donc de son inspection générale ?

Si on peut comprendre que l'inspection générale des finances soit compétente en matière de financement des associations, il faut tout de même admettre que, pour le reste au moins, notamment le fonctionnement régulier des associations – déposent-elles leurs comptes ? leur conseil d'administration est-il élu régulièrement ? etc. – il faut que l'inspection générale de l'administration puisse exercer ses pouvoirs de contrôle dans un domaine qui, lui aussi, est chaque jour un peu plus l'avenir de la démocratie puisque les associations se multiplient et rassemblent un nombre croissant de nos concitoyens.

Puis-je ajouter que l'inspection générale de l'administration contrôle, elle aussi, des établissements publics ? Puis-je ajouter encore qu'elle est un vivier pour le corps des conseillers-maîtres à la Cour des comptes en service extraordinaire, puisque pour être nommé conseiller-maître en service extraordinaire, il faut avoir fait du contrôle d'entreprises publiques et que, parmi les fonctionnaires spécialisés dans le contrôle d'entreprises publiques qui sont nommés conseiller-maître en service extraordinaire à la Cour des comptes, il y a souvent des inspecteurs généraux de l'administration et d'anciens préfets ?

Par conséquent, je crois vraiment qu'il n'y a pas lieu, monsieur le rapporteur général de faire œuvre de purisme pour ne laisser à ce DDOEF que sa partie financière et pas le reste, et qu'il n'y a aucune raison de revenir en arrière sur un texte qui fait preuve de bon sens et qui donne à l'ensemble des inspections générales, compte tenu de leur champ de compétences et de leurs attributions, des pouvoirs qui permettront aux citoyens d'en savoir un peu plus sur ce qui se passe parfois dans la partie cachée de l'iceberg. *(Très bien ! et applaudissements sur certaines travées du RPR.)*

M. Emmanuel Hamel. Bravo !

M. Yann Gaillard. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Gaillard.

M. Yann Gaillard. Je crains d'être un peu la chèvre de M. Seguin...

M. Emmanuel Hamel. Il n'est pas là ; il est à l'Assemblée nationale ! *(Sourires.)*

M. Yann Gaillard. ... et, après les interventions ô combien ! éloquentes de MM. Bonnet, Hoeffel et Charasse, trois anciens ministres, de ne pas, à moi seul, suffire pour emporter la conviction de la Haute Assemblée. Mais je voudrais tout de même faire part d'un témoignage personnel.

Je suis probablement le seul sur ces travées à avoir dirigé une mission conjointe d'inspection avec l'inspection générale de l'administration, avant d'avoir l'honneur de siéger ici ; j'étais, en effet, alors inspecteur général des finances.

Nous avons véritablement travaillé dans un esprit de coopération et d'amitié formidable. J'ai le meilleur souvenir de l'inspection générale de l'administration. Nous faisions un audit des finances d'une région d'outre-mer qui avait quelques difficultés, mais chacun faisait son travail. Nous faisions le contrôle des fonds publics et l'inspection générale de l'administration étudiait les procédures de tutelle et s'interrogeait sur les raisons pour lesquelles la tutelle n'avait pas été efficace et avait laissé un certain nombre d'erreurs se commettre.

C'est cela le véritable esprit interministériel ; c'est d'ailleurs celui qui sous-tend le document que M. Perben a envoyé à un grand nombre d'entre nous et qui prévoit que les corps de contrôle de l'Etat seront chapeautés par une sorte de grande commission interministérielle présidée par le vice-président du Conseil d'Etat, avec la participation du Premier président de la Cour des comptes.

Mais, pour qu'il y ait coopération, il faut qu'il y ait spécialisation et que chacun sache exactement ce qu'il a à faire. Sinon, au lieu de mettre en place une coopération, on aboutira à des chicaneries, à des querelles de boutique.

Ce texte a trait à l'extension des pouvoirs de l'inspection générale des finances, non pas pour le plaisir d'augmenter ses pouvoirs, mais parce que l'évolution de ce corps depuis un siècle et demi, depuis le comte Mollien et le baron Louis, accompagne peu à peu l'élargissement du champ des interventions de l'Etat et de l'emploi des fonds publics dans la vie nationale.

Chaque fois que des fonds publics sont utilisés dans une circonstance nouvelle, le contrôle de l'emploi de ceux-ci, qui appartient à l'inspection générale des finances, est étendu à ces nouveaux cas, et ce n'est guère que le quarantième ou le cinquantième texte de ce genre qui apparaît depuis le XIX^{e} siècle.

Que l'on accroisse les pouvoirs de contrôle de l'inspection générale de l'administration, j'en suis tout à fait partisan, c'est absolument nécessaire. Mais alors préparons un texte sur les pouvoirs de l'inspection générale de l'administration, dans lequel on raisonnera de manière spécifique sur le rôle, la compétence et l'utilisation de ce corps. Il s'agit aujourd'hui d'un texte sur l'inspection générale des finances. Je vous en prie, mes chers collègues, ne mettons aucune passion dans cette discussion ; il ne s'agit absolument pas de distribuer des bons et des mauvais points, il s'agit d'obtenir le meilleur fonctionnement possible de l'Etat.

MM. Michel Mercier et Philippe Marini. Très bien !

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le président, je renonce à expliquer mon vote car, après les plaidoyers si convaincants et si passionnants de deux anciens grands ministres de l'intérieur et d'un ministre des finances, je pense que le Sénat est convaincu et comprendra qu'il faut, à la tristesse peut-être de la commission des finances dont je fais partie, accepter de ne pas voter deux amendements qui créeraient beaucoup plus de problèmes qu'ils ne susciteraient d'avantages. *(Très bien ! et applaudissements sur certaines travées du RPR.)*

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* L'Assemblée est souveraine ! La commission propose !

M. le président. Les propos de M. Hamel, qui a renoncé à expliquer son vote, semblent avoir été appréciés par nombre de ses collègues ! *(Sourires.)*

M. Philippe Marini. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Marini.

M. Philippe Marini. Monsieur le président, je me demande si vous n'avez pas laissé percer – mais je ne vous le reproche pas – certaines préférences dans cette appréciation !

Notre débat est à tout à fait passionné, mais peut-être est-il aussi quelque peu dérisoire.

M. Christian Bonnet. Pas du tout !

M. Philippe Marini. L'inspection générale des finances attise souvent des jalousies et des convoitises, c'est vrai,...

M. Emmanuel Hamel. Nous sommes sereins ! Il n'y a pas d'animosité !

M. Philippe Marini. ... mais je suis probablement l'un des plus sereins à ce sujet dans cette assemblée puisque je n'ai exercé personnellement des activités d'inspecteur des finances au service que pendant quatre années de ma carrière et que, hélas ! je suis entré dans l'administration en 1974, ce qui fait déjà longtemps ! Je tâche donc de m'exprimer avec toute la sérénité nécessaire et je ne suis en rien personnellement partie au débat. Que cela soit bien clair, mes chers collègues !

Je disais donc que le corps de l'inspection générale des finances suscite, et c'est naturel, depuis les années 1820 des convoitises et des jalousies. C'est un corps peu nombreux et j'espère qu'il le restera parce que c'est sa vertu et sa vocation. Le corps préfectoral est naturellement beaucoup plus nombreux, puisqu'il est fait pour encadrer les activités sur l'ensemble du territoire. L'inspection générale de l'administration est un corps de débouchés pour le corps préfectoral. Il est donc tout à fait compréhensible que l'inspection générale de l'administration soit plus efficace lorsqu'elle essaie de faire partager sa conviction à une assemblée parlementaire, et je ne fais de reproche naturellement à quiconque.

Je me permettais simplement de dire, lors de mon intervention liminaire sur l'article, qu'il me semblait qu'une certaine spécialisation était de bon sens.

Au demeurant, mes chers collègues, peu importe ce que nous allons voter, la réalité sera toujours la même : lorsqu'il s'agira de contrôler les finances et le mode de gestion de grandes associations, qui sont devenues des entreprises, il faudra des compétences d'auditeur, et pas des compétences d'ancien sous-préfet.

J'aime beaucoup les sous-préfets. Je compte beaucoup d'amis parmi eux. J'ai aussi quelques amis à l'inspection des finances, mais j'ai plus d'amis sous-préfets que d'amis à l'inspection des finances, puisque les sous-préfets sont plus nombreux que les inspecteurs des finances. Il me semble que lorsqu'il faudra faire des missions d'audit portant sur le système de gestion de ces grandes associations qui sont de véritables entreprises,...

M. Emmanuel Hamel. Des Etats dans l'Etat !

M. Philippe Marini. ... des Etats dans l'Etat dans certains cas, on se fondera tout naturellement sur les compétences qui existent. En effet, il faut avoir un esprit très percutant pour aller expertiser des systèmes informatiques, pour suivre le cheminement des fonds publics par toutes sortes de détours compliqués et faits pour être compliqués, et parfois pour tromper et pour créer volontairement de l'ambiguïté.

Même si l'on établit une symétrie, j'allais dire une fausse symétrie dans la loi, et à la limite peu importe, je sais, pour les prestations spécialisées d'audit et de contrôle, quels seront les fonctionnaires qui seront utiles à M. le ministre de l'économie et des finances et ceux qui ne joueront pas de rôle important, quelles que soient les décisions que nous prendrons dans cet hémicycle.

M. Christian Bonnet. Et le Crédit Lyonnais ?

M. Philippe Marini. Certes, monsieur Bonnet, il est des inspecteurs des finances, de l'administration ou non, qui n'ont pas bien contrôlé le Crédit Lyonnais. C'est une vérité. Je l'ai dit moi-même en public à un certain nombre de reprises. Nous partageons donc tout à fait les mêmes convictions. Mais il y a aussi un préfet de la Haute-Loire qui a quitté très rapidement ses fonctions pour être emprisonné.

Il y a toutes sortes de choses qui concernent toutes sortes de corps de l'administration. Il faut juger non pas les corps, mais les personnes et leurs compétences. Ceux qui revendiquent des compétences sont d'ailleurs souvent ceux qui sont les moins aptes et les moins habilités à les exercer !

M. le président. Je ne voudrais pas manquer à l'objectivité en quoi que ce soit, ni qu'on m'en soupçonne. Je n'ai pas moins apprécié les propos de M. Marini que ceux de M. Hamel, mais M. Marini n'avait pas renoncé à la parole ! *(Sourires.)*

M. Lucien Lanier. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Lanier.

M. Lucien Lanier. Après tous les arguments pertinents que vous venez d'entendre et venant de personnalités si compétentes, je ne doute pas, monsieur le ministre, que vous ne soyez déjà convaincu. Toutefois, je voudrais ajouter que ce débat devrait être dégagé de toute passion et, surtout, de tout amour-propre, de corporatisme, quel qu'il soit.

Vous êtes comptable des deniers publics, avez-vous dit tout à l'heure. Cela est tout à fait exact. Vous êtes en effet comptable des deniers publics sur le plan national, en tant que ministre et comme ministre solidaire à l'intérieur d'un gouvernement lui-même solidaire.

La spécialisation, que cet amendement tend à prôner, des trois grandes inspections générales ne risque-t-elle pas, monsieur le ministre, d'enclaver ces inspections générales, et particulièrement l'inspection générale de l'administration, dans leur spécialité ?

Or, cela n'est pas conforme à l'intérêt général qui plaide, au contraire, pour une saine coordination de ces trois grands corps de l'Etat, et vous l'avez compris puisque les compétences de l'inspection générale des affaires sociales sont déjà en grande partie alignées sur celles de l'inspection générale des finances.

L'intérêt du Gouvernement, dans sa solidarité, est d'être éclairé d'une manière constante par des inspections générales – elles sont d'ailleurs issues des mêmes concours et leurs caractéristiques sont communes – parfaitement coordonnées entre elles et travaillant non seulement fréquemment ensemble, mais sur le même plan toujours ensemble.

En définitive, là est l'intérêt. Il ne faut pas pénaliser – car l'amendement revient à cela – l'inspection générale de l'administration et, à travers elle, le ministère de l'intérieur. Cela n'a aucune justification logique dans la solidarité générale qui doit être celle du Gouvernement.

MM. Emmanuel Hamel et Michel Charasse. Très bien !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* C'est un débat riche qui vient de s'engager à propos de l'étendue des inspections que nous devons diligenter. En

ce qui me concerne, je le répète, je ne veux pas être suspecté de restreindre les champs d'investigation des corps d'inspection qui ne relèvent pas de mon ministère. J'affirme avec force qu'il est indispensable de permettre à l'inspection générale des finances de contrôler les finances publiques. C'est bien de cela qu'il s'agit.

Quant au reste, il incombe en effet au Gouvernement d'articuler les inspections en veillant toujours à les organiser de manière conjointe lorsque les compétences requises nécessitent l'intervention de l'inspection générale des affaires sociales, de l'inspection générale de l'administration et de l'inspection générale des finances.

Permettez-moi de préciser que, depuis 1995, dix-huit inspections ont été conjointement diligentées. C'est dire que, pour vérifier des dispositions d'ordre social, des dispositions mettant en cause l'administration publique, les finances publiques, nous mettons à contribution des inspecteurs ayant les compétences requises. Si l'inspection générale de l'administration voit son champ de contrôle étendu à celui de l'inspection générale des finances, elle disposera alors à la fois de ses compétences spécifiques et des compétences de l'IGF. Pourquoi pas ?

M. Michel Charasse. Dans le cadre de son champ d'intervention, monsieur le ministre !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Mais ce débat n'est pas passionné, je le sens bien ! *(Sourires.)* Il n'est pas non plus entaché d'une suspicion de corporatisme ! *(Nouveaux sourires.)* Je le sens bien également, et j'en donne acte au Sénat !

M. Bonnet a fait allusion aux entreprises publiques. Je n'ai jamais pu me convaincre que les hauts fonctionnaires avaient leur place dans les conseils d'administration de ces sociétés.

D'ailleurs, je souhaite, comme la plupart d'entre vous, que les entreprises publiques soient de moins en moins nombreuses. Il y a une ambiguïté fondamentale à ce qu'un haut fonctionnaire siège dans un conseil d'administration et à ce que le président, désigné en conseil des ministres, reçoive des instructions du ministre. Vous imaginez le malaise ressenti par cet administrateur d'un genre singulier !

J'ai d'ailleurs souvenir d'une mission d'information conduite par la commission des finances du Sénat sur ce thème particulier.

Je ne sais pas ce que vous sous-entendiez, monsieur Bonnet. Mais le mieux serait, à mon avis, de s'inspirer du gouvernement d'entreprise. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Premier ministre a confié à M. Philippe Marini une mission de réflexion sur les conséquences à tirer du gouvernement d'entreprise.

Mais il n'est pas dit que les hauts fonctionnaires aient vraiment leur place dans les conseils d'administration pour représenter l'Etat ! Il n'est pas dit que l'Etat n'aurait pas intérêt à faire appel à des administrateurs ayant plus d'indépendance d'esprit et n'étant pas liés par la hiérarchie et par ce profond respect – il est tout à leur honneur – qui marque les hauts fonctionnaires par rapport au pouvoir politique. C'est là une ambiguïté fondamentale. C'est d'ailleurs cette ambiguïté qui, probablement, explique largement les sinistres du Crédit Lyonnais, du Comptoir des Entrepreneurs et de quelques autres entreprises publiques. Cela doit être bien clair.

Quant à l'ARC, monsieur Charasse, il n'est pas question que l'inspection générale des finances intervienne puisqu'il ne s'agit pas de subventions publiques.

M. Michel Charasse. Il y a des subventions publiques !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je n'en ai pas le sentiment ! Il y a des collectes, des dons, mais je ne crois pas qu'il y ait des subventions publiques au profit de l'ARC. Peut-être étiez-vous mieux placé que moi pour savoir ce qu'il en était, monsieur Charasse, mais c'est un autre problème.

M. Michel Charasse. Des conseils généraux et des collectivités locales ont donné des subventions à l'ARC !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Telles sont les précisions que je voulais apporter avant que la Haute Assemblée se prononce sur les amendements de la commission des finances, sur lesquels le Gouvernement a émis un avis favorable.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Monsieur le président, en un instant, je blesse Christian Bonnet, je peine Daniel Hoeffel, je contrarie Michel Charasse, et je souffre que nous fassions perdre autant de temps au Sénat !

Sachant un peu compter, étant donné les fonctions que vous m'avez confiées, mes chers collègues *(Sourires),* la sagesse me paraît être de retirer ces amendements, ce qui permettrait au Gouvernement, s'il le souhaite, de les reprendre ou de réserver le vote de cette disposition pour se donner le temps de rédiger un article définissant peut-être mieux que cela n'est fait pour l'instant l'extension des missions de l'inspection générale de l'administration. En tout état de cause, il s'agit à mon avis d'un domaine dans lequel le dernier mot doit revenir au Gouvernement.

C'est la raison pour laquelle je retire les amendements nos 42 et 43. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées du RPR, des Républicains et Indépendants et de l'Union centriste, ainsi que sur certaines travées du RDSE.)*

M. Alain Vasselle. C'est la sagesse !

M. Philippe Marini. Sagesse arithmétique !

M. le président. Les amendement nos 42 et 43 sont retirés.

M. Emmanuel Hamel. Et le texte de l'Assemblée nationale est maintenu !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 21.

(L'article 21 est adopté.)

M. le président. Mes chers collègues, nous allons maintenant interrompre nos travaux ; nous les reprendrons à quinze heures trente.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à treize heures vingt, est reprise à quinze heure trente, sous la présidence de M. Jean Delaneau.)

PRÉSIDENCE DE M. JEAN DELANEAU
vice-président

M. le président. La séance est reprise.

Nous poursuivons la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

J'informe le Sénat que la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation m'a fait connaître qu'elle a d'ores et déjà procédé à la désignation des candidats qu'elle présentera si le Gouvernement demande la réunion d'une commission mixte paritaire en vue de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi actuellement en discussion.

Ces candidatures ont été affichées pour permettre le respect du délai réglementaire.

La nomination des représentants du Sénat à la commission mixte paritaire pourrait ainsi avoir lieu aussitôt après le vote sur l'ensemble du projet de loi, si le Gouvernement formulait effectivement sa demande.

Dans la discussion des articles, nous en sommes parvenus à l'article 16 *ter*.

Article 16 *ter*

M. le président. « Art. 16 *ter*. – I. – Le premier alinéa du *e* du 1° du I de l'article 31 du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque l'option prévue au *f* est exercée, la déduction, fixée à 6 p. 100, représente les frais de gestion et l'assurance à l'exclusion de celle visée au *a bis*. »

« II. – Le 1° du I de l'article 31 du code général des impôts est complété par les dispositions suivantes :

« *f*. Pour les logements situés en France, acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1998 et à la demande du contribuable, une déduction au titre de l'amortissement égale à 10 p. 100 du prix d'acquisition du logement pour les quatre premières années et à 2 p. 100 de ce prix pour les vingt années suivantes. La période d'amortissement a pour point de départ le premier jour du mois de l'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure.

« L'avantage prévu à l'alinéa précédent est applicable, dans les mêmes conditions, aux logements affectés à la location après réhabilitation dès lors que leur acquisition entre dans le champ d'application du 7° de l'article 257 et aux logements que le contribuable fait construire et qui ont fait l'objet, avant le 31 décembre 1998, de la déclaration d'ouverture de chantier prévue à l'article R. 421-40 du code de l'urbanisme. Il en est de même des logements loués après transformation lorsque ces locaux étaient, avant leur acquisition, affectés à un usage autre que l'habitation.

« L'option, qui doit être exercée lors du dépôt de la déclaration des revenus de l'année d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure, est irrévocable pour le logement considéré et comporte l'engagement du propriétaire de louer le logement nu pendant une durée de neuf ans. Cette location doit prendre effet dans les douze mois qui suivent la date d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure.

« Lorsque l'option est exercée, les dispositions du *b* ne sont pas applicables mais les droits suivants sont ouverts :

« – les dépenses de reconstruction et d'agrandissement ouvrent droit à une déduction, au titre de l'amortissement, égale à 10 p. 100 du montant des dépenses pour les quatre premières années et à 2 p. 100 de ce montant pour les vingt années suivantes. Le propriétaire doit s'engager à louer le logement nu pendant une nouvelle durée de neuf ans ;

« – les dépenses d'amélioration ouvrent droit à une déduction, au titre de l'amortissement, égale à 10 p. 100 du montant de la dépense pendant dix ans.

« La période d'amortissement a pour point de départ le premier jour du mois d'achèvement des travaux.

« Les dispositions des alinéas qui précèdent s'appliquent dans les mêmes conditions lorsque les immeubles sont la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés à la condition que les porteurs de parts s'engagent à conserver les titres jusqu'à l'expiration de la durée de neuf ans mentionnée aux troisième et quatrième alinéas.

« Le revenu net foncier de l'année au cours de laquelle l'un des engagements définis aux trois alinéas précédents n'est pas respecté est majoré du montant des amortissements déduits. Pour son imposition, la fraction du revenu net foncier correspondant à cette majoration est divisée par le nombre d'années civiles pendant lesquelles l'amortissement a été déduit ; le résultat est ajouté au revenu global net de l'année de la rupture de l'engagement et l'impôt correspondant est égal au produit de la cotisation supplémentaire ainsi obtenue par le nombre d'années utilisé pour déterminer le quotient. Cette majoration ne s'applique pas en cas d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, ni en cas de licenciement ou de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à imposition commune.

« Pour un même logement, les dispositions du présent *f* sont exclusives de l'application des dispositions des articles 199 *nonies* à 199 *undecies*. »

« III. – Après le cinquième alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La limite mentionnée au cinquième alinéa est portée à 100 000 F pour les contribuables qui constatent un déficit foncier sur un logement pour lequel est pratiquée la déduction prévue au *f* du 1° du I de l'article 31. »

« IV. – Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux contribuables et aux sociétés mentionnés au II, ainsi que les modalités de décompte des déductions pratiquées au titre des amortissements considérés. »

Je suis saisi de six amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° 88 est présenté par Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 234 est déposé par MM. Richard, Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

Les quatre amendements suivants sont présentés par M. Lambert, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 28 rectifié a pour objet de compléter, *in fine*, le deuxième alinéa du *f* du texte proposé par le paragraphe II de l'article 16 *ter* pour compléter le 1° du I de l'article 31 du code général des impôts par deux phrases ainsi rédigées :

> « Dans ce cas, la déduction au titre de l'amortissement esr calculée sur le prix d'acquisition des locaux augmenté du montant des travaux de transformation. La période d'amortissement a pour point de départ le premier jour du mois de l'achèvement de ces travaux. »

L'amendement n° 29 a pour objet :

I. – Après le deuxième alinéa du *f* du texte présenté par le paragraphe II de l'article 16 *ter* pour compléter le

1° du paragraphe I de l'article 31 du code général des impôts, d'insérer un alinéa ainsi rédigé :

« L'avantage prévu au premier alinéa est également applicable aux logements dont l'acquisition n'a pas donné lieu au paiement de la TVA, et qui font l'objet de travaux d'amélioration pour un montant au moins égal à 30 p. 100 du coût total de l'opération. L'amortissement, calculé sur ce coût total, a pour point de départ le premier jour du mois de l'achèvement des travaux d'amélioration. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I ci-dessus, d'insérer après le paragraphe II de cet article un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... – les pertes de recettes résultant pour l'Etat de l'extension de la déduction au titre de l'amortissement aux logements dont l'acquisition n'a pas donné lieu au paiement de la TVA, et qui font l'objet de travaux d'amélioration pour un mandat au moins égal à 30 p. 100 du coût total de l'opération, sont compensées à due concurrence par un relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

L'amendement n° 30 rectifié tend à compléter le troisième alinéa du *f* du texte proposé par le paragraphe II de l'article 16 *ter* pour compléter le 1° du I de l'article 31 du code général des impôts par une phrase ainsi rédigée :

« En cas de transmission à titre gratuit, le ou les héritiers, légataires ou donataires, peuvent demander la reprise à leur profit, dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités, du dispositif prévu aux alinéas précédents pour la période d'amortissement restant à courir à la date de la transmission. »

Enfin, l'amendement n° 31 vise à rédiger ainsi la dernière phrase du neuvième alinéa du *f* du texte proposé par le paragraphe II de l'article 16 *ter* pour compléter le 1° du I de l'article 31 du code général des impôts :

« En cas d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, de licenciement ou de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à imposition commune, cette majoration ne s'applique pas. »

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 88.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cet amendement tend à supprimer l'une des mesures essentielles du présent projet de loi.

La question du soutien à l'investissement locatif privé doit être posée par rapport à la situation actuelle du marché du logement et dans le contexte de la crise profonde du logement, notamment pour les personnes aujourd'hui mal logées et pour les sans-abri.

Il est tout de même contradictoire, quand on y réfléchit bien, que l'on souhaite, avec certaines des mesures du plan immobilier qui nous est présenté, développer à ce point la dépense fiscale en faveur de l'investissement locatif privé, alors que la loi de finances, le collectif budgétaire de décembre et le projet de loi sur le surloyer que nous avons récemment adopté portent des mesures particulièrement préjudiciables au logement social.

Qu'on le veuille ou non, le mouvement HLM est tout de même le seul qui soit en mesure aujourd'hui de répondre positivement aux forts besoins qui existent en matière de logement.

Il serait d'ailleurs du plus grand intérêt de se demander, quand on examine le niveau des dotations PLA et PALULOS, si le cumul des aides accordées au secteur locatif privé n'est pas supérieur à ce niveau, rapporté à chaque logement.

On nous propose en effet, avec l'article 16 *ter*, un dispositif assez incroyable qui conduira les investisseurs locatifs privés, qui ne sont pas, en général, reconnaissez-le, les ménages les moins aisés, à une situation de non-imposition par imputation de déficits fonciers venant, dans les faits, casser les effets de la progressivité du barème.

L'état des finances publiques nécessite-t-il un tel effort, qui se traduira, dans notre assemblée, par de vertueuses indignations devant le nombre de contribuables de l'impôt sur le revenu exonérés de toute cotisation ?

Doit-il aussi conduire à franchiser totalement, dans les années qui viennent, toutes les transactions immobilières, puisque les vendeurs seront largement aidés par voie de défiscalisation, le collectif ayant prévu la poursuite de la mesure de suppression temporaire des droits de mutation ?

Le coût de la mesure qui nous est proposée est sans doute disproportionné et ne facilitera pas, en toute objectivité, la relance de l'activité dans le secteur du bâtiment, puisque nous pensons que les investissements auront d'abord pour cadre les logements figurant actuellement en stock d'invendus.

C'est sous le bénéfice de ces observations que je vous invite à adopter cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Régnault, pour défendre l'amendement n° 234.

M. René Régnault. L'amendement n° 234 vise aussi à supprimer l'article 16 *ter* : nous considérons que cette disposition coûte très cher au budget de l'Etat et dénature l'impôt sur le revenu, dont l'assiette est déjà trop réduite compte tenu des allégements existants, notamment en matière d'immobilier. Au demeurant, cet article ne contribuera pas non plus à une meilleure lisibilité des dispositions relatives à l'immobilier.

En fait, l'article 16 *ter* n'aura pour vocation que d'aider les contribuables en mesure d'effectuer ce type de dépenses peu courantes, c'est-à-dire des contribuables qui ne sont pas parmi les plus démunis.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre les amendements n° 28 rectifié, 29, 30 rectifié et 31, et pour donner l'avis de la commission sur les amendements n°s 88 et 234.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'amendement n° 28 rectifié est un amendement de précision qui a pour objet de définir un butoir pour la transformation des bureaux en logements.

L'amendement n° 29 est plus important et je souhaiterais retenir quelques instants l'attention de la Haute Assemblée – sans abuser de son temps, monsieur le président – car il s'agit d'un sujet essentiel.

La mesure que le Gouvernement nous propose au sujet de l'amortissement pour les biens neufs a une portée considérable. Elle mérite d'être saluée et elle représentera sans doute une chance importante pour le logement.

L'amendement n° 29 a pour objet d'étendre l'amortissement prévu pour les logements neufs à l'acquisition de logements anciens sous condition – j'insiste sur ce point – de travaux. Pour maintenir l'écart actuel de rendement après impôt entre le neuf et l'ancien, il faudrait un amortissement de 5 p. 100 les quatre premières

années. Or je rappelle qu'actuellement le taux figurant dans le dispositif proposé par le Gouvernement est de 10 p. 100 pour le logement neuf.

Dans un souci d'efficacité économique, on peut concevoir de réserver cet avantage à l'ancien avec travaux. C'est très important, puisque cette mesure a un impact économique.

Cette extension, monsieur le ministre, est tout à fait indispensable aux yeux de la commission des finances, sauf à accepter une rupture dans le marché du logement. Les avantages de la loi Malraux et l'exonération en faveur des logements vacants deviennent faibles par rapport au nouveau régime pour le neuf. Il est à craindre que plus personne n'achète de logements locatifs anciens !

La commission des finances souhaite donc que vous examiniez avec la plus grande attention et la plus grande bienveillance cette proposition, qui nous semble compléter de manière opportune le dispositif heureux que le Gouvernement propose en matière de logements neufs.

L'amendement n° 30 rectifié vise à autoriser les acquéreurs qui ont bénéficié de la mesure en faveur de l'achat d'un logement neuf à transmettre leur bien par donation, à condition, bien entendu, que le donataire puisse prendre en charge les obligations qui ont été souscrites par le donateur.

Quant à l'amendement n° 31, il est de nature rédactionnelle.

Enfin, je dirai à nos collègues des groupes communiste et socialiste que la commission des finances approuve la proposition du Gouvernement. Elle n'a donc pu qu'émettre un avis défavorable sur les amendements de suppression qu'ils ont défendus.

Il est d'intérêt public que le parc locatif privé soit élargi. Rien ne serait pire, pour notre pays, que le parc locatif français soit exclusivement constitué par le parc social.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 88, 234, 28 rectifié, 29, 30 rectifié et 31 ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement.* Je partage l'avis de M. le rapporteur en ce qui concerne les amendements de suppression nos 88 et 234. En effet, le dispositif proposé permet une possibilité d'amortissement pour les immeubles neufs et assimilés acquis ou achevés entre le 1er janvier 1996 et le 1er janvier 1998. Il nous paraît très important pour contribuer à la relance du bâtiment car il est clair que nous avons connu, l'année dernière, une nouvelle diminution du nombre des mises en chantier, quelle que soit la catégorie de logement : nous sommes descendus au-dessous de 300 000 mises en chantier et, si nous voulons relancer l'activité du bâtiment, si nous voulons que les logements sociaux remplissent pleinement leur rôle et si nous voulons faire en sorte que des personnes qui, en réalité, pourraient payer plus qu'un loyer HLM pour se loger trouvent des logements correspondant à la fois à leurs besoins et à leur faculté contributive, un dispositif particulier est nécessaire.

Un tel dispositif avait été mis en place, voilà, quelques années, avec la loi Quilès. Il a été amélioré avec ce que l'on a appelé le dispositif « Quilès-Méhaignerie ». Ces dispositifs ont eu leur mérite, mais ils ont maintenant épuisé leurs effets et ils parviendront, dans quelque temps, à terme juridiquement.

Le mécanisme proposé prendra, en fait, le relais du dispositif Quilès-Méhaignerie. Nous nous sommes inspirés de l'exemple de l'Allemagne, qui a obtenu des résultats très satisfaisants à la fois du point de vue économique et du point de vue social.

Nous tenons donc beaucoup à cet article, et c'est pourquoi j'émets un avis défavorable sur les amendements de suppression nos 88 et 234.

En revanche, le Gouvernement accepte l'amendement n° 28 rectifié, amendement rédactionnel qui s'inspire d'un souci de clarté et de précision.

En ce qui concerne l'amendement n° 29, on me permettra de ne pas suivre tout à fait l'analyse qui vient d'être faite.

Les logements anciens posent, au fond, deux catégories de problèmes.

Il y a, d'abord, le problème des travaux. A cet égard, les dispositions fiscales actuellement applicables permettent aux propriétaires de déduire de leur revenu imposable la totalité du montant des travaux qu'ils effectuent. Le problème est donc réglé. Il n'est pas nécessaire de prévoir un système d'amortissement sur cinq ans ou dix ans.

Il y a, ensuite, le problème de l'amortissement de la valeur de l'immeuble hors travaux, c'est-à-dire du stock. De ce point de vue, la mesure proposée pourrait, bien entendu, être intéressante, mais son coût budgétaire serait considérable, environ 1,5 milliard de francs par an. Je ne suis donc pas en mesure de l'accepter.

Ce qui me paraît sage, c'est de faire un bilan de l'amortissement dégressif sur le neuf après deux ou trois ans d'application et, à ce moment-là, en fonction du résultat obtenu mais aussi de nos disponibilités budgétaires, de reprendre éventuellement l'idée de M. le rapporteur.

En l'état actuel des choses, je me vois obligé de suggérer à M. le rapporteur de retirer l'amendement.

Enfin, le Gouvernement est favorable aux amendements nos 30 rectifié et 31, ce dernier ayant en particulier le mérite d'alléger la rédaction de l'article 16 *ter*.

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques nos 88 et 234.

M. Paul Loridant. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Loridant.

M. Paul Loridant. J'avais indiqué dans la discussion générale qu'il y avait un réel problème du logement dans ce pays.

Il est vrai que, face à la forte demande de logements ; le secteur privé peut apporter sa contribution. Mais encore faut-il que les mesures proposées dans ce projet de loi soient équilibrées. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles ne le sont pas.

Je rappelle que le Gouvernement a demandé l'application systématique du surloyer, qu'il est revenu, dans des lois de finances antérieures, sur les intérêts des prêts pour l'acquisition par certains particuliers de leur propre logement, qu'il revient sur les allocations familiales servies à un certain nombre de familles, bref, qu'il donne en quelque sorte la priorité aux propriétaires bailleurs.

En l'espèce, il permet l'amortissement de l'acquisition de logements par imputation sur les revenus fonciers, et le coût fiscal de cette mesure est particulièrement élevé.

Tout cela n'est pas équilibré. Pour employer une formule qui vous fera frémir, il y a là un vrai choix de classe. Nous ne pouvons l'accepter.

Voilà pourquoi nous demandons la suppression de cet article et pourquoi, s'il y a lieu, nous voterons contre les amendements de la commission. *(Applaudissements sur les travées du groupe communiste républicain et citoyen.)*

M. René Régnault. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. Personne ne sera surpris d'apprendre que je ne partage pas l'avis du Gouvernement et de la commission, d'autant que les arguments qu'ils ont développés ne sont pas de nature à nous faire retirer l'amendement de suppression que nous avons déposé.

En l'espèce, on vient de le dire excellemment, nous sommes face à une divergence politique fondamentale. Autant je peux comprendre que le parc privé assume sa mission en offrant des logements à ceux qui sont en quête d'une location, autant je ne comprends pas que la disposition vaille pour un immeuble ou un appartement que celui-ci ait vocation à être loué ou non.

Il faut que nous ayons à l'esprit quelques chiffres : l'impôt sur le revenu représente un peu plus de 300 milliards de francs, et le coût des mesures relatives à l'immobilier 17 milliards de francs. C'est considérable !

Nous ne pouvons pas non plus ignorer comment est réparti le patrimoine entre nos compatriotes : 70 p. 100 des Français les moins aisés détiennent 8 p. 100 du patrimoine, alors que 10 p. 100 des Français les plus aisés en détiennent 50 p. 100.

M. Paul Loridant. Choix de classe !

M. René Régnault. Il est donc clair que la disposition qui nous est présentée marque un choix politique délibéré du Gouvernement et de la commission, à savoir favoriser ceux qui sont déjà, aujourd'hui, dans une situation favorable.

Si c'est cela que l'on appelle « réduire la fracture sociale », il faudra que l'on m'explique de nouveau ce que l'on entend par ces termes !

Il convient donc que le Sénat adopte les amendements de suppression. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 88 et 234, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 28 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° 29 est-il maintenu, monsieur le rapporteur ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Si je ne veux pas prolonger inutilement le débat, je tiens néanmoins à dire à M. Régnault qu'il n'a pas assez insisté sur le fait que nous parlions du logement locatif.

M. René Régnault. Les deux !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Si nous souhaitons que le logement locatif, en France, soit mis à la disposition des Français exclusivement sur l'initiative de l'Etat, cela coûtera une fortune.

MM. Jean-Jacques Hyest et Henri de Raincourt. Bien sûr !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Mes chers collègues, je suis prêt à vous prouver par toutes les statistiques que vous voudrez que le logement locatif privé coûtera moins cher à l'Etat. Il est clair que le parc social a tout à fait son rôle à jouer, mais ce serait une catastrophe pour notre pays si le parc locatif privé continuait à se réduire comme peau de chagrin, comme cela se produit actuellement.

Il est vrai que les mesures que le Gouvernement nous propose sont de nature à renverser cette évolution, et je m'en réjouis par avance.

J'en viens, monsieur le ministre, aux critiques tout à fait compréhensibles que vous avez émises à l'endroit de l'amendement n° 29.

Vous avez déclaré que les travaux d'amélioration étaient déductibles. J'aimerais bien qu'ils le soient tous ! Si je m'adresse à vos services, j'ai bien l'impression que, malheureusement, ils me confirmeront que tel n'est pas le cas. Voilà pourquoi il serait intéressant d'introduire un dispositif d'amortissement.

L'argument qui m'a le plus convaincu est l'argument budgétaire, et il est, hélas ! très important.

Cela étant dit, je voudrais être certain que le Sénat – je n'ai pas de doute à cet égard – le Gouvernement, mais aussi tous les servives qui travaillent à ses côtés puissent se convaincre que le logement, ce n'est pas, d'un côté, le neuf et, de l'autre, l'ancien. Ces segments sont liés entre eux. Si vous n'agissez que sur un segment, vous risquez de mettre l'autre en fâcheuse posture.

Mes chers collègues, nos concitoyens accepteront-ils longtemps que l'Etat soutienne massivement la construction de logements neufs à côté de logements anciens qui menacent ruine ? Cela pourrait se traduire par l'abandon de notre patrimoine national.

Je veux vous mettre solennellement en garde, monsieur le ministre, sur cet aspect du problème. Nous avons dans notre pays, entre autres dans votre magnifique région du pays basque, de magnifiques immeubles qui, aujourd'hui, ne peuvent plus être entretenus. Ils sont abandonnés parce que leurs propriétaires n'ont pas les moyens de les réhabiliter. Et que faisons-nous, les uns et les autres ? Nous essayons de tout mettre en œuvre pour construire des logements neufs à côté !

Ce n'est pas de la politique, ce n'est pas de l'urbanisme ! Ce n'est pas ainsi que nous pouvons construire l'avenir de notre pays.

Telle est la raison pour laquelle vous devrez prendre une mesure pour le logement ancien, monsieur le ministre.

En l'instant, je vais retirer l'amendement, mais je souhaite que nous prenions rendez-vous pour le prochain budget et que, d'ici là, vous fassiez calculer quel serait le coût réel d'une mesure pour l'ancien, en intégrant l'impact sur l'emploi, sur les recettes fiscales, des travaux de réhabilitation que j'avais imposés dans mon amendement. Vous verrez que, comparé au neuf, le résultat est peut-être au moins équivalent, sinon meilleur, pour l'Etat.

Ce rendez-vous pour la sauvegarde du patrimoine français est capital si l'on veut éviter que l'on fasse n'importe quoi, en matière d'urbanisme, que l'on construise des logements neufs de moins bonne qualité à côté de magnifiques bâtiments anciens qui menacent ruine, car cette politique n'est pas digne du Gouvernement de notre pays, du vôtre en particulier. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées du RPR et des Républicains et Indépendants.)*

M. le président. L'amendement n° 29 est retiré.

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Je remercie M. le rapporteur d'avoir bien voulu retirer l'amendement. J'ai bien compris que c'était sous le bénéfice d'une information complémentaire et de la fixation d'un rendez-vous. Je l'accepte très volontiers. D'ici là, nous ferons les études qu'il a demandées.

Je partage complètement l'analyse qu'a faite M. le rapporteur : le marché du logement est un et il ne suffit pas, si l'on veut aider les Français à se loger, d'aider la construction neuve ; il faut également prendre en compte l'habitat ancien.

En particulier, il faut faire en sorte que dans nombre de villes moyennes, de petites villes, de communes rurales, on rénove l'habitat ancien pour que les nombreux logements actuellement inoccupés soient de nouveau occupés. Ainsi, on revitalisera ces zones.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous avons admis, sur suggestion parlementaire, que le nouveau prêt à taux zéro puisse servir aussi bien à l'acquisition de logements anciens qu'à la construction de logements neufs.

Je rappelle par ailleurs que, dans le collectif du mois d'août dernier, a été votée l'augmentation de la déduction forfaitaire, qui permet une prise en compte relativement satisfaisante de la dépréciation des immeubles.

Peut-être pouvons-nous faire encore mieux ! Au vu des chiffres que nous établirons, monsieur le rapporteur, nous pourrons en reparler à l'occasion de l'examen de la prochaine loi de finances.

Je voudrais, enfin, faire remarquer à l'opposition, qui a parlé de « choix de classe » et qui a cité des chiffres sur les inégalités de fortune que, après deux septennats socialistes, ces inégalités n'ont pas bougé d'un point.

Malgré la politique qu'elle a pratiquée, malgré la mise en place d'une fiscalité particulière – l'impôt de solidarité sur la fortune – nous sommes aujourd'hui rigoureusement dans la même situation.

La majorité de gauche qui a été au pouvoir pendant longtemps en France a mis en place des mécanismes - du type ou loi Quilès SOFICA - qui, en ce qui concerne les avantages accordés aux uns et aux autres, peuvent être l'objet de critiques tout à fait comparables à celles que vous nous adressez.

Ceux que nous essayons d'aider par la disposition que nous proposons aujourd'hui au Sénat d'approuver sont non pas les propriétaires, mais les locataires. Il s'agit de faire en sorte que des propriétaires, qui sont souvent de petits propriétaires, soient davantage incités à louer l'appartement qu'ils n'occupent pas. Ce sont souvent des personnes âgées. Il faut en effet savoir qu'en France ce sont ces dernières qui détiennent le patrimoine le plus important et, curiosité nationale, qui ont un niveau de revenu moyen supérieur à celui des personnes actives. Il faut donc les inciter à mettre les logements qu'elles n'occupent pas sur le marché, de façon à loger des familles qui, aujourd'hui, ou bien ont des difficultés à se loger, ou bien occupent indûment des logements sociaux. Ainsi, de cette manière, nous aidons également le logement social et les familles les moins favorisées.

Telles sont les raisons pour lesquelles je propose au Sénat d'adopter l'article 16 *ter.*

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 30 rectifié.

M. Paul Loridant. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Loridant.

M. Paul Loridant. Monsieur le ministre, on aurait pu éventuellement comprendre le souci du Gouvernement d'inciter les propriétaires bailleurs privés à mettre leurs logements sur le marché. Mais, pour être crédibles, il faudrait que vos propositions soient équilibrées et qu'elles soient en cohérence avec les autres mesures que vous prenez.

Or les crédits PLA et PALULOS régressent ; dans nombre de communes, nous n'avons pas assez de crédits pour réhabiliter les logements HLM anciens dans les cités qui ont un peu plus de vingt ans. Dans le même temps, vous demandez la mise en place des surloyers.

Je veux bien admettre que ces mesures sont prises en faveur des locataires, mais la réalité que nous vivons dans nos communes est strictement inverse. Je maintiens, monsieur le ministre, que les propositions que vous faites ne sont pas équilibrées, qu'elles sont insupportables sur le plan de l'équité sociale et que c'est un choix de classe qui est fait à travers votre dispositif. *(M. Régnault applaudit).*

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Ce n'est pas vrai !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 30 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 31, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16 *ter,* modifié.

M. René Régnault. Le groupe socialiste vote contre.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen également.

(L'article 16 ter *est adopté.)*

Article additionnel avant l'article 16 *quater*

M. le président. Par amendement n° 153, M. Hyest et les membres du groupe de l'Union centriste proposent d'insérer, avant l'article 16 *quater,* un article additionnel ainsi rédigé :

> « Les dispositions prévues au deuxième alinéa du 3°) du I de l'article 156 du code général des impôts s'appliquent aux dépenses payées par les propriétaires qui ont déposé une demande d'autorisation spéciale de travaux avant le 31 décembre 1994. »

La parole est à M. Hyest.

M. Jean-Jacques Hyest. Il s'agit de régler les problèmes posés par certaines opérations de rénovation immobilières dans les périmètres de restauration immobilière – PRI – dont les autorisations spéciales de travaux étaient en cours d'instruction au moment du vote du collectif budgétaire de décembre 1994.

En effet, les dispositions transitoires adoptées n'ont pas réglé le cas des immeubles pour lesquels aucune déclaration d'utilité publique n'avait été prise par l'autorité administrative.

C'est pourquoi il est proposé que les immeubles qui avaient fait l'objet d'une demande d'autorisation spéciale de travaux avant le 31 décembre 1994 puissent relever des dispositions antérieures à la loi de décembre 1994.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit d'un problème très sérieux qui concerne un nombre non négligeable d'opérations engagées dans les PRI sous le régime de la loi Malraux, et qui ne bénéficient plus de ce régime depuis le 1er janvier 1995.

Le ministre du budget de l'époque s'était engagé à prendre des dispositions transitoires permettant aux opérations de se poursuivre tant que les PRI n'étaient pas transformés en zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

Monsieur le ministre, il faudrait que vous vous engagiez à débloquer cette situation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Le régime fiscal issu de la loi Malraux a été profondément remanié par l'article 40 de la loi de finances rectificative pour 1994. M. le rapporteur l'a rappelé, lors de l'examen de cette loi, le Gouvernement – en la personne de mon prédécesseur M. Sarkozy – avait pris l'engagement d'accorder pendant trois ans, par anticipation sur la transformation des périmètres de restauration immobilière en secteurs sauvegardés ou en zones de protection du périmètre architectural urbain ou paysagé, le bénéfice de toutes les nouvelles dispositions aux propriétaires d'immeubles situés dans des périmètres de restauration immobilière qui ont obtenu une autorisation de travaux à compter du 1er janvier 1995, dès lors que les travaux réalisés auraient été déclarés d'utilité publique.

Pour ce qui est des opérations en cours autorisées avant cette date du 1er janvier 1995, elles bénéficient normalement des dispositions de l'ancien régime et, si elles remplissent certaines conditions, des dispositions plus favorables du nouveau régime.

Mon sentiment est qu'il n'y a donc pas lieu de modifier une nouvelle fois la loi avec une disposition qui aurait pour effet de la rendre rétroactive.

Cela dit, il y aurait, selon l'auteur de l'amendement, des difficultés d'application, notamment dans la ville de Lyon. Il y en aurait également ailleurs : c'est le cas chez moi, à Bayonne.

Je m'engage donc solennellement devant le Sénat à examiner personnellement les cas particuliers qui se posent : ou ce sont des problèmes d'application des textes existants, et nous les réglerons ensemble ; ou bien il apparaît que les textes sont mal rédigés, et nous en tirerons les enseignements dans la prochaine loi de finances.

Sous le bénéfice de cet engagement, je demande à M. Hyest de bien vouloir retirer son amendement.

M. le président. Monsieur Hyest, votre amendement est-il maintenu ?

M. Jean-Jacques Hyest. Quant le ministre ou le rapporteur disent qu'il s'agit d'un problème sérieux, nous pouvons être à peu près sûrs qu'ils vont nous demander de retirer notre amendement !

Bien entendu, comme M. le ministre s'engage à résoudre le problème d'une manière ou d'une autre, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 153 est retiré.

Article 16 *quater*

M. le président. « Art. 16 *quater.* – Après l'article 39 AA du code général des impôts, il est inséré un article 39 AA *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 39 AA* bis. – Les coefficients utilisés pour le calcul de l'amortissement dégressif des biens mentionnés aux 1 et 2 de l'article 39 A sont portés respectivement à 2,5, 3 et 3,5 selon que la durée normale d'utilisation de ces biens est de trois ou quatre ans, de cinq ou six ans, ou supérieure à six ans.

« Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables aux biens acquis ou fabriqués entre le 1er février 1996 et le 31 janvier 1997. »

Sur cet article, je suis saisi de trois amendements pouvant faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° 176 est présenté par Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 235 est déposé par MM. Richard, Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendent à supprimer l'article 16 *quater.*

Par amendement n° 154, M. Hyest et les membres du groupe de l'Union centriste proposent de compléter le texte présenté par l'article 16 *quater,* pour l'article 39 AA *bis* du code général des impôts par un alinéa ainsi rédigé :

> « La majoration des coefficients d'amortissements dégressifs s'appliquera aux biens d'équipement neufs acquis ou construits dans les trente-six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la mesure, à condition qu'une commande soit conclue dans le délai de douze mois après cette date et qu'un acompte soit versé à l'entreprise fournisseur dans ce même délai. »

La parole et à M. Billard, pour défendre l'amendement n° 176.

M. Claude Billard. Nous revenons sur la question des amortissements dégressifs et de leur prise en compte dans le calcul de l'impôt sur les sociétés.

L'impôt sur les sociétés est, chacun le sait, l'un des impôts dont le niveau de perception est en réduction sensible depuis plusieurs années et qui, dans l'exécution des plus récentes lois de finances, atteste des plus grandes difficultés de recouvrement.

Chacun garde ici en mémoire que nous avons voté, dans la loi de finances rectificative de juillet dernier, une majoration du montant de la cotisation des entreprises qui n'a servi, en définitive, qu'à combler le déficit de recouvrement résultant, entre autres raisons, des diverses mesures de correction de l'impôt dont est pourvue notre législation.

Près de 60 milliards de francs, c'est-à-dire tout de même pratiquement la moitié de l'impôt net, sont aujourd'hui mobilisés pour alléger la contrainte fiscale des entreprises en matière d'impôt sur les sociétés.

Une part essentielle de ces sommes sont consacrées, comme on le voit avec précision dans le document des voies et moyens, à la prise en charge du régime des sociétés mères, dont le coût est aujourd'hui de 30 milliards de francs.

Une autre partie de ces dépenses est aujourd'hui consacrée au problème de la prise en compte des amortissements et provisions dont le problème des amortissements dégressifs est l'un des éléments.

Dans de trop nombreux cas, cependant, ce régime est sollicité pour des dépenses d'investissement qui ont pu, notamment dans le cas des logiciels informatiques, bénéficier de dispositions incitatives.

Le principe retenu par l'article 16 *quater* tend, en fait, à accroître une dépense fiscale dont nous nous posons réellement la question de savoir si elle sera utile tant pour favoriser l'investissement que pour faciliter la création d'emplois.

C'est sous le bénéfice de ces observations que nous invitons le Sénat à adopter cet amendement de suppression de l'article 16 *quater*.

M. le président. La parole est à M. Régnault, pour défendre l'amendement n° 235.

M. René Régnault. Nous sommes opposés à cette nouvelle faveur accordée aux entreprises.

Tout d'abord, cette disposition est accordée sans contrepartie en termes d'emploi, et ce malgré les propos tenus par M. le Président de la République voilà quelques jours à peine.

La deuxième raison est que cette disposition coûte très cher au budget de l'Etat, 30 milliards de francs, ce qui n'est pas compatible avec l'exigence que s'est fixée le Gouvernement en matière de réduction des déficits et de maîtrise des finances publiques.

Enfin, et surtout, le principe de ce type d'amortissement sous-tend toute une logique qui nous amène à nous interroger, et nous ne sommes pas les seuls.

A l'heure actuelle, les entreprises renouvellent leur matériel de plus en plus vite, et, au fur et à mesure, la productivité du capital s'accroît, à moins d'obtenir – ce que personne ne sait faire – qu'une partie de la productivité soit redistribuée sous forme de revenus du travail salarié, par exemple, ce qui serait une façon de relancer la consommation. Mais je n'insiste pas sur ce point.

Si le traitement fiscal accompagne cette tendance, voire la précède, comme cela nous est proposé dans le nouveau dispositif, c'est la voie ouverte au remplacement des hommes par des machines. Aujourd'hui, notre société en pâtit. En termes de chômage, on assiste à la substitution du capital au travail. Faut-il répondre alors à la logique entreprenariale et poursuivre dans ce sens ? Nous ne le pensons pas, et surtout pas s'il s'agit, comme on l'a dit au début de l'examen de ce projet de loi, d'une disposition visant à réduire le chômage.

M. le président. La parole est M. Hyest, pour défendre l'amendement n° 154.

M. Jean-Jacques Hyest. Les excellentes mesures présentées par le Gouvernement en matière de majoration de coefficients d'amortissements dégressifs devraient permettre d'accélérer les décisions d'investissements. Cela est particulièrement nécessaire dans le secteur industriel où la chute de l'investissement depuis 1990 a atteint 30 p. 100. Cela est très préoccupant. Il convient de prendre des mesures à cet égard et je ne partage pas, bien entendu, l'opinion de nos collègues sur ce point.

Il semble toutefois nécessaire d'adapter la durée d'application prévue à l'article 16 *quater*. En effet, la durée de douze mois ne tient pas compte du cycle de production des équipements industriels, qui nécessite souvent dix-huit à vingt-quatre mois à partir de la date de la commande.

Il est donc proposé au Gouvernement de prévoir que la période d'application de ce texte concerne la date de commande et non la date de livraison, tout en l'assortissant d'une obligation de versement d'un acompte qui rend irréversible la décision d'achat. Si l'on veut vraiment encourager l'investissement, il vaut mieux apporter cette précision.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nos 176, 235 et 154 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission estime que les dispositions de l'article 16 *quater* devraient inciter les entreprises à réaliser rapidement leurs projets d'investissements. Elle est donc défavorable aux amendements nos 176 et 235.

Par ailleurs, elle prend acte de la suggestion présentée par M. Hyest dans l'amendement n° 154. Cette approche avait été retenue dans le passé et la commission des finances souhaiterait entendre l'avis du Gouvernement.

La commission s'est inquiétée de savoir si la proposition de M. Hyest ne risquait pas d'atténuer l'effet conjoncturel immédiat du dispositif de l'article 16 *quater*. En effet, il semble qu'en 1977 une disposition de même nature ait donné lieu à quelques difficultés d'application.

C'est la raison pour laquelle la commission s'en remettra à l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 176, 235 et 154 ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Le Gouvernement est hostile aux amendements de suppression nos 176 et 235.

Mais je voudrais dire à M. Régnault, en réponse aux arguments qu'il a fait valoir, tout d'abord qu'il ne s'agit pas du tout de donner des avantages sans contreparties aux entreprises.

Je rappelle à ce propos que la France, voilà de très nombreuses années, imposait les bénéfices des sociétés au taux élevé de 50 p. 100. Si ce taux a été réduit en plusieurs phases de 50 p. 100 à 33 p. 100, cela a été sur l'initiative de gouvernements qu'il soutenait, puisque ce mouvement engagé en 1985 s'est achevé en 1992.

Par ailleurs, ce n'est pas une disposition coûteuse en termes budgétaires car l'amortissement est une technique qui permet d'alléger la charge de l'entreprise en matière fiscale pendant quelque temps, mais on retrouve cette charge à la sortie. Il s'agit d'un avantage de trésorerie pour l'entreprise qui a un fort effet conjoncturel – j'y reviendrai en donnant l'avis du Gouvernement sur l'amendement de M. Hyest – mais qui est neutre du point de vue budgétaire.

Enfin et surtout, je récuse complètement l'analyse économique qui sous-tend son argumentation. Il a l'air de considérer que plus les entreprises investissent, moins cela profite à l'emploi. En réalité, c'est naturellement le contraire.

Quels sont les pays qui ont le moins de chômage à l'heure actuelle ? Ceux qui ont le plus investi !

Allons-nous empêcher les entreprises de se doter d'ordinateurs et les obliger à continuer à travailler avec des pointes Bic sous prétexte de défendre l'emploi ?

En réalité, ce qui nous préoccupe le plus, c'est l'effondrement de l'investissement que nous avons connu de 1990 à 1994. A l'époque où la France avait le ruban bleu, après le Japon, du taux de croissance mondial avec une moyenne annuelle comprise entre 5 p. 100 et 6 p. 100, ce qui a été le cas jusqu'en 1974 et 1975, nous étions aussi le pays qui avait le ruban bleu du taux d'investissement. A ce moment-là, nous avons connu les augmentations de productivité les plus fortes de notre histoire et le chômage était quasiment nul.

En revanche, de 1990 à 1994, l'investissement des entreprises a baissé d'un tiers en valeur. Il a repris et été de l'ordre de 4 p. 100 à 5 p. 100 l'année dernière. Mais il reste insuffisant.

La consolidation durable des résultats très remarquables de notre commerce extérieur, qui a dégagé un excédent de plus de 100 milliards de francs l'année dernière,

dépendra du montant des investissements qui seront faits cette année et l'année prochaine. Cela explique la mise en place d'une mesure consistant à améliorer le coefficient d'amortissement dégressif.

Mais faut-il pour autant suivre M. Hyest dans sa proposition ? Je crois que non, parce que le dispositif qu'il propose aurait sur la trésorerie des conséquences qu'il serait tout de même très difficile pour nous d'absorber sur les exercices 1996 et 1997 et surtout parce que le caractère conjoncturel de la mesure serait perdu de vue. Or, nous souhaitons donner un coup de fouet dès l'année 1996.

En outre, il y aurait un risque de dévoiement de la procédure, voire de fraude, si le financement de l'acompte payé était en réalité assuré par le fournisseur.

Votre amendement n° 154, monsieur Hyest, risquerait de permettre aux entreprises de bénéficier du dispositif pour des matériels dont elles n'auraient l'usage qu'à la fin du délai de trois ans que vous avez proposé d'instaurer. Ces entreprises bénéficieraient ainsi d'un effet d'aubaine contraire à l'objectif visé par le Gouvernement, et votre rapporteur a eu raison de rappeler une expérience antérieure qui n'avait pas été pleinement satisfaisante à cet égard.

Dans ces conditions, je demande à M. Hyest de bien vouloir retirer son amendement.

A défaut, je serais obligé de m'y opposer.

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques n°s 176 et 235.

M. René Régnault. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. J'ai bien entendu les explications que vous nous avez données, monsieur le ministre, et je commencerai mon propos en vous disant qu'il faudrait que les mesures que vous proposez soient encadrées. Il faudrait en particulier s'assurer qu'elles contribueront au développement de l'activité et de l'emploi.

Or, j'observe que, sur ce terrain, vous êtes muet, ce qui ne met pas un terme à mes interrogations.

On observe en effet aujourd'hui que, si quelques comptes d'exploitation indiquent l'existence de difficultés, le réflexe des entreprises – et ce ne sera que plus vrai si on les y encourage – est d'investir un peu plus pour se séparer de pans entiers d'équipes de travailleurs, qui sont jetés au chômage sans autre forme de procès et donc mis à la charge de la collectivité, qui doit, elle, assurer les conséquences de la situation sociale ainsi créée.

En ce qui me concerne, j'entends bien une partie de votre argumentation. Elle me convaincrait même au point de me conduire à retirer mes propos si vous indiquiez les mesures que vous comptez imposer aux entreprises bénéficiaires de cette situation pour que le travail ne soit pas le premier pénalisé en contrepartie de ces avantages.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n°s 176 et 235, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Monsieur Hyest, l'amendement n° 154 est-il maintenu ?

M. Jean-Jacques Hyest. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 154 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16 *quater.*

M. René Régnault. Le groupe socialiste vote contre.

(L'article 16 quater *est adopté.)*

Article 16 *quinquies*

M. le président. « Art. 16 *quinquies.* – I. – Dans le premier alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts, le mot : " cinq " est remplacé par le mot : " dix ".

« II. – Les dispositions du I s'appliquent à compter de l'imposition des revenus de l'année 1996 et aux déficits encore reportables après le 31 décembre 1995. »

Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 177 est présenté par Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 236 est déposé par M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

La parole est à M. Renar, pour défendre l'amendement n° 177.

M. Ivan Renar. L'article 16 *quinquies* du présent projet de loi complète, si l'on peut dire, l'article 16 *ter.*

L'article 16 *ter,* nous l'avons vu, dont les dispositions étaient inscrites dans le catalogue de mesures annoncées au mois de janvier dernier pour « tenir le cap de la croissance et de l'emploi », tend, par application d'un amortissement dégressif, à faciliter l'investissement locatif privé.

La conséquence normale de cette disposition d'amortissement dégressif, ce sont des déficits fonciers d'une importance réelle, d'autant que l'absence de déficits, dans ces conditions d'investissement, traduirait un niveau de loyers particulièrement élevé.

Or l'article 16 *quinquies* vise, en toute simplicité, à procéder à l'étalement de l'imputation de ces déficits fonciers sur une durée particulièrement longue, puisqu'elle serait portée de cinq à dix ans.

Nous ne connaissons pas, dans notre législation fiscale, de de traitement de revenu de ce niveau.

Le Gouvernement est-il prêt à proposer demain au Parlement de retenir cette règle décennale pour l'imputation des revenus exceptionnels ou différés des salariés ?

Est-il prêt, dans la législation relative à l'impôt sur les sociétés, à autoriser un report en arrière des déficits fiscaux des entreprises sur dix ans ?

Que cherche-t-on en créant ce qu'il faut bien appeler un privilège exorbitant, dérogatoire du droit commun pour un nombre tout à fait limité de contribuables dont les ressources ne nous paraissent pas, en toute objectivité, nécessiter de telles dispositions ?

Est-il légitime que la collectivité nationale, à une époque où l'on ne cesse de s'interroger sur l'utilisation des fonds publics, sur la nécessité d'optimiser la dépense publique, se trouve, avec de telles dispositions, en situation de payer le prix fort de la crise immobilière ? Nous avons en effet souligné que les premiers investissements locatifs privés concerneront l'achat ou la liquidation des stocks de logements invendus ?

Pour toutes ces raisons, il nous semble légitime de procéder à la suppression de l'article 16 *quinquies.*

M. le président. La parole est à M. Régnault, pour présenter l'amendement n° 236.

M. René Régnault. Nous observons que trois mesures ont été prises depuis 1993 en matière d'imputation des déficits fonciers, ce qui représente au total un coût pour l'Etat de plus de 5 milliards de francs. Je rappelle par ailleurs que, sur 126 milliards de francs de revenus fonciers déclarés, 102 milliards de francs étaient des revenus d'habitation.

Il convient donc de rapprocher ce régime particulier de celui qui s'applique en faveur de l'investissement locatif, dont j'ai rappelé à l'instant le coût exorbitant.

N'était-ce pas suffisant ? On aurait pu le penser, mais le Gouvernement propose une nouvelle mesure dont j'aimerais, monsieur le ministre – car vous avez vraisemblablement fait des simulations – que vous nous précisiez le coût.

Nous trouvons, pour notre part, qu'on ne peut pas prétendre stigmatiser les imperfections d'assiette de notre impôt sur le revenu et accroître sans cesse à chaque loi de finances, à chaque collectif, à chaque DDOEF les régimes dérogatoires dont profitent, qui plus est, les contribuables les plus favorisés.

Ce n'est pas de cette façon, nous semble-t-il, que l'on réduira la fracture sociale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements identiques n[os] 177 et 236 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces deux amendements ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Défavorable également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n[os] 177 et 236, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen vote contre.

M. René Régnault. Le groupe socialiste également.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16 *quinquies.*

(L'article 16 quinquies *est adopté.)*

Article 16 *sexies*

M. le président. « Art. 16 *sexies.* – Le 3 de l'article 199 *undecies* du code général des impôts est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« La réduction d'impôt est portée à 50 p. 100 de la base définie au premier alinéa pour les années 1996 à 2001 si les conditions suivantes sont réunies :

« 1° Les investissements sont réalisés à compter du 1[er] juillet 1996 et consistent en l'acquisition ou la construction de logements neufs à usage locatif ou la souscription au capital de sociétés visées aux *b* et *c* du 1 et qui ont pour objet de construire ou d'acquérir de tels logements ;

« 2° Le contribuable ou la société s'engage à louer nu l'immeuble dans les six mois de son achèvement ou de son acquisition si elle est postérieure et pendant six ans au moins à des personnes qui en font leur habitation principale ;

« 3° Le loyer et les ressources du locataire n'excèdent pas des plafonds fixés par décret. »

Je suis saisi de quatre amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 178, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent de supprimer cet article.

Par amendement n° 32, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de compléter *in fine* le troisième alinéa (2°) du texte présenté par cet article pour compléter le 3 de l'article 199 *undecies* du code général des impôts par une phrase ainsi rédigée : « En cas de souscription au capital de sociétés visées aux *b* et *c* du 1, le contribuable s'engage à conserver ses parts ou actions pendant au moins six ans ; ».

Par amendement n° 130, MM. Lauret et Lagourgue proposent de rédiger ainsi le quatrième alinéa (3°) du texte présenté par cet article pour compléter le 3 de l'article 199 *undecies* du code général des impôts :

« 3° Le loyer n'excède pas un plafond fixé par décret. »

Par amendement n° 237, MM. Désiré, Lise et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de compléter *in fine* le texte présenté par cet article pour compléter le 3 de l'article 199 *undecies* du code général des impôts par un alinéa ainsi redigé :

« La location d'un logement neuf consentie à un organisme public ou privé pour le logement à usage d'habitation principale par leur occupant dans les conditions prévues au présent article ouvre également droit au bénéfice de la réduction d'impôts. »

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 178.

Mme Marie-Claude Beaudeau. La suppression de cet article relève des mêmes préoccupations que celles que nous avons pu exprimer quant aux précédents articles concernant le problème du secteur immobilier.

Il s'agit d'étendre en fait les dispositions de la loi Pons relative à l'aide à l'investissement dans les départements et territoires d'outre-mer.

En toute objectivité, la question se pose tout de même de savoir si le mode actuel de défiscalisation encouragé par cette loi est ou non porteur de créations d'emplois et de relance de l'activité dans ces parties éloignées du territoire national.

La question – ce n'est pas la première fois que nous la posons – est la suivante : cette exception fiscale accordée aux départements d'outre-mer doit-elle demeurer la règle ?

Est-il inévitable de recourir à ce type de mesures pour répondre aux énormes besoins sociaux de la population des Antilles, de la Guyane ou de la Réunion ?

Il nous faut dès lors nous demander si la dépense fiscale – et elle est importante –, conditionnée par l'application des dispositions de la loi Pons, suffit par elle-même pour répondre à ces besoins et dédouane, en quelque sorte, l'Etat de toute progression de sa dépense budgétaire réelle et de ses dépenses actives.

Atteindre l'égalité sociale entre l'outre-mer et la métropole passe, à notre sens, par une politique plus volontaire de développement de la dépense publique, et pas seulement par des dispositifs d'incitation fiscale dont on sait qu'ils ont été, pour une part non négligeable, largement détournés de leurs intentions d'origine.

Est-il légitime, par exemple, de chercher à solliciter les investisseurs dans le domaine du logement – il s'agit d'une question cruciale, compte tenu de la situation

sociale des départements d'outre-mer – et de persévérer dans une politique de diminution des aides à l'amélioration de l'habitat et des subventions au logement social ?

Pour l'ensemble de ces raisons, je vous invite donc, mes chers collègues, à adopter l'amendement n° 178.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 32.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit d'un amendement de précision : la durée de détention des parts ou actions de sociétés immobilières doit être la même que la durée de location.

M. le président. La parole est à M. Lauret, pour présenter l'amendement n° 130.

M. Edmond Lauret. Le texte adopté par l'Assemblée nationale, sur proposition du Gouvernement, renforce les dispositions de la loi Pons. Il a pour objet de favoriser la construction de logements intermédiaires dans les DOM et, partant, de lutter contre le fort chômage qui sévit dans ces départements.

Cependant, la condition de ressources des locataires imposée par l'Assemblée nationale aurait certainement un effet dissuasif et limiterait fortement la portée de ce texte.

En effet, les investisseurs, notamment métropolitains, hésiteront à investir outre-mer s'ils risquent des reprises fiscales du fait du dépassement du plafond de ressources de locataires se trouvant à 10 000 kilomètres, alors que, en pratique, ils ne surveilleront pas les dossiers afférents à la gestion de ces logements.

Nous pensons que la condition de loyer maximal prévue par le texte suffit à éviter que ces logements soient occupés par des locataires à hauts revenus.

M. le président. La parole est à M. Régnault, pour défendre l'amendement n° 237.

M. René Régnault. Le texte adopté par l'Assemblée nationale a pour objet de favoriser la contribution en fonds propres d'investisseurs, personnes physiques ou morales, au financement du logement intermédiaire dans les DOM-TOM.

Cet amendement vise à permettre, dans les départements d'outre-mer, la réhabilitation, l'humanisation et la restructuration des bourgs ou des centres urbanisés particulièrement délabrés, où les nombreux petits propriétaires n'ont pas les moyens de reconstruire.

Ces opérations de réhabilitation ne peuvent être menées que par des opérateurs tels que les sociétés d'économie mixte, les sociétés d'HLM, les associations et les organismes collecteurs des contributions patronales à l'habitat, qui assurent la quasi-totalité des constructions de logements intermédiaires neufs.

Ces organismes sont en outre susceptibles d'apporter aux investisseurs des garanties financières propres à encourager leur participation au financement du logement social.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n^os^ 178, 130 et 237 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* S'agissant de l'amendement n° 178, la commission ne peut qu'émettre un avis défavorable puisqu'elle a approuvé le dispositif global de cet article.

Je suis au regret de dire à M. Lauret que la commission est également défavorable à l'amendement n° 130. Le propre du logement intermédiaire, c'est précisément l'existence d'un plafond de loyer et d'un plafond de ressources. Si on les supprime, on prive le dispositif de toute logique.

Pour ce qui est de l'amendement n° 237 – et le problème est le même en ce qui concerne l'amendement n° 129 rectifié, qui tend à insérer un article additionnel après l'article 16 *sexies* mais qui est tout à fait comparable – la question s'est posée en commission de savoir si on ne cumulait pas deux dispositifs, un dispositif « logement intermédiaire » et un dispositif « logement social », puisqu'il s'agit de louer des immeubles bénéficiant des avantages liés au locatif intermédiaire à des organismes relevant du logement social. C'est effectivement sécurisant pour les propriétaires, mais on peut se demander s'il est opportun de rendre possible le cumul de deux dispositifs d'aide de l'Etat.

C'est la raison pour laquelle, sur cet amendement, la commission souhaiterait connaître l'avis du Gouvernement, afin de s'y rallier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n^os^ 178, 32, 130 et 237 ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 30, qui apporte une précision utile en confirmant que, comme les investisseurs directs, les souscripteurs de parts doivent conserver leurs biens pendant une durée minimale de six ans.

En revanche, pour les raisons mêmes qui ont été exposées par M. le rapporteur, je ne peux pas accepter l'amendement n° 178.

N'ayant pas répondu tout à l'heure à une question que m'avait posée M. Loridant, je lui précise au passage que l'étalement des déficits fonciers coûtera 50 millions de francs et que la disposition sur le logement dans les départements d'outre-mer coûtera 40 millions de francs à partir de 1998.

Je comprends la préoccupation exprimée par les auteurs de l'amendement n° 237, ainsi que par M. Lauret à travers son amendement n° 129 rectifié. Je ne suis malheureusement pas en mesure d'accepter ces amendements.

D'abord, ils coûtent de l'argent et ils ne sont pas gagés, ce qui me conduit, en tout état de cause, à invoquer l'article 40 de la Constitution.

En outre, ces amendements créeraient un cumul d'avantages. Le dispositif que nous proposons s'applique au parc locatif privé dans les départements et territoires d'outre-mer et il a pour objectif d'apporter une aide à ceux qui n'ont pas, *a priori,* accès au logement social, alors que les logements du secteur social, de leur côté, bénéficient d'un concours financier des pouvoirs publics, sous d'autres formes.

Je suis défavorable à l'amendement n° 130 pour les raisons qu'a exprimées M. le rapporteur : la disposition proposée par le Gouvernement n'a de sens que si elle est assortie d'une condition de ressources. Ce point a été, à juste titre, particulièrement souligné à l'Assemblée nationale.

M. le président. Monsieur le rapporteur, la commission des finances estime-t-elle l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 237 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'article 40 est applicable à cet amendement, comme il l'est, je le précise d'ores et déjà, à l'amendement n° 129 rectifié.

M. le président. L'article 40 étant applicable, l'amendement n° 237 n'est pas recevable.

Je vais mettre aux voix l'amendement n° 178.

M. Edmond Lauret. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Lauret.

M. Edmond Lauret. La loi Pons est le principal outil de lutte contre le chômage et l'explosion sociale dans les DOM. Il faut la renforcer, et je remercie le Gouvernement actuel d'avoir commencé à le faire à l'Assemblée nationale.

Critiquée par l'opposition en 1986, cette loi, votée sous le gouvernement de M. Jacques Chirac, a fortement relancé le bâtiment et l'industrie. Elle a contribué à la lutte contre le chômage dans les départements d'outre-mer mais aussi en métropole : je pense notamment aux constructeurs de bateaux de Vendée.

S'il y a eu des abus, ils sont de la responsabilité du gouvernement mis en place en 1988, qui a autorisé la défiscalisation de certain voilier célèbre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 178, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

M. René Régnault. Le groupe socialiste s'abstient.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 32, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 130, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je met aux voix l'article 16 *sexies,* modifié.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste, républicain et citoyen vote contre.

(L'article 16 sexies *est adopté.)*

Article additionnel après l'article 16 *sexies*

M. le président. Par amendement n° 129 rectifié, MM. Lauret et Lagourgue proposent d'insérer, après l'article 16 *sexies,* un article additionnel ainsi rédigé :

« Après le 4 de l'article 199 *undecies* du code général des impôts, il est inséré un paragraphe nouveau ainsi rédigé :

« ... – La location d'un logement neuf consentie à un organisme public ou privé pour le logement à usage d'habitation principale par leur occupant ne fait pas obstacle au bénéfice de la réduction d'impôt.

« Les organismes visés à l'alinéa précédent s'entendent notamment d'organismes tels que les sociétés d'HLM, les associations, les fonds sociaux, les sociétés d'économie mixte ayant pour activité d'acquérir, construire ou gérer des ensembles de logements en vue de leur commercialisation ou de leur location. »

Je rappelle que, en application de l'article 40 de la Constitution, cet amendement a, d'ores et déjà, été déclaré irrecevable.

Article additionnel avant l'article 16 *septies*

M. le président. Par amendement n° 238, MM. Richard, Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Masson, Miquel, Moreigne, Régnault, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent d'insérer, avant l'article 16 *septies,* l'article suivant :

« Au deuxième alinéa de l'article 199 *sexdecies* du code général des impôts, la somme : "90 000 francs" est remplacée par la somme : "27 000 francs". »

La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. Dès que le puissant relèvement du plafond inclus dans le dispositif relatif aux emplois familiaux a été présenté au Parlement, nous avons eu l'occasion de le dénoncer avec vigueur.

En effet, le relèvement à hauteur de 90 000 francs du plafond des dépenses, donnant donc lieu à 45 000 francs de crédit d'impôt, n'intéresse décidément, par définition, que les contribuables qui paient au minimum cette somme en impôt. Ainsi, cette mesure était une contrepartie – c'est ainsi que l'a présentée le ministre du budget de l'époque – de la non-suppression de la tranche à 56,8 p. 100 du barème de l'impôt sur le revenu.

L'argumentation du Gouvernement consistant à dire que nous avions fait la même chose ne tient pas, compte tenu de la différence entre les montants en cause.

M. Michel Charasse. Différence considérable !

M. René Régnault. Oui, elle est de 1 à 4 !

Tous les contribuables n'ont pas les moyens de se payer une femme de ménage à plein temps ; beaucoup d'entre eux en ont une pour quelques heures par semaine, surtout lorsque, dans le ménage, la femme travaille.

Pour l'Etat, le coût de cette mesure est gigantesque. En 1993, lorsqu'elle a été mise en place, il n'était déjà pas négligeable : 2,9 milliards de francs. Aujourd'hui, on nous parle d'une somme de 5,5 milliards de francs. En matière de niche fiscale, le Gouvernement fait très fort !

On n'est toujours pas certain que ce dispositif est créateur d'emplois nouveaux. Peut-être les contribuables n'en profitent-ils que pour « blanchir » du travail au noir.

Notre amendement vise à revenir au système que nous avions voté dans le passé, moins coûteux et plus adapté à la catégorie de contribuables que nous souhaitons toucher, la plus large possible, et qui correspond d'ailleurs à la réalité statistique : 42 p. 100 des contribuables qui profitent de cette réduction d'impôt disposent de revenus modestes, inférieurs à 10 000 francs par mois ; il est clair qu'ils n'ont pas les moyens de dépenser des sommes aussi importantes que 90 000 francs.

Si vous ne voulez pas, mes chers collègues, donner raison à celui d'entre nous qui, tout à l'heure a employé l'expression de « politique de classe », revenez sur cette disposition et faites droit aux propositions que nous formulons.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?...

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Avis défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* L'avis du Gouvernement est également défavorable.

Cette mesure a eu les effets que l'on attendait d'elle sur l'emploi et sur la transformation du travail au noir en travail déclaré, transformation qui donne lieu au versement de nouvelles cotisations. Ce n'est pas au moment où cette mesure réussit qu'il faut la supprimer ou en réduire la portée.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 238, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Article 16 *septies*

M. le président. « Art. 16 *septies*. – Après l'article 199 *sexdecies* du code général des impôts, il est inséré un article 199 *septdecies* ainsi rédigé :

« *Art. 199* septdecies. – I. – Les contribuables qui ont leur domicile fiscal en France bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu à raison des sommes versées par eux en 1996 et en 1997 au titre des intérêts des prêts à la consommation définis aux articles L. 311-1 et suivants du code de la consommation et au titre du coût du financement des contrats de location avec option d'achat et de location-vente, pour autant que ces prêts et contrats ont été conclus entre le 1er janvier et le 31 décembre 1996.

« La réduction d'impôt prévue à l'alinéa précédent ne s'applique pas lorque les sommes versées par les contribuables entrent en compte pour l'évaluation des revenus des différentes catégories, ni à raison des crédits d'un montant inférieur à 3 000 francs, ni aux intérêts versés au titre :

« – des découverts en compte ;

« – des ouvertures de crédit dont les offres préalables ne mentionnent pas le bien ou le service financé ;

« – des prêts personnels pour la fraction qui n'a pas été utilisée, dans un délai de deux mois, à l'acquisition en France d'un bien meuble corporel d'une valeur unitaire au moins égale à 3 000 francs ou à des dépenses mentionnées au *c* du 4° de l'article L. 311-3 du code de la consommation lorsqu'elles entrent dans le champ d'application des articles 199 *sexies* et 199 *sexies* C.

« La réduction d'impôt prévue au premier alinéa est égale à 25 p. 100 du montant annuel des intérêts payés au prêteur.

« II. – Les modalités d'application du présent article et notamment les obligations des prêteurs et des contribuables sont fixées par décret. »

Par amendement n° 239, M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. La situation s'aggrave et la note s'alourdit !

Je suis vraiment très inquiet, monsieur le ministre, quand je vois déraper le déficit budgétaire pour 1996 et s'empiler les mesures qui vont rendre la situation encore plus critique.

Non content de conforter la formidable niche fiscale que constitue la réduction d'impôt pour emplois familiaux, le Gouvernement nous propose – c'est certainement la mesure la plus baroque de ce texte – d'instituer une réduction d'impôt sans aucun plafond de dépenses.

Cette mesure est d'abord nettement dérogatoire. De plus, le dispositif est scandaleux au regard de l'éthique puisque plus les contribuables dépenseront plus ils bénéficieront d'un avantage fiscal ; à condition de pouvoir dépenser, bien sûr !

J'observe en outre qu'il est assez cocasse d'accompagner ainsi les faits et gestes de nos concitoyens : à quand la réduction d'impôt pour l'achat de sa baguette de pain ? *(Sourires.)*

De la part de tenants du libéralisme, voilà qui est bien étrange ! A défaut de pratiquer l'économie encadrée, le Gouvernement pratique la consommation encadrée, aux frais de tous les Français, y compris de ceux qui n'ont pas les moyens de réaliser ce type de dépense.

Même votre majorité à l'Assemblée nationale, monsieur le ministre, s'est montrée plus que réservée sur toutes ces mesures visant la consommation. Je n'aurai pas l'indélicatesse de citer certains propos que chacun garde en mémoire.

Vous parlez de réforme fiscale, mais de quelle réforme s'agit-il ? Et de qui se moque-t-on ?

En guise de réforme, vous dépecez litéralement un impôt qui finira par ne plus rien rapporter du tout à l'Etat.

Non seulement vous refusez de faire droit à nos amendements plafonnant le total des réductions d'impôt – à moins que vous ne les acceptiez aujourd'hui : il n'est pas trop tard – mais vous vous livrez en outre à des exercices qui nous paraissent extrêmement dangereux pour la situation financière de la France et pour l'exécution du budget pour 1996.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Par honnêteté intellectuelle, je dirai à M. le ministre qu'il lui suffit de lire le rapport pour constater que la commission des finances a adopté cet article avec un enthousiasme contenu. Je souhaite qu'il soit clair entre nous que ces mesures ont un caractère provisoire et qu'elles ne seront pas renouvelées.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission émet un avis défavorable sur l'amendement n° 239.

M. René Régnault. C'est le début de la sagesse !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Je comprends le sentiment que vient d'exprimer M. le rapporteur général. Bien entendu, cette mesure, dont nous attendons des effets très conjoncturels, a été conçue comme une expérience temporaire.

M. René Régnault. Et gratuite !

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Elle n'est pas gratuite, mais, si elle contribue à la relance de la consommation, notamment par l'achat de biens de consommations durables, elle permettra d'accroître la TVA encaissée et de retrouver des recettes fiscales que nous aurons accepté de sacrifier dans un premier temps.

De la même manière, lorsque, pour la première fois, une prime au rajeunissement du parc automobile a été instituée, la mesure a paru curieuse. Elle a pourtant assez bien réussi, provisoirement.

Nous avons donc décidé d'étendre cette expérience à l'acquisition de biens de consommation durables au travers d'une prise en charge des intérêts des prêts à la consommation.

Il s'agit, je le répète, d'une expérience temporaire. Nous jugerons au vu de ses résultats.

Par conséquent, le Gouvernement émet un avis défavorable sur cet amendement.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Quand on prendra une telle mesure pour le logement !...

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 239.

M. Paul Loridant. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Loridant.

M. Paul Loridant. Je voudrais, en mon nom personnel, exprimer mon opposition totale à la mesure proposée par le Gouvernement. Elle me paraît contraire à la doctrine

traditionnelle prêchée par le ministère des finances et à ce que devrait être le message délivré par les pouvoirs publics.

Monsieur le ministre, le crédit à la consommation est le crédit le plus élevé qui soit. Les taux sont toujours à la limite du taux de l'usure. Ce n'est pas un hasard, puisque ce type de crédit a toujours été considéré comme n'étant pas – excusez l'expression – « vertueux ».

A ma connaissance, les pouvoirs publics ne l'ont jamais encouragé. Au contraire, ils ont toujours pris des mesures pour essayer de réduire le surendettement des ménages. Or j'ai l'intime conviction que la disposition que vous proposez va non pas relancer la consommation, mais favoriser le surendettement des ménages et accroître les dépenses sociales des collectivités territoriales qui viennent au secours des ménages surendettés.

En outre, monsieur le ministre, vous êtes en train de créer une « usine à gaz », et je ne sais pas comment les services de Bercy feront pour traiter le sujet, ne serait-ce que pour rédiger les décrets d'application.

Je souhaite bien du courage à vos collaborateurs ! En effet, comment allez-vous intégrer l'incidence d'un crédit *revolving* sur la déclaration de revenu ? Je crains que toutes les mesures de simplification des déclarations de revenu qui ont été annoncées ne soient complètement annulées par des dispositions de ce type.

Elles me paraissent aller à contre-courant, et je vais vous dire ce qui se murmure sur la place. Ce serait une instruction venue d'en haut, lourdement encouragée par telle ou telle grande entreprise qui avait besoin de relancer la vente de tel ou tel bien ou de tel ou tel véhicule.

Cela me semble être complètement à l'opposé d'une démarche économique. En tout cas, ce que je redoute et ce que je dénonce, c'est l'accroissement des dépenses sociales pour nos centres communaux d'action sociale.

M. Michel Charasse. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Lorsque j'entends M. le ministre, que je connais un peu et dont j'apprécie souvent et le caractère et les positions, nous parler d'expérience, je me dis que c'est la roulette russe modèle belge, avec le barillet rempli de balles. *(Sourires.)*

Croyez-vous vraiment, mes chers collègues, que l'on relancera l'économie en subventionnant la consommation ? Après les voitures, on en est maintenant au ramasse-miettes et au grille-pain. Où va-t-on s'arrêter ? Pourquoi pas les stylos à bille, les rouleaux de scotch, les Malabars du gamin, et j'en passe ?

Plus sérieusement, monsieur le ministre, pensez-vous vraiment que vos services auront les moyens de contrôler toutes ces déductions ? On sait très bien – M. Loridant a abordé indirectement ce point tout à l'heure, à travers l'évocation des textes réglementaires – qu'une grande partie du contrôle sur pièces, dans les centres des impôts, porte sur les déductions du revenu global et sur les frais de déplacement ; ce sont les deux points que le contrôleur regarde en premier lieu quand il examine une déclaration de revenus.

Pensez-vous vraiment que vos services auront le temps, la possibilité et les moyens de procéder à l'ensemble des contrôles et de détecter des déductions anormales ou fantaisistes ?

Pensez-vous vraiment que vous pourrez supprimer rapidement cette mesure, quand on sait – et vous le savez, monsieur le ministre, maintenant que vous êtes au charbon, si je puis dire, dans cette maison de Bercy – combien il est difficile, voire impossible de revenir sur les déductions pratiquées sur le revenu global, qui sont d'ailleurs une exception au principe selon lequel seules sont déductibles du revenu les dépenses engagées pour acquérir ou conserver ledit revenu, principe fondamental posé, me semble-t-il, par l'article 13 du code général des impôts ?

Ce sont, monsieur le ministre – je complète ce qu'a dit tout à l'heure avec pertinence mon collègue et ami René Régnault – des mesures dangereuses, qui me paraissent contraires à l'intérêt de l'Etat, des finances publiques et même du sens civique.

M. René Régnault. Tout à fait !

M. Michel Charasse. Croyez-vous que l'on fera prendre conscience aux citoyens de la nécessité de contenir les dépenses publiques en faisant une distribution anarchique de l'argent public, comme si, monsieur le ministre – nous savons bien que ce n'est pas le cas – vous étiez assis sur un tonneau sans fond ?

C'est la raison pour laquelle, monsieur le président, si je le pouvais, je voterai des deux mains l'amendement n° 239.

M. le président. Non seulement je ne peux pas vous donner cette autorisation, monsieur Charasse, mais je regrette que vous ayez mis en cause nos amis belges dans vos comparaisons.

M. Michel Charasse. Monsieur le président, j'ai mis en cause nos amis belges parce que, lorsqu'ils racontent une histoire stupide, ils disent que c'est une histoire française ! Nous sommes donc sous l'empire de la réciprocité, règle fondamentale des traités internationaux que M. Lamassoure connaît bien.

M. le président. N'en abusons pas.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 239, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'article 16 *septies.*

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. L'article 16 *septies* pose une série de questions particulières et nous nous interrogeons sur la logique qui sous-tend sa rédaction. D'ailleurs, M. le rapporteur l'a dit tout à l'heure, la commission des finances s'est elle-même interrogée sur le sens à donner aux dispositions de cet article et, singulièrement, sur les objectifs visés.

Le premier problème soulevé par les prêts à la consommation est qu'ils sont assortis de taux d'intérêt dont il faut reconnaître le caractère exorbitant. Le niveau actuel du taux effectif global de la plupart des prêts à la consommation, des prêts de location-vente, des ouvertures de crédits permanents est, en effet, particulièrement élevé au regard de l'inflation et de la hausse des prix.

Le problème de fond qui nous est posé concerne la dégradation de la solvabilité des emprunteurs, qui est aujourd'hui particulièrement inquiétante, d'autant que la réduction du taux de la hausse des prix est allée de pair avec la diminution sensible de la progression des salaires.

Chacun sait ici que le surendettement des ménages s'est accru parallèllement à la désindexation des salaires. C'est singulièrement vrai pour les fonctionnaires !

Cependant, nous voterons cet article 16 *septies*. En effet, nous avons l'habitude de nous déterminer en premier au vu du résultat des mesures sur les Français en général et sur certaines familles. Effectivement, des familles ont réalisé quelques économies. Heureusement, elles ne sont pas toutes démunies ! Cet article peut permettre à certains couples où les deux conjoints travaillent et paient des impôts de faire des achats qu'ils ont retardés jusqu'à présent. Par conséquent, nous le voterons. Nous pensons à toutes celles et tous ceux qui, par le fruit de leur travail, ont constitué une épargne et veulent acquérir notamment des équipements ménagers.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16 *septies*.

(L'article 16 septies *est adopté.)*

Articles additionnels après l'article 16 *septies*

M. le président. Par amendement n° 89 rectifié, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 16 *septies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Avant le 2 octobre 1996, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'application des dispositions des articles 199 *quater* B à 200 du code général des impôts. »

La parole est à M. Billard.

M. Claude Billard. Cet amendement porte sur la question des réductions d'impôt qui figure dans notre législation fiscale aux articles 199 *quater* B à 200 du code général des impôts.

Il ne s'agit pas pour nous de nous livrer au calcul du montant global de réduction d'impôt qu'un contribuable peut finalement pratiquer sur le niveau global de son imposition, mais force est de constater que, dans l'absolu, ces réductions peuvent finir par atteindre un niveau particulièrement élevé.

Le problème posé par les réductions d'impôt est, en termes de droit fiscal, double.

Tout d'abord, il provient de la remise en cause de la progressivité du barème, notamment lorsqu'on prend en ligne de compte le taux de réduction – 50 p. 100 pour certaines d'entre elles et des plus discutables – et le niveau du taux marginal d'imposition, que d'aucuns souhaitent aujourd'hui réduire de 56,8 à 50 p. 100, voire à 45 p. 100.

Ensuite, il procède du fait que ces réductions ne s'imputent que sur des revenus susceptibles de subir une imposition, ce qui n'est, de toute façon, pas le cas aujourd'hui de 45 à 47 p. 100 des redevables de l'impôt.

Faut-il s'orienter vers la réduction du nombre des dépenses ouvant droit à réduction, plafonner l'imputation de ces réductions, envisager un nouveau traitement des dépenses éligibles sous forme de réductions sur le revenu imposable ?

Le rapport Ducamin opte *a priori* pour la première solution, en proposant, par exemple, de supprimer l'ensemble des réductions concernant les dépenses relatives à l'habitation principale.

D'autres, notamment certains parlementaires – cela s'est retrouvé dans le cadre du débat de l'Assemblée nationale sur le présent projet de loi – proposent d'envisager un plafonnement des réductions accordées, soit en fonction du niveau des revenus auxquels elles se rapportent, soit en fonction de leur montant cumulé.

Nous serions plutôt favorables à une solution différente qui consisterait à envisager de faire des réductions d'impôt des déductions sur revenu imposable, en réexaminant, au passage, la question de la quotité de dépenses éligibles. Cette solution est aujourd'hui une proposition parmi d'autres.

Cet amendement a pour objet, à partir d'un rapport qui nous serait remis avant l'ouverture de la session, de mettre à disposition tous les éléments d'analyse nécessaires.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Lorsqu'il s'agit de disposer du maximum d'informations pour évaluer l'application et l'effet d'une politique, on réfléchit avant de refuser. Cependant, le fascicule budgétaire consacré aux voies et moyens nous donne, semble-t-il, déjà un certain nombre d'informations. C'est la raison pour laquelle la commission des finances souhaite entendre le Gouvernement et s'en remet à son avis.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Le rapport Ducamin, auquel M. Billard a fait allusion, contient déjà une grande partie des éléments mentionnés dans cet amendement.

Cela étant dit, le Gouvernement a bien l'intention, à l'occasion de la réforme fiscale qui concernera, notamment, l'impôt sur le revenu, de mettre à plat l'ensemble des régimes de déduction existants et d'engager un débat, voire de soumettre un texte au Parlement d'ici à la fin de l'année. Je suis donc favorable à cet amendement et je m'engage à mettre à la disposition de la Haute Assemblée les renseignements demandés, notamment en actualisant les éléments du rapport Ducamin, relatifs à l'application des articles 199 *quater* B à 200 du code général des impôts.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 89 rectifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 16 *septies*.

Par amendement n° 90, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 16 *septies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Avant le 2 octobre 1996, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les conditions de prévention du surendettement des ménages, notamment en matière de crédits à la consommation.

« Ce rapport portera notamment sur les modalités de fixation du taux effectif global de ces crédits. »

La parole est à Mme Borvo.

Mme Nicole Borvo. Cet amendement porte sur la question soulevée dans nos débats par la création de l'article 199 *septdecies* du code général des impôts.

En effet, il nous semble indispensable de revenir sur la réalité actuelle du crédit à la consommation, et singulièrement sur le processus qui instaure la pratique régulière de taux d'intérêt de 14 p. 100, 15 p. 100, 16 p. 100 ou 18 p. 100 sur les prêts à la consommation.

Il est grand-temps que nous nous demandions par quelles voies se produit aujourd'hui le phénomène préoccupant de surendettement des ménages, qui fait d'ailleurs l'objet de controverses de plus en plus importantes, la loi Neiertz ayant été quelque peu détournée de son objectif.

L'une des pistes les plus sérieuses semble bel et bien être le maintien de cette politique des établissements de crédit en matière de prêts à la consommation.

Dans de nombreux cas, on observe d'ailleurs que l'élément fondateur du surendettement tend de plus en plus à quitter la sphère du prêt immobilier pour celle du prêt à la consommation.

On observe, par ailleurs, des pratiques commerciales discutables, qui consistent notamment à accorder des prêts à taux d'intérêt très élevé à des ménages ou à des personnes victimes, dans certains cas, d'une interdiction bancaire.

Le problème du prêt à la consommation est aussi posé par une analyse sociologique des familles qui font appel à ce type de produit.

Il s'agit, le plus souvent, de familles modestes, confrontées à des difficultés de trésorerie et de budget croissantes, victimes la plupart du temps de la faiblesse de la progression de leurs revenus salariaux.

Et elles sont encore plus victimes de ces établissements de crédit qui alourdissent encore la pression sur les salaires.

Nous pensons qu'il est temps de faire le point sur l'ensemble de ces pratiques. C'est la raison pour laquelle nous proposons cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je souhaiterais connaître l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* J'ai toujours beaucoup de respect pour le Sénat, en particulier chaque fois que la représentation nationale demande des précisions, des informations, des bilans, des rapports au Gouvernement.

Je regrette que le Parlement n'ait pas su, jusqu'à présent, se doter, par exemple, d'un office d'évaluation des choix budgétaires qui lui permettrait de réaliser lui-même ce genre de rapports et d'études.

M. René Régnault. Ah !

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Je suis bien sûr tout à fait prêt à mettre mes services à la tâche pour élaborer ce rapport, comme celui que nous avons accepté à l'amendement précédent. Mais il me paraît plus riche pour le débat et peut-être plus utile pour le Parlement que l'analyse soit effectuée par un organisme dépendant directement de la représentation parlementaire.

Sous le bénéfice de cette remarque, le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Quel est donc l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 90, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 16 *septies.*

Article 16 *octies*

M. le président. « Art. 16 *octies.* – L'article 238 *bis* HA du code général des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

« I. – Le I est ainsi modifié :

« 1° Après le sixième alinéa, il est inséré trois alinéas ainsi rédigés :

« La déduction prévue au premier alinéa s'applique aux acquisitions ou constructions de logements neufs à usage locatif situés dans les départements d'outre-mer réalisées à compter du 1er juillet 1996 par des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés si les conditions suivantes sont réunies :

« *1°* L'entreprise s'engage à louer l'immeuble nu dans les six mois de son achèvement, ou de son acquisition si elle est postérieure, et pendant six ans au moins à des personnes qui en font leur résidence principale ;

« *2°* Le loyer et les ressources du locataire n'excèdent pas des plafonds fixés par décret. »

« 2° Le septième alinéa est complété par les mots : « ; ces conséquences sont également applicables si l'engagement prévu à l'alinéa précédent cesse d'être respecté ».

« II. – Après le II *bis,* il est inséré un II *ter* ainsi rédigé :

« *II ter.* – La déduction prévue au premier alinéa du II s'applique aux souscriptions au capital de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés réalisées à compter du 1er juillet 1996 par les entreprises soumises à cet impôt sur les sociétés et qui sont affectées exclusivement à l'acquisition ou à la construction de logements neufs dans les départements d'outre-mer lorsque ces sociétés ont pour activité exclusive la location de tels logements dans les conditions mentionnées au septième alinéa du I du présent article.

« Cette déduction s'applique sous les conditions et sanctions prévues au II, à l'exception de celle mentionnée à la troisième phrase du premier alinéa du même II. »

« III. – Aux premier, deuxième et troisième alinéas du IV, les mots : "au II et au II *bis*" et les mots : "au II ou au II *bis*" sont remplacés par les mots : "aux II, II *bis* ou II *ter*". »

Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 91, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent de supprimer cet article.

Par amendement n° 124, MM. Lagourgue et Lauret proposent :

« I. – Dans le premier alinéa du texte présenté par le 1° du I de cet article pour insérer trois alinéas après le sixième alinéa de l'article 238 *bis* HA du code général des impôts, de remplacer les mots : "à compter du 1er juillet 1996" par les mots : "à compter du 1er janvier 1996".

« II. – Dans le premier alinéa du texte proposé par le II de cet article pour insérer un II *ter* dans l'article 238 *bis* HA du code précité, de remplacer les mots : "à compter du 1er juillet 1996" par les mots : "à compter du 1er janvier 1996".

« III. – Pour compenser les pertes de recettes résultant des I et II ci-dessus, de compléter *in fine* cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... – Les pertes de recettes résultant de la fixation au 1er janvier 1996 de la date d'application pour la déduction des investissements réalisés par les entreprises dans la construction de logements neufs dans les départements et territoires d'outre-mer sont compensées à due concurrence par le relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 91.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Les préoccupations que nous venons d'exprimer lors de l'examen de l'article 16 *septies* ont encore plus de valeur s'agissant de l'article 16 *octies*, qui vise à étendre les dispositions de la loi Pons au secteur immobilier.

Je ne reviendrai donc pas sur les motifs qui ont guidé nos observations précédentes, étant réellement préoccupée par le fait que l'État s'engage de plus en plus à développer des dépenses passives, notamment la dépense fiscale, aux lieu et place de son intervention active dans l'économie.

Sous le bénéfice de ces observations, je vous propose d'adopter cet amendement de suppression de l'article.

M. le président. La parole est à M. Lauret, pour présenter l'amendement n° 124.

M. Edmond Lauret. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, vous connaissez l'importance du chômage dans les départements d'outre-mer. A la Réunion, par exemple, il atteint le taux record de 37 p. 100. Vous connaissez nos besoins en logements : 12 000 par an à la Réunion, mais moins de 5 000 sont construits du fait, notamment, de la stagnation, voire de la régression, du volume des crédits inscrits à la ligne budgétaire unique.

Or dans les départements d'outre-mer, nous ne bénéficions ni de l'APL, ni du prêt à taux zéro, ni des crédits importants disponibles pour la France métropolitaine.

Le renforcement des dispositions de la loi Pons reste, pour le moment, le seul moyen de limiter la faillite de notre industrie du bâtiment, créatrice d'emplois, et qui est très menacée dans son existence même. Tel est le sens de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n[os] 91 et 124 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission est défavorable à l'amendement n° 91.

S'agissant de l'amendement n° 124, il est difficile, monsieur Lauret, d'accepter une date antérieure à la discussion du présent projet de loi, qui créerait un effet d'aubaine totalement injustifié. En revanche, si vous acceptiez de remplacer la date du 1[er] janvier 1996 par celle du 1[er] avril 1996 qui correspond à la date vraisemblable d'entrée en vigueur du projet de loi actuellement en discussion, nous pourrions nous tourner vers le Gouvernement pour lui demander d'accéder à votre demande, qui serait alors raisonnable.

M. le président. Monsieur Lauret, acceptez-vous de rectifier votre amendement dans le sens souhaité par la commission ?

M. Edmond Lauret. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 124 rectifié, présenté par MM. Lagourgue et Lauret, et ainsi rédigé :

« I. – Dans le premier alinéa du texte proposé par le 1° du I de l'article 16 *octies* pour insérer trois alinéas après le sixième alinéa de l'article 238 *bis* HA du code général des impôts, remplacer les mots : "à compter du 1[er] juillet 1996" par les mots : "à compter du 1[er] avril 1996".

« II. – Dans le premier alinéa du texte proposé par le II de cet article pour insérer un II *ter* dans l'article 238 *bis* HA du code précité, remplacer les mots : "à compter du 1[er] juillet 1996" par les mots : "à compter du 1[er] avril 1996".

« III. – Pour compenser les pertes de recettes résultant des I et II ci-dessus, compléter *in fine* cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... – Les pertes de recettes résultant de la fixation au 1[er] janvier 1996 de la date d'application pour la déduction des investissements réalisés par les entreprises dans la construction de logements neufs dans les départements et territoires d'outre-mer sont compensées à due concurrence par le relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n[os] 91 et 124 rectifié ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Le Gouvernement est défavorable à l'amendement n° 91.

En revanche, j'accepte l'amendement n° 124 rectifié dans lequel la date du 1[er] janvier est remplacée par celle du 1[er] avril, date sympathique à bien des égards. Dans ces conditions, je lève le gage.

M. le président. Il s'agit donc de l'amendement n° 124 rectifié *bis.*

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 91, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 124 rectifié *bis*, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16 *octies*, ainsi modifié.

(L'article 16 octies *est adopté.)*

Articles additionnels après l'article 16 *octies*

M. le président. Je suis saisi de cinq amendements présentés par MM. Richard et Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault et Sergent, et les membres du groupe socialiste et apparentés.

L'amendement n° 240 tend à insérer, après l'article 16 *octies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – L'article 885 M du code général des impôts est rétabli dans la rédaction suivante :

« *Art. 885 M.* – A compter du 1[er] janvier 1996, sont soumis à l'impôt de solidarité sur la fortune les biens professionnels dont la valeur est supérieure à 5 000 000 F.

« II. – Après l'article 885 T *bis*, il est inséré un article ainsi rédigé :

« *Art. ...* – Les biens professionnels sont assujettis sur la base d'un tiers de leur valeur, jusqu'à 25 millions de francs et de deux tiers au-delà. »

« III. – Le dernier alinéa de l'article 885 A est abrogé. »

L'amendement n° 241 vise à insérer, après l'article 16 *octies*, un article ainsi rédigé :

« I. – A l'article 885 I du code général des impôts, les mots "les objets d'antiquité, d'art ou de collection et" sont supprimés.

« II. – Après l'article 885 T *bis*, il est inséré un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. ...* – La valeur des immeubles est majorée forfaitairement de 5 p. 100 au titre de la prise en compte des œuvres d'art, d'antiquité et de collec-

tion, sauf si le redevable déclare auprès de l'administration ne pas en posséder d'un montant total supérieur à 4 000 000 francs. »

L'amendement n° 242 a pour objet d'insérer, après l'article 16 *octies*, un article ainsi rédigé :

« I. – L'article 757 B du code général des impôts est abrogé.

« II. – Les sommes, rentes ou valeurs dues directement ou indirectement par un assureur, à raison du décès de l'assuré relèvent des dispositions prévues aux articles 777 et suivants du code général des impôts. »

L'amendement n° 243 tend à insérer, après l'article 16 *octies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le montant des réductions d'impôts prévues aux articles 199 *quater* A, 199 *quater* B, 199 *quater* C, 199 *quater* D, 199 *quater* E, 199 *quater* F, 199 *sexies* à 199 *sexies* C, 199 *septies* à 199 *septies* B, 199 *octies* et 199 *octies* A, 199 *nonies* à 199 *decies* D, 199 *undecies*, 199 *duodecies* et 199 *terdecies*, 199 *terdecies* OA, 199 *terdecies* A et 199 *quaterdecies*, 199 *quindecies*, 199 *sexdecies*, 200 du code général des impôts, est plafonné pour la fraction supérieure à 20 000 francs à hauteur de 50 p. 100 du montant de l'impôt sur le revenu du redevable. »

Enfin, l'amendement n° 244 vise à insérer, après l'article 16 *octies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le Gouvernement remet au Parlement, avant le dépôt du projet de loi de finances pour 1997, un rapport d'information établissant le bilan des mesures fiscales prises en faveur des DOM-TOM, depuis 1993. Ce rapport donnera, en particulier, des informations statistiques détaillées sur les contribuables bénéficiaires des allégements d'impôts. »

La parole est à M. Régnault, pour défendre ces cinq amendements.

M. René Régnault. Ces cinq amendements ont déjà été présentés lors de l'examen de la loi de finances pour 1996. Ils visent à élargir l'assiette de l'impôt sur la fortune aux biens professionnels et aux œuvres d'art, à assujettir les contrats d'assurance-vie aux droits de mutation à titre gratuit et à plafonner le total des réductions d'impôt à partir d'un certain niveau, en l'occurrence 20 000 francs.

Je voudrais revenir un instant sur cette dernière disposition, qui me paraît importante. Depuis plus de deux ans nous présentons cet amendement lors de l'examen de chaque loi de finances, sans succès. Nous notons avec satisfaction que cet amendement a fait des petits puisque, aussi bien, à l'Assemblée nationale, un amendement quasi identique avait été repris par M. Zeller, si je ne m'abuse ; en revanche, M. Fréville a déposé un amendement dont le cousinage pourrait être mis en avant et que je voudrais dénoncer ici.

Le fait de plafonner le montant des réductions d'impôt en fonction du revenu du contribuable concerné répond à un souci un peu différent du nôtre : en effet, ainsi, plus on bénéficie de revenus, plus on peut recevoir des réductions d'impôt. Cela me paraît aller à l'encontre même du principe de la réduction d'impôt et, au contraire, se rapprocher du mécanisme de la déduction fiscale proportionnelle à l'importance des revenus.

Nous ne nous y trompons pas.

J'aimerais tout particulièrement, monsieur le ministre, que le Gouvernement me réponde sur l'amendement n° 243 afin de nous donner sa position. Cela nous permettra de ne pas avoir à attendre cinq ans pour savoir ce que vous comptez engager, sur ce point, comme réforme.

Enfin, en ce qui concerne notre amendement n° 244, nous souhaiterions qu'un point puisse être fait pour apprécier le coût pour le budget de la nation du dispositif des départements et territoires d'outre-mer, pour connaître ses bénéficiaires en France et les retombées que l'on en escompte sur le terrain. Ce dispositif est cher. Il permet de défiscaliser des revenus de contribuables très aisés. Là aussi, il convient d'être vigilants, mieux, d'être responsables et de ne pas dilapider l'argent du budget de l'État, c'est-à-dire de l'ensemble de ceux qui n'ont pas la chance de bénéficier de toutes ces déductions et qui sont des contribuables effectifs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n[os] 240, 241, 242, 243 et 244 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission émet un avis défavorable sur ces cinq amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Il émet, lui aussi, un avis défavorable sur ces amendements.

M. René Régnault. Merci pour la réponse du Gouvernement !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 240, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 241, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 242, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 243, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 244, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Article 16 *nonies*

M. le président. « Art. 16 *nonies*. – Le dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 82-357 du 27 avril 1982 portant création d'un régime d'épargne populaire est ainsi rédigé :

« Ce plafond est fixé à 4 000 F pour l'imposition mise en recouvrement en 1995. » – *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article 16 *nonies*

M. le président. Par amendement n° 33, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose d'insérer après l'article 16 *nonies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Sans préjudice des dispositions spécifiques qui les régissent, les conditions de rémunération des comptes d'épargne logement, des livrets d'épargne

entreprise, des comptes sur livret ordinaire, des premiers livrets de caisse d'épargne, des comptes spéciaux sur livret du Crédit mutuel, des livrets d'épargne institués au profit des travailleurs manuels, des comptes pour le développement industriel, des comptes sur livret d'épargne populaire, des plans d'épargne logement et des livrets jeunes sont fixées au moins une fois par an par voie réglementaire. Un décret précise les conditions d'application du présent article. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Cet amendement de principe est important : il vise à proposer au Gouvernement de réviser périodiquement le taux de l'épargne administrée dans notre pays.

Lors de l'examen de la proposition de loi sur les prêts CODEVI, M. le ministre de l'économie et des finances a affirmé que le conseil de la politique monétaire pouvait donner son avis.

La commission des finances estime que cela ne suffira pas à assurer une saine gestion de ces taux si le Gouvernement lui-même n'agit pas. Il convient donc de lui permettre de réviser périodiquement ces taux, en fonction de critères objectifs, pour assurer l'équilibre des emplois et des ressources des fonds régulés par ces taux.

Cela permettrait de remédier aux dysfonctionnements que la commission des finances a observés à de nombreuses reprises : ressources bon marché mais rares, ou ressources abondantes mais trop chères. Le Gouvernement aurait toute latitude pour faire ou non évoluer ces taux selon les circonstances et pour en définir lui-même les paramètres : il pourra choisir la date anniversaire de fixation et réviser ces taux plusieurs fois.

Bref, la seule contrainte serait de devoir procéder régulièrement à une révision de ces taux afin que la rémunération de l'épargne administrée corresponde à une réalité, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Le Gouvernement reconnaît – l'expérience récente l'a d'ailleurs montré – qu'il existe effectivement un problème. En effet, il est apparu très difficile, à certaines périodes, de modifier les taux de l'épargne administrée. Or, sans modification pendant plusieurs années – en fait, il n'y a pas eu de changement pendant près de dix ans – le fait de procéder à un changement pose des problèmes psychologiques, économiques et même politiques.

Cela dit, les conditions de rémunération des produits d'épargne réglementée sont d'ores et déjà fixées par voie réglementaire sous la forme d'une décision du comité de la réglementation bancaire qui est approuvée par arrêté du ministre de l'économie et des finances.

L'amendement n° 33 vise à poser le principe d'une fixation annuelle de ces conditions de rémunération.

Je m'interroge sur le risque de rigidité que ce dispositif pourrait introduire. Si je reconnais, au vu de l'expérience récente, qu'un problème existe, je ne pense cependant pas que le dispositif proposé par M. le rapporteur soit la meilleure façon d'y répondre.

On pourrait envisager aussi une forme d'indexation des taux de l'épargne administrée, comme cela existe pour d'autres taux, avec une possibilité pour le Gouvernement d'aller au-delà ou en deçà de l'index, comme c'est le cas pour le SMIC.

Notre religion n'est pas faite. Nous sommes prêts à réfléchir à ce problème avec la représentation nationale, notamment avec la commission des finances du Sénat, pour trouver une situation plus satisfaisante permettant à la fois de garantir les revenus des épargnants, le financement du logement social ou des équipements publics et, naturellement, l'équilibre budgétaire de l'Etat, puisque cette épargne correspond à une épargne défiscalisée.

Je demande donc à M. le rapporteur d'accepter de retirer l'amendement n° 33, m'engageant à voir avec lui comment améliorer la situation actuelle qui, manifestement, n'est pas satisfaisante.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 33.

M. Michel Charasse. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Monsieur le président, cette question, sur l'initiative de M. le rapporteur général, a donné lieu à une longue et intéressante discussion au sein de la commission des finances. Nous avons en effet tous conscience qu'il y a là un vrai problème.

Si la solution proposée par M. le rapporteur général n'est certes pas parfaite, comme vous l'avez souligné, monsieur le ministre – nous sommes à la recherche de la solution idéale, et elle n'est pas évidente – elle présente néanmoins l'avantage de nous permettre de sortir de la situation absurde qui est celle de la fixation du taux de l'épargne administrée.

Qu'est-ce que l'épargne administrée ? C'est un élément à la fois du réglage conjoncturel, de la politique conjoncturelle de l'Etat, de la politique économique, de la politique sociale, de la politique du logement, et j'en passe ! MM. Marini et Loridant pourraient sans doute dresser une liste plus longue, car ils sont plus spécialisés que moi dans ces domaines.

La question du taux de l'épargne administrée n'est qu'un problème politique et psychologique. Que va-t-on faire ? Comment vont réagir les gens, étant entendu qu'un certain nombre d'épargnants, notamment parmi les plus modestes, ignorent le plus souvent à quoi sert leur épargne, ce que l'on en fait, pourquoi on la rémunère à ce taux, pourquoi on réduit ou on augmente le taux ? Bref, on est dans un système dans lequel le dialogue entre le Gouvernement et l'Etat, d'une part, les citoyens, d'autre part, est impossible ou ne se noue et ne se conclut que dans le drame.

Cela conduit souvent le Gouvernement a différer les ajustements nécessaires, soit à la hausse, soit à la baisse – actuellement, il est question de baisse, mais il peut être à nouveau question de hausse – et à reporter à plus tard les problèmes, comme nous l'avons bien vu pendant la récente période de cohabitation qui séparait une élection législative d'une élection présidentielle : le gouvernement de l'époque a jugé utile de ne pas ouvrir un front dans l'opinion publique sur ce sujet.

Par conséquent, l'obligation pour le Gouvernement de poser chaque année le problème, fût-ce pour confirmer les taux existants – en effet, le Gouvernement peut finalement, à la suite d'une réflexion publique, décider de ne rien changer pour l'année en cours – permettrait tout de même de ne pas rester dans un système rigidifié qui est influencé non par l'activité économique, par les besoins ou par le réglage conjoncturel, mais par les sondages et par l'humeur de la presse et des médias.

M. Philippe Marini. Très bien !

M. Michel Charasse. Quant à l'indexation, elle peut certes être une solution. Mais je vous en supplie, mes chers collègues : l'indexation a un côté mécanique, auto-

matique. Or, n'oublions pas que le taux de l'épargne administrée est l'un des rares pouvoirs monétaires qui restent au Gouvernement, puisqu'il n'est pas fixé par l'autorité monétaire indépendante. Nous ne pouvons tout de même pas, au fil de nos débats, priver le Gouvernement, c'est-à-dire l'Etat, de tous ses pouvoirs de réglage conjoncturel ; sinon, que lui restera-t-il bientôt, à part l'incantation et la télévision ? *(Sourires.)*

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La télévision et l'incantation !

M. Michel Charasse. Ou la télévision et l'incantation, monsieur le rapporteur général !

Et compte tenu de ce que je sais de vos convictions personnelles, ajoutons-y la prière ! *(Nouveaux sourires.)*

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Très bien !

M. Michel Charasse. Par conséquent, il serait souhaitable, à mon avis, de tenter l'expérience. Et si le système trouvé par la commission des finances n'est pas forcément le plus parfait – je le reconnais avec autant d'humilité que M. le rapporteur général – il présente cependant l'avantage d'ouvrir non seulement un débat, mais aussi de permettre une réflexion sur ce point au sein de la commission mixte paritaire, laquelle aura l'occasion de réfléchir sur ce point. Et peut-être que, d'ici là, nous aurons trouvé une meilleure solution ou, en tout cas, que le Gouvernement aura eu le temps de faire d'autres propositions.

Voilà les raisons pour lesquelles, sans enthousiasme excessif mais ayant conscience qu'il s'agit d'un problème qu'il faut bien que nous ayons, les uns et les autres, le courage d'aborder un jour, je voterai l'amendement n° 33.

M. Paul Loridant. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Loridant.

M. Paul Loridant. A titre personnel, j'apprécie beaucoup la proposition de M. le rapporteur général. Il est vrai que le débat au sein de la commission des finances a été particulièrement dense, et je reconnais volontiers que la fixation du taux de l'épargne administrée doit relever de ce qu'on pourrait appeler un acte de Gouvernement.

Il n'empêche, monsieur le ministre, mes chers collègues, que la situation actuelle n'est pas satisfaisante. En effet, alors que le changement de ce taux devrait être un acte de gestion économique et financière du pays, il suscite à chaque fois un drame politique.

Pendant de nombreuses années, les épargnants de ce pays ont été spoliés : le taux d'inflation était bien plus élevé – il l'était parfois de cinq à sept points – que le taux de l'épargne administrée, à savoir le taux du livret A et les taux qui s'y rattachent.

En revanche, depuis quelques années, c'était la situation inverse qui prévalait puisque le taux du livret A était bien supérieur à l'inflation, de sorte qu'il y avait, je crois, des incohérences.

Par conséquent, s'il y a eu des incohérences excessives voilà dix ou quinze ans, il y a peut-être eu aussi des incohérences excessives dans l'autre sens. En tout cas, le taux de l'épargne administrée ne peut en aucun cas être supérieur au taux du marché monétaire, situation que l'on a connue voilà quelques semaines.

Donc, à défaut de toute autre solution, la mesure proposée par M. le rapporteur général me paraît bonne.

Cela dit, à titre personnel je serais allé plus loin et j'aurais été favorable – c'est une différence avec la position de Michel Charasse – à ce que le taux de l'épargne administrée soit indexé à 1,5 ou 2 points maximum au dessus de l'inflation, l'idée étant de montrer qu'une épargne longue, stable, mérite une rémunération nette positive, conforme à une tendance de long terme.

Mais je reconnais que cela introduirait un mécanisme d'indexation. Je réfléchis du reste depuis plusieurs semaines à l'idée de déposer une proposition de loi en ce sens.

A défaut de cette indexation que je souhaite, je voterai l'amendement n° 33, défendu par M. le rapporteur au nom de la commission des finances.

M. Philippe Marini. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Marini.

M. Philippe Marini. Les idées font leur chemin. J'ai été heureux, monsieur le ministre, de vous entendre dire que la situation n'était pas satisfaisante.

Nous sommes aujourd'hui dans de bonnes conditions pour évoquer une nouvelle fois ce problème, car nous ne le faisons pas à chaud. Nous avons eu différentes discussions dans cet hémicycle sur ce sujet, au mois de janvier notamment, lors de l'examen de la proposition de loi devenue depuis la loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des CODEVI.

Souvenez-vous, mes chers collègues : à l'époque, la presse regorgeait d'articles, dans un sens ou dans l'autre, sur le caractère obsolète du taux du livret A, qui est resté au même niveau pendant dix ans. Et nous étions beaucoup à insister sur les absurdités économiques et sur le renchérissement qui en résultait pour le financement de toutes sortes de besoins d'intérêt général.

Il est sans doute préférable qu'après la décision récemment prise, à juste titre, par le Gouvernement d'abaisser ce taux de l'épargne administrée, on remette aussitôt le sujet sur le métier. En effet, c'est non pas à la veille d'un changement, mais à froid qu'il faut parler de ces questions ; c'est ce que nous faisons aujourd'hui.

Différentes formules sont concevables. L'an dernier, la commission des finances du Sénat, dans un rapport d'information qu'elle avait adopté et que Paul Loridant et moi-même avions cosigné, Jean Arthuis en étant l'initiateur, la commission des finances, dis-je, avait imaginé une autre solution, consistant à saisir pour avis le conseil de la politique monétaire, le Gouvernement demeurant maître de sa décision finale. Comme M. Charasse, je pense qu'il faut que le Gouvernement conserve cette décision régalienne, car il s'agit bien d'engager une dépense fiscale ; il s'agit d'une responsabilité qui doit demeurer du ressort de l'Etat. Mais l'exercice de cette responsabilité doit être dépassionné.

Vous le voyez, monsieur le ministre, il y a sur ce thème un large consensus sur les différentes travées de la Haute Assemblée.

Vous nous avez dit que la situation actuelle n'était pas satisfaisante. Je ne sais si la proposition de la commission des finances est techniquement la bonne ou la meilleure possible ; en tout cas, elle a le mérite de poser la question une novelle fois.

J'espère que les travaux de réflexion du Gouvernement permettront, alors que nous parlons de cette question à froid, de trouver la solution qui réunira le maximum de suffrages.

Je conclurai en soulignant tout le mérite de M. le rapporteur général d'avoir mis au point cet excellent amendement.

M. René Régnault. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. Je voudrais donner mon sentiment sur ce point extrêmement important et ajouter un argument à ceux qui ont déjà été développés.

Il faut effectivement que l'Etat garde une maîtrise de l'épargne administrée, comme il faut assurer la protection des épargnants.

Je ne suis pas certain qu'un système d'indexation encadrée permettrait d'assurer cette protection de façon durable et de la concilier avec la possibilité, pour le Gouvernement, de maîtriser l'évolution du taux de l'épargne administrée.

Je crois surtout, monsieur le ministre, qu'il ne faudra pas perdre de vue les usages de cette collecte. Je ne voudrais pas que l'on prenne le risque, au travers de certaines dispositions, de voir cette collecte « jouer au yoyo » en fonction des moments, des débats, de l'agitation ou de l'évolution de l'opinion publique.

J'attire votre attention sur le fait que cette collecte assure le financement du logement social. Cet élément doit aussi être pris en compte ! Je me réjouis que ce point ait été courageusement soulevé, qu'un amendement ait été déposé et que le Gouvernement se montre ouvert à cet égard.

Il convient de poursuivre la réflexion afin de sortir de la situation antérieure, qui n'était confortable pour personne et qui n'était pas raisonnable.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 33, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 16 *nonies*.

Par amendement n° 144 M. Revet propose d'insérer, après l'article 16 *nonies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Après l'article 278 *septies* du code général des impôts, il est inséré un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art.* ... – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 5,5 p. 100 en ce qui concerne les opérations visées à l'article R. 331-1 du code de la construction et de l'habitation. »

« II. – Les opérations visées à l'article 331-1 du code de la construction et de l'habitation relèvent de la seule compétence des collectivités intéressées.

« Le système des subventions de l'Etat octroyées dans les conditions prévues aux articles R. 331-3 et R. 331-6 est supprimé.

« III. – Les pertes de recettes résultant éventuellement pour l'Etat des dispositions des paragraphes I et II du présent article sont compensées à due concurrence par un relèvement du droit de consommation sur les tabacs prévu à l'article 575 A du code général des impôts.

« IV. – Les dispositions du paragraphe I du présent article s'appliquent aux opérations pour lesquelles le fait générateur de la taxe intervient à compter du 1er janvier 1996. »

La parole est à M. Revet.

M. Charles Revet. Cet amendement tend à améliorer l'efficacité de notre politique en matière de logement.

Le système actuel est limitatif et paralysant : limitatif parce que c'est l'enveloppe votée par le Parlement qui détermine le nombre de logements construits en France, paralysant parce que chacun sait le temps qui s'écoule entre le moment où le Parlement vote les crédits et celui où le maçon donne le premier coup de truelle. Il se passe des mois, voire davantage.

Le dispositif que je suggère ne coûtera absolument rien à l'Etat. Il lui évitera même de faire des avances, et les rentrées fiscales seront probablement plus importantes.

Ce système consiste à substituer à la prime une diminution à due concurrence du taux de TVA. Ainsi, la prime, pour un logement, est de l'ordre de 50 000 francs à 60 000 francs, et le différentiel entre le taux de TVA actuel et celui qui est proposé dans cet amendement s'établit entre 50 000 francs et 60 000 francs, c'est-à-dire qu'il est équivalent. Pour le Gouvernement, c'est donc neutre.

La différence, toutefois, c'est qu'à partir du moment où l'on supprime la prime, puisqu'il y a diminution du taux de TVA, la démarche consistant à engager l'opération vient de l'organisme ou de la collectivité de base. Dans ces conditions, non seulement l'efficacité du dispositif sera beaucoup plus importante, mais, grâce à l'augmentation du nombre de logements construits, l'Etat récupérera des fonds supplémentaires.

Je sais bien que cela pose un problème parce que, à la clé de la prime, figure un prêt à taux privilégié. Je suggère donc de placer ces opérations sous la responsabilité du préfet.

Monsieur le ministre, je voudrais par ailleurs attirer votre attention sur les problèmes que pose le système actuel, qui fait reposer le financement des opérations sur le zonage. On dénombre aujourd'hui trois zones, la zone 1, qui est la zone parisienne, la zone 2, qui concerne les grandes villes, et la zone 3, qui englobe le reste. Alors que le Gouvernement préconise un meilleur aménagement du territoire, il faut donc favoriser la construction de logements dans le milieu rural ou dans les villes moyennes.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Notre collègue M. Revet a déjà déposé cet amendement à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances.

Comme je suis triste de devoir toujours émettre des avis défavorables, je voudrais lui dire, à lui qui a une expérience parlementaire longue mais sénatoriale plus récente, que la commission des finances est à sa disposition pour expertiser les sujets qu'il évoque depuis ce matin et sur lesquels la commission a été systématiquement amenée à émettre des avis défavorables, afin que nous puissions les examiner, les expertiser, étudier leur coût et leur faisabilité.

Au terme de cette étude préalable, nous nous concerterons avec le Gouvernement et bon nombre de propositions de ce genre – peut-être pas celle-ci – parmi celles que vous avez évoquées aujourd'hui pourront déboucher.

C'est la raison pour laquelle je souhaiterais que vous acceptiez de retirer votre amendement. Je vous propose une concertation plus étroite, pour parvenir à faire un meilleur travail parlementaire – sur la base de vos propositions – que celui que nous avons accompli jusqu'à ce jour.

M. le président. Monsieur Revet, accédez-vous à la demande qui a été formulée par la commission ?

M. Charles Revet. Je souhaiterais au préalable entendre le Gouvernement, notamment sur le zonage, car cette question dépasse largement la concertation au sein de la Haute Assemblée. C'est un problème général d'efficacité et d'aménagement du territoire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Monsieur le sénateur, sur le zonage comme sur les autres aspects de votre amendement, je suis tout à fait prêt à me rallier à la proposition que vous a faite M. le rapporteur.

Votre amendement traduit une préoccupation que nous pouvons partager les uns les autres. En même temps, il pose des problèmes d'application difficile, parce qu'une même opération, en l'espèce un travail immobilier, pourrait bénéficier ou non du taux réduit selon que les constructeurs auraient ou non décidé d'affecter les logements au secteur social.

Pour les HLM, cela ne pose pas de problèmes, mais, pour les logements sociaux réalisés sur l'initiative d'une collectivité locale ou d'autres organismes, ce serait plus complexe.

Je pense que la méthode de travail que vous a proposée M. le rapporteur est tout à fait opportune et je suis prêt à demander à mes services de s'associer à cette réflexion de manière que nous puissions trouver ensemble une solution répondant à nos aspirations communes.

M. le président. Monsieur Revet, maintenez-vous, dans ces conditions, l'amendement n° 144 ?

M. Charles Revet. Monsieur le rapporteur, je vous remercie de cette proposition et je vous remercie également, monsieur le ministre, de vous y être associé.

Bien entendu, j'accepte de retirer mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 144 est retiré.

Par amendement n° 92, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 16 *nonies,* un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Les opérations portant sur les valeurs mobilières inscrites à la cote d'un marché réglementé et les transactions sur le marché monétaire sont soumises à un prélèvement à la source égal à 0,5 p. 100 de leur encours.

« II. – Le produit de la contribution définie au I ci-dessus est versé au profit d'un fonds de développement et de coopération, établissement public à caractère administratif.

« III. – Les décrets en Conseil d'Etat fixent la compensation du conseil d'administration de ce fonds et les conditions de répartition et d'utilisation des ressources. »

La parole est à M. Billard.

M. Claude Billard. Cet amendement porte sur l'une de nos propositions constantes en matière de fiscalité. Chacun reconnaîtra d'ailleurs cette constance, et je pense ici tant à notre collègue M. Alain Lambert, rapporteur général, qu'à M. Marini, qui fut rapporteur du projet de loi de modernisation des activités financières.

Notre proposition concerne la participation des revenus du capital et du patrimoine à l'équilibre des comptes publics.

Il s'agit, selon les principes de notre amendement, de mettre en place un prélèvement à la source sur l'ensemble des opérations boursières et des opérations sur devises, destiné à permettre le financement de l'activité économique réelle.

Il est en effet largement temps de passer à une nouvelle prise en compte de l'économie financière dans le système de prélèvements obligatoires.

Nous pensons même, d'une certaine façon, que c'est l'accumulation de dispositions fiscales particulièrement avantageuses qui a fini par créer, dans le milieu très restreint des intervenants sur les marchés financiers, une forme de culture de l'irresponsabilité sociale et cette réticence manifeste à contribuer à l'effort de rééquilibrage des comptes publics, qu'il s'agisse des comptes de l'Etat ou des comptes sociaux.

Il est grand temps que cette situation soit sérieusement modifiée.

Il est temps, en particulier, de constater que, les revenus financiers constituant un prélèvement sur la valeur ajoutée créée par le travail des salariés, il devient juste de les mettre à contribution pour financer l'économie réelle.

Tel est le sens de cet amendement, qui tend, en fait, à commencer à créer une égalité de traitement entre revenus.

Nous proposons d'affecter le produit de ce prélèvement à l'alimentation d'un fonds pour le développement économique, en partie inspiré par l'ancien fonds de développement économique et social, mais toutefois quelque peu différent puisque notre société a, depuis plusieurs années, commencé à pratiquer la décentralisation des responsabilités et des décisions.

Ce fonds, dont les ressources seraient réparties soit à l'échelon régional soit à l'échelon départemental, pourrait également accueillir parmi ses ressources des ressources distribuées pour les collectivités locales, voire envisager d'autres modes de prélèvement auprès des établissements de crédit.

Il agirait notamment pour distribuer auprès des entreprises des prêts bonifiés, dont l'utilité serait bien évidemment évaluée au regard de leur politique d'investissement ou de leur politique de création d'emplois.

C'est sous le bénéfice de ces observations que je vous invite à adopter cet amendement n° 92.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lamassoure, *ministre délégué.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 92, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 103 rectifié, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 16 *nonies,* un article additionnel ainsi rédigé :

« I - Les opérations de construction neuve et de réhabilitation de logement réalisées par les organismes visés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 5,50 p. 100.

« II - Le sixième alinéa *c* du paragraphe II de l'article 125-0A du code général des impôts est ainsi rédigé :

"A 5 p. 100 lorsque la durée du contrat est égale ou supérieure à six ans".

La parole est à Mme Borvo.

Mme Nicole Borvo. Cet amendement a déjà été examiné lors de la discussion de la loi de finances pour 1996.

A l'examen de certaines des dispositions de ce présent projet de loi, il serait grand temps que le logement social bénéficie d'une partie des avantages exorbitants accordés au logement non social.

En l'occurrence, nous pourrions être en conformité – vous voyez que cela nous arrive ! – avec les directives européennes en matière de TVA, qui spécifient clairement que les Etats de l'Union peuvent opter pour l'application d'un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée pour tout ce qui concerne la politique du logement social.

On peut d'ailleurs légitimement s'interroger sur le fait que l'on applique une TVA au taux de 20,6 p. 100 quand il s'agit de construire des logements destinés aux plus démunis et une taxe au taux de 5,5 p. 100 quand il s'agit d'une nuitée d'hôtel au Carlton ou au Ritz.

Ces deux établissements participent, certes, du rayonnement de la France, mais il serait peut-être temps de rééquilibrer les choses !

Nous pensons réellement que cette indispensable mesure de baisse de la taxe sur la valeur ajoutée sur les constructions neuves et les réhabilitations de logements sociaux participerait plus sûrement et plus pleinement d'un effort public de relance de l'activité du secteur du bâtiment que l'ensemble des dispositifs d'incitation à l'investissement locatif privé qui nous ont été longuement décrits.

Elle participerait par ailleurs d'une politique de modération des loyers, notamment en matière de réhabilitation susceptible d'avoir quelques effets plutôt positifs sur le niveau de consommation des aides personnelles au logement.

A ce sujet, il nous paraît important de rappeler à ceux qui s'inquiètent de la progression constante du volume de ces aides que c'est aussi le renchérissement relatif du montage des opérations de construction et de réhabilitation de logements qui conduit à cette situation.

Nous pensons donc qu'il faudrait appliquer sans plus tarder la mesure que nous proposons par cet amendement n° 103 rectifié.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 103 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTRÔLE EN MATIÈRE FINANCIÈRE ET DOUANIÈRE

M. le président. La division « Section 1 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 17

M. le président. « Art. 17. – I. – La section 2 du chapitre IV du titre II du code des douanes est ainsi intitulée : " Section 2, – Droit d'accès aux locaux et lieux à usage professionnel et visites domiciliaires. "

« II. – Il est inséré, à la section 2 du chapitre IV du titre II du code des douanes, avant l'article 64, un article 63 *ter* ainsi rédigé :

« *Art. 63* ter. – Afin de procéder aux investigations nécessaires à la recherche et à la constatation des infractions prévues au présent code, les agents des douanes ayant au moins le grade de contrôleur ont accès aux locaux et lieux à usage professionnel, ainsi qu'aux terrains et aux entrepôts où les marchandises et documents se rapportant à ces infractions sont susceptibles d'être détenus. Aux mêmes fins, ils ont accès aux moyens de transport à usage professionnel et à leur chargement.

« Cet accès a lieu entre 8 heures et 20 heures ou, en dehors de ces heures, lorsqu'une activité est en cours.

« Le procureur de la République est préalablement informé des opérations visées au premier alinéa et peut s'y opposer. Un procès-verbal de constat relatant le déroulement des opérations de contrôle lui est transmis dans les cinq jours suivant son établissement. Une copie en est transmise à l'intéressé dans le même délai.

« Au cours de leurs investigations, les agents des douanes mentionnés au premier alinéa peuvent effectuer un prélèvement d'échantillons, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, et procéder à la retenue de documents pour les besoins de l'enquête ou en prendre copie.

« Pour l'application des dispositions relatives à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des Etats membres de la Communauté européenne en matière de réglementation douanière ou agricole, les agents des douanes sont autorisés à mettre en œuvre les dispositions du présent article pour le contrôle des opérations douanières ou agricoles réalisées dans les autres Etats membres de la Communauté européenne.

« Le présent article ne s'applique pas à la partie des locaux et lieux cités au premier alinéa qui est également affectée au domicile privé. »

« III. – A l'article 65 B du code des douanes, les références : " 60, 61 et 65 ", sont remplacées par les références : " 60, 61, 63 *ter* et 65 ".

« IV. – L'article 65 B du code des douanes est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La liste des marchandises visées à l'alinéa précédent est fixée par arrêté du ministre chargé des douanes. »

« V. – Au premier alinéa de l'article 450 du code des douanes, les mots : " par les articles 65 et 334 ci-dessus " sont remplacés par les mots : " par les articles 63 *ter,* 65 et 334 ci-dessus ". »

Par amendement n° 34 rectifié, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose, à la fin du deuxième alinéa du texte présenté par le paragraphe II de cet article pour l'article 63 *ter* du code des douanes, de remplacer les mots : « lorsqu'une activité est en cours », par les mots : « lorsque l'accès au public est autorisé, ou lorsque sont en cours des activités de production, de fabrication, de conditionnement, de transport, de manutention, d'entreposage ou de commercialisation ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit de préciser les conditions dans lesquelles les visites pourront avoir lieu en dehors des horaires normaux, c'est-à-dire ceux de l'ouverture au public et ceux des activités professionnelles en cours.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 34 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 245, MM. Richard, Charasse et les membres du groupe socialiste proposent, à la fin de la première phrase du troisième alinéa du texte présenté par le paragraphe II de l'article 17 pour l'article 63 *ter* du code des douanes, de remplacer les mots : « et peut s'y opposer », par les mots : « et peut demander, en cas de doute, au président du tribunal de grande instance de s'y opposer ».

La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Le groupe socialiste est très favorable à l'extension proposée des pouvoirs de l'administration des douanes pour permettre de lutter efficacement contre toutes les fraudes.

Des fraudes, nous savons bien qu'il y en a et qu'elles ont eu tendance à augmenter après l'ouverture des frontières, la suppression des contrôles aux frontières et la suppression des perceptions aux frontières.

Donc, il n'existe pas de problème de fond au regard de la disposition proposée.

Simplement, nous nous inquiétons parce que, dans plusieurs décisions antérieures, le Conseil constitutionnel a considéré qu'il était contraire aux principes fondamentaux de nos institutions que des visites domiciliaires de ce type ou assimilées, perquisitions et autres, ne s'effectuent pas sous le contrôle de l'autorité judiciaire, dont le Conseil a rappelé à plusieurs reprises, comme dirait notre collègue M. Proust, qu'en vertu de l'article 66 de la Constitution elle est la gardienne de la liberté individuelle.

Alors, monsieur le ministre, nous craignons que, si le Conseil constitutionnel devait être saisi de cette disposition, il ne la remette en cause.

J'entends bien que vous avez prévu l'information du procureur de la République et la possibilité pour ledit procureur de s'opposer à l'opération. Mais le Conseil constitutionnel risque de vous dire que, si l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, comporte bien l'ensemble des magistrats du corps, qu'ils soient du siège ou du parquet, le seul qui soit véritablement chargé de veiller au respect de la liberté individuelle, c'est le magistrat du siège.

Nous ne souhaitons pas non plus, au groupe socialiste, compliquer excessivement la tâche de l'administration des douanes et l'enserrer dans des règles trop strictes. J'ai trop de respect, d'amitié et de considération pour cette administration pour être de ceux qui veulent lui compliquer la vie. Je souhaite toujours l'extension de ses pouvoirs, et notamment qu'elle puisse accéder au grade d'officier de police judiciaire.

M. Jean-Jacques Hyest. Oui, mais de cela il n'est pas question !

M. Michel Charasse. Il n'en est pas question, il n'en est pas question !...

M. Jean-Jacques Hyest. Vous avez essayé plusieurs fois !

M. Michel Charasse. J'ai essayé plusieurs fois, mais je pense qu'à force de persévérer j'y arriverai. Lorsque la drogue aura envahi tous les immeubles et tous les quartiers de votre secteur, vous serez peut-être le premier à le réclamer, et vous vous apercevrez que c'est bien utile !

M. Jean-Jacques Hyest. Il y a la police judiciaire !

M. Michel Charasse. Certes, mais chacun son métier, monsieur Hyest !

M. le président. Je vous demande de ne pas converser entre vous, mes chers collègues.

M. Michel Charasse. Je ne convaincrai pas M. Hyest, monsieur le président. C'est comme pour les pompiers, nous sommes en désaccord. Mais c'est un autre problème !

Nous proposons, par conséquent, de modifier légèrement votre rédaction, monsieur le ministre. Dire qu'on doit informer le procureur de la République et que celui-ci, s'il a un doute, peut demander au président du tribunal de grande instance de s'y opposer nous paraît plus clair que de dire que le procureur de la République peut s'y opposer lui tout seul, lui qui est magistrat du parquet, qui est sous l'autorité hiérarchique du garde des sceaux – même si c'est de plus en plus difficile à faire valoir.

Bref, je préfère que nous prenions des précautions pour éviter que l'article 17 ne subisse un avatar qui serait tout à fait fâcheux devant le Conseil constitutionnel, qui ne lie sans doute pas les journaux avec autant de précision que nous et qui persiste à penser que l'autorité judiciaire est la seule gardienne de la liberté individuelle.

M. René Régnault. Très bien !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission aimerait entendre le Gouvernement.

M. le président. Quel est donc l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* J'entends bien le souci qu'exprime M. Charasse de ne pas se heurter à des difficultés devant le juge constitutionnel si celui-ci devait être saisi.

Je veux simplement faire observer qu'en faisant intervenir deux types de procédures nous risquons d'introduire une lourdeur, alors même que notre souci c'est l'efficacité.

Il s'agit de combattre les fraudes, les contrefaçons, les atteintes aux intérêts financiers de l'Etat et de l'Union européenne, de combattre des pratiques pour le moins blâmables, voire illicites, comme le mélange de produits lourdement taxés avec d'autres qui ne le sont pas. Il faut donc pouvoir opérer en temps réel.

Ce qui est visé, c'est non pas le domicile personnel mais les locaux professionnels. Or le Conseil constitutionnel n'exige pas, pour l'accès aux locaux professionnels – étant bien rappelé que le domicile n'est pas visé par l'article 63 *ter* du code des douanes –, l'intervention du président du tribunal de grande instance.

Enfin, plusieurs lois – dont certaines sont récentes – prévoyant un accès aux locaux professionnels ont suivi les exigences du Conseil constitutionnel en soumettant cet accès au seul procureur de la République : c'est l'article L. 40 du code des postes et télécommunications ; c'est la loi du 31 décembre 1991 permettant à certains personnels de Voies navigables de France de constater des infractions à l'obligation de recouvrer certaines taxes ; c'est la loi du 31 décembre 1992 sur le bruit ; ce sont d'autres textes encore relatifs à la consommation ou à la concurrence.

Voilà donc des dispositions qui ne nous semblent pas devoir encourir la sanction éventuelle du juge constitutionnel.

En conséquence, le Gouvernement s'oppose à l'amendement.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Ayant entendu le Gouvernement, comme il s'agit d'une visite non domiciliaire, il me semble que M. Charasse pourrait retirer l'amendement.

A défaut, la commission des finances m'a demandé de m'en remettre à l'avis du Gouvernement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur Charasse ?

M. Michel Charasse. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 245, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'article 17.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je veux expliquer les raisons pour lesquelles le groupe communiste républicain et citoyen votera l'article 17.

Depuis l'ouverture des frontières, les contrôles systématiques ont disparu. Le trafic de drogue, le blanchiment de l'argent sale, l'importation de produits divers, parmi lesquels des déchets, parfois des déchets médicaux, et même maintenant des boues, sont des activités qui se développent du fait que les contrôles sont devenus très difficiles, car ne s'exerçant plus en des points très précis de circulation.

La décision du Gouvernement de réduire de 250 unités les effectifs des douaniers aggrave encore les difficultés du contrôle.

Or ce contrôle est de plus en plus nécessaire. La TVA, je le rappelle, est payée au point de livraison, et les trafics se développent en raison de la disparité des taux selon les pays.

Les douaniers ont de plus en plus de travail pour réprimer des trafics de plus en plus divers et nombreux.

Jusqu'à aujourd'hui, des autorisations judiciaires étaient nécessaires pour entreprendre certaines visites ou certains contrôles.

Si l'article 17 est adopté, les agents des douanes ayant au moins le grade de contrôleur auront accès aux locaux, lieux, terrains et entrepôts où les marchandises et les documents se rapportant aux infractions sont susceptibles d'être détenus. Il suffira d'en informer le procureur de la République. Il s'agit là de capacités nouvelles d'intervention qui sont appréciées par les douaniers.

En revanche, nous regrettons que cette décision ne s'accompagne pas de deux autres mesures dont nous nous permettons de suggérer l'adoption.

Il s'agit, premièrement, de la création de postes de douanier pour intervenir en tous points du territoire. C'est un point très important.

Deuxièmement, il nous apparaîtrait cohérent et logique que les responsables des douanes se voient reconnaître la qualité d'officier de police judiciaire pour poursuivre sans délai les trafics et les délits qu'eux-mêmes ont découverts. Cela rendrait leurs interventions plus efficaces.

Monsieur le ministre, il faudra bien finir par prendre cette décision, et il ne faudrait pas trop tarder. La disparition des frontières donne de plus grandes responsabilités à la douane française.

Il est vrai que la mesure que vous proposez va dans ce sens, mais vous ne devez pas vous arrêter en chemin ; il faut poursuivre en reconnaissant aux douaniers la qualité d'officier de police judiciaire.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17, modifié.

(L'article 17 est adopté.)

Article additionnel après l'article 17

M. le président. Par amendement n° 179, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 17, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Est interdite l'importation de denrées, matières et produits de toute nature et de toutes origines et dont la fabrication a requis l'emploi d'une main-d'œuvre enfantine dans des conditions contraires aux obligations en vigueur sur le territoire de la République française en matière d'emploi des mineurs non libérés de l'obligation scolaire.

« II. – Les personnes physiques et les personnes morales qui ne respectent pas les dispositions du présent article sont punies d'une peine d'emprisonnement de deux ans et d'une amende de 500 000 francs.

« III. – Les services des ministères chargés de l'économie et du travail sont chargés de l'application de cet article.

« Le ministère de l'économie dresse et rend publique chaque année la liste des entreprises qui emploient hors de France une main-d'œuvre enfantine en contravention avec la loi française sur le travail des enfants et la convention internationale des droits de l'enfant. »

La parole est à M. Loridant.

M. Paul Loridant. L'amendement n° 179 tend à interdire l'importation en France de denrées, matières premières et produits de toute nature dont la fabrication a requis l'emploi d'une main-d'œuvre enfantine dans des conditions contraires à la législation française en la matière. Cet amendement se situe dans le droit fil d'une proposition de loi que j'avais déposée il y a quelques mois.

Notre collègue député Daniel Colliard, qui défendait un amendement similaire à l'Assemblée nationale, a indiqué que l'Organisation internationale du travail estime que les enfants de moins de quatorze ans constituent 11 p. 100 de la main-d'œuvre en Asie, 17 p. 100 dans certaines parties de l'Afrique et de 12 p. 100 à 26 p. 100 en Amérique latine.

Cette situation étant à tout point de vue particulièrement grave et inacceptable sur le plan humain comme sur le plan économique, une convention internationale des droits de l'enfant, dont notre pays est d'ailleurs signataire, a été élaborée sous l'égide des Nations unies et ratifiée par une grande majorité de ses membres.

Des sociétés implantées en France acceptent sans états d'âme d'importer et de vendre des denrées ou des produits fabriqués dans des pays de misère par des enfants exploités de manière éhontée, voire, dans certains cas, réduits à un état de quasi-esclavage.

Elles en tirent des profits que nous pouvons qualifier de scandaleux du fait de la concurrence déloyale que ces denrées et produits instituent à l'égard de ceux qui sont fabriqués par les entreprises qui respectent une certaine éthique et qui font preuve d'une certaine moralité en n'utilisant pas le travail des enfants.

J'observe qu'un certain nombre d'importateurs européens ont décidé de labelliser leurs produits en indiquant qu'ils ne sont pas fabriqués par des enfants.

Il nous apparaît cependant qu'en la matière l'initiative louable de quelques personnes privées ne peut remplacer l'efficacité de l'initiative publique et que, par conséquent, les pouvoirs publics de notre pays doivent prendre les mesures qui s'imposent pour décourager ceux qui, de par le monde, exploitent le travail des enfants et ceux qui en tirent profit dans notre pays.

La France devrait également entreprendre des actions au niveau de l'Union européenne et d'autres instances internationales.

Or, il nous faut bien constater que les représentants de notre pays ne prennent pas ces initiatives, dont l'urgence nous paraît pourtant bien compréhensible.

Enfin, pour terminer mon propos, je voudrais vous dire, monsieur le ministre, que j'ai trouvé particulièrement choquant qu'à l'Assemblée nationale vous ayez principalement fondé votre refus d'accepter cet amendement sur le fait qu'il serait contraire aux engagements internationaux de la France.

Je veux faire observer à la Haute Assemblée que la signature de la convention internationale des droits de l'enfant est aussi un engagement international de la France, et il me semble que cet engagement doit être humainement plus fort que celui qui est relatif à l'Organisation mondiale du commerce, issue, chacun le sait, des fameux accords du GATT, signés comme par hasard à Marrakech, dans le pays de « notre ami le Roi », où le travail des enfants reste une stricte réalité.

En matière de lutte contre le travail des enfants, on ne peut plus se contenter de bonnes paroles ; il est urgent que notre pays, son Gouvernement et son Parlement passent aux actes concrets.

Telles sont les raisons que j'invoque auprès de la Haute Assemblée pour qu'elle adopte cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le sénateur, vous soulevez un problème majeur. Le Gouvernement n'a ménagé et ne ménage aucun effort pour faire progresser la communauté internationale vers un meilleur respect des droits de l'homme et des droits des enfants.

Les droits fondamentaux, tels que la liberté syndicale, le droit de négociation collective, l'abolition du travail forcé et la suppression du travail des enfants, doivent être garantis quel que soit le niveau de développement économique des Etats concernés avec lesquels nous avons des relations commerciales.

Ainsi, la France a obtenu que la dimension sociale du commerce international ne soit pas absente des accords commerciaux internationaux et que ce sujet soit inclus dans le programme de travail de l'Organisation mondiale du commerce.

La France a également insisté, lors de la réunion ministérielle de l'OCDE du mois de mai 1995, pour que l'organisation intensifie ses travaux sur l'inventaire des règles et des conventions applicables ainsi que sur leur respect par les Etats.

C'est, de mon point de vue, uniquement dans ces instances que des progrès significatifs peuvent être accomplis et promus. Une opération de boycottage, comme vous le proposez, est non seulement contraire aux règles du commerce international auxquelles nous avons souscrit, mais surtout illusoire et contreproductive par rapport à nos objectifs visant à obtenir l'engagement des Etats concernés pour faire progresser le respect des droits fondamentaux de l'homme et du travail. Ce n'est pas en bloquant les relations et en divisant le monde que nous progresserons, mais, au contraire, en mettant l'économie au service de la cohésion sociale et de la paix.

Croyez bien que le Gouvernement soutient avec détermination cette cause afin de faire progresser le respect des droits fondamentaux de l'homme.

Peut-être pourriez-vous, monsieur le sénateur, sur la base de ces indications et de ces assurances, retirer votre amendement, faute de quoi je demanderai au Sénat de le rejeter.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 79.

M. René Régnault. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. Je m'attendais, monsieur le ministre, à une réponse un peu plus complète de votre part. Il est vrai que l'amendement n° 179 aurait pu être un peu plus précis et viser en particulier les importations de produits fabriqués à l'étranger par des entreprises françaises ayant procédé à des délocalisations.

Je vous ai souvent entendu exprimer cette préoccupation, ainsi que l'intérêt que vous portiez, et que je partage, aux délocalisations et aux moyens qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour éviter de telles situations.

Cette démarche, dont le caractère humanitaire est évident, permettrait d'aller plus loin et de mettre en œuvre immédiatement – sans être liés par d'autres accords internationaux, en particulier européens – une mesure qui répondrait aux préoccupations qui ont été exprimées, y compris par vous, monsieur le ministre, et dont la portée n'aurait pas été neutre.

Ces observations étant faites, je maintien l'amendement n° 179.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 179, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. La division « Section 2 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 18

M. le président. « Art. 18. – I. – Il est inséré, dans le livre des procédures fiscales, un article L. 13 B ainsi rédigé :

« *Art. L. 13 B.* – Lorsque, au cours d'une vérification de comptabilité, l'administration a réuni des éléments faisant présumer qu'une entreprise a opéré un transfert indirect de bénéfices, au sens des dispositions de l'article 57 du code général des impôts, elle peut demander à cette entreprise des informations et documents précisant :

« 1° La nature des relations entrant dans les prévisions de l'article 57 du code général des impôts, entre cette entreprise et une ou plusieurs entreprises exploitées hors de France ou sociétés ou groupements établis hors de France ;

« 2° La méthode de détermination des prix des opérations de nature industrielle, commerciale ou financière qu'elle effectue avec des entreprises, sociétés ou groupements visés au 1° et les éléments qui la justifient ainsi que, le cas échéant, les contreparties consenties ;

« 3° Les activités exercées par les entreprises, sociétés ou groupements visés au 1°, liées aux opérations visées au 2° ;

« 4° Le traitement fiscal réservé aux opérations des entreprises visées au 2° qu'elle exploite hors de France ou aux sociétés ou groupements visés au 1° dont elle détient directement ou indirectement la majorité du capital ou des droits de vote.

« Les demandes visées à l'alinéa précédent doivent être précises et indiquer explicitement, par nature d'activité ou par produit, le pays ou le territoire concerné, l'entreprise, la société ou le groupement visé ainsi que, le cas échéant, les montants en cause. Elles doivent, en outre, préciser à l'entreprise vérifiée le délai de réponse qui lui est ouvert. Ce délai, qui ne peut être inférieur à deux mois, peut être prorogé sur demande motivée sans pouvoir excéder au total : une durée de trois mois.

« Lorsque l'entreprise a répondu de façon insuffisante, l'administration lui adresse une mise en demeure d'avoir à compléter sa réponse dans un délai de trente jours en précisant les compléments de réponse qu'elle souhaite. Cette mise en demeure doit rappeler les sanctions applicables en cas de défaut de réponse. »

« II. – Il est inséré, avant le dernier alinéa de l'article 57 du code général des impôts, un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de défaut de réponse à la demande faite en application de l'article L. 13 B du livre des procédures fiscales, les bases d'imposition concernées par la demande sont évaluées par l'administration à partir des éléments dont elle dispose et en suivant la procédure contradictoire définie aux articles L. 57 à L. 61 ».

« II *bis*. – Dans l'article 1736 du code général des impôts après la référence : « 1740 *ter* », il est inséré la référence : ", 1740 *nonies*".

« III. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1740 *nonies* ainsi rédigé :

« *Art. 1740* nonies. – En cas de défaut de réponse à la demande faite en application de l'article L. 13 B du livre des procédures fiscales, l'entreprise est passible d'une amende fiscale égale à 50 000 F pour chaque exercice visé par cette demande. »

Par amendement n° 155, M. Hyest et les membres du groupe de l'Union centriste proposent de rédiger comme suit la fin du premier alinéa du texte présenté par le I de cet article pour l'article L. 13 B du livre des procédures fiscales : « de l'article 57 du code général des impôts, elle peut demander à cette entreprise, après lui avoir fait part des indices sérieux en sa possession, les informations et documents dont l'entreprise peut avoir connaissance et portant sur : ».

La parole est à M. Hyest.

M. Jean-Jacques Hyest. Mon explication sur cet amendement vaudra également pour l'amendement n° 156.

Il me semble nécessaire de réglementer l'obligation d'information sur la constitution des prix des transactions avec les entreprises étrangères – problème très délicat – et de prévoir un dispositif tout à fait transparent, qui permette, tant à l'administration fiscale qu'aux entreprises, d'apporter les éléments de preuve et d'information.

Les amendements que j'ai déposés visent donc à obtenir un certain nombre de précisions et de garanties, comme il est normal en matière fiscale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Monsieur le président, il nous faut travailler vite et bien. Notre collègue Jean-Jacques Hyest, par ses amendements, pose des questions sur lesquelles il souhaite, au fond, que le Gouvernement lui apporte quelques apaisements...

M. Jean-Jacques Hyest. Absolument !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* ... de manière que les redevables puissent se servir des travaux parlementaires pour éviter tout excès s'agissant d'une nouvelle législation en la matière. En effet, les prix de transfert ou les prix de cession, selon les entreprises avec lesquelles nous travaillons, sont des questions qui les préoccupent beaucoup.

La commission des finances, pour ce qui la concerne, avait quelques réponses à donner, mais je pense que celles du Gouvernement seront plus précieuses pour M. Hyest afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté quant à l'interprétation de cette nouvelle doctrine.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* L'amendement n° 155 vise à demander à l'administration de motiver sa demande de renseignements et à la limiter aux seules informations ou documents dont l'entreprise peut avoir connaissance. Je ne peux l'accepter.

En effet, le premier alinéa du projet d'article L.13 B du livre des procédures fiscales qui prévoit que l'administration doit avoir réuni des éléments faisant présumer le transfert indirect de bénéfices est destiné à prévenir un emploi immédiat et systématique du dispositif. Ce n'est que si le dialogue normal avec l'entreprise ne permet pas d'accéder à l'information que le dispositif est mis en œuvre. Mais il ne s'agit pas de mettre une barrière à des demandes d'informations, ce qui résulterait d'une obligation de motivation.

C'est d'ailleurs la règle pour les demandes d'information. C'est ainsi le cas pour l'article 16 du livre de procédure fiscale qui concerne les personnes physiques. En effet, une obligation de motivation pour de simples demandes de renseignements serait disproportionnée, d'autant que les droits du contribuable sont toujours préservés, car la procédure contradictoire est employée. C'est au niveau de ce débat contradictoire et de la notification de redressement, c'est-à-dire sur le fond, que l'administration doit justifier ses positions.

En outre, il s'agit ici non pas de personnes physiques mais d'entreprises, de multinationales. On comprendrait mal qu'une protection supplémentaire, qui n'est pas nécessaire et qui ne s'applique pas aux personnes physiques, soit prévue pour ce type de sociétés qui, elles, mènent des stratégies à l'échelle de la planète. Nous sommes là dans l'économie globale, dans l'économie mondialisée. Je vous ai dit qu'il fallait veiller à ne pas favoriser des délocalisations d'assiette fiscale qui seraient préjudiciables à la France.

Enfin, cela conduirait à multiplier des contentieux sur la motivation de la demande plutôt que sur le fondement des redressements.

L'amendement prévoit ensuite de limiter la demande de renseignements aux seules informations ou documents dont l'entreprise peut avoir connaissance.

Une telle limitation ôterait sa portée pratique au dispositif proposé, qui a justement pour objet de demander à une entreprise vérifiée les éléments qu'elle a utilisés pour

fixer ses prix avec une entreprise avec laquelle elle est liée. Ces éléments ont été minutieusement étudiés pour être limités à ceux qui sont nécessaires au contrôle, et ils sont tous conformes à la recommandation de juillet 1995 de l'OCDE. Ils sont également très inférieurs à ceux que demandent les autres pays comparables à la France.

Enfin, là encore, des contentieux sans fin naîtraient sur le point de savoir si l'entreprise peut ou non avoir connaissance de telle ou telle information.

En d'autres termes, monsieur le sénateur, votre amendement reviendrait quasiment à exiger que l'administration ait prouvé le transfert de bénéfices avant d'interroger l'entreprise. La preuve est à la charge de l'administration, bien sûr, et le dispositif d'interrogation ne doit jouer que si le dialogue ne s'instaure pas naturellement entre l'administration et l'entreprise. Mais l'entreprise doit donner les informations permettant de justifier ses prix, sinon, vous en conviendrez, aucun contrôle n'est possible.

C'est tout le sens des dispositifs introduits dans les pays qu'on nous cite en exemple, comme l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon. C'est également ce qu'à l'unanimité l'OCDE a adopté pendant l'été 1995.

J'ajoute que la commission des finances nous proposera tout à l'heure des amendements qui précisent notamment les dates d'application et qu'ils recevront l'avis favorable du Gouvernement.

Monsieur Hyest, sous le bénéfice de ces précisions que vous souhaitiez obtenir et qu'il me semble vous avoir apportées à l'instant, peut-être pourriez-vous retirer votre amendement n° 155 ?

M. le président. Monsieur Hyest, votre amendement n° 155 est-il maintenu ?

M. Jean-Jacques Hyest. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 155 est retiré.

Par amendement n° 156, M. Hyest et les membres du groupe de l'Union centriste proposent, à la fin du troisième alinéa (2°) du texte présenté par le paragraphe I de l'article 18 pour l'article L. 13 B du livre des procédures fiscales, de remplacer les mots : « éléments qui la justifient ainsi que, le cas échéant, les contreparties consenties » par les mots : « éléments qui la fondent ainsi que les transactions compensatoires éventuelles. »

M. le président. M. Hyest s'est déjà exprimé sur cet amendement.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission n'est pas convaincue de la portée pratique de la modification proposée par M. Hyest, consistant à remplacer le mot : « justifient » par le mot : « fondent ». En outre, il fait référence aux transactions compensatoires et non plus aux contreparties. Or, ce terme apparaît réducteur à la commission, les contreparties ne se présentant pas nécessairement sous forme de transaction. Il peut en effet s'agir d'un service spécifique assuré par l'entité étrangère ou d'une aide apportée par l'entreprise française.

Sous réserve de la confirmation par le Gouvernement de cette interprétation, je demanderai à notre collègue de bien vouloir retirer son amendement, sinon la commission serait contrainte d'émettre un avis défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement partage l'avis de la commission.

M. le président. Monsieur Hyest, votre amendement est-il maintenu ?

M. Jean-Jacques Hyest. Puisque M. le ministre est d'accord avec l'interprétation de la commission, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 156 est retiré.

Par amendement n° 35, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de rédiger comme suit le cinquième alinéa (4°) du texte présenté par le paragraphe I de l'article 18 pour l'article L. 13 B du livre des procédures fiscales :

« 4° Le traitement fiscal réservé aux opérations visées au 2° et réalisées par les entreprises qu'elle exploite hors de France ou par les sociétés ou groupements visés au 1° dont elle détient, directement ou indirectement, la majorité du capital ou des droits de vote. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit d'un amendement de cohérence rédactionnelle. L'objectif est évidemment de connaître le traitement fiscal des opérations réalisées.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 35, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 181, Mme Beaudeau, M. Loridant, les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent, après les mots : « dont elle dispose », de rédiger comme suit la fin du texte présenté par le paragraphe II de l'article 18 pour l'alinéa à insérer avant le dernier alinéa de l'article 57 du code général des impôts : « et par comparaison avec celles des entreprises similaires exploitées normalement. Cette évaluation s'effectue en suivant la procédure contradictoire définie aux articles L. 57 à L. 61. »

La parole est à M. Billard.

M. Claude Billard. Les trois amendements que nous présentons sur les articles 18 et 19 de ce projet de loi relèvent de la même philosophie, à savoir un contrôle plus grand des opérations internationales.

L'internationalisation des échanges a entraîné de nouveaux domaines de fraude fiscale, que ce soit dans la gestion des groupes transnationaux, dans les opérations de commerce international, dans l'existence de paradis fiscaux ou dans le jeu des conventions internationales.

Ces différents domaines dans lesquels peut se développer la fraude revêtent une importance majeure. Ainsi, à titre d'illustration, 60 p. 100 du commerce mondial sont aujourd'hui réalisés par des entreprises multinationales, ce qui pose avec force la question des rapports entre filiales.

La question majeure est, bien entendu, la fixation et le contrôle des prix de transfert. Ce prix de transfert répond bien souvent à des considérations fiscales.

Une entreprise internationale peut ainsi, en jouant sur ces prix, soit réduire l'assiette imposable dans le pays où les charges fiscales sont élevées pour l'augmenter dans le pays où la fiscalité est moindre, soit localiser des revenus ou des bénéfices dans les Etats où les filiales du groupe génèrent des déficits.

L'article 57 du code général des impôts permet déjà à l'administration fiscale de redresser les résultats déclarés par les entreprises françaises sous la dépendance ou possédant le contrôle d'entreprises situées hors de France.

Ces redressements sont calculés à partir d'éléments très visibles de la comptabilité des entreprises : versements de redevances excessives ou sans contreparties, remises de dettes, prêts sans intérêt ou à taux extrêmement réduits, par exemple.

Or, dans le cas des prix de transfert, il est nécessaire d'avoir des informations complémentaires qui concernent les liens de la société française concernée avec d'autres sociétés étrangères, la politique des prix du groupe dans les Etats où il est implanté, etc.

Ces informations peuvent être récoltées, mais il faut avoir recours à l'assistance administrative, en clair à la coopération avec l'administration fiscale des pays concernés.

L'expérience montre que c'est une procédure lourde et que la bonne volonté n'est pas égale dans tous les Etats. Ainsi, nombre de vérifications traînent en longueur sans déboucher sur des décisions satisfaisantes.

C'est pourquoi nous apprécions que les articles 18 et 19 du projet de loi visent à instaurer une obligation d'information pour les entreprises qui réalisent des opérations internationales.

Les dispositions contenues dans ces deux articles vont, c'est évident, renforcer les moyens dont disposent les vérificateurs dans le cadre du contrôle fiscal des opérations internationales. Mais elles restent limitées dans leur impact.

Il faut d'ailleurs remarquer que ces dispositions sont en recul par rapport à ce qui était initialement envisagé.

Nos amendements visent à revenir à ces dispositions initiales qui étaient préconisées par les vérificateurs, afin d'avoir un réel pouvoir sur ce problème des prix de transfert.

Ainsi, ce premier amendement tend à permettre à l'administration de fixer forfaitairement les bases d'imposition « par comparaison avec celles des entreprises similaires exploitées normalement ».

En fait, dès lors que la charge de la preuve n'incombe pas au contribuable, les redressements opérés par l'administration pourront toujours être contestés, sauf cas de fraude avéré naturellement.

Il faut savoir, à titre d'exemple, qu'aux Etats-Unis l'entreprise doit démontrer *a priori* que ses prix sont justifiés, faute de quoi elle se voit infliger un redressement fiscal majoré d'une pénalité de 40 p. 100.

Avec le dispositif que nous proposons, c'est une voie médiane qui freinera la fraude fiscale et contribuera à faire rentrer dans les caisses de l'Etat une partie des 30 milliards de francs qui s'évanouissent dans ces opérations internationales.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'amendement prévoit d'autoriser l'administration à évaluer le redressement en appliquant la méthode comparative. Les règles de l'OCDE, acceptées par la France, déconseillent vivement cette approche. Dans le dispositif actuel, elle ne sera d'ailleurs utilisable qu'en ultime recours.

C'est la raison pour laquelle la commission des finances a émis un avis défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 181, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 157, M. Hyest et les membres du groupe de l'Union centriste proposent de compléter le texte présenté au II de l'article 18 pour le dernier alinéa de l'article 57 du code général des impôts, par les mots suivants : « ... en précisant la méthode retenue et les éléments qui la fondent et à condition que l'administration ait apporté au préalable la double preuve qui lui incombe au titre du premier alinéa ».

La parole est à M. Hyest.

M. Jean-Jacques Hyest. Je retire cet amendement, monsieur le président, parce qu'il est lié à mes deux amendements précédents.

M. le président. L'amendement n° 157 est retiré.

Par amendement n° 180, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent, dans le texte présenté par le III de l'article 18 pour l'article 1740 *nonies* du code général des impôts, de remplacer les mots : « égale à 50 000 francs » par les mots : « d'un maximum égal à 5 p. 100 du chiffre d'affaires ».

La parole est à M. Billard.

M. Claude Billard. Je le retire.

M. le président. L'amendement n° 180 est retiré.

Par amendement n° 158, M. Hyest et les membres du groupe de l'Union centriste proposent, après le texte présenté par le III de cet article pour l'article 1740 *nonies* du code général des impôts, d'ajouter un alinéa ainsi rédigé :

« La sanction visée au premier alinéa ne constitue pas une pénalité grave au sens de l'article 8-1 de la convention communautaire d'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées de l'Union européenne. »

La parole est à M. Hyest.

M. Jean-Jacques Hyest. L'article 18 prévoit une amende pour le contrôle des prix de transfert. Il faudrait savoir si celle-ci ne privera pas les entreprises d'un éventuel recours à la procédure européenne d'arbitrage.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'amendement tend à préciser que l'amende de 50 000 francs prévue en cas de non-réponse ne constitue pas une pénalité grave susceptible de priver l'entreprise du recours à la procédure d'arbitrage. Il me semble que, compte tenu de son montant, il est difficile de considérer que cette pénalité est grave. Or, selon la commission des finances, le préciser pour une amende de 50 000 francs créerait une incertitude pour tous les autres types de pénalité.

Je me suis donné la peine de donner une réponse exhaustive afin qu'il ne puisse pas y avoir de doute à ce sujet.

Je vous demande, monsieur le sénateur, après avoir entendu les explications du Gouvernement qui, je l'espère, confirmeront les miennes, de retirer votre amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je sais le souci de la Haute Assemblée de ne pas perdre de temps en écoutant des propos redondants.

M. Jean-Jacques Hyest. Quand un ministre parle, ce ne sont pas des propos redondants !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je confirme ce que vient de dire excellemment M. le rapporteur, et je me dispense de redire ce qu'il vient d'exprimer avec talent et conviction.

Monsieur Hyest, vous avez toutes assurances, vous pouvez donc retirer votre amendement.

M. le président. Monsieur Hyest, l'amendement est-il maintenu ?

M. Jean-Jacques Hyest. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 158 est retiré.

Je suis maintenant saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 36, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de compléter *in fine* l'article 18 par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Les dispositions du présent article s'appliquent aux contrôles engagés à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

Par amendement n° 159, M. Hyest et les membres du groupe de l'Union centriste proposent de compléter le texte de cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Les dispositions du présent article s'appliquent pour les exercices ouverts à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 36.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Les précautions que nous prenons sont de nature non pas à retarder les travaux du Sénat, mais à assurer la sécurité juridique et fiscale. C'est une préoccupation constante de la Haute Assemblée.

Dans sa rédaction actuelle, le dispositif n'a pas de date d'entrée en vigueur spécifique. Il devrait donc s'appliquer dès la promulgation de la présente loi. Il pourrait donc être mis en œuvre pour des vérifications déjà engagées.

Or ce n'est pas notre intention et, en tout cas, il n'est pas de bonne méthode de changer de règle en cours de procédure.

La commission des finances vous demande donc de réserver l'application de cette disposition aux contrôles qui seront engagés à compter de la date de promulgation de la présente loi.

M. le président. La parole est à M. Hyest, pour présenter l'amendement n° 159.

M. Jean-Jacques Hyest. Mon amendement allait plus loin, mais je reconnais que la commission des finances fait une stricte application des règles générales en matière de procédure fiscale. Il valait mieux apporter cette précision.

Je retire l'amendement au profit de celui de la commission des finances.

M. le président. L'amendement n° 159 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 36, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18, modifié.

(L'article 18 est adopté.)

Article 19

M. le président. « Art. 19. – I. – Il est inséré, dans le livre des procédures fiscales, un article L. 188 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 188 A.* – Lorsque l'administration a, dans le délai initial de reprise, demandé à l'autorité compétente d'un autre Etat ou territoire des renseignements concernant soit les relations d'un contribuable qui entrent dans les prévisions des articles 57 ou 209 B du code général des impôts avec une entreprise, une société ou un groupement exploitant une activité ou établie dans cet Etat ou ce territoire, soit les biens, les avoirs ou les revenus dont un contribuable a pu disposer hors de France ou les activités qu'il a pu y exercer, soit ces deux catégories de renseignements, les omissions ou insuffisances d'imposition y afférentes peuvent être réparées jusqu'à la fin de l'année qui suit celle de la réponse à la demande et au plus tard jusqu'à la fin de la cinquième année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due.

« Le présent article s'applique sous réserve des dispositions de l'article L. 186 et dans la mesure où le contribuable a été informé de l'existence de la demande de renseignements, au moment où celle-ci a été formulée, ainsi que de l'intervention de la réponse de l'autorité compétente de l'autre Etat ou territoire au moment où cette réponse est parvenue à l'administration. »

« II. – 1° L'article L. 50 du livre des procédures fiscales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Il est fait exception à cette règle dans les cas prévus à l'article L. 188 A » ;

« 2° La seconde phrase de l'article L. 51 du livre des procédures fiscales est complétée par les mots : "et dans les cas prévus à l'article L. 188 A". »

Je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 160, M. Hyest et les membres du groupe de l'Union centriste proposent de rédiger ainsi le premier alinéa du texte présenté par le I de cet article pour l'article L. 188 A du livre des procédures fiscales :

« Lorsque l'administration a, dans le délai initial de reprise, demandé à l'autorité compétente d'un autre Etat ou territoire des renseignements concernant les relations d'un contribuable qui entrent dans les prévisions de l'article 57 du code général des impôts avec une entreprise, une société ou un groupement exploitant une activité ou établi dans cet Etat ou ce territoire, les omissions ou insuffisances d'imposition y afférentes peuvent être réparées pendant cent quatre-vingt jours à partir de la demande, qui, en tout état de cause, ne peut être formulée au-delà d'un an après la première intervention sur place. »

Par amendement n° 37, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose, dans le premier alinéa du texte présenté par le paragraphe I de l'article 19 pour l'article L. 188 A du livre des procédures fiscales, après les mots : « peuvent être réparées », d'insérer les mots : « , même si le délai initial de reprise est écoulé, ».

Par amendement n° 93, Mme Beaudeau, M. Loridant, et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent, à la fin du premier alinéa du texte présenté par cet article, pour l'article L. 188 A du livre des procédures fiscales, de remplacer le mot : « cinquième », par le mot : « sixième ».

La parole est à M. Hyest, pour défendre l'amendement n° 160.

M. Jean-Jacques Hyest. L'échange d'informations entre administrations est tout à fait fondé, mais la possibilité exorbitante du droit commun de suspendre le délai

de reprise doit être strictement limitée au sujet des prix de transfert et ne pas excéder le temps raisonnablement nécessaire à un échange d'informations.

Je souhaiterais que l'on m'explique pourquoi il faudrait ne pas prévoir de délai.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 37 et donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 160.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* S'agissant de l'amendement n° 160, aux yeux de la commission des finances, ces modifications priveraient le dispositif de sa portée. D'une part, la demande ne pourrait plus être adressée dans le cadre du contrôle sur pièces. D'autre part, il ne faut pas oublier que le délai de réponse des administrations étrangères évolue entre neuf et dix-huit mois. La commission a donc émis un avis défavorable.

Quant à l'amendement n° 37, concrètement l'objectif de la mesure est d'accorder un délai supplémentaire à l'administration et de lui permettre d'attendre la réponse. Toutefois, la rédaction actuelle laisse planer une ambiguïté, compte tenu de la superposition des délais et l'on pourrait penser que, dans certaines situations, le délai laissé à l'administration en cas de demande d'assistance administrative est inférieur au délai de droit commun.

Cet amendement tend à éviter une telle interprétation.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 93.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cet amendement est le dernier qui ait été déposé au nom de mon groupe à propos de la question du contrôle des opérations internationales.

Nous souhaitons que le délai de reprise, fixé à cinq ans, soit porté à six ans. Cette disposition favoriserait l'administration fiscale, ce qui, en ces temps de difficultés budgétaires, ne saurait être négligé.

Au total, les dispositions prévues par les articles 18 et 19 marquent une volonté de la France de préserver sa souveraineté fiscale, mais il conviendrait, à notre sens, d'en repousser les limites. Tel est l'objet de notre proposition.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 93 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Une extension supplémentaire du délai de reprise spécifique n'est pas nécessaire aux yeux de la commission. Aussi a-telle émis un avis défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 160, 37 et 93 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* L'amendement n° 160 de M. Hyest, qui tend à raccourcir le délai de reprise, ne me paraît pas opportun. Comme M. le rapporteur vient de le préciser, on constate, pour les instances en cours et pour les demandes adressées aux entreprises concernées, que le délai de réponse est compris entre neuf mois et dix-huit mois.

Je précise que les Etats-Unis de même que le Japon ont porté ce délai de trois ans à six ans, que le Canada l'a porté de quatre ans à sept ans, et que le Royaume-Uni l'a fixé à six ans.

Nous sommes dans une économie mondialisée, et nous devons lutter contre toutes les tentatives de délocalisation de l'assiette fiscale. Je souhaiterais donc, monsieur Hyest, que vous retiriez votre amendement.

L'amendement n° 37 quant à lui, apporte une très heureuse précision, et le Gouvernement émet un avis favorable.

Il est en revanche opposé à l'adoption de l'amendement n° 93.

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Hyest ?

M. Jean-Jacques Hyest. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 160 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 37, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 93, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Toujours sur l'article 19, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 161, M. Hyest et les membres du groupe de l'Union centriste proposent de supprimer le paragraphe II de cet article.

Par amendement n° 38, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de compléter le membre de phrase proposé par le 2° du paragraphe II de ce même article pour compléter l'article L. 51 du livre des procédures fiscales par les mots suivants : « après l'intervention de la réponse de l'autorité compétente de l'autre Etat ou territoire. »

La parole est à M. Hyest, pour défendre l'amendement n° 161.

M. Jean-Jacques Hyest. Le livre des procédures fiscales comporte un article L. 50 dont on propose en l'espèce la suppression pure et simple puisque le projet de loi prévoit qu'« il est fait exception à cette règle dans les cas prévus à l'article L. 188 A. »

Je ne vois pas la justification de cette suppression de garanties offertes aux contribuables.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 161 et pour défendre l'amendement n° 38.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'amendement n° 161 tend à supprimer deux dispositions qui apparaissent essentielles pour l'équilibre du dispositif. J'observe que, pour les entreprises, le réexamen des écritures comptables concernées est nécessaire pour apprécier en toute équité les conséquences à tirer des informations reçues de l'étranger.

Je me demande si M. Hyest ne pourrait pas être satisfait par l'amendement n° 38 que je vais maintenant présenter. Dans le cas d'une entreprise, il autorise l'administration à réexaminer les écritures afférentes aux éléments ayant fait l'objet de la demande d'assistance.

Cette mesure permet de reprendre les discussions avec le contribuable et d'adapter les premières constatations au vu des informations nouvelles.

Toutefois, la rédaction actuelle de cette disposition donnerait à l'administration une possibilité de réexaminer ces écritures déjà vérifiées dans l'attente de la réponse. Or, la dérogation aux règles du droit commun ne se justifie, aux yeux de la commission des finances, que par l'existence d'éléments nouveaux.

L'amendement n° 38 que je défends au nom de la commission traduit cet enchaînement. Il prévoit en effet que le réexamen des écritures déjà vérifiées ne peut s'effectuer qu'après l'intervention de la réponse de l'administration étrangère.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 161 et 38 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Ces deux amendements paraissent superfétatoires. Le dispositif proposé par le Gouvernement est, me semble-t-il, bien verrouillé.

Cela étant, puisque des craintes sont exprimées, le Gouvernement est prêt à partager le souci de lever toute ambiguïté et d'éviter tout détournement de procédure.

L'amendement n° 38 me paraît pouvoir être accepté. M. Hyest y trouvera sans doute une réponse satisfaisante à la préoccupation qui sous-tendait son amendement n° 161.

M. le président. Monsieur Hyest, l'amendement n° 161 est-il maintenu ?

M. Jean-Jacques Hyest. Bien que ma proposition ne se confonde pas exactement avec celle de la commission et bien que je ne sois pas tout à fait convaincu, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 161 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 38, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 121, M. Marini propose de compléter *in fine* l'article 19 par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Il est inséré dans le code général des impôts, après l'article 1740 *octies,* un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art...* – Lorsqu'il est fait application de l'article L. 188 A du livre des procédures fiscales, le décompte de l'intérêt de retard est arrêté au dernier jour du mois de la notification de redressement intervenue dans le délai initial de reprise ou, à défaut, au dernier jour de ce délai. »

La parole est à M. Marini.

M. Philippe Marini. Il est proposé, pour les omissions relevées à l'occasion d'une demande de renseignements dans le cadre de l'assistance administrative internationale, de ne pas appliquer des intérêts de retard sur la période excédant le délai normal de reprise.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 121, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 39, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de compléter l'article 19 par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... – Les dispositions du présent article s'appliquent aux contrôles engagés à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit d'appliquer les nouvelles dispositions aux contrôles engagés à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 39, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19, modifié.

(L'article 19 est adopté.)

M. le président. La division « Section 3 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 20

M. le président. « Art. 20. – La Société de gestion du fonds de garantie à l'accession sociale et les établissements de crédit qui participent à la distribution des avances sans intérêt instituées en application des articles L. 301-1 et L. 301-2 du code de la construction et de l'habitation sont soumis, à raison de cette activité, au contrôle sur pièces et sur place de l'Inspection générale des finances. Ils sont également soumis à un contrôle sur pièces et sur place, à raison de la même activité, par des agents mandatés à cet effet conjointement par le ministre chargé de l'économie et des finances et le ministre chargé du logement, dans des conditions définies par décret. »

Par amendement n° 40, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de rédiger ainsi cet article :

« Il est inséré, dans le code de la construction et de l'habitation, un article L. 316-3 ainsi rédigé :

« *Art. L. 316-3.* – La Société de gestion du fonds de garantie à l'accession sociale et les établissements de crédit qui participent à la distribution des avances sans intérêt institués en application des articles L. 301-1 et L. 301-2 ou des prêts visés par le troisième alinéa de l'article L. 312-1, sont soumis, à raison de ces activités, au contrôle sur pièces et sur place de l'inspection générale des finances. Les sanctions prévues au III de l'article 21 de la loi n°... du... portant diverses dispositions d'ordre économique et financier sont applicables. Cette société et ces établissements de crédit sont également soumis à un contrôle sur pièces et sur place, à raison des mêmes acitivités, par des agents mandatés à cet effet conjointement par le ministre chargé de l'économie et des finances et le ministre chargé du logement, dans des conditions définies par décret. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 280, présenté par le Gouvernement et tendant :

I. – Avant la dernière phrase du texte proposé par l'amendement n° 40 pour l'article L. 316-3 du code de la construction, à insérer deux phrases ainsi rédigées : « En outre, lorsqu'il apparaît, à la suite d'un contrôle de l'Inspection générale des finances, que les subventions versées aux établissements de crédit en application de l'article R. 317-1 n'ont pas été employées conformément aux prescriptions des articles R. 317-1 et suivants, le ministre chargé de l'économie peut en ordonner la répétition à concurrence des sommes qui ont été employées à un objet différent de celui prévu. La même sanction est applicable à la Société de gestion du fonds de garantie de l'accession sociale à raison des activités exercées au titre du troisième alinéa de l'article L. 312-1 et R. 317-14. »

II. – Dans la dernière phrase du texte proposé par l'amendement n° 40, à remplacer le mot : « ces » par le mot : « les ».

La parole est à M. le rapporteur, pour présenter l'amendement n° 40.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Cet amendement vise d'abord à codifier l'article au sein du code de la construction et de l'habitation, dans une partie consacrée au contrôle.

Par ailleurs, il tend à étendre le contrôle de l'inspection générale des finances à la distribution des PAS, les prêts à l'accession sociale.

Enfin, son objet est d'étendre une partie des sanctions prévues par l'article 21 au cas d'entrave à l'inspection générale des finances.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre le sous-amendement n° 280 et donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement reconnaît le bien-fondé de l'amendement n° 40. Il propose de le compléter afin de coordonner les dispositions relatives au contrôle de l'utilisation des fonds publics alloués au titre des PAS et des prêts à taux zéro avec celles de l'article 21, relatif au contrôle des corps d'inspection, qui a été voté ce matin par le Sénat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 280 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 280, accepté par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, ainsi modifié, l'amendement n° 40, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 20 est ainsi rédigé.

Article additionnel après l'article 20

M. le président. Par amendement n° 41, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 20, un article additionnel ainsi rédigé :

« Il est inséré, dans le code de la construction et de l'habitation, un article L. 316-4 ainsi rédigé :

« *Art. L. 316-4.* – Les opérations relatives au régime de l'épargne-logement mentionné à l'article L. 315-1 sont soumises aux vérifications de l'Inspection générale des finances. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il est proposé de donner une base légale solide aux pouvoirs de l'Inspection générale des finances en matière d'épargne-logement, en conformité avec les articles 20 et 21 du projet de loi qui étendent ces contrôles. Ces pouvoirs n'ont en effet, qu'une base réglementaire, ce qui semble insuffisant à la commission.

Cette proposition, qui est neutre sur le plan pratique, ne préjuge pas les conclusions de la réflexion qui est en cours sur la Commission bancaire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Il s'agit d'une mesure permettant de mieux contrôler le bon emploi des fonds publics. Le Gouvernement est donc favorable à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 41, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 20.

La division « Section 4 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 21

M. le président. Je rappelle que l'article 21 a été examiné par priorité.

Article additionnel après l'article 21

M. le président. Par amendement n° 109 rectifié, M. Lesein propose d'insérer, après l'article 21, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Les primes à la performance attribuées par l'Etat, après consultation de la commission nationale du sport de haut niveau, aux athlètes français qui seront médaillés aux jeux Olympiques de 1996 d'Atlanta ne seront pas soumises à l'impôt sur le revenu.

« II. – La perte de ressources résultant du I ci-dessus est compensée à due concurrence par le relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Cet amendement est-il soutenu ?...

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je le reprends et je supprime le gage.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 109 rectifié *bis,* présenté par le Gouvernement, et tendant à insérer, après l'article 21, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Les primes à la performance attribuées par l'Etat, après consultation de la commission nationale du sport de haut niveau, aux athlètes français qui seront médaillés au jeux Olympiques de 1996 d'Atlanta ne seront pas soumises à l'impôt sur le revenu. »

La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Cet amendement a pour objet d'exonérer de l'impôt sur le revenu les primes à la performance attribuées aux athlètes français qui seront médaillés aux jeux Olympiques d'Atlanta, qui se dérouleront l'été prochain.

Il s'agit là d'une pratique coutumière.

Il nous reste à souhaiter que de nombreux sportifs français obtienne des médailles.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. Philippe Marini. Heureux amendement !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission est évidemment favorable à cet amendement. Elle s'apprêtait d'ailleurs elle-même à reprendre l'amendement de M. Lesein, mais le Gouvernement a été plus rapide...

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 109 rectifié *bis,* accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 21.

M. le président. La division « Section 5 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 22

M. le président. « Art. 22. – L'article L. 111-7 du code des juridictions financières est ainsi rédigé :

« *Art. L. 111-7.* – La Cour des comptes peut exercer, dans des conditions fixées par voie réglementaire, un contrôle sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l'Etat, d'une autre personne soumise à son contrôle ainsi que de la Communauté européenne. » *(Adopté.)*

Article additionnel après l'article 22

M. le président. Par amendement nº 68, M. Cluzel, propose d'insérer, après l'article 22, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après l'article L. 117 du livre des procédures fiscales, il est inséré un article L. 117 A ainsi rédigé : « *Art. L. 117 A.* – Les services en charge du recouvrement des impôts directs sont autorisés à communiquer au service de la redevance de l'audiovisuel les informations relatives aux nom, prénom et adresse des contribuables assujettis à la taxe d'habitation ou qui en sont exonérés. »

La parole est à M. Cluzel.

M. Jean Cluzel. Le montant attribué aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle s'établit, en 1996, à 10,743 milliards de francs. En 1994, sur 20 092 000 comptes, on dénombrait 3 900 000 comptes exonérés.

On estime par ailleurs que la fraude coûte 600 millions de francs par an au budget de l'Etat.

Au cours des dernières années – il faut d'ailleurs vous en féliciter, monsieur le ministre – le service de la redevance a, par ses actions telles que la lutte contre la fraude, les campagnes de coloration, les enquêtes auprès des hôtels et résidences collectives de tourisme et le contrôle des exonérations, largement participé à l'augmentation des comptes, en dépit de l'« excuse » que représente l'importance des exonérations.

L'objectif que je vise à travers cet amendement est d'améliorer les conditions d'établissement de l'assiette et de recouvrement de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs, en permettant à ce service d'accéder aux informations relatives aux contribuables qui sont assujettis à la taxe d'habitation ou qui en sont exonérés.

Le rapprochement des fichiers de la redevance et des fichiers de la taxe d'habitation nécessite en effet une autorisation législative.

Une expérience avait été autorisée par la CNIL parce qu'elle était limitée dans le temps à un an, et dans l'espace, à trois départements.

La CNIL a rappelé dans sa délibération du 6 juillet 1993 que « l'utilisation, par un service qui n'est pas chargé du recouvrement d'un impôt ou d'un droit, d'informations couvertes par le secret fiscal doit être autorisée par une disposition législative levant expressément le secret professionnel ».

C'est une telle autorisation législative que le présent amendement a pour objet de donner.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission a trouvé cette mesure tout à fait nécessaire. Par conséquent, elle a émis un avis favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* J'accepte bien volontiers cet amendement, qui va permettre au service de la redevance audiovisuelle d'adapter ses méthodes de travail, dans le respect des règles posées par la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Vous constatez, monsieur le sénateur, que nous n'avons aucune compréhension pour les fraudes.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement nº 68, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 22.

TITRE V
DISPOSITIONS RELATIVES AU SECTEUR PUBLIC

M. le président. La division « Section 1 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Articles additionnels avant l'article 23

M. le président. Par amendement nº 183 rectifié, Mme Beaudeau, MM. Loridant, Billard, Leyzour, Minetti et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Conformément aux principes constitutionnels déterminés par le neuvième alinéa du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, le Gouvernement déposera dans un délai d'un an, à compter de la date de promulgation de la présente loi, un projet de loi fixant le principe et les modalités de la nationalisation des entreprises qui, de par leur importance, la position qu'elles occupent sur les marchés et leur caractère stratégique pour l'intérêt national, ont acquis, ou sont en passe d'acquérir les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le neuvième alinéa du préambule de la constitution de 1946, dont la valeur constitutionnelle a été maintenue par celui de la Constitution qui nous régit aujourd'hui, dispose : « Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité. »

Cette prescription, qui a le mérite de la clarté, s'impose aux pouvoirs publics actuels comme elle s'imposait à ceux d'hier. Elle prend, à notre avis, une importance particulièrement grande à un moment où le Gouvernement décide de poursuivre et d'accélérer son programme de privatisation en s'attaquant aussi bien à la Société française de production et aux entreprises publiques de faible taille qu'à des entreprises publiques majeures comme France Télécom.

Nous considérons qu'un secteur public et nationalisé suffisamment puissant pour permettre à l'Etat de donner une impulsion à l'activité économique, d'influer sur

l'aménagement du territoire, d'aider au progrès social et d'accomplir les missions de service public est tout à fait indispensable, aujourd'hui comme hier.

Les seules lois du marché ne permettent pas de réguler efficacement, et dans l'intérêt général, l'activité économique et sociale de la nation.

La libéralisation de l'économie et la réduction du volume et du champ d'activité des entreprises du secteur public et nationalisé que nous connaissons depuis 1986 sont là pour le démontrer. Cette libéralisation se traduit par un taux de chômage élevé, devenu structurel, par la désertification des campagnes et par une certaine fracture sociale, que le Président de la République avait dit un moment vouloir réduire.

La volonté d'inscrire la notion de service public dans la Constitution a été abandonnée par le Gouvernement, qui avait pourtant pris un engagement dans ce sens. Il s'aligne même désormais petit à petit sur l'idée de « service universel », notion qui ne correspond qu'à un exercice des activités d'intérêt général peu opérant et réduit au strict minimum.

La politique de privatisation coûte cher au pays et favorise à terme la constitution de monopoles ou de quasi-monopoles privés qui, profitant des politiques de déréglementation, font en définitive payer davantage les usagers lorsque la concurrence a été vaincue ou absorbée.

Quand on voit la manière dont se traduit pour les usagers le quasi-monopole exercé par des entreprises comme la Lyonnaise des Eaux et la Générale des Eaux sur le secteur de l'assainissement et de la distribution de l'eau, il y a de quoi être inquiet pour l'avenir des télécommunications, de La Poste ou de la production et de la distribution de gaz et d'électricité dans notre pays.

L'arrêt de l'actuel processus de privatisation et la nationalisation des entreprises ayant acquis ou en passe d'acquérir les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait est aujourd'hui une nécessité autant économique que sociale. Cela pourrait avoir une influence très positive à l'intérieur de l'Union européenne.

C'est sous le bénéfice de ces quelques explications, mes chers collègues, que nous vous demandons d'adopter l'amendement n° 183 rectifié.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Le contexte économique national et international de 1996 n'étant pas celui de 1946, la commission émet un avis défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 183 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis maintenant saisi de quatorze amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune, tous présentés par Mme Beaudeau, MM. Loridant, Billard, Minetti et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 184 tend à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« La loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation est abrogée. »

L'amendement n° 185 vise à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne "Société marseillaise de crédit" est supprimée. »

L'amendement n° 186 a pour objet d'insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Aerospatiale, Société nationale industrielle" est supprimée. »

L'amendement n° 187 vise à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Société centrale des Assurances générales de France" est supprimée. »

L'amendement n° 188 tend à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Régie nationale des usines Renault" est supprimée. »

L'amendement n° 189 a pour objet d'insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne "Compagnie nationale Air France" est supprimée. »

L'amendement n° 190 tend à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Compagnie générale maritime" est supprimée. »

L'amendement n° 191 vise à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Crédit lyonnais" est supprimée. »

L'amendement n° 192 a pour objet d'insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Banque Hervet" est supprimée. »

L'amendement n° 193 vise à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne "Société centrale du Groupe des assurances nationales" est supprimée. »

L'amendement n° 194 tend à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Caisse centrale de réassurance" est supprimée. »

L'amendement n° 195 a pour objet d'insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation" est supprimée. »

L'amendement n° 196 vise à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Thomson SA" est supprimée. »

Enfin, l'amendement n° 197 tend à insérer, avant l'article 23, un article additionnel rédigé comme suit :

« Dans la liste des entreprises inscrites à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, la ligne : "Caisse nationale de prévoyance-assurance" est supprimée. »

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 184.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cet amendement n° 184 tend à abroger la loi de privatisation votée en 1993, qui programme et planifie la vente au secteur privé de vingt et une entreprises publiques et nationalisées de différents secteurs d'activité.

Par cet amendement, comme d'ailleurs par le précédent, nous ne suggérons pas une politique du « tout Etat ».

Nous sommes fidèles à l'esprit de la Libération. Parce que nous considérons que les seuls effets du marché ne peuvent prétendre réguler l'activité économique et sociale, nous préconisons, au contraire, une intervention de l'Etat qui ne se manifeste pas seulement par l'édiction de réglementations minimales.

Les privatisations se soldent toutes par des réductions d'activités avant et après la vente qui, il faut bien le dire, est la plupart du temps réalisée très en-dessous de la valeur réelle des entreprises concernées.

Monsieur le ministre, il ne suffit pas de dire, comme vous l'avez fait hier en réponse à la question préalable défendue par mon ami Claude Billard, que le prix de vente de ces société publiques a été décidé par la commission de privatisation, dont on connaît bien la composition et les orientations ultralibérales, pour estimer que leur prix de vente correspond à leur valeur réelle.

Si l'on poursuivait jusqu'à son terme le processus de privatisation et si l'on ne procédait pas aux nationalisations qui s'imposent aujourd'hui, les pouvoirs publics risqueraient de se voir privés à brève échéance de toute possibilité d'action économique efficace.

L'Etat n'aurait alors à sa disposition que deux possibilités : tout d'abord – et cette possibilité est très limitée – interdire en général certaines actions jugées contraires aux intérêts nationaux, sans pouvoir agir en opportunité ni au cas par cas, car la loi est, par essence, égale pour tous, en tout temps, et en tout lieu ; ensuite, au niveau de l'incitatif, distribuer des primes, subventions et aides en tous genres, pour favoriser les actions économiques souhaitables.

Ces deux moyens ont une particularité notable : leur faible efficacité pour un coût qui s'avère très souvent élevé.

En vérité, et alors que le programme de privatisation est, *grosso modo,* à moitié réalisé, on ne peut que constater que le produit escompté des ventes déjà effectuées est globalement – si l'on y inclut l'argent consacré à préparer les privatisations – bien inférieur à ce qui avait été prévu.

M. le président. La parole est à M. Renar, pour présenter l'amendement n° 185.

M. Ivan Renar. Cet amendement n° 185 a pour objet de retirer la Société marseillaise de crédit de la liste des entreprises publiques rendues privatisables par la loi du 19 juillet 1993.

Outre les raisons d'ordre général que nous avons évoquées précédemment, nous estimons que la privatisation de cette banque régionale, dont l'activité est essentiellement tournée vers les particuliers, les PME-PMI et les commerçants, représenterait un handicap pour le développement des régions Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, sur le territoire desquelles elle rayonne.

Société nationalisée en 1982 pour son caractère stratégique régional, cette banque, qui rayonne grâce à un réseau de cent quatre-vingt-dix agences gérant au total les comptes d'environ trois cent mille clients, possède un certain nombre d'atouts que beaucoup de banques concurrentes françaises et étrangères de taille plus importante souhaiteraient acquérir.

Il existe également un réel danger que cette banque passe sous le contrôle d'intérêts étrangers, qui n'auraient alors que faire du développement de nos deux grands régions méditerrannéennes qui, je le rappelle, sont très durement touchées par le chômage.

Cette banque a un rôle certain à jouer dans le développement de l'ensemble de la filière industrielle implantée autour des activités portuaires de Marseille, Fos-sur-Mer, Toulon et Sète, comme dans celui des investissements touristiques de la Côte-d'Azur et de la côte du Languedoc. Il est donc tout à fait important qu'elle conserve la spécificité qu'elle risquerait de perdre si elle passait sous le contrôle d'une banque de plus grande dimension, dont l'objectif serait d'élargir la clientèle en profitant de l'implantation de la Société marseillaise de crédit.

Nous voyons également un autre risque à la privatisation de cette banque : la liquidation du régime particulier de sa caisse de retraite, qui est déjà menacé par le fait que le nombre des actifs est devenu inférieur à celui des retraités sous l'effet des divers plans de restructuration qui se sont succédé depuis une dizaine d'années.

Le Gouvernement doit aider financièrement cette société à surmonter ses actuelles difficultés et non pas la rendre plus facilement privatisable.

Pour toutes ces raisons, la privatisation de cette entreprise n'est absolument pas souhaitable.

Nous demandons donc que la Société marseillaise de crédit soit retirée de la liste des entreprises publiques privatisables.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 186.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le secteur de l'aéronautique représente, en France, un chiffre d'affaires de 105 milliards de francs et emploie près de 100 000 salariés, même si 20 000 emplois souvent très qualifiés ont été supprimés dans cette branche depuis 1994.

Aérospatiale et la SNECMA, qui sont encore des entreprises nationalisées, y occupent une part importante aux côtés de Dassault.

Dans sa récente entrevue télévisée à propos de la politique nationale de défense, le Président de la République a souhaité la constitution d'un pôle puissant d'avionique française destiné à fournir à notre pays les moyens de sa défense et à permettre à l'industrie nationale de remporter de nouveaux marchés à l'exportation.

Ce pôle serait constitué par une alliance entre Dassault et Aérospatiale.

Bien évidemment, nous ne sommes pas contre les coopérations entre les entreprises françaises ; nous estimons même qu'elles doivent être encouragées, afin d'accroître les performances de l'industrie nationale.

Nous sommes cependant très perplexes en ce qui concerne cette alliance, qui semble avoir été décidée en haut lieu sans consultation préalable des différents partenaires, ce qui est quand même dommage de notre point de vue.

Mais un autre problème bien plus important nous préoccupe à ce sujet dans les propos de M. le Président de la République.

On nous parle, en effet, de la constitution d'un pôle français de fabrication d'avions et de matériels aériens de combat, alors que Aérospatiale reste privatisable et que, dans le même temps, nous voyons que le projet de loi dont nous discutons aujourd'hui comporte un article qui supprime le seuil de participations étrangères dans les futures sociétés privatisées.

Comment est-il possible de vouloir la constitution de ce pôle français, alors que les intérêts étrangers pourront s'approprier l'entreprise ?

On sait ce qu'il advient généralement quand un concurrent étranger achète un concurrent : il cherche à s'approprier ses marchés et son savoir-faire pour mieux le liquider ensuite.

Dans ces conditions, vous comprendrez que notre amendement qui tend à supprimer Aérospatiale de la liste des entreprises privatisables trouve ainsi sa pleine justification.

M. le président. La parole est à Mme Borvo, pour défendre l'amendement n° 187.

Mme Nicole Borvo. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, cet amendement a pour objet de revenir sur la question de la privatisation de la société centrale des Assurances générales de France.

Nous avons mené, lors de la discussion de la loi de finances pour 1996, un important débat sur les conditions de développement de l'assurance-vie qui est, comme chacun le sait, le principal vecteur de collecte de ressources pour les compagnies d'assurance, puisque ce sont aujourd'hui plus de 2 000 milliards de francs qui sont ainsi cumulés en capitalisation à ce titre.

De plus, à l'instar de nombreuses autres sociétés du secteur ou de la plus grande partie de nos établissements de crédit, la Société centrale des assurances générales de France est confrontée à des difficultés particulières, liées à la crise systémique grave de l'immobilier que connaît notre pays.

Cette crise a eu comme première conséquence, dans le sujet qui nous préoccupe, de brouiller la lisibilité de la situation comptable des AGF et de retarder, dans les faits, la mise en œuvre de la privatisation.

Nous avions d'ailleurs largement évoqué la situation de la société dans le cadre de la discussion du projet de loi portant sur le plan de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs, et on garde en mémoire que les AGF constituent l'actionnaire de référence de la seconde entreprise.

Pour l'heure, il s'agit bien pour notre groupe d'éviter une nouvelle dilapidation du patrimoine de la nation en favorisant la privatisation des AGF à un niveau de prix qui ne garantit pas qu'une cession au juste prix.

Pour l'ensemble de ces raisons, je vous invite à adopter cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Billard, pour présenter l'amendement n° 188.

M. Claude Billard. Par cet amendement, dont chacun mesurera l'importance, nous proposons de stopper le processus de privatisation de Renault qui se traduit, depuis plusieurs années, par une réduction constante du potentiel technique, industriel et humain de la régie.

Je ne reviendrai pas, à cet instant du débat, sur les raisons qui ont présidé, à la Libération, à la nationalisation de cette entreprise, dont le président-directeur général avait largement collaboré avec l'occupant nazi.

Cependant, quand on regarde le chemin parcouru depuis cette époque, on peut mesurer combien la nationalisation de cette entreprise a apporté à notre pays, tant sur le plan économique que sur le plan social.

Dans ces conditions, la décision de privatiser partiellement ou totalement Renault, qui compte aujourd'hui encore près de 150 000 salariés dans plus de vingt pays, ne peut qu'être lourde de conséquences pour la nation.

L'entreprise, qui est le huitième constructeur automobile mondial, réalise un chiffre d'affaires de près de 170 milliards de francs pour un résultat net de plus d'un milliard de francs, et développe aujourd'hui une politique de flexibilité du travail et de réduction du personnel, afin de réduire ses coûts de production.

L'objectif visé est, bien évidemment, de préparer la privatisation, fût-ce au détriment du potentiel technique et humain de l'entreprise.

Pour ce faire, l'actuel président-directeur général organise le recul de la production des véhicules légers en ne maintenant que leur assemblage, ce qui s'est traduit, en 1995, par un déficit de près de 2 milliards de francs. Renault a, en effet, globalement connu en 1995 une baisse de 41 p. 100 de son bénéfice net consolidé, qui se situe désormais à 2,14 milliards de francs.

Ce mauvais résultat est essentiellement dû à l'exploitation déficitaire de sa branche automobile.

Même si le président-directeur général de l'entreprise le justifie par une nouvelle dépression du marché automobile et par les conséquences des fluctuations monétaires, l'explication semble quelque peu rapide. L'entreprise nationale ne s'en tire, en effet, que grâce à sa branche véhicules industriels et à ses sociétés de crédit.

Le fond des problèmes que connaît l'entreprise aujourd'hui tient essentiellement au relatif désengagement de son activité de construction automobile au profit d'une simple activité d'assemblage de véhicules.

Ce sont d'abord les salariés qui pâtissent de cette mauvaise politique, car 50 000 suppressions d'emplois ont eu lieu en dix ans, pendant que, dans un même mouvement, on impose aux salariés restants une réduction de leur pouvoir d'achat et une détérioration de leurs conditions de travail.

Le président-directeur général propose aujourd'hui de poursuivre dans cette mauvaise voie pour accélérer le processus de privatisation.

On fait payer, en quelque sorte, la rançon de la privatisation non seulement aux salariés, mais aussi aux consommateurs potentiels, qui auraient pu bénéficier de véhicules moins chers et mieux conçus.

En revanche, Renault véhicules industriels, qui connaissait de grandes difficultés voilà quelques années, vient de réaliser 1 milliard de francs de profits en 1995. Mais des inquiétudes demeurent quand on considère l'aventure américaine et un relatif désintérêt de cette filiale pour le marché européen, alors que, dans la prochaine période, 40 000 autocars et autobus doivent être renouvelés avec une aide publique non négligeable.

Comme l'indiquait mon ami André Gérin à la tribune de l'Assemblée nationale voilà à peine quelques jours, cette aide publique devrait avant tout servir à préserver et à développer le potentiel industriel et l'emploi dans les usines de Renault véhicules industriels.

Nous dénonçons donc, par cet amendement, la logique désastreuse qu'implique le processus de privatisation de Renault.

Comme nous avons refusé sa privatisation partielle, nous refusons que l'on vende le reste des parts de l'Etat dans cette entreprise, qui est une entreprise stratégique dans son secteur d'activité.

Mme Hélène Luc. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour présenter les amendements nos 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196 et 197.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Monsieur le président, je propose que, par nos amendements nos 189 à 197, qui ont d'ailleurs été examinés par la commission des finances,...

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Très sérieusement !

Mme Marie-Claude Beaudeau. ... soient retirées de la liste figurant en annexe de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 les entreprises suivantes : la Compagnie nationale Air France, la Compagnie générale maritime, le Crédit Lyonnais, la banque Hervet, la Société centrale du groupe des assurances nationales, la Caisse centrale de réassurance, la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation, la société anonyme Thomson et la Caisse nationale de prévoyance.

J'ai déjà exposé les raisons pour lesquelles nous refusions ces privatisations aux côtés des salariés, et je vous propose de voter nos amendements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nos 184 à 197 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je voudrais saluer le sens de la responsabilité que Mme Beaudeau et ses collègues ont démontré par leur manière de soutenir leurs idées.

Je leur indique que la majorité de la commission des finances a voté la loi de privatisation et souhaite que celle-ci soit appliquée.

C'est la raison pour laquelle elle émet un avis défavorable sur tous ces amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je tiens d'abord à relever une observation blessante qui a été formulée à propos de la commission de privatisation et à rendre, devant la Haute Assemblée, un hommage tout particulier à cette commission que préside M. Laurent.

C'est le sens aigu de l'intérêt collectif, le sens de l'Etat, la parfaite intégrité et l'objectivité qui guident ses travaux, et c'est sur la base des estimations faites par cette commission, qui définit une fourchette, que le Gouvernement choisit le prix de mise sur le marché lors des opérations de privatisation. Je tenais à apporter cette précision pour lever toute ambiguïté.

Cela étant dit, le Gouvernement émet un avis défavorable sur l'ensemble de ces amendements et il demande donc au Sénat de les rejeter.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 184, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 185, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 186, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

M. Emmanuel Hamel. Je vote contre.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 187, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 188, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 189, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 190, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 191, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 192, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 193, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 194, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 195, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

M. Emmanuel Hamel. Je vote contre.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 196, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 197, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Article 23

M. le président. « Art. 23. – I. – Le premier tiret du I de l'article 7 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures

d'ordre économique et social est complété par les mots : "et dont les effectifs, augmentés de ceux des filiales dans lesquelles elles détiennent, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social, sont supérieurs à mille personnes au 31 décembre de l'année précédant le transfert ou dont le chiffre d'affaires consolidé avec celui des filiales, telles qu'elles viennent d'être définies, est supérieur à un milliard de francs à la date de clôture de l'exercice précédant le transfert".

« II. – Au deuxième alinéa du II de l'article 7 de la même loi, les mots : "est soumise" sont remplacés par les mots : "ainsi que le transfert au secteur privé de la propriété des entreprises dont l'Etat détient directement plus de la moitié du capital social et dont les effectifs, augmentés de ceux des filiales dans lesquelles elles détiennent, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social, sont inférieurs à mille personnes au 31 décembre de l'année précédant le transfert et dont le chiffre d'affaires consolidé avec celui des filiales, telles qu'elles viennent d'être définies, est inférieur à un milliard de francs, à la date de clôture de l'exercice précédant le transfert, sont soumis". »

Sur l'article, la parole est à Mme Pourtaud.

Mme Danièle Pourtaud. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'article 23 vise à permettre au Gouvernement de privatiser par décret un certain nombre d'entreprises publiques petites ou moyennes.

Je ne reviendrai pas sur le caractère hautement contestable de la procédure qui permettra d'effectuer ces opérations sans aucun contrôle et sans aucune transparence. Mon collègue M. Marc Massion y reviendra tout à l'heure.

Certes, l'article n'énumère pas les sociétés concernées ; en revanche, les rapporteurs des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat en ont donné la liste.

Je reviendrai donc plus précisément sur la privatisation envisagée de la SOFIRAD, Société financière de radiodiffusion.

Permettez-moi, monsieur le ministre, de vous dire que nous trouvons l'idée extrêmement surprenante.

Privatiser la SOFIRAD, cela ne nous semble pas sérieux ; nous nous demandons si ce n'est pas plutôt de la perversité.

En effet, que représente la SOFIRAD aujourd'hui ?

Le temps me manque pour rappeler l'histoire de cette société holding qui, comme vous le savez tous, permettait jadis à l'Etat et donc au Gouvernement de contrôler, en étant actionnaire majoritaire ou unique, les radios commerciales grandes ondes, Europe 1, RMC, Sud Radio et Radio Caraïbes.

Aujourd'hui, il ne reste plus de cette époque que RMC, dont la privatisation vient d'échouer faute d'acquéreur, j'y reviendrai dans un instant.

Alors, que fait aujourd'hui la SOFIRAD ?

C'est le principal instrument de la politique audiovisuelle extérieure de la France, c'est donc un acteur essentiel de la présence culturelle française à l'étranger.

La SOFIRAD est une société anonyme, soumise au droit privé, mais détenue à 100 p. 100 par l'Etat. Elle permet à l'Etat français de disposer au côté du ministère des affaires étrangères d'un instrument plus souple qu'une administration pour les actions de coopération et de partenariat dans les radios ou télévisions à l'étranger, et principalement dans les zones francophones. La SOFIRAD, à travers ses nombreuses filiales regroupées en un pôle radio et un pôle télévision, permet en effet principalement deux types d'intervention.

Le premier, c'est la diffusion de programmes français à l'étranger par les moyens les plus performants, sur des zones économiquement peu ou pas immédiatement rentables mais où la France juge utile politiquement ou culturellement d'être présente.

Ces interventions sont essentiellement réalisées à travers des filiales détenues à 100 p. 100 par la SOFIRAD, et donc par l'Etat. C'est le cas, en radio, de la Somera (RMC, Moyen-Orient) et, en télévision, de Canal France International, banque de programmes français par satellite couvrant principalement l'Afrique et le Moyen-Orient.

Le second type d'interventions – et c'est l'aspect le plus intéressant et le plus important – est le montage de radios ou de télévisions en partenariat avec des sociétés publiques ou privées françaises ou étrangères, qui permettent de diffuser principalement des programmes français sur des zones, là encore, pas suffisamment immédiatement rentables pour que le privé s'en charge.

Il s'agit, là encore, du partenariat avec les pays où la culture et la langue françaises sont traditionnellement présentes.

Pour les radios, ces filiales sont Medi I au Maroc, qui couvre le Maroc et l'Algérie, et Africa n° 1 au Gabon, qui couvre l'Afrique de l'Ouest. En télévision, il s'agit de : 2 M au Maroc, première télévision à péage du Maghreb ; Canal Horizon en partenariat avec Canal Plus et les pays récepteurs, sur la Tunisie et plusieurs pays africains ; enfin, de TV5, que tout le monde connaît et qui, aujourd'hui, s'enorgueillit à juste titre d'être reçue dans 50 millions de foyers via les réseaux câblés en dehors de l'Hexagone.

Vouloir privatiser cet ensemble de sociétés n'est, je le répète, pas sérieux.

En effet, toutes les opérations que j'ai décrites ou toutes celles que peut entreprendre la SOFIRAD sont, par définition, dans l'un des quatre cas suivants.

Ces opérations sont accomplies pour le compte et sur ordre de l'Etat français, qui, je le rappelle, nomme le conseil d'administration et le président.

Elles sont menées en partenariat avec des pays étrangers pour lesquels la présence de l'Etat français à travers la SOFIRAD est une garantie, voire une condition essentielle de l'opération.

Ces opérations sont le plus souvent subventionnées par le ministère des affaires étrangères ou le ministère de la coopération ou par la SOFIRAD sur fonds propres.

Enfin, ces opérations sont pour la plupart rentables, la SOFIRAD ayant d'ailleurs vocation à se désengager si les sociétés montées en partenariat se développent.

Alors, deux questions se posent, monsieur le ministre, sur cet aspect.

La première : comment l'Etat peut-il renoncer à cet instrument essentiel de sa politique culturelle extérieure et à quel mécène avez-vous bien pu penser comme acheteur pour cet ensemble de sociétés non rentables ?

Seconde question : privatiser la SOFIRAD ne serait-ce pas plutôt de la perversité ?

Ne s'agirait-il pas, plutôt, après l'échec de la privatisation pour 500 millions de francs de Radio Monte-Carlo, de vendre au mieux RMC au prix des actifs de la SOFIRAD, soit 176 millions de francs ?

Cette privatisation pouvant, cette fois, se faire par simple décret, comme je le dénonçais tout à l'heure, et en dehors de toute procédure d'évaluation et d'appel d'offres.

J'espère, monsieur le ministre, que vous saurez nous rassurer. En attendant, je demande à notre assemblée d'adopter l'amendement de suppression que nous avons déposé. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Sur l'article 23, je suis saisi de quatorze amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° 198 est présenté par Mme Beaudeau, MM. Loridant, Billard et Minetti, et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 246 est déposé par M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard et Sergent, et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendant à supprimer cet article.

Les douze amendements suivants sont présentés par Mme Beaudeau, MM. Loridant et Billard, et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 199 a pour objet de compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception du Bureau central d'études d'ingénierie pour l'outre-mer, le BCOEM. »

L'amendement n° 200 vise à compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception de la Compagnie française pour le développement de fibres textiles, la CFDT. »

L'amendement n° 201 tend à compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception de la Compagnie française de navigation rhénane, la CFNR. »

L'amendement n° 202 a pour objet de compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception de Défense conseil international, DCI. »

L'amendement n° 203 vise à compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception de Orkem. »

L'amendement n° 204 tend à compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception du Centre d'étude des systèmes d'information des administrations, SA CESIA. »

L'amendement n° 205 a pour objet de compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception de la CSI du domaine de Grand Lieu. »

L'amendement n° 206 vise à compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception de la SEM d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de la région parisienne, la SEMMARIS. »

L'amendement n° 207 tend à compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception de la SEM d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Paris-La Villette, la SEMVI. »

L'amendement n° 208 a pour objet de compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception de la Société financière de radiodiffusion, la SOFIRAD. »

L'amendement n° 209 vise à compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception de la Société pour la construction et l'exploitation du tunnel du Mont-Blanc. »

Enfin, l'amendement n° 210 tend à compléter *in fine* le paragraphe I de l'article 23 par les mots : « à l'exception du Centre médical de cure climatique d'altitude "Les Neiges" ».

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 198.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cet amendement de suppression de l'article 23 pose une série de questions diverses sur lesquelles il nous semble particulièrement utile de revenir.

La première question est celle de la place de cet article et des dispositions qu'il recouvre dans le présent projet de loi.

Douze entreprises publiques de premier rang, dites de petite taille, mais dont l'utilité est pourtant réelle, sont mises en situation d'être privatisées par décret.

Quand on fait le tour de la question, on se rend compte qu'il est tout de même étonnant d'en arriver à cette méthode, surtout quand il s'agit d'entreprises dont le rôle stratégique est parfois réel comme en témoigne, en particulier, le cas de la SEMMARIS, société gestionnaire du marché de Rungis, ou encore le BCEOM, dont le rôle dans le processus de développement économique et social des départements d'outre-mer peut s'avérer significatif.

Dans cette optique, nous nous demandons ce que signifie ce cumul d'avantages fiscaux que le Sénat a adoptés tout à l'heure et qui sont accordés aux investisseurs immobiliers, tandis que les seules mesures prises pour solder les comptes consistent à vendre des entreprises publiques et à geler des crédits budgétaires selon des normes communes à tous les départements ministériels sans interrogation plus approfondie sur l'utilité des « pauses » dépenses ainsi gelées.

Il nous paraît tout de même quelque peu inquiétant que pour financer des mesures – certaines figurent dans le projet de loi – qui constituent des cadeaux fiscaux et dont l'efficacité est loin d'être prouvée en termes de création d'emplois, de relance de la croissance économique et de réponse aux besoins sociaux du pays, on en soit amené à vendre des entreprises publiques, sans autre forme de procès et sans réfléchir plus longtemps à leur utilité.

Sous le bénéfice de ces observations, je vous invite, mes chers collègues, à adopter cet amendement de suppression de l'article 23 du présent projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Massion, pour défendre l'amendement n° 246.

M. Marc Massion. Cet article 23 poursuit un mouvement commencé depuis 1993, je veux parler de l'allégement progressif des contraintes de procédures pour les privatisations. La loi de 1993 avait déjà fortement réduit les contraintes par rapport à celles qui avaient été instituées en 1986. Le décret du 29 août dernier a simplifié les procédures de gré à gré.

Aujourd'hui, allant toujours plus loin, le Gouvernement nous propose de dessaisir le Parlement de son droit d'expression sur un sujet aussi important que celui des privatisations, en particulier en ce qui concerne leurs conséquences sur l'emploi.

Voilà quelques mois, M. le Président de la République recommandait de s'interroger sur les conséquences pour l'emploi avant de prendre toute décision. Celle que vous vous apprêtez à prendre n'est pas bonne pour l'emploi. C'est pourquoi nous demandons la suppression de l'article.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour présenter l'amendement n° 199.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Monsieur le président, il aurait été intéressant d'entendre M. le ministre sur la question de fond relative aux privatisations, qui est soulevée par l'article 23. *(Marques d'approbation sur les travées du groupe communiste républicain et citoyen).*

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Si, pour le bon déroulement de nos travaux, Mme Beaudeau souhaite en cet instant connaître l'avis de la commission, je suis prêt à le lui donner. Cela pourrait permettre à nos travaux de se dérouler au rythme que nous souhaitons tous, en ce qui concerne la bonne information du Sénat mais aussi son efficacité.

La commission a estimé que les conditions prévues par l'article 23 étaient strictes. Seules les entreprises qui ne sont pas entrées dans le secteur public par une disposition législative et dont à la fois le chiffre d'affaires est inférieur à 1 milliard de francs et les effectifs à 1 000 personnes peuvent être privatisées par décret. En l'état actuel, cela pourrait concerner une douzaine d'entreprises seulement.

La commission ayant émis un avis favorable sur cet article, elle émettra un avis défavorable sur l'amendement tendant à le supprimer et sur les autres amendements visant à le modifier.

M. Jean Arthuis. *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je vais bien sûr répondre à l'interrogation de Mme Beaudeau. Nous ferons peut-être ainsi l'économie de la présentation des douze amendements visant à modifier l'article.

Il s'agit, par cet article, de simplifier les procédures de privatisation. Pour autant, il ne s'agit pas ici, ce soir, de décider la privatisation du Bureau central d'études d'ingénierie pour l'outre-mer, du Centre médical de cure climatique d'altitude « Les Neiges », de la Compagnie française pour le développement des fibres textiles, de la Compagnie française de navigation rhénane, de la société Défense Conseil International, de l'Orkem, du Centre d'étude des systèmes d'information des administrations, de la SCI du domaine du Grand Lieu, de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Paris-La Villette, de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de la région parisienne, de la SOFIRAD – j'ai compris que la privatisation de celle-ci ne poserait pas de problème puisque cette société n'a pratiquement plus d'activité – et, enfin, de la Société concessionnaire française pour la construction et l'exploitation du tunnel du Mont-Blanc.

En l'occurrence, il s'agit simplement de permettre au Gouvernement d'engager la privatisation, si les circonstances s'y prêtent.

Ce sont des sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à un milliard de francs et dont les effectifs sont inférieurs à mille personnes. En tout état de cause, la procédure sera celle qui est prévue pour toutes les privatisations, c'est-à-dire que le prix sera fixé après consultation de la commission de privatisation.

J'espère, madame Beaudeau, avoir répondu à vos interrogations et apaisé vos craintes. *(Signes de dénégation sur les travées du groupe communiste républicain et citoyen.)* J'ai cité les sociétés, donc j'ai en quelque sorte précisé le contenu des douze amendements concernés.

M. le président. Pour la clarté du débat, le Sénat va maintenant se prononcer sur les amendements de suppression de l'article. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 198 et 246, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Madame Beaudeau, vous avez maintenant la parole pour défendre l'amendement n° 199.

Mme Marie-Claude Beaudeau. L'article 23 n'ayant pas été supprimé, le groupe communiste républicain et citoyen propose maintenant au Sénat de compléter le paragraphe I par le nom de douze entreprises que nos moyens d'investigation ne nous permettaient pas de connaître.

C'est dans le rapport de M. Auberger, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, que nous avons trouvé le nom de ces entreprises.

L'amendement n° 199 vise le Bureau central d'études d'ingénierie pour l'outre-mer, le BCOEM.

Nous savons tous, mes chers collègues, que l'outre-mer souffre particulièrement de la crise économique qui sévit en France et dans le monde.

Je ne reviendrai pas sur les inégalités particulièrement criantes qui règnent dans les départements d'outre-mer. Je ne m'étendrai pas non plus sur le taux de chômage, qui est près de trois fois supérieur à celui qui est constaté en métropole, et que vous avez certainement tous en mémoire, mes chers collègues.

D'ailleurs, le Président de la République, en visite à la Réunion pour l'anniversaire de la départementalisation, a pu constater sur place le nombre important à la fois de chômeurs et de RMIstes.

Dans ces conditions, il paraît inconcevable d'envisager la privatisation d'un outil d'aménagement du territoire au service de l'intérêt national, qui nous paraît essentiel : le Bureau central d'études d'ingénierie pour l'outre-mer.

Tel est l'objet de l'amendement n° 199 que nous vous invitons à adopter, mes chers collègues. Mais, monsieur le ministre, nous avons relevé votre affirmation selon laquelle ce bureau d'études ne serait pas privatisé.

M. le président. La parole est à M. Renar, pour défendre l'amendement n° 200.

M. Ivan Renar. Cet amendement vise à ne pas autoriser la privatisation de la Compagnie française pour le développement de fibres textiles, la CFDT.

Je ne répéterai pas les arguments de fond qui nous font refuser la possibilité de privatiser par voie réglementaire.

Mais, monsieur le ministre, comment voulez-vous défendre et développer l'industrie textile en privatisant, donc en excluant de la maîtrise nationale, une compagnie comme la CFDT ? La réponse est évidemment négative.

C'est pourquoi, mes chers collègues, je vous demande d'adopter cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Billard, pour défendre les amendements nos 201 et 202.

M. Claude Billard. L'amendement n° 201 tend à retirer de la liste des entreprises privatisables par voie réglementaire la compagnie française de navigation rhénane.

Nous avons déjà exposé les raisons générales de notre opposition à ces privatisations par décret, véritable chèque en blanc donné au Gouvernement.

Pour cette entreprise, je souhaiterais toutefois ajouter que la maîtrise de l'aménagement du territoire nécessite que l'Etat conserve ses prérogatives.

A l'heure où les voies navigables sont mises au gabarit international, on peut légitimement se demander s'il est bien sage que l'Etat se prive de tels outils. Je vise particulièrement, à cet égard, la réalisation du canal Rhin-Rhône, dont la maîtrise, à notre avis, doit rester nationale.

Tel est le sens de l'amendement n° 201.

Quant à l'amendement n° 202, il vise à retirer de la liste des entreprises privatisables la société nationale Défense Conseil International, qui évolue dans le commerce des armes.

Il ne s'agit bien évidemment pas d'une activité comme les autres. Nous estimons, par conséquent, qu'il serait pour le moins sage que cette entreprise reste dans le giron de l'Etat.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre les amendements n°s 203, 204 et 205.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je ne reviendrai pas sur les raisons de fond qui nous conduisent à refuser la possibilité de privatiser les entreprises publiques de petite taille. J'entends bien que cette privatisation sera seulement possible et non obligatoire.

Cependant, nous pensons qu'il n'est pas bon que les salariés aient cette épée de Damoclès constamment suspendue au-dessus de leur tête. En effet, nous savons bien que, jusqu'à maintenant, toutes les privatisations ont entraîné des licenciements.

Dans ces conditions, comment les entreprises pourraient-elles prévoir leurs investissements ? L'amendement n° 203 vise Orkem, qui n'est pas, c'est vrai, la plus importante des entreprises concernées par l'article 23 puisque, d'après les informations qui nous ont été fournies, cette entité serait actuellement en quasi-sommeil et qu'elle n'emploie que très peu de personnes ; mais ses salariés sont inquiets pour leur avenir.

Cette société, filiale de Charbonnages de France, commercialisait des produits dérivés du charbon. Son activité, centrée sur un créneau bien précis, a été abandonnée par les Charbonnages de France. Cette société possède sans doute des brevets, des actifs qui pourraient être valorisables, qui appartiennent à la nation et qu'il convient de ne pas brader au secteur privé.

Conformément à notre position de fond refusant la privatisation des entreprises, notre amendement n° 203 vise à supprimer la possibilité de privatiser Orkem.

Quant à l'amendement n° 204, il tend à supprimer le Centre d'études des systèmes d'information des administrations de la liste des entreprises privatisables par voie réglementaire.

Comme son intitulé le signale, cette société est un prestataire informatique des administrations publiques.

En clair, l'article 23 prévoit de passer au secteur privé l'une des activités de nos administrations. Or, l'expérience prouve que ni les salariés ni les usagers n'ont à gagner à une telle décision.

C'est pourquoi, mes chers collègues, je vous invite à adopter l'amendement n° 204.

L'amendement n° 205 vise à la suppression de la liste des sociétés privatisables par voie réglementaire de la SCI du domaine de Grand Lieu.

Comme nous l'avons dit tout à l'heure, il s'agit de notre part d'une opposition de principe à toute possibilité de brader une part du patrimoine national par décret. Puisque le nom de cette entreprise a été publié dans le rapport écrit de M. Auberger, lors de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi portant DDOEF, nous vous invitons à adopter notre amendement, mes chers collègues.

M. le président. La parole est à Mme Luc, pour défendre l'amendement n° 206.

Mme Hélène Luc. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, la privatisation par décret de la société gestionnaire du marché d'intérêt national de Rungis, la SEMMARIS, pose d'incontestables questions qui dépassent très largement le cadre du projet de loi qui nous est présenté.

En effet, il n'est pas innocent de vouloir ainsi privatiser une entreprise qui, indépendamment de son chiffre d'affaires ou du nombre de ses salariés, joue un rôle particulièrement décisif dans l'économie du pays et, plus spécifiquement, dans celle du département du Val-de-Marne et de la région parisienne.

En effet, la SEMMARIS a pour rôle d'assurer la gestion du marché international de Rungis et, singulièrement, de suivre et de coordonner l'activité de l'ensemble des pavillons et des secteurs d'activité de ce grand marché de l'agroalimentaire. Elle est propriétaire des locaux.

Fondé à la fin des années soixante-dix, le marché d'intérêt national de Rungis est aujourd'hui une zone d'activités diverses de plus de 1 700 entreprises de toutes tailles employant directement plus de 12 000 personnes.

Nul doute que la privatisation de la société gestionnaire ne manquerait pas d'avoir des effets particuliers sur la situation de ces entreprises, notamment sur l'emploi et sur les conditions de travail.

Il s'agit essentiellement de petites entreprises, qui sont souvent raccrochées à des activités de production – c'est sensible dans le secteur de l'horticulture, en particulier – et qui tirent parti de la vocation première, confirmée par la loi du marché d'intérêt national, celle de fournir à notre production agricole une vitrine permanente du pays en termes de consommation.

Les dernières années ont toutefois été marquées par une intense restructuration des activités de chacun des secteurs du marché d'intérêt national, tendant à la fois à un processus de concentration, marqué notamment dans les secteurs de la marée et des produits carnés, et à un mouvement de dématérialisation des transactions auquel participent notamment les centrales d'achat des grands groupes de la distribution particulièrement actifs.

La SEMMARIS privatisée ne permettrait manifestement plus de résister à cette tendance lourde qui s'accompagne, comme on peut l'imaginer, de multiples opérations de prises de contrôle de fonds de commerce, attestant de la violence de la concurrence qui s'exprime actuellement.

Aujourd'hui, la SEMMARIS présente le caractère d'une société d'économie mixte, associant l'Etat, actionnaire majoritaire, les départements de Paris et du Val-de-Marne pour, ensemble, environ le quart du capital et, enfin, les groupements des professionnels du marché pour le solde dudit capital.

Il serait d'ailleurs intéressant de savoir si la privatisation de la part de l'Etat se ferait concurremment à celle de la Ville de Paris et qui seraient les personnes morales ou physiques se rendant propriétaires des parts cédées. En clair, monsieur le ministre, qui peut acheter la SEMMARIS ?

Nous doutons de la capacité des groupements de professionnels du marché d'intérêt national à le faire, d'autant que la valeur des bâtiments du site est aujourd'hui estimée à environ 1,2 milliard de francs lourds, ce qui n'est tout de même pas une petite affaire.

Nous croyons, hélas ! beaucoup plus à une prise de contrôle de l'essentiel du capital de la SEMMARIS par quelques-uns des plus grands groupes de la distribution, qui pourront, dès lors, imposer à loisir leur loi.

Il est en effet à craindre que la provatisation de la SEMMARIS ne conduise en définitive qu'à dévoyer les principes fondamentaux d'existence même des marchés d'intérêt national et n'aboutisse à la déshérence des dispositions législatives qui les ont fondés.

Soyons clairs : une fois privatisée, la société gestionnaire du plus important marché de gros de notre pays et même d'Europe quant au volume des transactions – il dépasse les 50 milliards de francs annuels – qu'est-ce qui pourra motiver le maintien en activité, sous les formes légales actuelles, des marchés d'intérêt national de province, et singulièrement de ceux qui sont implantés dans la partie méridionale de notre pays, où ils demeurent le site essentiel de transaction pour de très nombreux producteurs ? A l'évidence, peu de choses.

Il faut bien comprendre, ici, que la SEMMARIS, par le rôle qu'elle joue dans l'économie et dans l'ensemble des activités de la filière agroalimentaire, est l'un des facteurs essentiels de maintien et de développement de l'activité de cette filière.

M. le président. Veuillez conclure, madame Luc.

Mme Hélène Luc. Je termine, monsieur le président.

Quelle place sera laissée, dans un marché d'intérêt national livré aux appétits des groupes de la distribution, à la défense et à la valorisation des efforts de nos producteurs ?

Au-delà de la situation des producteurs du secteur agroalimentaire, nous sommes aussi très préoccupés, monsieur le ministre – et j'espère que vous me répondrez sur ce point – par la situation des petits commerçants. Ce n'est vraiment pas rendre service à nos commerçants et artisans que de placer sous la coupe de quelques groupes le marché de gros où ils viennent s'approvisionner.

Quel sens donner au « plan commerce » du Gouvernement dans ces conditions, quand le principal outil du secteur perd son caractère public ?

Cela constitue un bon motif de plus de refuser cette privatisation.

Telles sont toutes les raisons pour lesquelles nous nous plaçons aux côtés des salariés de la SEMMARIS et des petits commerçants. Ces questions fondamentales nous poussent à rejeter résolument le principe de la privatisation et à vous demander, mes chers collègues, d'adopter l'amendement n° 206. *(Applaudissements sur les travées du groupe communiste républicain et citoyen.)*

M. René Régnault. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme Borvo, pour défendre l'amendement n° 207.

Mme Nicole Borvo. Cet amendement prévoit de repousser l'éventualité de la privatisation de la société d'économie mixte d'aménagement du marché d'intérêt national de Paris - La Villette, la SEMVI.

Nous avons appris que cette société publique réalisait encore annuellement 4 millions de francs de chiffre d'affaires, ce qui n'est tout de même pas négligeable !

Le Gouvernement envisage la possibilité de privatiser cette société sans qu'un intérêt suffisamment apparent ne le justifie.

Dans ces conditions, nous souhaiterions que le représentant du Gouvernement nous précise les raisons qui pourraient le conduire à privatiser la SEMVI.

Dans l'attente de ces explications, nous proposons par cet amendement de retirer cette société de la liste des entreprises privatisables par voie réglementaire.

M. le président. La parole est à M. Renar, pour défendre l'amendement n° 208.

M. Ivan Renar. Cet amendement soulève le problème de la cession au secteur privé de la majorité des parts de la société financière de radiodiffusion, la SOFIRAD, que détient aujourd'hui l'Etat français.

En matière audiovisuelle, le tour de table est vite effectué quand il s'agit de savoir qui sont les repreneurs potentiels des actifs concernés : on a le choix entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, le groupe Berlusconi, quelques grands réseaux multimédia, voire une société comme le concessionnaire du réseau de la première chaîne de télévision.

Sur le fond, la SOFIRAD gère la présence publique dans le capital des principales stations de radiotélévision périphériques, notamment dans celui de Radio Monte-Carlo, et sa privatisation pose, en fait, la question de savoir ce que deviendraient lesdites sociétés dès lors que la SOFIRAD y joue un rôle prépondérant.

On peut légitimement craindre que l'un des effets de la privatisation de la SOFIRAD ne soit de mettre en cause l'existence même du réseau RMC, qui connaît aujourd'hui des difficultés financières majeures mais qui a aussi un rôle spécifique à jouer dans le cadre du rayonnement de la francophonie dans le bassin méditerranéen.

M. le président. La parole est à Mme Borvo, pour défendre l'amendement n° 209.

Mme Nicole Borvo. Cet amendement tend à supprimer la possibilité de privatisation par décret de la Société du tunnel du mont Blanc.

Cette société, qui a eu dans le passé quelques dirigeants illustres – notamment M. Balladur, pour ceux qui l'ignoreraient – a présidé à la réalisation du tunnel reliant la France et l'Italie.

Il faut tout de même se poser la question – et je vous demande d'y répondre, monsieur le ministre – de savoir si une telle privatisation n'entre pas en contradiction avec la coopération mise en œuvre avec l'Italie. De plus, comme l'a souligné mon collègue M. Daniel Colliard à l'Assemblée nationale, cet ouvrage devra revenir dans quelques années dans le domaine public.

Dans ces conditions, il n'y a vraiment aucune raison de privatiser cette société. C'est tout le sens de notre amendement.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 210.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cet amendement concerne la situation particulière du centre de cure climatique Les Neiges.

Après nous être inquiétés de savoir où se trouvait ce centre de cure climatique, puisque M. Auberger l'avait inclus dans sa liste, nous avons pu en déterminer l'emplacement sur un versant particulièrement bien exposé des montagnes entourant la commune de Briançon, sous-préfecture et seconde ville du département des Hautes-Alpes.

Le centre de cure Les Neiges existe depuis 1930, traduisant d'ailleurs, de par son existence même, l'une des activités essentielles de la localité haute-alpine, à savoir l'existence d'un pôle sanitaire et social particulièrement important.

Un peu de géographie nous permet en effet de nous rappeler que la ville de Briançon présente un double intérêt au point de vue sanitaire : elle est située à une altitude moyenne – environ 1 100 mètres – et elle bénéficie d'un ensoleillement exceptionnel, très largement supérieur à celui de nos grandes régions urbaines et assez voisin de celui de la Provence toute proche.

En poussant un peu plus notre découverte du site, nous pouvons également souligner que la ville de Briançon comptait, au dernier recensement, un peu plus de 12 000 habitants, dont plus de 1 000 se trouvent être des personnes accueillies dans l'une des structures du pôle sanitaire et social de la localité.

Ces 1 000 lits d'accueil de personnes souffrant de troubles respiratoires ou, plus récemment, des maladies développées à partir du syndrome immunodéficitaire acquis, génèrent aujourd'hui plus de 1 300 emplois directs, et il y a fort à parier que l'essentiel de l'activité commerciale de la ville est étroitement dépendant de l'existence de ces emplois.

Le centre Les Neiges présentait la particularité d'être, dans ce pôle et en dehors de l'hôpital public, la seule structure d'accueil directement gérée par l'Etat, et singulièrement, à l'origine, par le ministère de la défense.

Cette affiliation originelle découlait naturellement de l'autre particularité de la vie locale, fondée sur la présence d'un régiment de chasseurs alpins et d'un patrimoine militaire significatif.

M. Emmanuel Hamel. Un bataillon !

Mme Marie-Claude Beaudeau. Oui, vous avez raison, monsieur Hamel : un bataillon !

Le centre Les Neiges a ensuite évolué pour accueillir en traitement des personnes issues de toutes les branches de la fonction publique ou venues d'entreprises publiques, comme c'est le cas des agents de la RATP qui nous ont rapporté cette réalité.

Le centre a, de même, employé près de 200 personnes et sa fermeture à la date du 1er janvier dernier pose, en fait, les véritables questions liées à la privatisation que l'on nous demande d'avaliser.

Je souligne à nouveau qu'il était le seul établissement public sur l'ensemble de la zone sanitaire de Briançon.

Sa fermeture découle, selon toute vraisemblance, de la stricte application des critères relatifs à la définition du schéma régional d'organisation sanitaire et sociale, aux termes desquels on a pu conclure, dans le cas des Hautes-Alpes, à l'existence d'un suréquipement en matière sanitaire au regard de la population du département et des besoins potentiels que cette réalité démographique laissait augurer.

Il est d'ailleurs remarquable de constater que c'est cet établissement public qui a été fermé et non l'un des très nombreux établissements de droit privé qui continuent, pour leur part, de fonctionner.

Il est aussi paradoxal de constater que le choix de la privatisation intervient alors même que les services de l'hôpital de Briançon étudient la possibilité de réutiliser les locaux du centre de cure en service de long séjour pour personnes âgées, vocation qui semble, hélas ! promise à un nombre grandissant d'établissements hospitaliers publics.

Comment mener à bien cette réflexion si la privatisation du centre Les Neiges conduit à désaffecter le centre de sa fonction première et à lui donner, ce qui pourrait se concevoir compte tenu de sa situation, le caractère d'un équipement touristique de plus dans cette partie du pays ?

Nous avons souligné que 1 300 emplois directs existaient dans ce domaine dans cette ville.

Nul n'ignore, de plus, que le budget de la localité est aujourd'hui gravement mis en difficulté et que la dette par habitant à Briançon est l'une des plus élevées de notre pays.

Il est donc à craindre que le mouvement de restructuration dans le secteur sanitaire et social, que la fermeture et la privatisation du centre Les Neiges engagent ne conduise à faire disparaître de nombreux emplois, et donc ne contribue à déstabiliser et l'économie locale et la situation financière de la collectivité publique.

C'est sous le bénéfice de ces observations que j'invite le Sénat à adopter cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nos 199 à 210 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* J'ai indiqué tout à l'heure les raisons pour lesquelles la commission des finances était défavorable à tous ces amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement est également défavorable à l'ensemble de ces amendements.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 199, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

M. Emmanuel Hamel. Je vote cet amendement, ainsi que tous ceux qui vont suivre.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 200, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 201, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 202, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 203, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 204, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 205, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 206, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 207, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 208, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 209, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 210, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste républicain et citoyen.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 72 :

Nombre de votants	316
Nombre de suffrages exprimés	316
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour l'adoption	151
Contre	164

Le Sénat n'a pas adopté. *(Murmures sur les travées socialistes et sur celles du groupe communiste républicain et citoyen.)*

Rectifications au sujet d'un vote

M. Charles Revet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Revet.

M. Charles Revet. Monsieur le président, sur la lancée des votes précédents, mon groupe, qui souhaitait, bien entendu, voter pour l'article et soutenir le Gouvernement, a été amené, par erreur, à exprimer un vote contre.

Je demande donc qu'il soit enregistré que l'ensemble du groupe des Républicains et Indépendants souhaitait voter pour l'article 23.

M. Raymond Soucaret. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Soucaret.

M. Raymond Soucaret. Monsieur le président, il se trouve que le groupe du RDSE a commis la même erreur que le groupe des Républicains et Indépendants. *(Exclamations sur les travées socialistes.)*

Mme Hélène Luc. Ce n'est pas sérieux !

M. Raymond Soucaret. Ce n'est pas une question de sérieux, madame, c'est une erreur !

Mme Hélène Luc. Après tout, c'est bien ainsi !

M. Philippe Adnot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Adnot.

M. Philippe Adnot. Monsieur le président, la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe a également voté contre l'article alors qu'elle entendait voter pour. *(Exclamations sur les mêmes travées.)*

M. le président. Mes chers collègues, je ne peux que vous donner acte de ces mises au point.

Le Gouvernement n'aura qu'à demander une seconde délibération sur cet article.

3

DÉPÔT D'UN RAPPORT DU GOUVERNEMENT

M. le président. M. le président a reçu de M. le Premier ministre, en application de l'article 5 de la loi de programmation du 6 janvier 1995 relative à la justice, le rapport sur la révision de la carte judiciaire.

Acte est donné du dépôt de ce rapport.

Le Sénat va maintenant interrompre ses travaux ; il les reprendra à vingt et une heures quarante-cinq.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-neuf heures quarante-cinq, est reprise à vingt-et-une heures quarante-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

4

DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi (n° 259, 1995-1996), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. [Rapport (n° 270, 1995-1996) et avis (n° 272, 1995-1996).].

Dans la discussion des articles, nous en sommes parvenus à l'article 24 et il reste 115 amendements à examiner.

Je demanderai donc aux différents intervenants d'être le plus concis possible afin d'en terminer à une heure pas trop tardive.

M. Charles Revet. Tout dépend de ce que l'on entend par heure tardive !

Mme Hélène Luc. J'avais dit en conférence des présidents que le temps prévu pour l'examen de ce texte était trop court. Il aurait mieux valu reporter la suite du débat à une autre séance.

M. le président. Madame le sénateur, pour l'instant nous sommes embarqués sur le même bateau ; il faut que nous le menions à bon port.

Mme Hélène Luc. Ne nous demandez pas de brader la discussion !

M. le président. J'ai seulement demandé que les orateurs soient le plus concis possible. La concision est compatible avec une bonne explication.

Nous poursuivons la discussion du titre V. La division « Section 2 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 24

M. le président. « Art. 24. – I. – L'article 6 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations est ainsi modifié :

« – au deuxième alinéa, les mots : "de ces certificats d'investissement ou certificats pétroliers" sont remplacés par les mots : "des certificats d'investissement" ;

« – au troisième alinéa, les mots : "ou de certificats pétroliers" sont supprimés. »

« II. – Le premier alinéa du III de l'article premier de la loi n° 57-716 du 26 juin 1957 portant assainissement économique et financier est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Un arrêté du ministre chargé de l'économie peut prévoir que les certificats pétroliers encore détenus par le public à l'issue d'offres publiques d'échange sont obligatoirement échangés contre des actions, détenues par l'organisme émetteur de certificats pétroliers, de sociétés de recherches, d'exploitaiton ou de transformation d'hydrocarbures ; l'échange intervient alors sur la base d'une parité fixée à dire d'experts. » – *(Adopté.)*

M. le président. La division « Section 3 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 25

M. le président. « Art. 25. – La loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations est ainsi modifiée :

« 1° Au 3° du I de l'article 10, les mots : "ou de certains types d'actifs de la société ou de ses filiales" sont insérés après les mots : "cession d'actifs" ;

« 2° L'article 10-1 est abrogé ;

« 3° Dans le dernier alinéa de l'article 11, les mots : "aux cessions mentionnées au second alinéa de l'article 4" sont remplacés par les mots : "et de l'article 12 aux autres opérations soumises aux dispositions du présent titre". »

Sur cet article, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 94, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent de supprimer cet article.

Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° 211 rectifié est présenté par Mme Beaudeau, MM. Loridant, Billard, Minetti et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 247 est présenté par MM. Richard, Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendent à supprimer le troisième alinéa (2°) de l'article 25.

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre les amendements n°s 94 et 211 rectifié.

Mme Marie-Claude Beaudeau. L'article 25 s'inscrit pleinement dans le processus d'accélération, d'approfondissement, voire d'élargissement des privatisations. Comment comprendre, en effet, autrement les trois alinéas de cet article ? Je pense notamment au troisième alinéa qui ouvre tout grand l'accès d'entreprises qui souvent constituent des piliers de notre industrie et de notre économie aux capitaux étrangers.

L'objet de l'amendement n° 94 est donc de supprimer cet article.

Quant à l'amendement n° 211 rectifié, si notre amendement précédent n'était pas adopté, il vise à supprimer le troisième alinéa de l'article 25, qui tend à faciliter la réalisation des opérations de privatisation prévues dans la loi de juillet 1993.

L'analyse de la situation des premières privatisations nous amène à constater que les recettes attendues à l'issue de ces opérations commencent à connaître des limites dues pour une part essentielle au scepticisme grandissant des marchés.

Dans le même temps, les exigences que le Gouvernement cherche à nous imposer afin de respecter les critères de convergence conduisant, je dirai, à l'exaltant horizon de la monnaie unique conduisent à mettre en place les outils nécessaires à la poursuite de ce programme de privatisations et donc de revoir les règles actuellement applicables.

C'est le sens de l'article 25 qui ne vise qu'à lever l'exclusive que constituait la possibilité pour des investisseurs étrangers de disposer de 20 p. 100 du capital des entreprises privatisables.

Dans de nombreux domaines, je pense en particulier aux industries de défense et à la privatisation de la Société aérospatiale ou à celle de la SNECMA, la possibilité de rachat de parts par des investisseurs étrangers conduira immanquablement à la liquidation de pans entiers de nos activités économiques.

C'est la raison pour laquelle nous proposons à nos collègues d'adopter notre amendement n° 211 rectifié.

M. le président. La parole est à M. Massion pour défendre l'amendement n° 247.

M. Marc Massion. Monsieur le ministre, l'article 25 est supposé vous aider à résoudre en partie vos difficultés à réaliser votre programme de privatisation.

La poursuite de ce programme se révèle pour le moins difficile et on se demande bien comment seront obtenus les 40 milliards de francs de recettes prévues pour cette année.

Les petits investisseurs, pourtant choyés par le biais d'attribution d'actions gratuites et par les nombreuses carottes fiscales, par les prix de vente défiant toute concurrence et qui ont fait perdre plus de 10 milliards de francs aux contribuables, délaissent pourtant les privatisés. Il est vrai qu'en termes de performance boursière, en dehors de la Seita, les résultats ne sont pas fameux ; dans la pluplart des cas, ils sont négatifs.

Devant ces difficultés, vous faites sauter un des derniers principaux verrous à la vente à des intérêts étrangers de fleurons de notre économie nationale.

La loi de 1986 avait posé une limite de 20 p. 100 pour la détention du capital d'entreprises privatisées par des investisseurs non communautaires. La loi de 1993 avait assoupli cette interdiction ; vous proposez aujourd'hui de la supprimer. S'agissant d'entreprises qui jouent un rôle indispensable dans le développement de la France, il apparaît nécessaire de conserver au minimum cette limite de 20 p. 100.

Tel est l'objet de l'amendement que je présente à la Haute Assemblée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* S'agissant de l'amendement n° 94, l'exposé des motifs indique qu'il s'agit de s'opposer aux privatisations par décret. Or ce n'est pas l'objet de l'article 25, qui, au contraire, prévoit d'étendre les avantages dont peuvent bénéficier les salariés, à l'occasion d'opérations de privatisations, aux opérations qui ont lieu de gré à gré ou par appel d'offres. L'avis de la commission est donc défavorable.

S'agissant des amendement nos 211 recifié et 247, le verrou proposé est totalement incontrôlable aujourd'hui, dès lors que le capital d'une entreprise est placé sur les marchés. Il s'agit d'une limite qui est, aux yeux de la commission, complètement artificielle. De plus, je rappelle que la France a fait l'objet de critiques répétées de l'OCDE à ce sujet. L'avis de la commission est donc également défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 94, 211 rectifié et 247 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement est défavorable à l'amendement n° 94, à l'amendement n° 211 rectifié ainsi qu'à l'amendement n° 247.

M. Charles Revet. Très bien !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 94, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 211 rectifié et 247, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen vote contre.

M. Marc Massion. Le groupe socialiste également.

(L'article 25 est adopté.)

Article 25 *bis*

M. le président. « Art. 25 *bis.* – I. – A l'article premier de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations, après les mots : "cession de titres," sont insérés les mots : "cession ou émission de titres assortis d'options d'acquisition ou de souscription de titres, sous réserve que le transfert au secteur privé de la majorité du capital de l'entreprise ne puisse résulter de l'exercice de ces options d'acquisition ou de souscription,".

« II. – Dans le neuvième alinéa de l'article 3 de la même loi, après les mots : "la valeur boursière des titres," sont insérés les mots : "le cas échéant, des éléments optionnels qui y sont attachés,".

« III. – Le troisième alinéa du I de l'article 2 de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation est complété par les mots : "à l'exception des cas où la cession résulte de l'exercice d'options d'acquisition ou de souscription attachées à des titres cédés à l'occasion d'une opération de cession antérieure".

« IV. – A l'article 9 de la loi de finances rectificative pour 1993 (n° 93-859 du 22 juin 1993), les mots : "actions cédées" sont remplacés par les mots : "titres cédés". »

Sur cet article, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° 212 est présenté par Mme Beaudeau, MM. Loridant, Billard, Minetti et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 248 est déposé par M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

Par amendement n° 290, le Gouvernement propose de compléter *in fine* l'article 25 *bis* par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... – Au troisième alinéa du I de l'article 2 de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation, les mots : "10 p. 100" sont remplacés par les mots : "20 p. 100". »

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 212.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Nous proposons de supprimer l'article 25 *bis,* qui a été introduit à l'Assemblée nationale par le biais d'un amendement du Gouvernement.

Cette disposition consiste à améliorer les techniques de privatisation des entreprises publiques. Elle devrait permettre la réalisation des opérations de privatisation par cession de titres assortis de bons d'acquisition ou de souscription d'actions.

Le Gouvernement est manifestement gêné par les difficultés rencontrées pour vendre le patrimoine national. En effet, l'état du marché boursier ne le permet pas, pas plus d'ailleurs que le pouvoir d'achat des particuliers qui pourraient être intéressés par de telles opérations.

L'expérience nous montre d'ailleurs que ces petits souscripteurs ne pèsent pas d'un grand poids dans les assemblées générales d'actionnaires.

En conséquence, nous nous opposons, par notre amendement, à l'octroi de nouvelles facilités pour la vente du patrimoine national, et nous demandons à nos collègues d'adopter notre amendement n° 212.

M. le président. La parole est à M. Régnault, pour présenter l'amendement n° 248.

M. René Régnault. Nous demandons également la suppression de l'article 25 *bis,* dans la mesure où les dispositions que celui-ci prévoit témoignent à l'évidence – cela vaudra d'ailleurs aussi explication de vote par anticipation sur l'amendement suivant du Gouvernement – des difficultés que le Gouvernement rencontre pour procéder aux privatisations. Il multiplie ainsi les assouplissements, les commodités et les avantages, et il se prive par ailleurs des moyens de contrôler ces privatisations.

L'article 25 *bis* a été introduit à l'Assemblée nationale par le Gouvernement lui-même, lequel Gouvernement se prépare, je le répète, à aller encore plus loin au moyen de l'amendement qui sera présenté dans un instant.

Cette disposition vise à faciliter les privatisations en les rendant plus attractives. Le catalogue des avantages liés aux opérations de privatisation est pourtant plus que conséquent, mais cela ne suffit pas puisque de nouveaux avantages sont consentis.

J'en mentionnerai deux en particulier. Le premier touche à l'introduction de la technique des actions assorties de bons d'acquisition ou de souscription d'actions, ce qui peut permettre de placer plus facilement les actions des entreprises privatisées à l'étranger, et le second est constitué par le dispositfi du paragraphe IV, qui mériterait une explication plus longue qui nous sera

donnée, je l'espère, dans un instant par le Gouvernement lorsqu'il s'expliquera sur nos amendements et sur le sien en particulier.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement n° 290 et donner l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 212 et 248.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Voici, je l'espère, les indications, les explications, les informations qu'attend M. Régnault.

La disposition proposée est une disposition technique destinée à faciliter la poursuite et, dans certains cas, l'achèvement du processus de privatisation décidé par le Parlement.

La réalisation des opérations de privatisation selon les procédures de marché laisse le plus souvent à l'Etat des participations résiduelles de taille réduite – inférieure à 20 p. 100 – qu'il est donc amené à céder ultérieurement. Afin de valoriser au mieux ces participations, l'Etat doit pouvoir recourir aux procédures habituelles des marchés pour la cession de blocs d'actions, procédures qui diffèrent nettement de celles qui sont utilisées pour les cessions majoritaires et dont l'emploi nécessite une grande rapidité de réaction et une grande souplesse dans la conduite de l'opération, afin de bénéficier de possibilités de placement au meilleur prix de ces blocs d'actions, c'est-à-dire au meilleur niveau de cours et avec la décote la plus réduite. La récente opération de cession de 4 p. 100 du capital de Total en est une illustration.

La loi du 19 juillet 1993 de privatisation a fixé à 10 p. 100 le niveau de participation en deçà duquel les cessions de titre pouvaient être réalisées sans que soit appliqué l'ensemble du dispositif de privatisation, dont les fortes contraintes ne sont en réalité justifiées que dans le contexte de la privatisation et peuvent se révéler contraires à l'intérêt patrimonial de l'Etat pour des opérations de taille réduite en ce qu'elle le prive de la souplesse nécessaire pour bénéficier des meilleures conditions possibles. A l'expérience, il apparaît donc souhaitable de relever ce seuil pour le porter à 20 p. 100 afin de couvrir l'ensemble des participations de taille réduite résultant des opérations de cession majoritaire et qui, à l'intérieur d'un groupe privé, ne pourraient donner lieu à consolidation.

J'ajoute que le Gouvernement est défavorable aux amendements n°s 212 et 248.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n°s 212, 248 et 290 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission ne peut qu'être défavorable aux amendements de suppression n°s 212 et 248, surtout après avoir entendu l'avis du Gouvernement.

Quant à l'amendement n° 290, il prévoit une mesure technique...

M. René Régnault. Plus que technique !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* ... qui apporte effectivement une certaine souplesse aux procédures actuelles et qui n'enlève rien aux garanties nécessaires aux opérations de privatisation.

Par ailleurs, M. le ministre vient de nous indiquer qu'il s'agit d'un intérêt patrimonial de l'Etat et la commission des finances n'est jamais insensible à cette dimension. C'est la raison pour laquelle elle est favorable à l'amendement du Gouvernement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n°s 212 et 248, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 290, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25 *bis*, ainsi modifié.

(L'article 25 bis *est adopté.)*

M. le président. La division « Section 44 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 26

M. le président. « Art. 26. – Un ou plusieurs représentants de l'Etat peuvent être nommés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés dont plus de la moitié du capital social est détenue, directement ou indirectement :

« – par une entreprise du secteur public mentionnée aux 1, 2 ou 3 de l'article premier de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public ;

« – ou conjointement par l'Etat, un établissement public de l'Etat et, le cas échéant, des collectivités territoriales.

« Leur nombre est fixé par décret et ne peut excéder six ni le tiers des membres du conseil d'administration ou de surveillance.

« Les dispositions des articles 95 et 130 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ne sont pas applicables à ces représentants, qui ne sont pas pris en compte pour la détermination du nombre minimal et du nombre maximal de membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance fixés par les articles 89 et 129 de la même loi.

« Le mandat de ces représentants est gratuit, sans préjudice de remboursement par l'entreprise des frais exposés pour l'exercice dudit mandat. » – *(Adopté.)*

La division « Section 5 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article additionnel avant l'article 27

M. le président. Par amendement n° 213, Mme Beaudeau, M. Loridant, Mme Luc, MM. Renar, Ralite et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, avant l'article 27, un article additionnel rédigé comme suit :

« I. – Les dispositions du titre IV de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication sont abrogées.

« II. – Les actionnaires de la société Télévision Française 1 sont indemnisés par versement annuel d'une somme égale à 1 p. 100 du chiffre d'affaires de ladite société, à concurrence du montant de sa valeur de cession. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Nous aurions souhaité engager la discussion sur le secteur public de la communication. Nous pensons que ce n'est pas le moment de débattre d'une question aussi importante et, par conséquent, je retire l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 213 est retiré.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Ce n'est que partie remise !

Article 27

M. le président. « Art. 27. – La Société française de production et de création audiovisuelles est ajoutée à la liste des entreprises figurant à l'annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation. »

Sur l'article, la parole est à Mme Pourtaud.

Mme Danièle Pourtaud. La Société française de production aura décidément été une victime des gouvernements de droite.

La cause de tous ses malheurs remonte à l'année 1986, où la loi Léotard du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication a modifié le statut de cette société, l'entraînant dans une logique libérale et concurrentielle.

En effet, l'article 52 de cette loi a soumis la SFP à la loi du 24 juillet 1966 qui régit les sociétés anonymes. Cette loi a, en outre, mis fin aux « commandes obligatoires » des chaînes publiques à la SFP.

Enfin, pour mieux achever cet organisme, lui était supprimée, toujours par François Léotard, sa part annuelle de redevance.

Dès ce moment, l'arrêt de mort de la SFP était signé puisqu'elle se trouvait ainsi placée dans une logique de concurrence avec le secteur privé de la production, appelé à se développer dans les années suivantes, secteur privé bénéficiant de conditions économiques extrêmement favorables par rapport à celles auxquelles restait soumise une SFP dotée d'un personnel fixe.

L'embauche de personnels intermittents du spectacle a en effet permis aux entreprises de production du secteur privé de fournir des devis nettement inférieurs à ceux de la SFP durant toute cette période.

Parallèlement, la SFP, dont les capacités de production ne sont pas employées à 100 p. 100, devait affronter une autre concurrence, paradoxale celle-là, la concurrence des sociétés publiques ayant recours à leurs propres structures de production : France 3, France 2, qui se dote d'importants studios, le Loto et même le Sénat !

La SFP a donc été soumise à une concurrence déloyale, d'autant plus déloyale que la production indépendante perçoit de très nombreuses aides indirectes de l'Etat : compte de soutien, Assedic...

Certes, la SFP, par deux fois, a été recapitalisée. Mais Bruxelles a fait connaître son opposition à de telles méthodes.

Aujourd'hui, comme unique solution à tous ses maux, le Gouvernement préconise sa privatisation.

Tant pour des raisons qualitatives que sociales, une telle solution m'apparaît inacceptable pour deux raisons principales.

Sur le plan social, tout d'abord, on va assister à une précarisation accrue des professions de la production en France. La SFP, depuis douze ans, n'a plus eu les moyens d'embaucher de nouveaux personnels. Il est à craindre qu'une fois privatisée et pour pallier les départs à la retraite, la société n'ait massivement recours aux intermittents, système beaucoup plus avantageux fiscalement pour l'employeur, chacun le sait. A terme donc, il n'y aura plus de personnels fixes dans la production.

Sur le plan de la qualité de la production, ensuite, on ne peut que s'inquiéter du sabordage progressif de la SFP auquel on assistera inévitablement. Nous avons pourtant, en France, un outil de production exceptionnel. Les quelque 150 métiers d'art qui constituent la maison SFP font des envieux à l'échelon international, dans le secteur de la production.

Toutes ces raisons fondent mon opposition à la privatisation de la SFP. L'avenir même de la société est en cause. Les garanties sur le maintien de son personnel et des droits acquis ne me semblent pas suffisantes. J'y reviendrai lors de l'examen des amendements.

Comptez-vous demander au repreneur privé de faire ce que l'Etat n'a pas été capable de faire ?

Avez-vous trouvé ce repreneur privé ?

Quel sera le coût effectif de la cession ?

La somme ainsi engrangée par l'Etat reviendra-t-elle à l'audiovisuel public ou à la production qui en ont bien besoin ?

Toutes ces incertitudes sur l'avenir de la SFP, de ses personnels et de la production française nous amèneront à demander la suppression des articles 27 et 28 du projet de loi et, à défaut, à voter contre leur adoption.

M. le président. La parole est à Mme Luc.

Mme Hélène Luc. Ils sont aujourd'hui nombreux à attendre les résultats de nos débats...

M. Philippe Marini. Suspens !

Mme Hélène Luc. ... mais peut-être l'article 27, tout comme l'article 23, sera-t-il repoussé par le Sénat.

Combien étaient-ils à imaginer que, au hasard de la discussion d'un texte, qu'il faut bien qualifier de fourre-tout très dangereux, relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, on privatiserait leur outil de travail ? Je veux parler des personnels de cette société de production qui, durant de longues années, ont participé au rayonnement audiovisuel et donc culturel de notre pays.

Est-ce là le printemps promis à la France par M. Juppé et son gouvernement ?

Est-ce là, monsieur le ministre, votre conception de la démocratie et du débat public qu'aurait mérité, à n'en pas douter, l'initiative de cette privatisation ?

Comment vouloir défendre, comme vous le dites, monsieur le ministre, avec votre gouvernement, une identité nationale et européenne de notre culture et, dans le même temps, indiquer que la SFP n'est pas en mesure de lutter à armes égales avec la concurrence nationale et internationale ?

Les actes sont donc, comme dans bien des domaines de la politique du Gouvernement, opposés aux paroles, qui deviennent dénuées de tout sens.

La privatisation de la SFP, l'anéantissement de tout secteur public de production : est-ce là votre réponse à cette concurrence sauvage que vous dénoncez et à laquelle, au fond, vous laissez libre cours, quand vous ne l'encouragez pas ?

Le ministre de la culture évoque le multimédia, les enjeux de l'audiovisuel, les investissements et les sources de richesse, et donc l'emploi à venir dans ce secteur. Mais, dans le même temps, il laisse le champ libre à la domination américaine en privatisant le dernier outil de la production nationale.

Le projet de privatisation qui nous est soumis est le résultat d'un long et douloureux acharnement à vouloir démanteler ce qui reste de notre audiovisuel public.

« La SFP coûte cher », dites-vous. Non ! Ce qui coûte cher, c'est l'entêtement des gouvernements successifs à ôter à cette société publique les moyens d'assurer ses missions, pourtant fondamentales, pour la qualité de notre télévision, par exemple.

Le temps me manque pour retracer en détail les faits qui ont conduit à la situation actuelle.

La SFP a été créée en 1974, lors de l'éclatement de l'ORTF. Sa situation est le résultat de la déréglementation de notre paysage audiovisuel.

Seuls l'attachement des personnels à leur entreprise et la qualité de leur travail ont permis de maintenir la SFP, qui est un élément moteur de notre patrimoine culturel audiovisuel.

Je tiens à vous dire, monsieur le ministre, pour m'être rendue à Bry-sur-Marne, que je peux témoigner de l'attachement des personnels au travail bien fait et de leur désir de rayonnement culturel de la France.

Aujourd'hui, ces personnels se sentent spoliés par la privatisation que vous envisagez. Mais elle n'est pas encore réalisée, monsieur le ministre, dites-le vous bien !

Pour toute reconnaissance de leur dévouement au service public, et pour toute récompense, ils ont entendu parler ce matin de centaines de licenciements !

Il y eut, à un moment donné, les obligations de commande. La cession de TF 1 au privé prévoyait une obligation de commande de l'ordre de 600 millions de francs à la SFP. Mais cette obligation n'a été respectée qu'une seule année.

La loi de finances prévoyait les commandes obligatoires, mais les chaînes publiques ne les ont pas respectées.

De 1974 à 1990, la SFP ne perçoit plus la redevance et ne bénéficie plus de commandes obligatoires.

Laxisme, gâchis...

M. le président. Veuillez conclure madame Luc.

Mme Hélène Luc. Certes, monsieur le président.

M. le président. Tout à l'heure, vous avez largement dépassé votre temps de parole.

Mme Hélène Luc. Je ne demanderai pas la parole pour explication de vote, monsieur le président, et cela reviendra au même !

M. le président. Il ne vous appartient pas d'interpréter le règlement dans un tel sens.

Mme Hélène Luc. Laxisme, gâchis, absence totale de contrôle de l'utilisation des fonds publics par les chaînes publiques, tels sont les maux dont souffre la SFP. Et l'Etat en porte, selon nous, l'entière responsabilité.

De plans de licenciement en plans de restructuration, l'Etat, qui laisse s'accumuler les difficultés, est toujours intervenu trop tard et sous la pression, ce qui a contraint cette société à recourir à l'emprunt.

Enfin, comment ne pas parler aujourd'hui du scandale financier que représente la vente des Buttes-Chaumont à M. Bouygues ?

M. le président. Madame Luc, je vous prie de conclure.

Mme Hélène Luc. Monsieur le président, j'en ai pour une minute !

Les terrains ont été bradés – 253 millions de francs – alors que la SFP a assumé 60 millions de frais financiers. Nous avions fortement dénoncé cette vente avec les élus communistes, conseillers municipaux de Paris et parlementaires. Nous étions à leurs côtés et nous le sommes encore.

Aujourd'hui, les personnels de cette société, comme nous, n'acceptent pas le principe même de la privatisation. De 1974 à aujourd'hui, des milliers de personnes, parmi lesquelles de nombreux créateurs, techniciens, cadres, artistes, se sont mobilisées pour maintenir en vie un secteur de production audiovisuel national à la hauteur des enjeux culturels de demain.

M. le président. Si vous continuez, madame Luc, vos propos ne figureront plus au *Journal officiel.*

Mme Hélène Luc. Plus encore, les amendements à la directive européenne « Télévision sans frontières » illustrent, s'il en était besoin, qu'un certain nombre de pays restent farouchement attachés à la sauvegarde de leur spécificité culturelle.

La SFP participe de cette spécificité culturelle. Elle est notre usine à rêves. Et nous voulons la conserver.

Non ! la privatisation n'a rien d'inéluctable ! « Nous voulons sauver l'emploi », dites-vous. Alors, œuvrons à combattre la déréglementation... *(Le micro de l'orateur est coupé.)*

M. le président. Madame Luc, permettez au président de séance de vous rappeler que vous ne pouvez pas interpréter le règlement à votre guise et considérer que vous poursuivrez votre intervention sur l'article en expliquant votre vote.

Mme Hélène Luc. J'ai le droit d'expliquer mon vote et je le ferai !

M. le président. Je vous demande de respecter le règlement !

Mme Hélène Luc. Je vois que vous voulez m'empêcher de parler !

M. Philippe Marini. Le règlement est le même pour tout le monde !

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 95 est présenté par Mme Beaudeau, M. Loridant, Mme Luc, MM. Renar, Ralite et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 249 est déposé par M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparenté.

Tous deux tendent à supprimer l'article 27.

La parole est à Mme Luc, pour présenter l'amendement n° 95.

Mme Hélène Luc. La privatisation de la SFP, telle qu'elle découle de l'article 27 du projet de loi que nous examinons, n'est pas inéluctable.

La concurrence sauvage instaurée depuis vingt-deux ans avec les producteurs et prestataires privés, génératrice d'inflation, est responsable de la dégradation du secteur audiovisuel dans notre pays.

Nous devons à présent – c'est aussi cela notre responsabilité de parlementaires – tout mettre en œuvre afin d'assurer le rayonnement et le développement de notre culture. Nous savons tous combien celui-ci passe aujourd'hui par la création audiovisuelle.

Ainsi, on ne peut pas se satisfaire d'une construction européenne qui conduit les ministres de notre pays à solliciter la permission d'un commissaire européen pour recapitaliser, une dernière fois, la SFP sans que la France soit soumise à des pénalités. Est-ce ainsi que nous serons en mesure d'affirmer notre spécificité, notre identité, au sein de la coopération entre les peuples que nous appelons de nos vœux ?

Nous savons tous que la privatisation de la principale entreprise de production audiovisuelle du secteur public portera un coup sérieux à la production audiovisuelle française.

C'est pourquoi nous sommes bien décidés à rester mobilisés, avec l'ensemble des personnels de cette société, afin de défendre les intérêts de l'audiovisuel et de ses agents.

La SFP est un outil indispensable pour les grandes opérations nationales et internationales et contribue, de ce fait, au rayonnement de la culture de notre pays.

Lors de mon intervention sur l'article 27, j'ai évoqué brièvement *(murmures sur les travées de l'Union centriste et du RPR)*, les raisons historiques de la situation financière de la SFP. Des solutions existent, pour peu que l'Etat ait la volonté de mettre un terme à cette sinistre logique de privatisation.

La SFP doit demeurer une entreprise publique produisant essentiellement pour le secteur public de l'audiovisuel. Il va sans dire qu'une telle mesure permettrait d'améliorer le nombre de nos productions nationales, mais aussi – et c'est le souhait de nombreux téléspectateurs – la qualité de nos programmes.

M. Douste-Blazy, s'exprimant dans *Le Monde* sur les défis d'Internet, indiquait : « Les grandes manœuvres américaines entre les géants de la communication, de l'informatique et des télécommunications sont une autre preuve de la nécessité de maîtriser les contenus. »

L'existence d'un pôle public comme la SFP peut assurer cette maîtrise.

En 1995, quatre-vingt-dix-huit chaînes de télévision ont vu le jour en Europe, ce qui permet d'atteindre un parc de trois cents diffuseurs.

Le marché télévisuel s'agrandit, notamment grâce au câble et au satellite. La croissance dans ce secteur est de 10 p. 100 par an. On voit qu'elle pourrait être la place d'une production nationale de qualité dans un tel marché.

Hélas ! on note partout l'écrasante domination des programmes d'outre-Atlantique. Ainsi, 69 p. 100 des programmes de fiction importés par quatre-vingt-huit télévisions européennes proviennent des Etats-Unis.

On connaît les effets désastreux de telles programmations et l'on s'indigne à juste titre du développement de la violence à la télévision.

L'Etat doit se donner les moyens de garantir l'expression et la création nationales en dehors des seuls critères de rentabilité à court terme.

C'est pourquoi nous nous opposons au démentèlement de la SFP, d'autant que nous sommes persuadés que, à terme, ce marché sera créateur de richesses et d'emplois.

M. René Régnault. Tout à fait !

Mme Hélène Luc. S'agissant de l'emploi, la SFP est un élément régulateur dans la mesure où elle garantit, dans les secteur de l'audiovisuel, la création d'emplois stables, à l'inverse des tendances actuelles de ce secteur, qui est surtout générateur de précarité.

Pour toutes ces raisons je vous invite solennellement, au nom du groupe communiste républicain et citoyens à voter notre amendement visant à laisser la Société française de production dans le secteur public. Seul le maintien d'un tel service public sera de nature à donner l'exemple en matière de sauvegarde et de développement des spécificités culturelles de l'ensemble des pays européens.

Je demande, monsieur le président, qu'il soit statué sur notre amendement par scrutin public.

M. le président. La parole est à Mme Pourtaud, pour défendre l'amendement n° 249.

Mme Danièle Pourtaud. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure et comme vient de le démontrer excellemment Mme Luc, la privatisation de la SFP ne s'impose pas sur le plan économique puisque cette société est en cours de redressement.

Par ailleurs, la privatisation ferait peser de graves incertitudes sur l'avenir de la société et de ses personnels.

La SFP, je l'ai déjà rappelé, est d'abord riche du savoir-faire de ses personnels, qui représentent plus de cent-cinquante métiers d'art. Or nous savons tous que « privatisation » signifie démantèlement et licenciements.

Monsieur le ministre, votre collègue M. Douste-Blazy, ministre de la culture, affirme sans cesse sa volonté de défendre l'industrie française de programmes. Ce n'est pas en cassant le seul outil public de production et en provoquant la précarisation des meilleurs professionnels du secteur que l'on renforcera la production française.

Pour toutes ces raisons, nous demandons à la Haute Assemblée de voter notre amendement de suppression.

Nous estimons, monsieur le président, que le sujet est suffisamment grave pour justifier un scrutin public.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements identiques nos 95 et 249 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission constate que, dans un secteur de production audiovisuelle dynamique, la SFP est en situation de déficit chronique. La SFP ne s'est d'ailleurs jamais véritablement montrée capable d'affronter la concurrence des sociétés privées de production audivisuelle.

Pour pallier cette carence, l'Etat a été conduit à consentir des aides massives, et la commission des finances estime que la situation des finances publiques ne permet plus de supporter de tels déficits. C'est la raison pour laquelle elle a émis un avis défavorable sur les amendements nos 95 et 249.

Mme Hélène Luc. Comment préserverons-nous notre identité culturelle si nous ne gardons pas cet outil ?

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Croyez-le bien, c'est après une analyse approfondie de la situation que le Gouvernement a décidé de proposer au Parlement d'inscrire la SFP sur la liste des entreprises privatisables, en étant bien conscient de la gravité de cet acte.

Mais enfin, faut-il rappeler que les recapitalisations successives ont fait l'objet de contestations de la part des instances européennes ? Faut-il rappeler que, depuis 1985, la SFP a mobilisé 2,5 milliards de francs de crédits publics ? Y-a-t-il une fatalité pour qu'une société de production publique soit à ce point systématiquement déficitaire ? Pensez-vous que c'est là l'identité, l'originalité de la France ? Nous ne le croyons pas.

Faut-il que les contribuables...

Mme Hélène Luc. Pourquoi a-t-elle été déficitaire ? Répondez à mes questions !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Faudrait-il que ses marchés soient des marchés captifs, des marchés obligatoires ? Ce n'est pas le système auquel nous croyons, madame.

M. Philippe Marini. On n'est pas dans le système soviétique !

M. René Régnault. C'est du lâchage !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* C'est dans ce contexte que le Gouvernement souhaite être en mesure d'engager rapidement la privatisation de la SFP.

L'Etat entend bien accompagner l'entreprise et ses salariés dans cette phase particulièrement importante pour l'avenir de la SFP, et il apportera son soutien financier dans les conditions les plus appropriées.

L'Etat n'a pas fait la preuve, sous les gouvernements que vous avez soutenus, madame Luc, madame Pourtaud, de sa capacité à conduire la SFP à l'équilibre. Nous considérons que la privatisation est peut-être une chance pour la SFP et ses salariés.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cela m'étonnerait !

M. René Régnault. C'est scandaleux de dire cela, monsieur le ministre !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Dans ces conditions, le Gouvernement demande au Sénat de rejeter les amendements nos 95 et 249.

Mme Hélène Luc. Demandez à M. Lucien Lanier ce que représente la SFP ! Il devrait la défendre : elle est implantée dans son département !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Madame Luc, je m'étonne de cette véhémence. Il y a quelques instants nous avons bien entendu votre message. Est-il possible, dans une enceinte comme celle-ci, de s'exprimer successivement ?

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques nos 95 et 249.

Mme Hélène Luc. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Luc.

Mme Hélène Luc. J'aurais bien aimé que M. Douste-Blazy soit présent. Cela n'a rien de désobligeant à votre égard, monsieur le ministre, mais, lorsqu'on débat de la privatisation de la SFP, il me semble que ce serait au ministre de la culture d'être là ce soir pour vous convaincre, mesdames, messieurs de la majorité, de la nécessité de privatiser. Car je n'ai entendu personne, du côté de la majorité, oser dire qu'il faut privatiser la SFP.

M. Philippe Marini. Nous soutenons le ministre ! Nous sommes pour la privatisation !

Mme Hélène Luc. La SFP, je le répète, c'est notre usine à rêves, et nous voulons la conserver.

M. Philippe Marini. Ils coûtent cher, les rêves !

Mme Hélène Luc. La privatisation n'a rien d'inéluctable. Voulez sauver l'emploi, dites-vous. Alors, combattons la déréglementation, qui, dans ce secteur comme dans bien d'autres, est source de toujours plus de précarité et de chômage, et donc de régression, sociale mais aussi économique.

N'acceptons plus qu'une aventure située en Bretagne au XVIIIe siècle soit tournée en Pologne avec des acteurs polonais doublés en français. N'avons-nous pas de beaux paysages ? N'avons-nous pas des acteurs capables de tourner ? N'acceptons pas davantage que des « Maigret » soient tournés à Prague. Et je pourrais citer bien d'autres exemples ! Notons simplement qu'il s'agit de délocalisations financées par de l'argent public.

La SFP a toute sa place, peut vivre sans mettre en danger le secteur dit indépendant et remplir ainsi une mission de service public, propre à enrichir la diversité de notre culture. A cette seule fin, l'Etat doit jouer pleinement son rôle.

C'est pourquoi, avec l'ensemble des membres du groupe communiste républicain et citoyen, je demande que l'on supprime cet article 27, certaine d'être ainsi aux côtés des salariés de la SFP.

M. Philippe Marini. Triste démagogie !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 95 et 249.

Je suis saisi de deux demandes de scrutin public, émanant, l'une, du groupe communiste républicain et citoyen, l'autre, du groupe socialiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 73 :

Nombre de votants	317
Nombre de suffrages exprimés	316
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour l'adoption	95
Contre	221

Le Sénat n'a pas adopté.

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. La personne qui a déposé les bulletins dans l'urne au nom de mon groupe m'a fait voter contre l'amendement, alors que j'avais déclaré que je votais pour.

M. le président. Acte vous est donné de cette déclaration, monsieur Hamel. Effectivement, c'est dans la logique de vos votes précédents. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées socialistes, ainsi que sur celles du groupe communiste républicain et citoyen.)*

M. René Régnault. C'est courageux !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 27.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen vote contre.

M. René Régnault. Le groupe socialiste également.

(L'article 27 est adopté.)

Article 28

M. le président. « Art. 28. – I. – L'article 52 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est abrogé.

« II. – Au deuxième alinéa de l'article 7 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée, les mots : "prévus aux articles 44, 45, 49, 51 et 52" sont remplacés par les mots : "prévus aux articles 44, 45, 49 et 51".

« III. – Au premier alinéa de l'article 104 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée, les mots : "aux articles 44, 49, 51 et 52" sont remplacés par les mots : "aux articles 44, 49 et 51".

« IV. – Durant la période transitoire s'écoulant entre l'entrée en vigueur de la présente loi et la cession au secteur privé de la majorité du capital de la Société française de production et de création audiovisuelles :

« – cette société demeure soumise à la législation sur les sociétés anonymes ;

« – les règles de composition de son conseil d'administration restent celles en vigueur avant la publication de la présente loi.

« V. – Les conventions et accords collectifs de travail applicables à la Société française de production et de création audiovisuelles, en raison de son appartenance au secteur public de l'audiovisuel, notamment ceux conclus par l'association des employeurs dudit secteur, ainsi que les accords collectifs de travail propres à ladite société en vigueur à la date de la publication de la présente loi, continuent de produire effet, à l'exception des dispositions relatives aux commissions paritaires et au conseil de discipline, jusqu'à l'expiration d'une période de quinze mois à compter de la cession au secteur privé de la majorité du capital de la société sauf conclusion, au cours de cette période, de conventions ou d'accords collectifs de travail s'y substituant.

« Dans les trois mois qui suivent la date de la perte de la majorité du capital par l'Etat, des négociations doivent s'engager, à la demande d'une des parties intéressées, en vue de conclure de nouvelles conventions ou de nouveaux accords collectifs de travail entre les organisations syndicales de salariés reconnues représentatives et le nouvel employeur.

« Lorsque les conventions ou les accords en vigueur à la date de la publication de la présente loi n'ont pas été remplacés par une nouvelle convention ou un nouvel accord avant la fin de la période mentionnée au premier alinéa de ce paragraphe, les salariés de la société concernée conservent les avantages individuels qu'ils ont acquis, en application de la convention ou de l'accord, à l'expiration de cette période.

« VI. – Lors de la cession par l'Etat du capital de la Société française de production et de création audiovisuelles, tous les contrats de travail en cours au jour de la cession subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de la société dans les conditions prévues par l'article L. 122-12 du code du travail.

« Les salariés en fonctions à la date de la perte de la majorité de capital par l'Etat continueront à bénéficier de l'affiliation aux régimes de retraite et de prévoyance pour lesquels ils ont cotisé, et notamment au régime de retraite complémentaire institué par le décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 portant création d'un régime de retraites complémentaires des assurances sociales en faveur des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques. Les nouvelles conventions ou nouveaux accords collectifs devront prévoir, pour ces salariés, le maintien de l'affiliation à ces régimes.

« VII. – Les dispositions des V et VI ci-dessus sont applicables aux sociétés filiales de la Société française de production et de création audiovisuelles. »

Je suis saisi de neuf amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° 96 est présenté par Mme Beaudeau, M. Loridant, Mme Luc, MM. Renar, Ralite et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 250 est déposé par M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

Par amendement n° 215, Mme Beaudeau, M. Loridant, Mme Luc, MM. Renar, Ralite et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent :

I. – Après les mots : « conseil de discipline », de supprimer la fin du premier alinéa du paragraphe V de l'article 28.

II. – De supprimer le troisième alinéa du paragraphe V de l'article 28.

Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° 216 est présenté par Mme Beaudeau, M. Loridant, Mme Luc, MM. Renar, Ralite et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 251 est déposé par Mme Pourtaud, MM. Richard, Masseret et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendent, au premier alinéa du paragraphe V de cet article, à remplacer les mots : « quinze mois », par les mots : « trois ans ».

Par amendement n° 218, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe républicain et citoyen proposent de remplacer les deuxième et troisième alinéas du paragraphe V de cet article par quatre alinéas, ainsi rédigés :

« Ces salariés conserveront également le bénéfice des modalités de calcul de l'indemnité de licenciement ou de départ à la retraite définies par les accords collectifs visés à l'alinéa 1 de l'article 28-IV et qui seront appliquées pour la période correspondant à l'ancienneté reconnue par l'article 9-VI de la convention collective de la communication et de la production audiovisuelles et arrêtés à la date de conclusion d'une nouvelle convention collective ou à la date d'expiration du délai prévu à l'alinéa 2 de l'article 28-IV.

« En cas de défaillance de l'entreprise après sa cession au secteur privé, le paiement aux salariés concernés du montant des indemnités prévues à l'alinéa précédent sera garanti au moment de la cession du capital :

« – soit par l'Etat ;

« – soit par l'obligation pour l'entreprise d'assurer ce risque par un contrat spécial complémentaire de l'assurance garantie des salaires. »

Par amendement n° 217, Mme Beaudeau, M. Loridant, Mme Luc, MM. Renar, Ralite et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent de compléter *in fine* le paragraphe V de cet article par deux alinéas ainsi rédigés :

« Préalablement à la cession par l'Etat de la part du capital de la Société française de production tous les personnels de cette société, y compris les filiales quelle que soit leur nature, âgés de cinquante-cinq ans au plus tard le 31 décembre 1996, peuvent, sur leur demande, être placés en position de préretraite, jusqu'à ce qu'ils soient en mesure d'obtenir une retraite à taux plein, cette position leur assure un revenu de remplacement, revalorisé en fonction de l'évolution des salaires, équivalant au total de la pension et, le cas échéant, de la ou les retraites complémentaires auxquelles ils pourraient prétendre.

« Comme inscrit, en cas de licenciement, dans l'article IX de la convention collective de la communication et de la production audiovisuelle il sera accordé une priorité aux salariés de la SFP pour combler les emplois libérés dans les sociétés et l'établissement public relevant du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 novembre 1986. »

Par amendement n° 252 rectifié, Mme Pourtaud, MM. Richard, Masseret et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent :

I. – Après le paragraphe VI de cet article, d'insérer un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Préalablement à la cession par l'Etat de la part du capital de la Société française de production, les personnels des organismes prévus aux articles 44, 45, 49 et 51 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986, âgés de cinquante-cinq ans ou plus au 31 décembre 1996, peuvent, sur leur demande, être placés en position de préretraite.

« Jusqu'à ce qu'ils soient en mesure d'obtenir une retraite à taux plein, cette position leur assure un revenu de remplacement, revalorisé en fonction de l'évolution des salaires, équivalant au total de la pension et, le cas échéant, de la ou des retraites complémentaires auxquelles ils pourraient prétendre.

« Les emplois libérés de ce fait dans les sociétés et établissements publics relevant des articles 44, 45, 49 et 51 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 pourront être proposés à titre prioritaire aux agents de la société cédée au secteur privé en vertu de l'article 27.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe en tant que de besoin les modalités d'application du présent article. »

II. – Au paragraphe VII de cet article, de remplacer les mots : « des V et VI » par les mots : « des trois paragraphes ».

Par amendement n° 137 rectifié *bis*, MM. Lanier et Marini proposent d'insérer, après le paragraphe VI de cet article, deux paragraphes additionnels ainsi rédigés :

« VII. – Jusqu'à l'expiration d'une période de quinze mois à compter de la cession par l'Etat au secteur privé de la majorité du capital de la Société française de production et de création audiovisuelles, les emplois disponibles dans les sociétés et établissements publics relevant du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 décembre 1986, relative à la liberté de communication, pourront être proposés, à titre prioritaire, aux agents de ladite société.

« Les agents bénéficiant, au titre de l'alinéa précédent, d'une mesure de reclassement dans les sociétés ou établissements ci-dessus mentionnés devront, le cas échéant, renoncer aux indemnités légales et conventionnelles de licenciement.

« Un décret fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

« VIII. – Les dispositions des IV, V, VI et VII ci-dessus sont applicables aux filiales de la Société française de production et de création audiovisuelles. »

La parole est Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 96.

Mme Marie-Claude Beaudeau. La présidente de notre groupe est intervenue longuement sur les raisons de notre opposition au principe même de la privatisation de la SFP. Faut-il rappeler – j'aurai tout à l'heure l'occasion d'y revenir plus longuement – que, à l'origine, cette privatisation était prévue sans plan social pour le personnel ?

Autant dire qu'à l'issue de la cession du capital plus de mille personnes auraient été privées de tout droit social. C'est inacceptable !

Il s'agit d'un amendement de cohérence avec l'amendement de suppression de l'article 27. Nous demandons que l'article 28, qui prévoit des modalités particulières en matière du statut des personnels, soit supprimé.

M. le président. La parole est à Mme Pourtaud, pour défendre l'amendement n° 250.

Mme Danièle Pourtaud. Il s'agit également d'un amendement de cohérence avec l'amendement de suppression de l'article 27, sur lequel nous venons de nous exprimer.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre les amendements n°s 215 et 216.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Comme j'ai eu l'occasion de le souligner, le délai de quinze mois durant lequel la convention collective des métiers de l'audiovisuel doit s'appliquer est, selon nous, trop court. Il ne permet pas, en effet, au personnel de la SFP de pouvoir jouer un rôle dans la nouvelle société mise en place par le repreneur.

C'est pourquoi je vous demande d'adopter l'amendement n° 215 tendant à supprimer de l'article 28 toute référence à ce délai de quinze mois.

En ce qui concerne l'amendement n° 216, à son origine, la privatisation de la SFP ne comportait aucun volet social. Il aura fallu toute la détermination et la mobilisation de l'ensemble du personnel de cette société pour obtenir l'amorce d'un plan social.

Est-ce à dire, monsieur le ministre, que le Gouvernement s'engageait dans la voie d'une privatisation sans le moindre souci de ce qu'il adviendrait des agents de cette société ?

Ainsi était-il prévu que, dès lors que la cession du capital interviendrait, le personnel perdrait sa convention collective et tous les droits sociaux qui y sont rattachés. Curieuse façon d'exprimer sa considération à l'égard des agents du secteur public, à moins qu'il ne faille voir là une méthode nouvelle présageant de ce qu'il adviendrait dans l'hypothèse de nouvelles privatisations ! Je pense, par exemple, aux télécommunications.

Comme l'a souligné à de multiples reprises mon amie Hélène Luc, la privatisation de la SFP n'est pas acceptable.

Elle obère, pour notre pays, toute possibilité de développement d'un secteur public de production audiovisuelle, pourtant nécessaire à la création de spectacles de qualité.

Pour autant, cette mesure prise, peut-on accepter que ne soit pas associé le personnel de cette société au devenir même de celle-ci ?

Faudra-t-il, dans ce secteur, se contenter de la précarisation, d'un devenir des intermittents du spectacle – ils sont nombreux à collaborer aux missions de la SFP ! – qui délaisse l'application de la convention collective qui est la leur ?

C'est, là encore, une curieuse manière de vouloir mettre en œuvre une politique audacieuse en matière de création audiovisuelle. Pourtant, nous savons à quel point elle serait nécessaire.

Nous n'acceptons pas – eux non plus ne l'acceptent pas – que soient ainsi traités les agents de l'Etat.

Les personnels de la SFP ont montré à de multiples reprises leur attachement à leur outil de travail ; la qualité de leurs prestations est reconnue par tous. Aussi est-ce bien la moindre des choses que le volet social prévu par la loi de privatisation de cette société protège ces personnels.

Pour toutes ces raisons, nous souhaitons aller plus loin que les garanties jusqu'à présent obtenues.

Le délai de quinze mois durant lequel devrait s'appliquer la convention collective qui régit les personnels de cette société est, selon nous, trop bref. Ainsi, ce délai n'offre pas l'assurance nécessaire à ses agents pour participer pleinement au devenir de la société nouvelle qui se mettra en place lors de la cession du capital.

En outre, certaines rumeurs font état d'une vague massive de licenciements lors de la cession de cette société. Cela est inacceptable pour de multiples raisons : d'abord pour le personnel de cette société, qui est au premier chef concerné, ensuite, et plus largement, pour la perte des savoir-faire qui découlerait de ces licenciements.

Comme nous l'avons indiqué – je prends le risque de me répéter – nous pensons qu'il y a place dans notre pays pour un développement des offres et des contenus audiovisuels. C'est là un marché d'avenir dont nous ne sommes qu'au début.

Comment parviendrait-on à sauvegarder et à développer un secteur audiovisuel de qualité en laissant sombrer dans la précarité des centaines d'emplois qualifiés ?

C'est pourquoi je souhaite, avec l'ensemble du personnel de la SFP, que vous adoptiez notre amendement n° 216 tendant à porter la durée de l'application de la convention collective à trois ans, au lieu et place des quinze mois initialement prévus.

Mme Hélène Luc. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme Pourtaud, pour présenter l'amendement n° 251.

Mme Danièle Pourtaud. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, il s'agit d'un amendement de repli puisque nous aurions préféré que la SFP reste une entreprise de l'audiovisuel public.

J'ai déjà indiqué à quel point la privatisation de cette société nous préoccupait. Cependant, puisqu'elle semble inéluctable, il convient de s'assurer qu'elle ne s'effectuera pas aux dépens de son personnel.

La privatisation de la SFP démontre le peu d'estime que porte le Gouvernement à ce précieux outil de production.

Faut-il alors le soupçonner de mauvaises intentions quand il nous assure que seront accordées aux employés de la SFP les mêmes garanties en droit social et en droit du travail que celles qui ont été octroyées en 1986 à ceux de l'ex-première chaîne ?

Dès lors, il est pour le moins surprenant de constater que la période prévue par le Gouvernement pendant laquelle les conventions et accords collectifs de travail continueront à produire des effets n'est plus que de quinze mois. Il s'agit d'une durée arbitraire et injuste.

L'article 68 de la loi du 30 septembre 1986 qui prévoyait un dispositif de même portée lors de la privatisation de TF 1 était beaucoup plus généreux puisqu'il disposait que ces accords seraient applicables « pour une période courant à compter de la date de la perte de la majorité du capital par l'Etat, d'une durée égale à la durée pendant laquelle les conventions et accords en cause demeurent applicables au-delà de leur terme normal, dans l'hypothèse où elles ont été dénoncées par les parties ».

Aux termes de la convention collective de l'audiovisuel public, cette convention « est conclue pour une durée de trois ans ». Sa dénonciation en cours et sa modification valent également pour une durée de trois ans, tout comme son renouvellement.

Pour simplifier la lisibilité de la loi, nous avons préféré inscrire la durée de trois ans aux termes du texte proposé. Cela constitue, nous semble-t-il, une garantie pour les personnels.

Le texte proposé permettra de soumettre les personnels de la SFP aux mêmes dispositions transitoires que celles dont avaient bénéficié, voilà dix ans, en matière de droit social, les personnels de la première chaîne.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre les amendements n^{os} 218 et 217.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Toujours afin de garantir les droits des salariés, notre amendement n° 218 tend à permettre aux salariés de la SFP de conserver les modalités de calcul de l'indemnité de licenciement ou de départ à la retraite, définies par les accords collectifs visés à l'alinéa 1er de l'article 28-4 de ces accords.

Certaines rumeurs donnent à penser que cinq cents emplois pourraient être supprimés à la SFP. Si elles se confirmaient, imaginons ce que serait la situation de ces personnels privés d'emploi.

Le maintien des modalités actuelles de calcul de l'indemnité de licenciement constitue un frein aux velléités de suppressions d'emplois d'un éventuel repreneur de cette société publique. C'est pourquoi ces modalités doivent impérativement être conservées.

En outre, la garantie de l'Etat pour assurer ce risque ou la garantie par le recours à un contrat spécial complémentaire de l'assurance garantie des salaires constitue une chance supplémentaire de voir maintenus les droits des salariés, ce à quoi nous restons comme eux, bien entendu, résolument attachés.

Tel est le sens de l'amendement n° 218 que je vous demande d'adopter.

J'en viens à l'amendement n° 217.

Seule la détermination des personnels de la SFP a permis que le volet social mis en place lors de la privatisation de cette société soit appliqué sur le modèle du dispositif ayant eu cours lors de la privatisation de TF 1.

S'agissant des personnels âgés de cinquante-cinq ans au plus tard le 31 décembre de cette année, notre amendement prévoit qu'ils peuvent être, sur leur demande, placés en position de préretraite.

En outre, comme il est inscrit dans l'article IX de la convention collective de la communication et de la production audiovisuelle, en cas de licenciement, il doit être accordé une priorité aux salariés de la SFP pour combler les emplois libérés dans les sociétés et l'établissement public relevant du titre III de la loi du 30 septembre 1986.

Encore cette disposition devra-t-elle être assortie d'un véritable contrôle administratif afin de se révéler pleinement efficace.

Cette mesure permettra, selon nous, d'assurer au service public de l'audiovisuel un renouvellement de son personnel et de puiser ainsi au sein du personnel qualifié de la SFP.

Tel est le sens de cet amendement n° 217, que je vous demande d'adopter.

M. le président. La parole est à Mme Pourtaud, pour défendre l'amendement n° 252 rectifié.

Mme Danièle Pourtaud. Le Gouvernement a voulu faire croire à l'Assemblée nationale que son amendement permettait d'assurer aux employés de la SFP les mêmes garanties que celles qui avaient été offertes lors de la privatisation de TF 1. Il n'en est rien ! L'article 69 de la loi du 30 septembre 1986 qui prévoyait un reclassement des

personnels de la première chaîne dans les autres sociétés de l'audiovisuel public ne trouve aucune traduction pour ceux de la SFP dans ce projet de loi portant DDOEF.

Nous proposons, au nom du principe d'égalité de traitement au sein du service public, la stricte application du dispositif de l'article 69 à la SFP, compte tenu des changements intervenus au sein du paysage audiovisuel français depuis 1986, notamment avec l'arrivée de La Cinquième.

Outre notre souci de traitement similaire entre les personnels des différentes sociétés audiovisuelles cédées au secteur privé, il nous semble logique et juste de prévoir que des personnels ayant fait un choix de carrière, celui du secteur public, ne subissent pas les conséquences d'une privatisation abusive et puissent demander de continuer à exercer leur métier dans le secteur public de la communication, secteur particulier où les conditions culturelles, sociales et économiques sont spécifiques.

Ce reclassement au sein du secteur public sera bénéfique à un double titre : ce secteur profitera du savoir-faire inimitable de la SFP et les personnels qui optent pour la possibilité de poursuivre leur carrière au sein de l'audiovisuel public bénéficieront de garanties sociales identiques découlant de l'application de la convention collective commune de l'audiovisuel public.

Nous demandons, je le répète, une égalité de traitement entre les personnels de la SFP et les anciens personnels de la première chaîne.

M. le président. La parole est à M. Lanier, pour défendre l'amendement n° 137 rectifié *bis*.

M. Lucien Lanier. L'amendement n° 137 rectifié *bis*, que mon collègue M. Marini et moi-même proposons, s'inscrit dans le droit fil de la lettre que vous-même, monsieur le ministre, et le ministre de la culture, M. Douste-Blazy, avez cosignée et envoyée le 23 février. Elle précisait un certain nombre de garanties données aux personnels de la SFP et faisait suite à deux courriers que M. Douste-Blazy avait adressés à M. Bassi, président-directeur général de la SFP.

Cet amendement tend simplement à confirmer et même à compléter ce que, en première lecture à l'Assemblée nationale, le Gouvernement a accepté, c'est-à-dire compléter les dispositions relatives à la privatisation de la SFP par un important volet social semblable à celui qui avait été accordé lors de la privatisation de TF 1.

Nous avons déposé cet amendement pour renforcer encore le dispositif social que vous avez accepté à l'Assemblée nationale. Cela n'appelle pas de développements complémentaires puisque nous précisons un certain nombre d'éléments que nous souhaitons voir inscrits dans la loi.

J'ai informé du dépôt de cet amendement le personnel de la SFP que j'avais reçu et auquel j'avais dit que je tenterais, avec votre accord, d'obtenir des précisions complémentaires.

Mme Hélène Luc. Vous proposez cet amendement après avoir voté la privatisation de la SFP ! Cela n'a aucune valeur !

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'ensemble de ces amendements ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* S'agissant des amendements n[os] 96 et 250, la commission des finances constate que la privatisation est accompagnée d'un important volet social et s'étonne que les auteurs de ces amendements en proposent la suppression, ce qui priverait les salariés de garanties sociales qu'ils ont obtenues à la suite de négociations avec la direction et irait directement à l'encontre de leurs intérêts en mettant en cause leurs droits acquis. C'est la raison pour laquelle la commission a émis un avis défavorable sur ces deux amendements.

En ce qui concerne l'amendement n° 215, la convention collective de l'audiovisuel continuerait à s'appliquer, mais des négociations devraient s'engager dans les trois mois suivant la cession de la SFP pour conclure une nouvelle convention. Il semble que ce ne soit pas la bonne solution. C'est la raison pour laquelle la commission des finances émet un avis défavorable.

S'agissant des amendements n[os] 216 et 251, la rigidité de la convention collective est sans doute à l'origine des déboires de cette société. Il serait, par conséquent, contre-productif de vouloir maintenir cette convention trop longtemps. La commission des finances est donc défavorable à ces deux amendements.

Les amendements n[os] 217, 218 et 252 rectifié visent à offrir des possibilités de reconversion aux personnels de la SFP. La commission des finances a estimé que ces préoccupations étaient en grande partie satisfaites par l'amendement n° 137 rectifié *bis* présenté par MM. Lanier et Marini.

Mme Hélène Luc. Ah non ! Le nôtre est meilleur !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Aussi l'avis de la commission est-il défavorable.

L'amendement n° 137 rectifié *bis* vise à compléter le volet social de la privatisation. Il montre, par conséquent, que les pouvoirs publics se préoccupent vivement de l'accompagnement social de cette privatisation.

La commission des finances a constaté que le dispositif est doublement limité, qu'il n'est valable que pendant une période de quinze mois à compter de la privatisation et qu'il suppose explicitement que les salariés de la SFP renoncent à leurs indemnités légales ou conventionnelles de licenciement ; c'est précisément cette dernière mesure qui permettrait de limiter le coût de la disposition. Sous ces réserves, la commission des finances a émis un avis favorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis. *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement tient à réaffirmer sa volonté de faire face à ses obligations s'agissant du plan social. Il n'est pas question de se soustraire à la moindre de nos obligations.

En ce qui concerne les amendements n[os] 96, 250, 215, 216, 251, 218, 217 et 252 rectifié, le Gouvernement émet un avis défavorable.

En revanche, l'amendement n° 137 rectifié *bis* est recevable. En effet, il complète les mesures prévues dans le plan social. Il prévoit un accès prioritaire des agents de la SFP aux mécanismes de mobilité existants dans le secteur public de l'audiovisuel. Néanmoins, il limite cette priorité à la période de quinze mois de pérennité de la convention collective de l'audiovisuel après transfert de l'entreprise dans le secteur privé, prévue au paragraphe V de l'article 28. En ce sens, il ne crée pas, sur la durée, de distorsion des procédures existantes en défaveur des personnels.

Par ailleurs, il prévoit, le cas échéant, dans l'hypothèse d'un reclassement au sein du secteur, la renonciation aux indemnités légales et conventionnelles de licenciement. A ce titre, il préserve une gestion rigoureuse des fonds publics. C'est pour cette raison que le Gouvernement émet un avis favorable.

Cela étant dit, monsieur Lanier, le Gouvernement émet cet avis sous réserve de la suppression de la référence au IV qui concerne la société mère.

M. le président. Monsieur Lanier, accédez-vous à la demande de M. le ministre ?

M. Lucien Lanier. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 137 rectifié *ter*, présenté par MM. Lanier et Marini, et ainsi conçu :

A. – Insérer, après le paragraphe VI de l'article 28, un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« VI *bis*. – Jusqu'à l'expiration d'une période de quinze mois à compter de la cession par l'Etat au secteur privé de la majorité du capital de la Société française de production et de création audiovisuelles, les emplois disponibles dans les sociétés et établissements publics relevant du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 décembre 1986, relative à la liberté de communication, pourront être proposés, à titre prioritaire, aux agents de ladite société.

« Les agents bénéficiant, au titre de l'alinéa précédent, d'une mesure de reclassement dans les sociétés ou établissements ci-dessus mentionnés devront, le cas échéant, renoncer aux indemnités légales et conventionnelles de licenciement.

« Un décret fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article. »

B. – Rédiger comme suit le paragraphe VII :

« VII. – Les dispositions des V, VI et VI *bis* ci-dessus sont applicables aux filiales de la Société française de production et de création audiovisuelles. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n°s 96 et 250, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 215, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n°s 216 et 251, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 218, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 217, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 252 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 137 *ter*, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 28, modifié.

(L'article 28 est adopté.)

M. le président. La division « Section 6 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 29

M. le président. « Art. 29. – Les mots : "Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises" sont supprimés de l'annexe I de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public.

« Le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises est régi par les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 précitée applicables aux sociétés visées au cinquième alinéa de l'article premier de cette même loi. »

Par amendement n° 97, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent de supprimer cet article.

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. On peut s'étonner de trouver dans ce projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier un article concernant la situation du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises, le CEPME. La présence de ce texte nous a incontestablement posé question et nous a conduits à effectuer un retour en arrière sur la situation de cette entreprise un peu particulière.

Le CEPME est un établissement de crédit qui a pour fonction de permettre aux petites et moyennes entreprises de disposer d'outils de financement de leurs investissements. Il intervient donc sur un créneau de clientèle assez particulière, créneau que la logique qui anime les autres grands établissements de crédit ne permet pas de couvrir de façon satisfaisante.

Le texte initial de l'article 29 excluait le CEPME du champ d'application de la loi de démocratisation du secteur public dans la mesure où l'actionnaire de référence du CEPME est aujourd'hui non plus directement l'Etat, mais la Caisse des dépôts et consignations.

Dans ce contexte, il ne nous était pas proposé autre chose que de mettre en place des organes dirigeants de droit commun, ce qui, en fait, pouvait légitimement apparaître comme une ouverture de la voie vers une privatisation de l'établissement.

En toute logique, M. le rapporteur général de l'Assemblée nationale a déposé un amendement tendant à assimiler le CEPME aux entreprises répondant aux critères définis par le cinquième alinéa de l'article 1er de la loi du 26 juillet 1983.

Pour autant, cette mesure annoncée comme le moyen de maintenir dans le cadre de la loi de démocratisation du secteur public le CEPME, et donc de maintenir en particulier l'établissement dans le secteur public, à travers, notamment, les conditions de représentation des salariés, ne nous paraît pas susceptible d'éviter que ne soit reposée dans les mois ou les années à venir la question de la privatisation.

Compte tenu du rôle du CEPME et tout en restant, bien entendu, conscients de ses difficultés financières – liées d'ailleurs pour partie à des engagements dans le secteur immobilier, qui n'ont rien à voir avec les petites et moyennes entreprises – il nous semble donc plus judicieux de procéder à la suppression pure et simple de l'article 29 et de maintenir le *statu quo* pour sauver le statut du CEPME.

Sous le bénéfice de ces observations, nous vous invitons à adopter cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'article 29 a pour seul objet de modifier les règles de nomination des membres du directoire du CEPME en les alignant sur le droit commun. Cet article ne préjuge en rien l'avenir de cet établissement. La commission émet donc un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 97, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 29.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen vote contre.

(L'article 29 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 29 *(réserve)*

M. le président. Par amendement n° 281, MM. Poncelet et Lambert, au nom de la commission des finances, proposent d'insérer, après l'article 29, un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 262-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales, après les mots : "ne sont pas soumis aux règles de la comptabilité publique", sont insérés les mots : "et la Caisse des dépôts et consignations". »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* A défaut de disposition expresse, la Caisse des dépôts et consignations, compte tenu de son statut particulier, ne peut devenir associée d'une société par actions simplifiée. M. le président de la commission des finances et moi-même avons donc déposé un amendement n° 281 en vue d'harmoniser la situation pour autoriser une participation directe de la Caisse des dépôts et consignations à ce type de sociétés.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Il faut veiller à ce que le Gouvernement garde une relation étroite et confiante avec la Caisse des dépôts et consignations et que tout aménagement fasse l'objet d'une approbation préalable du Gouvernement, qui représente l'Etat.

La Caisse des dépôts et consignations a certes un statut particulier ; mais il semble qu'elle doive s'engager dans la voie de la filialisation.

Dans ces conditions, il ne me paraît pas judicieux de l'en dispenser en lui donnant la possibilité de créer des entités périphériques sous le statut de sociétés anonymes simplifiées.

Par conséquent, monsieur le rapporteur général, sous le bénéfice de cette observation, peut-être pourriez-vous retirer cet amendement ? La Caisse des dépôts et consignations doit amorcer sa transformation ; or, elle doit le faire en ayant recours aux filiales, sous le statut de société anonyme, faute de quoi la mutation n'aura pas la portée qu'elle devrait avoir. Je voudrais donc vous dissuader de l'accompagner dans cet aménagement cosmétique.

M. le président. Monsieur le rapporteur, l'amendement n° 281 est-il maintenu ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Monsieur le président, cet amendement a été cosigné par M. le président de la commission des finances, ce qui est rare. Par conséquent, il m'est délicat de le retirer.

Je demande donc la réserve de l'amendement n° 281 ainsi que celle de l'amendement n° 282.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cette demande de réserve ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. La réserve est ordonnée.

TITRE VI
DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS, À L'AGRICULTURE ET À L'AMÉNAGEMENT FONCIER

M. le président. La division « Section 1 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 30

M. le président. « Art. 30. – I. – Le *a* du II de l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990) est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, pour les ouvrages destinés à un usage agricole, le plafond est celui fixé au 1 quelle que soit la population de la commune où est situé l'ouvrage.

« En ce qui concerne les ouvrages hydroélectriques autorisés en application de la loi du 16 octobre 1919 précitée, la superficie de l'emprise au sol est égale à la somme de l'emprise des canaux d'amenée et de rejet entre le premier élément mobile du canal d'amenée et le dernier élément mobile du canal de rejet et de la partie de l'emprise de l'usine d'exploitation qui n'est pas située sur les canaux. »

« II. – Il est inséré, après le premier alinéa du *b* du II de l'article 124 de la même loi, un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant total de la taxe afférente aux ouvrages hydroélectriques autorisés en application de la loi du 16 octobre 1919 précitée ne peut dépasser un montant égal à 5 p. 100 du chiffre d'affaires généré par ces ouvrages au cours de l'année précédant l'année d'imposition. La première année de mise en exploitation d'un ouvrage, ce plafond est assis sur le chiffre d'affaires de l'année en cours et affecté d'un abattement calculé au *prorata temporis* de la durée d'exploitation. En outre, le montant total de la taxe due est réduit de moitié pendant les dix années suivant la mise en exploitation initiale de l'ouvrage. »

Par amendement n° 283, MM. Lambert et Barbier, au nom de la commission des finances, proposent :

I. – Dans le texte présenté par le paragraphe II de cet article pour insérer un alinéa après le premier alinéa du *b* du II de l'article 124 de la loi de finances pour 1991, de remplacer le taux : « 5 p. 100 » par le taux : « 3 p. 100 ».

II. – De compenser la perte de ressources résultant du I ci-dessus à due concurrence par le relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'article 30 vise à modifier le régime applicable à la taxe hydraulique perçue au profit de l'établissement public Voies navigables de

France. Il l'améliore sur deux points : pour les ouvrages à usage agricole et pour les microcentrales hydroélectriques. Toutefois, pour ces dernières, le plafond prévu, qui est de 5 p. 100 du chiffre d'affaires, reste trop élevé. C'est pourquoi l'amendement n° 283 tend à plafonner la taxe à 3 p. 100 du chiffre d'affaires.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement a de la sympathie pour toutes les dispositions qui réduisent les prélèvements obligatoires. Il s'en remet donc à la sagesse du Sénat et lève le gage.

M. le président. Il s'agit donc de l'amendement n° 283 rectifié.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 283 rectifié, accepté par le Gouvernement.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 30, ainsi modifié.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen vote contre.

(L'article 30 est adopté.)

M. le président. La division « Section 2 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article additionnel avant l'article 31

M. le président. Par amendement n° 114, MM. Belot, Blaizot, Doublet et Oudin proposent d'insérer, avant l'article 31, un article additionnel ainsi rédigé :

« Par dérogation aux dispositions de l'article L. 153-3 du code de la voirie routière, les redevances ou péages perçus sur les ponts existants de l'île de Ré et de l'estuaire de la Charente peuvent également être affectés jusqu'au 1er janvier 2012 à la couverture de leurs charges d'entretien et d'exploitation ainsi qu'à l'équilibre financier global de ces deux ouvrages d'art gérés par le département. »

La parole est à M. Belot.

M. Claude Belot. Cet amendement a deux objets.

Il tend, tout d'abord, à instaurer l'équité en matière d'exploitation des ouvrages d'art qui sont soumis à péage et qui sont intégrés dans les voiries publiques. Dans l'état actuel du droit, si l'exploitation des ouvrages d'art est concédée, la totalité des charges d'entretien peut être récupérée, ce qui n'est pas le cas si les ouvrages d'art sont gérés en régie directe. Il s'agit donc là d'une anomalie à laquelle il me paraît souhaitable de mettre fin.

Par ailleurs, le département de la Charente-Maritime, qui comprend de nombreuses îles et presqu'îles, se voit régulièrement dans l'obligation de construire des ouvrages d'art qui, s'ils correspondent à des besoins, n'ont cependant pas tous la même rentabilité. Il sont construits grâce aux péages. Aussi est-il souhaitable aujourd'hui d'aider à financer l'achèvement du viaduc de l'estuaire de la Charente qui se trouve au milieu d'une conurbation. Or la plupart de ceux qui l'empruntent n'acquittent pas de péage. Si l'on applique les dispositions du code de la voirie routière, l'emprunt contracté à cet effet ne sera jamais remboursé puisque l'équilibre n'est pas atteint.

A contrario, nous voyons arriver avec terreur la fin du péage du pont de l'île de Ré. En effet, nous ne voulons pas que se reproduise la situation à laquelle a été confrontée l'île d'Oléron, situation qui nous a ensuite obligés à protéger un territoire par nature étroit et très sensible. Or, la Charente-Maritime est le second département touristique français par la fréquentation.

L'amendement n° 114 vise donc à la fois à prolonger jusqu'au 1er janvier 2012 le péage sur le pont de l'île de Ré et à établir une péréquation entre ce pont et le pont de l'estuaire de la Charente, ce qui permettra d'aider l'un et de régler le problème de l'autre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert. *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Cet amendement tend à revenir temporairement sur une mesure visant les ponts à péage du département de la Charente-Maritime. C'est une disposition d'équité et une démarche pratique et nécessaire. Par conséquent, le Gouvernement émet un avis favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 114, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, avant l'article 31.

Article 31

M. le président. « Art. 31. – Est validée l'ordonnance du 22 mars 1994 du président du tribunal administratif de Limoges désignant les membres de la commission d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la section Arveyres – Saint-Julien-Puy-Lavèze de l'autoroute A 89, dans la mesure où celle-ci serait contestée sur le fondement de l'incompétence du président de ce tribunal à procéder à cette désignation.» – *(Adopté.)*

La division « Section 3 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 32

M. le président. « Art. 32. – La caisse nationale de garantie des ouvriers dockers instituée par l'article L. 521-4 du code des ports maritimes est habilitée à utiliser une partie de son fonds de réserve pour contribuer aux dépenses d'exécution des plans sociaux signés dans le secteur de la manutention portuaire dans les ports visés à l'article L. 511-1 dudit code et agréés par l'État avant le 31 décembre 1996.

« Un décret détermine la part du fonds de réserve qui sera utilisée à cette fin, la nature des dépenses que la caisse peut assumer à ce titre, les critères de répartition et les modalités d'affectation de cette aide aux organismes chargés de l'exécution de ces plans. Ce décret précise les modalités de contrôle du bon emploi des fonds à la disposition de la caisse et, le cas échéant, les conditions de leur reversement. »

Par amendement n° 131, MM. Josselin de Rohan, Maurice Schumann et les membres du groupe du RPR proposent de compléter le premier alinéa de cet article par une phrase ainsi rédigée :

« La part de ces dépenses mises à la charge des entreprises de manutention est réduite à due concurrence. »

La parole est à M. Schumann.

M. Maurice Schumann. Monsieur le président, si vous le permettez, je défendrai en même temps l'amendement n° 132, qui a le même objet.

M. le président. J'appelle donc en discussion avec l'amendement n° 131 les amendements n°s 219 et 132.

Par amendement n° 219, Mme Beaudeau, MM. Loridant, Billard, Minetti et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent, au début de la première phrase du second alinéa de l'article 32, après les mots : « Un décret », d'insérer les mots : « pris après avis du conseil d'administration de la Caisse, ».

Par amendement n° 132, MM. Josselin de Rohan, Maurice Schumann et les membres du groupe du RPR proposent, dans le deuxième alinéa de l'article 32, après les mots : « qui sera utilisée à cette fin, », d'insérer les mots : « sans qu'elle puisse être inférieure à 65 millions de francs, ainsi que ».

La parole est à M. Schumann, pour défendre les amendements n°s 131 et 132.

M. Maurice Schumann. La défense de ces amendements me donne l'occasion de rendre hommage à un ministre d'un gouvernement à la majorité duquel je n'appartenais pas, mais qui est l'auteur d'un plan dont les résultats, notamment s'agissant du port autonome de Dunkerque – je parle là en connaissance de cause puisque j'en suis l'administrateur – sont fructueux : il s'agit de M. Le Drian et donc du plan Le Drian.

Voilà qui nous ramène, dans une certaine mesure, au débat que nous avons eu tout à l'heure à propos de la SFP.

Ce plan, excellent dans son principe, avait reçu un accueil généralement favorable dans la mesure où il comportait un volet social ; ce dernier, jugé assez satisfaisant par l'immense majorité des dockers, a permis une application fructueuse.

Mais la part à la charge des entreprises, en particulier des entreprises de manutention, est considérable. Or, nous avons la possibilité d'alléger cette part, et ce de façon très simple ; en effet, il existe un fonds de garantie disposant de réserves considérables puisque ces dernières s'élèvent à 75 millions de francs alors que les dépenses annuelles du fonds de garantie sont de 3 millions de francs. Par conséquent, il y a un capital suffisant pour vingt-cinq années, ce qui, c'est évident, ne se justifie pas.

Par conséquent, il importe de prélever 65 millions de francs sur ces 75 millions de francs pour alléger la part de financement du plan social, au demeurant intangible bien entendu, qui est à la charge des entreprises, lesquelles, je le répète, ont constitué le fonds sur lequel nous proposons d'opérer ce prélèvement.

Tel est le sens de ces deux amendements qui me semblent devoir recevoir un accueil favorable de la part de tous ceux qui ont approuvé le plan Le Drian.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 219.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le décret prévu par l'article 32 étant destiné à déterminer les modalités d'utilisation des ressources de la caisse nationale de garantie des dockers pour contribuer aux dépenses relatives à l'exécution des plans sociaux dans la profession, il paraît tout à fait normal et souhaitable que le conseil d'administration soit consulté sur sa teneur.

C'est, à notre avis, une question non seulement de démocratie, mais également d'efficacité.

L'amendement n° 219 tend donc uniquement à favoriser la concertation entre l'Etat et les partenaires sociaux de la profession.

Le Sénat pourrait faire preuve de sa sagesse en réservant un accueil favorable à cet amendement, qui n'a aucune incidence financière.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n°s 131, 219 et 132 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'amendement n° 131 est un amendement de clarification sur lequel la commission émet un avis favorable.

La commission émet un avis défavorable sur l'amendement n° 219.

Enfin, s'agissant de l'amendement n° 132, la commission souhaite s'en remettre à l'avis du Gouvernement. En effet, il ne lui paraissait pas possible de dégager plus de 50 millions de francs.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 131, 219 et 132 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je voudrais lancer un appel à M. Maurice Schumann pour l'inviter, sur la base des précisions que je vais apporter, à retirer les amendements n°s 131 et 132.

L'amendement n° 131 vise à mobiliser les fonds de la caisse nationale de garantie des ouvriers dockers pour atténuer la contribution au financement de plans sociaux qui était à la charge de la profession.

Le problème est qu'un certain nombre d'entreprises qui n'ont pas participé au financement lors de la constitution de ce fonds pourraient trouver là un avantage.

L'objet du décret visé au deuxième alinéa de l'article 32 est précisément de fixer les critères de répartition et les modalités d'affectation de cette aide. Mon collègue M. Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, souhaite donc que le Sénat s'en tienne, pour les motifs que je viens d'indiquer, à la rédaction de l'article n° 32 et donc qu'il n'adopte pas l'amendement n° 131.

L'amendement n° 132 tend à préciser un plancher, fixé à 65 millions de francs, pour les fonds à redistribuer. Or, la détermination de la part du fonds de réserve qui pourra être utilisée au financement des plans sociaux signés dans le secteur de la manutention portuaire doit tenir compte de nombreux paramètres influant sur l'évolution de l'ensemble des fonds de réserve : dettes antérieures, niveau des produits financiers générés par les réserves affectées au fonctionnement, évolution de l'institution.

Nous sommes là dans un domaine de nature complexe, qui doit être réglé par voie de décret. Je souhaite donc que vous puissiez retirer cet amendement.

Telles sont les précisions que je souhaitais vous apporter, monsieur Schumann. Sur le fond, vos préoccupations seront satisfaites, mais elles le seront sur la base du texte qui nous est transmis par l'Assemblée nationale sans qu'il soit nécessaire d'y adjoindre les deux amendements que vous nous proposez.

M. le président. Monsieur Schumann, maintenez-vous les amendements n°s 131 et 132 ?

M. Maurice Schumann. Monsieur le ministre, il m'est très difficile d'accéder à votre vœu. Le premier signataire de ces deux amendements est M. de Rohan, qui est non seulement le président du groupe du RPR au Sénat, mais aussi le président du groupe de défense de la mer. Or je ne peux le consulter en l'instant. De surcroît, en vous écoutant, je me disais que, puisqu'un décret devra inter-

venir, rien ne serait plus facile que de tenir compte, dans la rédaction dudit décret, de l'argument que vous avez invoqué.

Il est parfaitement vrai, notre exposé des motifs le montre, que nous voulons réserver le bénéfice de ces 65 millions de francs et de l'allégement de la charge incombant aux entreprises qui en résulte aux seules entreprises qui ont contribué à constituer le fonds de garantie.

Je crois donc que vous pourriez, dans la procédure réglementaire – j'aimerais le dire à votre collègue, mon ami Jacques Barrot – tenir parfaitement compte de l'argument invoqué contre nos deux amendements.

Si vous pouvez me confirmer qu'il en sera ainsi, je pourrais peut-être – mais j'attends d'avoir entendu votre réponse sur ce point – accéder à votre vœu.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur Schumann, je vous confirme qu'il sera en effet tenu compte, dans la rédaction du décret, de la préoccupation qu'expriment vos deux amendements, auxquels s'était joint M. de Rohan.

M. Maurice Schumann. Dans ces conditions, monsieur le président, les deux amendements sont retirés.

M. le président. Les amendements nos 131 et 132 sont retirés.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 219 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* L'exposé des motifs du projet de loi indique clairement que les mesures concernant l'affectation des fonds de la caisse nationale de garantie des ouvriers dockers seront prises après avis de cette institution. Il ne paraît donc pas utile d'alourdir, dans le texte même de la loi, la procédure réglementairement applicable.

Telle est la raison pour laquelle le Gouvernement demande le rejet de cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 219, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 32.

(L'article 32 est adopté.)

M. le président. La division « Section 4 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 33

M. le président. L'article 33 a été retiré.

Article additionnel après l'article 33

M. le président. Par amendement n° 44, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 33, un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans la première phrase de l'article 239 *bis* AA du code général des impôts, les mots : "ou artisanale" sont remplacés par les mots : ", artisanale ou agricole". »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Monsieur le président, cet amendement avait déjà été présenté à l'occasion de l'examen de la loi de finances, sur l'initiative de notre excellent collègue M. Souplet.

Nous avions alors besoin d'une expertise. Celle-ci a eu lieu, et nous sommes aujourd'hui en état de proposer au Sénat cet amendement, qui vise à élargir le champ d'application de l'option des SARL de famille pour l'impôt sur le revenu, en autorisant ces dernières à opter lorsqu'elles réalisent une activité agricole.

M. Gérard César. Excellente initiative !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Si le Sénat adopte cet amendement, l'engagement pris lors de l'examen de la loi de finances pour 1996 aura été tenu.

Le Gouvernement est, en effet, favorable à cet amendement, qui devrait faciliter l'exercice conjoint d'activités agricoles et commerciales dans le cadre de sociétés de capitaux, tout en permettant l'assujettissement au régime des sociétés de personnes.

Il s'agit là d'un progrès substantiel qui devrait donner satisfaction au monde agricole et permettre le développement de la pluriactivité.

Le Gouvernement est très favorable à cet amendement.

M. Emmanuel Hamel. Excellente réponse et bonne décision !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 44, accepté par le Gouvernement.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste républicain et citoyen vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 33.

La division « Section 5 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article additionnel avant l'article 34

M. le président. Je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 2, M. Pluchet, au nom de la commission des affaires économiques, proposer d'insérer, avant l'article 34, un article ainsi rédigé :

« I. – La loi du 3 janvier 1969 relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité est modifiée comme suit :

« 1° L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 2.* – Le lait est payé aux producteurs en fonction de sa composition et de sa qualité hygiénique et sanitaire. Des critères de qualité relatifs aux possibilités de transformation du lait et aux caractéristiques des produits susceptibles d'être obtenus à partir de ce lait peuvent en outre être utilisés pour la détermination du prix.

« Un décret définit la nature, les modalités et la durée des engagements qui devront lier les producteurs et les acheteurs de lait et précise la nature et les modalités de mise en œuvre des critères cités au premier alinéa du présent article.

« Des accords interprofessionnels peuvent définir des grilles de classement des laits, en fonction des critères et des règles prévus au décret précité et dans le respect des règles de la politique agricole commune. Ces accords peuvent être homologués en application de la loi n° 74-639 du 12 juillet 1974 relative à l'interprofession laitière ou étendus en application de la loi n° 75-600 du 10 juillet 1975 relative à l'organisation interprofessionnelle agricole. »

« 2° Les articles 3 et 4 sont abrogés.

« 3° A l'article 5, les mots : "aux dispositions de l'article 3" sont remplacés par les mots : "aux dispositions de l'article 2". L'article 5 devient l'article 3.

« II. – A l'article L. 213-5 du code de la consommation, les mots : "loi n° 69-10 du 3 janvier 1969 relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité" sont supprimés. »

Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° 284 est présenté par MM. Lambert et Bourdin, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 166 est présenté par MM. Deneux, Souplet et César.

Tous deux tendent à insérer, avant l'article 34, un article additionnel ainsi rédigé :

« A. – La loi du 3 janvier 1969 relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité est modifiée comme suit :

« I. – L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 2.* – Le lait est payé aux producteurs en fonction de sa composition et de sa qualité hygiénique et sanitaire. Des critères relatifs aux propriétés du lait en vue de sa transformation et aux caractéristiques des produits susceptibles d'être obtenus à partir de ce lait peuvent en outre être utilisés pour la détermination du prix, s'ils permettent de caractériser la qualité du lait au départ de l'exploitation.

« Un décret définit la nature, les modalités et la durée des engagements qui devront lier les producteurs et les acheteurs de lait et précise la nature et les modalités de mise en œuvre des critères cités au premier alinéa du présent article.

« Des accords interprofessionnels peuvent définir des grilles de classement du lait, en fonction des critères et des règles prévus au décret précité et dans le respect des règles de la politique agricole commune. Ces accords peuvent être homologués en application de la loi n° 74-639 du 12 juillet 1974 relative à l'interprofession laitière ou étendus en application de la loi n° 75-600 du 10 juillet 1975 relative à l'organisation interprofessionnelle agricole. »

« II. – Les articles 3 et 4 sont abrogés.

« III. – A l'article 5, les mots : "aux dispositions de l'article 3" sont remplacés par les mots : "aux dispositions de l'article 2". L'article 5 devient l'article 3.

« B. – A l'article L. 213-5 du code de la consommation, les mots : "loi n° 69-10 du 3 janvier 1969 relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité" sont supprimés. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° 2.

M. Alain Pluchet, *rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan.* La loi Godefroy du 5 janvier 1969 a fixé les caractéristiques du paiement du lait. Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de moderniser ces dispositions, d'introduire des critères de qualité, et de donner un cadre juridique sûr aux accords interprofessionnels.

C'est pourquoi le projet de loi qui a été déposé à l'Assemblée nationale comprenait un article 33, précisant ces différentes dispositions. Mais il est apparu, au moment de la discussion, qu'il restait un point à préciser. Le Gouvernement a alors retiré cet article.

La commission des finances a souhaité le réintroduire tout en l'améliorant grâce à un amendement qui a fait l'objet d'une discussion entre les professionnels, l'interprofession et le ministère de l'agriculture.

Dans la mesure où nos collègues MM. Deneux, Souplet et César ont complètement réécrit cet amendement, qui semble maintenant accepté par tout le monde, je retire, monsieur le président, l'amendement n° 2 de la commission des affaires économiques et du Plan au profit du texte auquel sont parvenus nos collègues, c'est-à-dire de l'amendement n° 166.

M. le président. L'amendement n° 2 est retiré.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 284.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit là d'une œuvre collective, à laquelle j'associe nos excellents collègues Marcel Deneux, Michel Souplet et Gérard César. Nous avons travaillé en étroite concertation avec la commission des affaires économiques, et je crois que M. le rapporteur pour avis a bien rappelé la chronologie des faits.

L'article additionnel que nous vous proposons d'adopter reprend l'article 33 qui a été retiré, en le modifiant pour apaiser les craintes qui se sont manifestées. Il sera ainsi précisé que les caractéristiques du lait sont celles qui existent au départ de l'exploitation, afin de neutraliser les éventuelles modifications biologiques qui peuvent intervenir au cours du transport. De la sorte, les propriétés du lait en vue de sa transformation seront mieux définies.

Nous espérons que cet amendement recueillera l'accord du Gouvernement, d'autant que l'ensemble de la filière y est favorable.

M. le président. La parole est à M. César, pour défendre l'amendement n° 166.

M. Gérard César. De nombreux événements ont rendu obsolètes les dispositions de la loi du 3 janvier 1969. De nouvelles dispositions, à l'échelon tant national que communautaire, sont intervenues en matière d'hygiène, et des progrès énormes ont été obtenus sur le plan technologique, ainsi que des avancées dans la négociation du prix du lait dans un cadre interprofessionnel régional.

J'ajoute que le conseil de direction de l'ONILAIT a donné un avis favorable sur le principe qui est proposé aujourd'hui. Je remercie donc M. Pluchet de sa proposition, et nous souhaitons, bien sûr, MM. Deneux, Souplet et moi-même, que notre amendement soit adopté, ainsi que celui de M. le rapporteur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n°s 284 et 166 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement ne peut que se féliciter du rétablissement dans sa rédaction initiale de son texte, qui avait fait l'objet de modifications à l'Assemblée nationale.

Par conséquent, il est pleinement favorable à l'amendement de M. César et à celui de la commission des finances, tout en remerciant M. Pluchet pour l'avancée qu'il a permise.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 284 et 166, acceptés par le Gouvernement.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, avant l'article 34.

Article 34

M. le président. « Art. 34. – Le deuxième alinéa de l'article L. 115-7 du code de la consommation est ainsi rédigé :

« Avant le 1er juillet 2000, les produits dont l'appellation d'origine a été définie par voie judiciaire avant le 1er juillet 1990, ou a été acquise en application des articles 14 et 15 de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine dans leur rédaction antérieure à la loi n° 90-558 du 2 juillet 1990 relative aux appellations d'origine contrôlées des produits agricoles ou alimentaires, bruts ou transformés, et pour lesquels une demande de reconnaissance en appellation d'origine contrôlée a été déposée auprès de l'Institut national des appellations d'origine avant le 31 décembre 1996, se verront attribuer cette reconnaissance, par décret, s'ils satisfont aux conditions fixées à l'article L. 115-5. A compter du 1er juillet 2000, ou en cas de refus de reconnaissance de l'appellation d'origine contrôlée, ces appellations seront caduques. » – *(Adopté.)*

La division « Section 6 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 35

M. le président. « Art. 35. – La loi n° 56-210 du 27 février 1956 portant création du conseil interprofessionnel des vins de Fitou, Corbières et Minervois et le décret n° 66-369 du 8 juin 1966 modifiant ladite loi, validé par la loi n° 77-731 du 7 juillet 1977 portant validation de divers décrets instituant des organismes professionnels ou interprofessionnels, sont abrogés.

Les droits, biens et obligations du conseil interprofessionnel des vins de Fitou, Corbières et Minervois sont transférés au conseil interprofessionnel des vins du Languedoc dans les conditions prévues à l'article 9 de la loi n° 90-558 du 2 juillet 1990 relative aux appellations d'origine contrôlées des produits agricoles ou alimentaires, bruts ou transformés. »

Sur l'article, la parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'article 35 tend à supprimer le conseil interprofessionnel des vins de Fitou, Corbières et Minervois, et à en transférer les droits, biens et obligations au comité interprofessionnel des vins du Languedoc.

L'objectif annoncé est de permettre une meilleure défense et une meilleure efficacité du comité des vins du Languedoc pour promouvoir l'ensemble des crus de l'Aude, du Gard et de l'Hérault ayant obtenu une AOC.

De nouvelles possibilités de promotion s'ouvrent en effet, notamment dans les pays du nord de l'Union européenne, grâce à la reconnaissance des AOC par le droit communautaire.

Cependant, je dois vous dire toute notre perplexité quant aux avantages que pourraient apporter les dispositions de cet article 35 aux viticulteurs des crus de Fitou, Corbières et Minervois.

Il nous semble même qu'elles rendraient plus difficile la préservation de l'originalité et des caractères de ces crus et que les viticulteurs concernés n'auraient que peu de poids dans la nouvelle entité pour faire valoir leurs droits et maintenir, voire développer leurs actuelles capacités de promotion.

En tout état de cause, les seules explications d'ordre juridique développées tant dans le rapport écrit de M. Auberger à l'Assemblée nationale que dans celui de notre collègue M. Lambert au Sénat ne peuvent suffire à justifier le regroupement de comités interprofessionnels qui nous est proposé.

Il convient, au contraire, d'aller au-delà, d'envisager les véritables raisons de fond qui rendent nécessaire cette fusion et les conséquences qu'elle entraînerait pour les viticulteurs des crus audois concernés, alors qu'ils ont consacré de réels efforts pour l'amélioration de la qualité de leurs productions.

D'après les informations que nous avons pu recueillir, il semble que le cru de Corbières ait donné son adhésion au comité des vins du Languedoc dans des conditions contestables, sans passer par l'assemblée générale, et qu'il s'avère qu'une partie seulement de ses adhérents étaient d'accord pour la réalisation de l'opération.

Plusieurs dizaines de viticulteurs, exploitant plus de 200 000 hectares de vigne, seraient opposés à cette fusion, et cette adhésion ferait actuellement l'objet d'une contestation devant les tribunaux.

Cet article 35 intervient donc dans un climat pour le moins troublé parmi les professionnels concernés.

D'autre part, il semblerait que le cru de Corbières présente un excédent de 10 millions de francs, alors que le cru des coteaux du Languedoc connaît, pour sa part, un déficit de 20 millions de francs.

Aussi, avec les sénateurs de mon groupe, je souhaiterais que M. le ministre nous éclaire sur cette situation pour le moins contrastée et sur les véritables enjeux de la fusion de ces deux comités interprofessionnels viticoles.

Monsieur le ministre, pouvez-vous apporter des réponses précises à nos questions ?

M. le président. Par amendement n° 220, Mme Beaudeau, MM. Minetti, Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent de compléter *in fine* l'article 35 par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

> « Le conseil interprofessionnel des vins du Languedoc est tenu de préserver l'identité de chacun des crus visés à cet article et de leur accorder une autonomie et des moyens de promotion adéquats. »

Madame Beaudeau, puis-je considérer que vous avez défendu votre amendement ?

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je pensais que M. le ministre pourrait nous apporter quelques éclaircissements, mais, s'il ne le peut pas, je vais poursuivre en défendant notre amendement n° 220, qui tend à garantir la préservation de l'identité des crus de Fitou, Corbières et Minervois et de leurs moyens de promotion, et à dissiper autant que faire se peut les craintes des viticulteurs audois concernés par cette fusion.

Les très gros efforts que ces viticulteurs ont consentis pour accroître la qualité de leur vignoble et de leur production ne doivent en aucun cas pouvoir être remis en

cause par une éventuelle appellation générique commune à tous les vins AOC du Languedoc. Une telle évolution ne pourrait, en effet, que nuire au développement de la qualité des vins de cette région.

Par conséquent, notre amendement ne peut que contribuer à clarifier les choses en la matière, et ce même si la fusion des deux comités interprofessionnels est retenue.

Il ne créerait nullement un privilège pour les vins concernés puisqu'il n'altérerait pas les droits actuels des autres crus placés sous l'égide du comité interprofessionnel des vins du Languedoc.

Dans notre esprit, si cet amendement était adopté, l'article 35 entraînerait une simplification administrative dans la gestion des intérêts de tous les vins du Languedoc et il faciliterait vraiment leur équitable promotion dans l'hexagone et, au-delà, dans toute l'Europe.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il est apparu à la commission, d'une part, que l'amendement de Mme Beaudeau était sans portée normative et, d'autre part, qu'il était préférable de faire confiance aux dirigeants du conseil interprofessionnel des vins du Languedoc.

La commission a donc émis un avis défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement partage l'avis défavorable de la commission.

Un conseil interprofessionnel s'est constitué en 1994, qui regroupe l'ensemble des associations de producteurs.

Peut-être Mme Beaudeau craint-elle que les appellations contrôlées ne perdent leur identité, leur spécificité ? Je veux la rassurer sur ce point : il n'est pas question de remettre en cause les AOC, qu'il s'agisse du Crémant, de la Blanquette de Limoux, du Fitou, des Corbières ou du Minervois. Ces crus seront naturellement préservés.

Le conseil interprofessionnel rassemble des moyens considérables et c'est lui qui est en charge de la promotion de ces vins du Languedoc.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 220, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 35.

(L'article 35 est adopté.)

Article additionnel après l'article 35

M. le président. Par amendement n° 71 rectifié, MM. César, Valade, Alloncle, Bernard, Doublet, Hugot, Barbier, Besson, Huchon et Serge Mathieu proposent d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après le sixième alinéa (5°) de l'article 2 de la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949 réglementant la profession des courtiers en vins dits "courtiers de campagne", il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 5° *bis* Satisfaire à des conditions d'expérience professionnelle et d'honorabilité définies par décret ; »

La parole est à M. César.

M. Gérard César. La profession de courtier en vins joue un rôle important dans la filière viticole.

Elle sert d'intermédiaire entre deux parties, la production et le négoce, pour rapprocher les intérêts de ces deux familles autour d'un contrat les liant sur des conditions de marchés précises, dont elle reste le garant moral de la bonne exécution.

Aux termes de la loi de 1949, seules peuvent exercer cette profession les personnes titulaires d'une carte professionnelle délivrée par le préfet, après avis d'une commission consultative.

Depuis 1949, les responsabilités ont évolué. Les courtiers en vins sont directement concernés par 80 p. 100 des ventes réalisées en France. Il est donc indispensable, dans l'intérêt de toute la filière, que leur expérience professionnelle et leur honorabilité soient reconnues de tous.

Notre amendement tend à cette reconnaissance, par l'obligation qui leur est faite de posséder des notions juridiques, des notions de gestion, une aptitude à la dégustation, la connaissance de tous les vins de France est d'assurer la garantie de bonne fin du contrat que nous appelons, dans la région de Bordeaux, un bordereau.

La simple signature du courtier engage les parties. Il est donc nécessaire que sa qualification soit reconnue par la chambre de commerce et les pouvoirs publics. On garantit ainsi à cette profession son rôle d'intermédiaire essentiel dans les transactions. L'expérience professionnelle et l'honorabilité du courtier seraient ainsi reconnues de tous. La profession nous le demande.

Mes collègues Bernard Barbier, Jacques Valade, Michel Alloncle, Jean Bernard, Jean Besson, Jean-Paul Hugot, Serge Mathieu, Jean Huchon, Michel Doublet et moi-même avons déposé, le 4 juillet 1995, une proposition de loi relative aux conditions d'accès à la profession de courtier en vins.

Notre amendement a pour objet de répondre à l'évolution de cette profession depuis la loi de 1989.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission a été très impressionnée par la qualité et la compétence des auteurs de l'amendement.

Sur un tel sujet, qui requiert une expérience particulière, le Gouvernement pourra sans doute aider le Sénat à se déterminer. En tout état de cause, la commission a décidé de s'en remettre à la sagesse de nos collègues.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Emmanuel Hamel. Il ne peut qu'avoir la sagesse de dire que l'amendement est bon !

M. le président. Je vous en prie, monsieur Hamel, vous n'avez pas la parole.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur Hamel, vous exercez une pression sur le Gouvernement ! *(Sourires.)*

En fait, la profession de courtier en vin est déjà réglementée. Toutefois, le Gouvernement comprend bien la préoccupation des auteurs de l'amendement. Ils veulent que les efforts accomplis par les éleveurs de vin soient relayés par une profession de courtiers au professionnalisme irréprochable, afin que ces derniers soient les véritables promoteurs de ces produits de qualité.

Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 71 rectifié.

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. J'aurai du mal à être plus éloquent et plus convaincant que ne le fut ce grand viticulteur qu'est notre collègue M. César.

Je voudrais rappeler que c'est non seulement le Bordelais qui est intéressé par cet amendement, qui est incontestablement un amendement de progrès, mais aussi le Beaujolais, car l'amendement a été inspiré par les grandes connaissances qu'a de tous les problèmes viticoles notre éminent collègue M. Serge Mathieu.

Je ne veux donc pas douter – d'autant que le Gouvernement vient de nous dire qu'il faisait confiance à notre sagesse – que cet amendement important et de progrès sera adopté par le Sénat.

M. le président. Vous auriez pu y ajouter Nuits-Saint-Georges, monsieur Hamel, avec notre collègue M. Barbier !

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 71 rectifié, pour lequel la commission et le Gouvernement s'en remettent à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 35.

Article 35 *bis*

M. le président. « Art. 35 *bis.* – Dans le troisième alinéa de l'article 163-0A du code général des impôts, après les mots : "départ volontaire", sont insérés les mots : "ainsi qu'aux sommes reçues par les bailleurs de biens ruraux au titre d'avances sur les fermages". »

Par amendement n° 285 rectifié, MM. Lambert et Bourdin, au nom de la commission des finances, proposent de compléter *in fine* le texte de cet article par les mots : « pour les baux conclus à l'occasion de l'installation d'un jeune agriculteur bénéficiant de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ou d'un prêt à moyen terme spécial ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Très brièvement, il est proposé de recentrer le dispositif sur l'installation des jeunes agriculteurs.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le recentrage est judicieux. Le Gouvernement donne son accord à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 285 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 35 *bis,* ainsi modifié.

(L'article 35 bis *est adopté.)*

Article additionnel après l'article 35 *bis*

M. le président. Par amendement n° 45, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 35 *bis,* un article additionnel ainsi rédigé :

« Il est inséré dans le code général des impôts un article 1607 A ainsi rédigé :

« *Art. 1607 A.* – I. – Les propriétés non bâties classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 et non exonérées en application des articles 1395 à 1395 B sont exonérées de la taxe spéciale d'équipement, additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, perçue au profit d'établissements publics.

« II. – Pour le calcul de la répartition prévue au paragraphe II de l'article 1636 B *octies,* il n'est pas tenu compte de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux propriétés visées au paragraphe I.

« III. – Les dispositions des paragraphes I et II s'appliquent à compter de 1996. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Cet amendement vise à exonérer les jeunes agriculteurs du versement des taxes spéciales d'équipement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 45, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 35 *bis.*

La division « Section 7 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 36

M. le président. « Art. 36. – A la fin du troisième alinéa de l'article 1609 B du code général des impôts, les mots : "de finances" sont supprimés.

« Le plafond de la taxe instituée au profit de l'Établissement public d'aménagement en Guyane par les dispositions de l'article 1609 B du code général des impôts est fixé à 12,3 millions de francs. Pour l'année 1996, le montant de la taxe devra être arrêté et notifié aux services fiscaux au plus tard le 30 avril 1996. »

Par amendement n° 46, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de rédiger comme suit cet article :

« Le troisième alinéa de l'article 1609 B du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Le montant de cette taxe est arrêté chaque année par le conseil d'administration de l'établissement public dans la limite de 12,3 millions de francs. Pour l'année 1996, le montant de la taxe devra être arrêté et notifié aux services fiscaux au plus tard le 30 avril 1996. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit d'un amendement rédactionnel, qui répond à un souci de lisibilité et de cohérence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 46, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 36 est ainsi rédigé.

Articles additionnels après l'article 29 *(suite)*

M. le président. Nous en revenons aux amendements nos 281 et 282, qui ont été précédemment réservés.

Par amendement n° 281, MM. Poncelet et Lambert, au nom de la commission des finances, proposent d'insérer, après l'article 29, un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 262-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales, après les mots : "ne sont pas soumis aux règles de la comptabilité publique", sont insérés les mots : "et la Caisse des dépôts et consignations". »

La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* L'amendement n° 281 a déjà été exposé par M. le rapporteur en termes excellents, j'en suis convaincu. Il vise à autoriser la Caisse des dépôts et consignations à devenir associée d'une société par actions simplifiée.

Actuellement, cette possibilité est offerte aux sociétés anonymes et aux établissements publics à caractère industriel et commercial, mais, à défaut de disposition expresse, non pas à la Caisse des dépôts et consignations, compte tenu, précisément, de son statut très particulier.

Mais si la Caisse ne peut directement devenir associée d'une société par actions simplifiée, ses filiales, en revanche, constituées sous forme de société anonyme, le peuvent.

Monsieur le ministre, on me dit que vous n'acceptez pas la disposition que nous proposons. D'aucuns pourraient penser qu'il s'agit là d'une attitude peut-être technocratiquement mesquine.

Pour ma part, je regrette sincèrement que vous ne jugiez pas utile d'accorder à la Caisse des dépôts et consignations cette possibilité de participer directement à une société par actions sans avoir à créer une filiale. La Caisse y gagnerait rapidité et souplesse dans ses interventions.

Je vous demande vraiment de faire un effort de compréhension et d'accorder, en quelque sorte, à la société mère ce que vous accordez à ses filiales.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Sénat s'est prononcé sur les voies d'une réforme de la Caisse des dépôts et consignations. Dans ces conditions, il paraît judicieux d'encourager la Caisse à constituer des filiales, qui, si c'est nécessaire, pourront elles-mêmes créer des sociétés par actions simplifiées.

La Caisse est coutumière de la recherche de dispositions spécifiques. Lors de la discussion du projet de loi portant DMOS, vous serez amenés à vous prononcer sur une mesure de régularisation visant le personnel de la Caisse des dépôts et consignations. Vous verrez que l'on veut bénéficier d'un statut privé tout en conservant l'ancien statut. A un certain moment, il faudra bien que la Caisse choisisse !

M. Philippe Marini. Certainement !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement est d'autant plus réservé sur la présente proposition que le Sénat lui-même s'est prononcé sur l'orientation générale d'une réforme de la Caisse des dépôts et consignations.

Le Gouvernement souhaiterait que la relation entre l'Etat et la Caisse soit telle que le directeur général puisse passer avec lui – je sais bien que ce n'est pas son actionnaire, mais il n'y a pas à proprement parler de dissociation de patrimoine – un accord préalable à de telles initiatives.

M. Philippe Marini. Très juste !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je vous confirme les réserves du Gouvernement et je réitère le souhait que vous acceptiez de retirer cet amendement.

M. le président. Monsieur le président de la commission des finances, l'amendement n° 281 est-il maintenu ?

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Monsieur le ministre, à vous écouter, on peut – difficilement, cependant – comprendre les arguments que vous venez de développer. Mais, par votre intervention, vous venez en quelque sorte, implicitement, de faire une autre proposition, de coopération en quelque sorte.

En effet, un amendement a été adopté à l'Assemblée nationale, à l'occasion de l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social et statutaire, présenté par votre collègue M. Barrot. Ce texte vise à conférer un fondement légal, souhaité ici même à plusieurs reprises, et donc une existence juridique, à un groupement d'intérêt économique qui gère le personnel de droit privé de la Caisse des dépôts et consignations. Il s'agit en quelque sorte d'une légalisation.

Monsieur le ministre, puis-je compter sur une intervention de votre part auprès de votre collègue, car je pense que vous serez consulté, pour que la disposition prévue par cet amendement soit définitivement adoptée et que ce GIE soit enfin légalisé ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Oui, monsieur Poncelet !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Dans ces conditions, monsieur le président, je retire l'amendement n° 281.

M. le président. L'amendement n° 281 est retiré.

Par amendement n° 282, MM. Poncelet et Lambert, au nom de la commission des finances, proposent d'insérer, après l'article 29, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après l'article 5 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, il est inséré un nouvel article ainsi rédigé :

« *Art 5* bis. I. – Sont réputés exécutés intégralement hors du territoire national, au sens de l'article 5, alinéa 2, de la présente loi, les contrats relatifs aux emprunts émis hors de France avec le bénéfice de l'article 131 *quater* du code général des impôts et les contrats passés avec un non-résident.

« II. – Constitue une personne morale de droit public gérant des activités à caractère industriel et commercial au sens de la présente loi, tout établissement public ou assimilé, à caractère administratif ou non, exerçant de telles activités. »

La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Il s'agit de préciser, en matière de contrats financiers, les conditions d'application de la loi relative à l'emploi de la langue française.

En application de cette loi, les contrats conclus par une personne morale de droit public doivent être rédigés en langue française. Les dispositions rédigées en langue étrangère ne peuvent être opposées aux cocontractants.

M. Charles Revet. Très bien !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Cette règle n'est toutefois pas applicable pour les contrats exécutés intégralement hors du territoire national. Vous le voyez, il y a là un handicap.

En matière financière, les opérations sont souvent, trop souvent même, difficilement localisables. Nous proposons donc d'appliquer également cette règle aux contrats relatifs à des emprunts émis hors de France et aux opérations financières exécutées avec une partie non résidente.

Par ailleurs, nous précisons, afin d'éviter des interprétations diverses, la notion de personne morale exerçant des activités à caractère industriel et commercial.

Il nous est apparu nécessaire, pour faciliter bien sûr les accords financiers réalisés à l'étranger, d'apporter une application particulière à la loi dite, communément, loi Toubon.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* M. le président de la commission des finances nous invite à faire preuve de réalisme dans la pratique des contrats financiers. Le Gouvernement donne un avis favorable à l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 282, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 29.

La division « section 8 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 37

M. le président. « Art. 37. – Le premier alinéa de l'article L. 121-24 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsqu'un propriétaire ne possède, au sein du périmètre d'un aménagement foncier visé aux 1°, 2°, 5° ou 6° de l'article L. 121-1 du code rural, qu'une parcelle ou un ensemble de parcelles de même nature de culture d'une superficie totale inférieure à un seuil fixé par la commission départementale d'aménagement foncier dans la limite d'un hectare et d'une valeur inférieure au montant fixé à l'article 704 du code général des impôts et que cette parcelle ou cet ensemble de parcelles ne fait pas partie des catégories d'immeubles visées aux articles L. 123-2 et L. 123-3, ce propriétaire peut vendre cette parcelle ou cet ensemble de parcelles dans les conditions définies ci-après. »

Je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° 3 est présenté par M. Pluchet, au nom de la commission des affaires économiques.

L'amendement n° 167 est déposé par M. Souplet et les membres du groupe de l'Union centriste.

Tous deux tendant à supprimer cet article.

Par amendement n° 286, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose :

I. – Dans le texte présenté par l'article 37 pour remplacer le premier alinéa de l'article L. 121-24 du code rural de remplacer les mots : « d'un hectare » par les mots : « d'un hectare et demi ».

II.– Dans le même texte, de remplacer les mots : « au montant » par les mots : « à 1,5 fois le montant ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° 3.

M. Alain Pluchet, *rapporteur pour avis.* L'article 37 revient sur une disposition de la loi de modernisation de l'agriculture que nous avons examinée l'année dernière et qui a été publiée le 1er février 1995, voilà à peine plus d'un an.

L'objectif recherché en 1995, dans la loi de modernisation de l'agriculture, était de faciliter les transferts de propriété des petites parcelles dans le cadre d'aménagements fonciers ou de remembrements, en les intégrant aux opérations d'aménagements fonciers et en assimilant le prix de revient à une soulte.

L'article 37 nous a laissé perplexes. En effet, lors de l'examen au fond de la loi de modernisation de l'agriculture, il n'était pas apparu qu'il y ait la moindre difficulté d'interprétation puisque avaient été fixés des critères de surface, un hectare, et de valeur, l'équivalent de 5 000 francs.

L'attention du Gouvernement a été attirée par le Conseil d'Etat au moment de l'élaboration du décret d'application de cette disposition, le Gouvernement ayant apporté une restriction en demandant que la cession de ces parcelles soit considérée compte de propriété par compte de propriété et non pas parcelle par parcelle, ce qui limite considérablement cette disposition.

C'est la raison pour laquelle la commission des affaires économiques a été très réservée sur cet article et en demande sa suppression.

Notre collègue M. Souplet, à titre personnel, a déposé un amendement n° 167 ayant le même objet. Rapporteur du projet de loi de modernisation de l'agriculture et, il lui a également semblé, lors de la discussion de cette loi, qu'il n'était pas dans l'intention du législateur de fixer une limite à ces opérations de cession de petites parcelles.

M. le président. L'amendement n° 167 est-il soutenu ?...

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 286 et donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 3.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Sur ce point, il y a une légère divergence entre la commission des affaires économiques et celle des finances. Mais sans doute pourrons-nous l'effacer et rapprocher nos positions.

En tout cas, le Sénat, dans sa sagesse, s'exprimera.

Il s'agit de la cession des petites parcelles dans le cadre des remembrements. La commission des affaires économiques propose de supprimer l'article 37 et de revenir ainsi à l'esprit de la loi de 1995.

J'indique au passage aux présidents de conseils généraux que ce n'est pas complètement sans conséquences pour les ressources des départements. Le ministère de l'agriculture estime d'ailleurs cette perte à 100 millions de francs.

J'ajoute que la cession de ces microparcelles n'est pas conforme à l'esprit d'un remembrement.

Je me demande également – mais c'est à lui de répondre – si cette position de la commission des affaires économiques ne pourrait pas conduire le Gouvernement à ne pas être empressé de prendre ce décret et retarder d'autant la mise en application de la loi de 1995.

C'est pourquoi, afin de régler le problème, comprenant bien, en revanche, vos préoccupations monsieur Pluchet, la commission des finances suggère de porter de un hectare à un hectare et demi la surface maximale admise. Cette solution d'équilibre devrait satisfaire tout le monde.

Tel est l'esprit de notre amendement ; je forme le vœu qu'il puisse obtenir le consensus le plus large.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 3 et 286 ?

M. Jean Arthuis. *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement comprend bien les motivations de MM. Pluchet et Souplet, mais si l'on pouvait trouver un compromis sur la base de l'amendement de la commission des finances, le Gouvernement s'y rallierait volontiers.

En effet, il faut sans doute trouver une juste mesure, et la commission des finances semble avoir placé le curseur au bon endroit.

Les conseils généraux y auront également intérêt, et peut-être qu'un jour le législateur se demandera s'il n'existe pas d'autre assiette pour des droits d'enregistrement qui permette d'échapper à ceux-ci.

Je laisse cela à votre sagacité. Dans l'immédiat, puisqu'à chaque jour suffit sa peine, le Gouvernement accepte l'amendement n° 286 de la commission des finances.

M. le président. Monsieur le rapporteur pour avis, l'amendement n° 3 est-il maintenu ?

M. Alain Pluchet, *rapporteur pour avis.* L'amendement n° 3 a été déposé par la commission des affaires économiques et du Plan, dont je ne suis que le rapporteur pour avis, mais je crois que, compte tenu des explications de M. le ministre et de son acceptation de la proposition de la commission des finances, qui constitue une transaction, je peux le retirer.

M. le président. L'amendement n° 3 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets au voix l'amendement n° 286, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 37, ainsi modifié.

(L'article 37 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 37

M. le président. Par amendement n° 110, M. Lesein propose d'insérer, après l'article 37, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après l'article L. 49-1 du code des débits de boissons, il est inséré un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L. ...* – Les associations sportives, à l'exclusion des clubs professionnels, peuvent, sur leur demande auprès du préfet de leur département, être autorisées à vendre dans l'enceinte de la compétition des boissons, tels la bière, le cidre, les boissons locales dans les conditions suivantes :

« – l'autorisation n'est accordée que pour vingt week-ends (ou journées) par an au maximum à l'occasion des rencontres sportives ;

« – les buvettes du stade ne sont autorisées que trente minutes au plus tôt avant le début de la compétition et doivent être fermées au plus tard trente minutes après la fin de la compétition. »

La parole est à M. Lesein.

M. François Lesein. Cet amendement tend à permettre de garder ouvertes, dans certaines limites, les buvettes dans les stades, à l'exclusion des clubs professionnels, qui eux, ont d'autres ressources.

Il s'agit, pour les petits clubs d'une question de survie. On peut considérer, en effet, que les recettes des buvettes, dans nos bourgs, nos villages et nos petites communes, mais aussi dans les quartiers des grandes villes, représentent à peu près 30 p. 100 à 35 p. 100 des recettes globales d'un club.

N'oublions pas non plus que le « pot de l'amitié » fait partie de la « culture » ; la sympathie qui se dégage des buvettes ne doit pas être mise en danger.

J'avais déjà déposé un amendement identique, dont le sort a été plus ou moins heureux. J'attends donc les avis de la commission et du Gouvernement sur ce nouvel amendement avec impatience.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission des finances croit savoir que la préoccupation qui vient d'être exprimée par notre excellent collègue M. François Lesein serait satisfaite par un texte qui aurait été adopté hier ou avant-hier – on ne sait plus quel jour on vit ; il est d'ailleurs minuit – à l'Assemblée nationale.

Je me demande donc si nous ne pourrions pas demander à M. Lesein de retirer son amendement. Je ne sais s'il dispose lui-même d'une information précise à ce sujet. En tout cas, le Gouvernement pourra sans doute nous répondre sur ce point.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Cet amendement avait été défendu à l'Assemblée nationale lors de l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre économique et financier. J'avais pu le repousser sans me prononcer sur le fond en donnant rendez-vous aux députés sur le texte portant diverses mesures d'ordre social et statutaire.

Je suis tenté, monsieur Lesein, de vous orienter vers cette solution, d'autant, semble-t-il, que les députés ont adopté cette disposition dans un texte sur la santé. Le médecin que vous êtes pourra apporter sa contribution dans ce débat. *(Sourires.)*

Je suggère donc à M. Lesein d'accepter de retirer son amendement pour le présenter à nouveau lorsque viendra en discussion le texte auquel je viens de faire référence.

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Lesein ?

M. François Lesein. Avant de répondre à la proposition de M. le ministre, je tiens à rappeler que les sportifs comprennent mal la discrimination dont ils sont l'objet.

A l'opéra, au spectacle, au concert, personne ne s'oppose à ce que les auditeurs se fassent servir une coupe de champagne, voire un alcool.

Les spectateurs de ces milieux culturels ont-ils une conscience plus élevée que dans le public des stades de nos petites communes ou de nos quartiers ? Je ne le crois pas !

De plus, mes chers collègues, vous qui êtes maires et qui assistez à des matchs le samedi ou le dimanche, vous savez imposer des limites aux jeunes qui fréquentent les stades.

Le monde sportif attend, mais il n'est pas le seul. Ainsi la majorité des maires sont ennuyés par l'application hypocrite de la loi Evin et ils souhaitent l'adoption de cet amendement.

L'Assemblée nationale a adopté un amendement identique à l'occasion de la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social, et statutaire. Le Sénat examinera ce texte vers le 20 avril. Je retire donc mon amendement. Mais soyez assuré que je saisirai l'occasion de revenir sur ce sujet.

M. le président. L'amendement n° 110 est retiré.

Par amendement n° 133, M. César, propose d'insérer, après l'article 37, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article L. 131-1 du code rural est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les frais de gestion, d'animation et de réprésentation des présidents des associations foncières visées par les chapitres II, III et IV du présent titre peuvent être pris en charge forfaitairement et sur justificatif dans des conditions et limites votées annuellement en assemblée générale. »

La parole est à M. César.

M. Gérard César. Cet amendement traite des frais de gestion, d'animation et de représentation des présidents des associations foncières. Certains présidents de grandes associations passent beaucoup de temps sur le terrain pour s'occuper activement du suivi des opérations. Je propose donc qu'ils perçoivent une indemnité.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission souhaite connaître l'avis du Gouvernement et propose au Sénat de s'en remettre à cet avis.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je souhaite que le Sénat accepte de réserver l'examen de cet amendement car je suis pris au dépourvu.

Je vous promets, monsieur César, que nous reprendrons la discussion de cet amendement dans quelques instants.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cette demande de réserve ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

La réserve est ordonnée.

Article 37 *bis*

M. le président. « Art. 37 *bis.* – Les sociétés de courses autorisées à organiser le pari mutuel dans les conditions fixées à l'article 5 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux sont habilitées à collecter, dans l'enceinte de leur hippodrome, des paris engagés sur des parties de pelote basque à partir du 1er janvier 1997.

« Les paris ainsi recueillis sont soumis aux prélèvements légaux appliqués aux paris sur les courses de chevaux.

« Les modalités d'application du présent article seront fixées par décret. » – *(Adopté.)*

TITRE VII

MODIFICATIONS DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DU CODE DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES

M. le président. La division « Section 1 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 38

M. le président. « Art. 38. – I. – Le dernier alinéa de l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :

« En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et, pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme, les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture d'autorisation de programme.

« L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

« Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

« Le présent article s'applique aux régions sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 4311-3. »

« II. – Après l'article L. 131-6 du code des juridictions financières, il est inséré un article L. 131-6-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 131-6-1.* – Le comptable passible de l'amende, pour retard dans la production des comptes, est celui en fonction à la date réglementaire de dépôt des comptes.

« Toutefois, en cas de changement de comptable entre la fin de la période d'exécution du budget et la date à laquelle le compte doit être produit, la Cour des comptes peut infliger l'amende à l'un des prédécesseurs du comptable en fonction à la date réglementaire de production des comptes.

« III. – A l'article L. 231-10 du code des juridictions financières, après la référence : "L. 131-6", il est inséré la référence : ", L. 131-6-1". »

Par amendement n° 67, M. Hoeffel, au nom de la commission des lois, propose d'insérer, après le I de cet article, un paragraphe ainsi rédigé :

« ... Le dernier alinéa de l'article L. 4311-3 du code général des collectivités territoriales est complété par une phrase ainsi rédigée : "Le comptable est en droit de payer les mandats émis dans ces conditions". »

La parole est à M. Paul Girod.

M. Paul Girod, *au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* L'article 38 précise un certain nombre de dispositions quant au paiement des

créances exposées par les fournisseurs lorsque des budgets comportent des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Mais sa rédaction actuelle peut générer un malentendu en ce qu'elle exclurait les comptables des régions des possibilités de mettre en recouvrement ou de payer les mandats émis dans ces conditions.

La commission des lois a donc souhaité préciser le texte.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement considère que les dispositions prévues par cet amendement sont superfétatoires. En effet, le paragraphe I de l'article 38 introduit formellement, à l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales, la possibilité pour le comptable de payer les mandats émis par l'ordonnateur avant le vote du budget de l'année, qu'il s'agisse de dépenses de fonctionnement ou de dépenses d'investissement faites ou non dans le cadre d'autorisations de programme et de crédits de paiement.

Cet article figure dans la partie « Dispositions financières et comptables », qui s'applique à l'ensemble des collectivités territoriales et donc aux régions, monsieur Girod.

En fait, l'article L. 4311-3 du code général des collectivités territoriales ne prévoit un dispositif spécifique, s'agissant des dépenses engagées par les régions, que dans le cadre des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Ainsi, le principe général selon lequel le comptable est en droit de payer les mandats correspondants et énoncé à l'article L. 612-1 s'applique à toutes les collectivités territoriales.

Il est donc inutile de le préciser de nouveau à l'article L. 4311-3, comme vous le proposez. Dans ces conditions, je vous demande, monsieur Girod, de retirer votre amendement.

M. le président. L'amendement n° 146 est-il maintenu, monsieur Paul Girod ?

M. Paul Girod, *au nom de la commission des lois.* Je suis au regret de ne pouvoir accéder à la demande de M. le ministre.

En effet, après examen par l'Assemblée nationale, le dernier alinéa du paragraphe I de l'article 38 se lit ainsi : « Le présent article s'applique aux régions sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 4311-3. »

Comme l'article L. 4311-3, quant à lui, n'est pas modifié par l'article 38, il s'applique sans modification et c'est le risque de confusion.

C'est la raison pour laquelle, et j'en suis désolé, monsieur le ministre, je maintiens l'amendement de la commission des lois, souhaitant éventuellement qu'au cours de la navette on puisse clarifier les choses.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Puisqu'il y aura une navette, nous tirerons au clair cette différence d'appréciation, engagement étant pris de part et d'autre, monsieur le sénateur, de trouver la bonne rédaction.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 67, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 38, ainsi modifié.

(L'article 38 est adopté.)

Article additionnel après l'article 38

M. le président. Par amendement n° 146 rectifié, MM. Paul Girod et Marini proposent d'insérer, après l'article 38, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Il est inséré dans le code général des collectivités territoriales un article additionnel L. 1617-5 ainsi rédigé :

« *Art. L. 1617-5.* – 1° En l'absence de contestation, le titre de recettes individuel ou collectif émis par la collectivité territoriale ou l'établissement public local permet l'exécution forcée d'office contre le débiteur.

« Toutefois, l'introduction devant une juridiction de l'instance ayant pour objet de contester le bien-fondé d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local suspend la force exécutoire du titre.

« L'introduction de l'instance ayant pour objet de contester la régularité formelle d'un acte de poursuite suspend l'effet de cet acte.

« 2° L'action dont dispose le débiteur d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois suivant la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite.

« L'action dont dispose le débiteur de la créance visée à l'alinéa précédent pour contester directement devant le juge de l'exécution visé à l'article L. 311-12 du code de l'organisation judiciaire, la régularité formelle de l'acte de poursuite diligenté à son encontre se prescrit dans le délai de deux mois suivant la notification de l'acte contesté.

« 3° L'action des comptables publics chargés de recouvrer les créances des régions, des départements, des communes et des établissements publics locaux se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.

« Le délai de quatre ans mentionné à l'alinéa précédent, est interrompu par tous actes comportant reconnaissance de la part des débiteurs et par tous actes interruptifs de la prescription.

« 4° Le titre de recettes individuel ou un extrait du titre de recettes collectif est adressé aux redevables sous pli simple. »

« II. – L'article L. 1611-5 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 1611-5.* – Les créances non fiscales des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, à l'exception des droits au comptant, ne sont mises en recouvrement que lorsqu'elles atteignent un seuil fixé par décret. »

« III. – Les articles L. 1611-5 et L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales s'appliquent aux organismes visés par la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière. »

La parole est à M. Girod.

M. Paul Girod. Cet amendement découle d'une jurisprudence relativement récente du Conseil d'Etat, qui limite les pouvoirs des comptables en matière de mise en recouvrement de titres exécutoires au seul domaine de l'impôt.

Or une série d'autres domaines peut faire l'objet d'actes de recouvrement et il est indispensable que les comptables puissent en poursuivre l'exécution.

C'est la raison pour laquelle, sous réserve d'un certain nombre de précautions énumérées dans le texte proposé pour l'article additionnel, il est proposé de redonner aux comptables, par voie législative, la possibilité d'exercer ces mises en recouvrement, comme pour l'impôt.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 146 rectifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 38.

La division « Section 2 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblé nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article additionnel avant l'article 39

M. le président. Par amendement n° 169 rectifié, MM. Delevoye et Marini proposent d'insérer, avant l'article 39, un article additionnel ainsi rédigé :

« Sont validés les titres de perception émis par les communes afférents aux droits de voirie prévus à l'article L. 2213-6 du code général des collectivités territoriales en tant qu'ils seraient contestés sur le fondement d'un défaut de base légale à la définition des objets taxés.

« Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'exécution des décisions jurdictionnelles passées en force de chose jugée antérieurement à la promulgation de la présente loi. »

La parole est à M. Delevoye.

M. Jean-Paul Delevoye. Il s'agit de clarifier une décision gouvernementale de 1978 qui, par la suite, a fait l'objet d'interprétations diverses.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 169 rectifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, avant l'article 39.

Article 39

M. le président. « Art. 39. – I. – A l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales, les mots : "à l'article L. 1612-8" sont remplacés par les mots : "aux articles : L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1".

« II. – A l'article L. 112-5 du code des juridictions financières, les mots : "dans l'exercice des compétences mentionnées aux articles L. 133-1 et L. 133-2" sont remplacés par les mots : "dans l'exercice des compétences mentionnées aux articles L. 111-2 à L. 111-8".

« III. – A la fin de l'article L. 131-2 du code des juridictions financières, après les mots : "des requérants", sont insérés les mots : "et des autres parties intéressées".

« IV. – A l'article L. 140-2 du code des juridictions financières, les mots : "et les commissaires à la fusion" sont insérés après les mots : "les commissaires aux apports".

« V. – A l'article L. 211-4 du code des juridictions financières, les mots : "elles détiennent" sont remplacés par les mots : "ils détiennent".

« VI. – A l'article L. 211-6 du code des juridictions financières, les mots : "de sa compétence" sont remplacés par les mots : "de la compétence de la chambre régionale des comptes". » *(Adopté.)*

La division « Section 3 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 40

M. le président. « Art. 40. – Il est inséré, au chapitre IV du titre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales, après l'article L. 2334-35, un article L. 2334-35-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 2234-35-1.* – Dans les départements d'outre-mer, le seuil de 2 000 habitants mentionné aux articles L. 2334-34 et L. 2334-35 est porté à 7 500 habitants. » *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article l'article 40

M. le président. Par amendement n° 150, MM. Bourdin, Dupont, Emin, Carle, Girault et de Raincourt proposent d'insérer, après l'article 40, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Après l'article 1615-7 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article 1615-7-1 ainsi rédigé :

« *Art. 1615-7-1.* – Les établissements publics de coopération intercommunale bénéficient du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses exposées, dans le domaine de la voirie, pour les travaux neufs et pour les grosses réparations.

« II. – La perte de ressources résultant du prélèvement supplémentaire prévu au I sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée est compensée, à due concurrence, par une majoration de la taxe prévue aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

L'amendement est-il soutenu ?...

Par amendement n° 253 MM. Desiré, Lise et Larifla et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer après l'article 40, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Dans le paragraphe II de l'article 41 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de la Guadeloupe, de Guyane, de

Martinique et de la Réunion, après le troisième alinéa de ce paragraphe, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Un montant égal à 5 p. 100 du produit total destiné au financement d'opérations d'intérêt intercommunal de traitement des déchets ménagers et assimilés, des déchets industriels spéciaux. »

« II. – Le A du paragraphe II de l'article 41 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de la Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, est complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Sur décision du conseil régional, une fraction de cette dotation, dans la limite de 5 p. 100, peut être affectée aux opérations d'intérêt intercommunal de traitement des déchets ménagers et assimilés, des déchets industriels spéciaux. »

La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. La loi n° 92-642 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement fixe au 1er juillet 2002 l'échéance au-delà de laquelle les installations de stockage de déchets ne seront autorisées à accueillir que des déchets ultimes, c'est-à-dire non susceptibles d'être encore valorisés ou dont le caractère polluant ne peut plus être réduit.

Les départements d'outre-mer et plus particulièrement la Martinique ont acquis un retard considérable en matière d'élimination des déchets et dans aucun de ces territoires les ressources financières mobilisables ne permettent de faire face aux exigences de la loi.

La Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, notamment, sont aussi des territoires surpeuplés, exigus et d'un environnement tropical fragile. L'utilisation de produits ménagers est donc très importante et des quantités considérables de déchets ménagers sont produites. De plus, leurs industries sont polluantes – les métaux lourds sont par exemple éliminés dans la nature – de même que leurs agricultures, qui consomment énormément de produits synthétiques et de pesticides.

Le manque de traitement satisfaisant des déchets risque d'entraîner très rapidement des préjudices irréversibles à l'environnement de ces régions.

Pour doter les communes des DOM des moyens financiers indispensables à cette lutte contre les décharges sauvages et à l'élimination correcte des déchets, il est important que, pendant au moins sept ans, 5 p. 100 du total du produit de la taxe spéciale de consommation prévue à l'article 266 *quater* du code des douanes soient consacrés aux opérations tendant à créer en particulier des décharges contrôlées, où les déchets seront correctement traités, des déchetteries et des usines de traitement.

Ce prélèvement devrait permettre d'abonder la quote-part des communes et des autres collectivités territoriales, qui est actuellement insuffisante compte tenu de leurs situations financières difficiles, pour lancer des opérations d'investissement et obtenir ainsi des financements complémentaires nationaux et européens.

Compte tenu de l'importance de ces opérations à moyen terme et long terme – qui font souvent intervenir des financements croisés, il est nécessaire que les opérations financées soient d'intérêt intercommunal afin d'éviter la dispersion des actions des communes et l'émiettement du montant désaffecté du FIRT et que la solidarité vis-à-vis des communes soit mise en place par la région. Celle-ci pourra, en outre, consolider son intervention par une dotation complémentaire, dans la limite de 5 p. 100.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Cette question avait été abordée lors de la discussion de la deuxième partie de la loi de finances pour 1996. Le Gouvernement avait alors indiqué qu'il examinerait ce point et peut-être détient-il déjà des éléments d'information. Telle est la raison pour laquelle la commission souhaite recueillir son avis.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je n'avais malheureusement pas prévu d'aborder ce type de problèmes dans le cadre du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. Je ne crois d'ailleurs pas que cette mesure y ait sa place.

Je précise enfin, monsieur Régnault, que le fonds d'investissement routier permet le prélèvement d'une quotité de 10 p. 100, qui est affectée à d'autres usages que l'aménagement routier. Rien ne s'opposerait donc au financement d'opérations de traitement des déchets par ce prélèvement.

Dans ces conditions, monsieur Régnault, le Gouvernement vous demande de retirer cet amendement. Faute de quoi, il demandera son rejet.

M. le président. Monsieur Régnault, l'amendement est-il maintenu ?

M. René Régnault. J'ai bien entendu les explications de M. le ministre. Je crois à l'intérêt que M. le rapporteur et M. le ministre réservent aux préoccupations de nos collègues.

C'est la raison pour laquelle, en leur nom, je retire l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 253 est retiré.

Articles additionnels après l'article 37 *(suite)*

M. le président. Nous en revenons à l'amendement n° 133, présenté par M.César et qui avait été précédemment réservé.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Voilà quelques instants, j'ai demandé la réserve de l'amendement n° 133 de M. César relatif aux indemnités de fonction des présidents des associations foncières agricoles. Il s'agit d'une disposition relative au fonctionnement des associations foncières agricoles, qui relèvent de la compétence de mon collègue, M. le ministre de l'agriculture.

Çà et là, sur l'ensemble du territoire national, des difficultés ont surgi à l'occasion du contrôle des associations en cause. Dans un certain nombre de cas, les comptables publics ont demandé le remboursement d'indemnités qui avaient pu être versées aux gestionnaires de ces associations, présidents et membres des bureaux.

Je ne dispose malheureusement pas d'une estimation du coût que pourrait représenter une prise en charge par les associations des frais de gestion, d'animation et de représentation de leur président, et je ne suis pas en mesure d'apprécier les conséquences financières d'une telle mesure sur l'équilibre des comptes de ces associations.

Peut-être s'agit-il, dans la plupart des cas, de régulariser des situations ; je n'en sais rien.

Faute d'indications plus précises, je ne puis que m'en remettre à la sagesse du Sénat, étant une nouvelle fois précisé que ces dispositions sont de la compétence de mon collègue M. Vasseur, ministre de l'agriculture.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 133, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 37.

Article 40 *bis*

M. le président. « Art. 40 *bis*. – Après le I *quater* de l'article 1648 A du code général des impôts, il est inséré un I *quater* A ainsi rédigé :

« I *quater* A. – Pour les districts créés avant la date de promulgation de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République, lorsque les bases d'imposition d'un établissement, rapportées au nombre d'habitants de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, excèdent deux fois la moyenne nationale des bases de taxe professionnelle par habitant, il est perçu directement un prélèvement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle égal au produit du montant des bases excédentaires par un taux égal à la différence entre le taux de taxe professionnelle voté par le district au titre de l'année pour laquelle est opéré l'écrêtement et celui qui aura été voté en 1996.

« Ces dispositions ne s'appliquent pas aux groupements soumis au troisième alinéa du I *ter*. Pour les groupements soumis au premier alinéa du I *ter*, le prélèvement s'applique aux bases excédentaires des établissements situés hors de la zone d'activités économiques.

« Cet écrêtement ne s'applique pas aux districts dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures en 1996 à deux fois la moyenne des bases de taxe professionnelle par habitant de l'ensemble des districts. »

Sur l'article, la parole est à M. Paul Girod.

M. Paul Girod. Cet article 40 *bis* semble soulever quelques problèmes : je ne suis pas naïf et, voyant l'évolution de certains amendements, je suis amené à prêter l'oreille à ce que j'entends dans les couloirs !

Cet article n'est pas de génération spontanée, c'est le moins que l'on puisse dire.

Il faut peut-être rappeler au Sénat que, parmi les problèmes que rencontrent les collectivités territoriales, un des plus difficiles à aborder et surtout à résoudre est celui que pose l'excessive part de la taxe professionnelle prélevée à l'échelon municipal ; cette taxe est en effet étroitement attachée au territoire d'une commune, constituant une richesse fiscale levée grâce au produit du travail de personnes qui habitent ailleurs. Or c'est précisément dans cet « ailleurs » que des services de proximité, relevant de la commune d'habitation, doivent être fournis à ces personnes.

Cette excessive concentration de la taxe professionnelle à l'échelon municipal est un vieux problème. Elle fait l'objet de diverses positions, mais chacun déplore la situation ainsi créée.

Jusqu'à une date récente, le meilleur système de péréquation qui ait été trouvé – et qui, bizarrement, ne visait que les établissements dits « exceptionnels » – était celui des fonds départementaux de compensation de la taxe professionnelle.

Or ces fonds départementaux n'avaient pas l'heur de plaire à l'administration. J'en veux pour preuve les discussions ardues qui ont eu lieu autour de cette notion et de ce mécanisme au sein de la commission Delafosse, à la suite d'un rapport du Conseil national des impôts. Dieu sait à quelle floraison de malentendus on avait alors assisté ! Du reste, ces malentendus ne sont pas tous dissipés aujourd'hui, il s'en faut de beaucoup.

La loi de 1992 sur l'administration territoriale de la République, dite « ATR », fournira l'occasion de promouvoir, en dehors de ce système de péréquation, une tentative de neutralisation intercommunale, soit par le biais des zones, soit par le biais de la taxe professionnelle d'agglomération, des taxes professionnelles municipales. Si son application s'était faite dans la totale clarté de l'intercommunalité de projets, nous ne serions probablement pas devant les difficultés complémentaires que l'application de cette loi a créées ici ou là.

C'est ce qui m'avait conduit à présenter, avec notre excellent collègue M. Marini, un amendement au projet de loi de finances pour 1996. Il me semble, monsieur le ministre, que vous en aviez approuvé l'esprit. Mais vous nous aviez dit que vous ne pouviez pas le retenir dans la loi de finances, au motif qu'il s'agissait d'un cavalier budgétaire.

Depuis, j'ai eu avec vos services quelques échanges qui m'ont donné à penser que vous nous encouragiez plutôt à reprendre cette affaire au moment de la discussion du DDOEF.

Dès l'examen de ce texte à l'Assemblée nationale, a été déposé un amendement identique à celui que nous avions déposé, M. Marini et moi-même. L'Assemblée nationale l'a adopté, mais en l'assortissant d'un troisième alinéa qui en réduit assez sérieusement la portée.

C'est dire, monsieur le ministre, que, dans cette affaire, nous ne sommes pas seuls : nous nous sentons soutenus, accompagnés. Ne s'agit-il pas, après tout, de mettre fin à certains errements ?

Pour prendre un exemple, il semble bien que ce qui s'est passé autour de Roissy ne soit pas d'une totale neutralité fiscale vis-à-vis des communes concernées, où habitent les travailleurs de l'aéroport, l'intercommunalité « opportuniste » étant venue assécher certains fonds départementaux de compensation de la taxe professionnelle...

Je continue à penser que, même si l'on n'applique le dispositif qu'à partir d'une certaine date, dans la mesure où les dérives sont apparues après l'entrée en vigueur de la « loi ATR », il n'en est pas moins vrai que, si l'on veut aboutir à un minimum de péréquation de la taxe professionnelle à l'échelon départemental – malgré ce qu'en dit le Conseil national des impôts, malgré ce que nous avons entendu au sein de la commission Delafosse, c'est un mécanisme qui a fait ses preuves et qui, bien géré, est parfaitement efficace – nous avons intérêt à voir le dispositif perdurer. Sinon, nous aurons, dans le cadre de l'aménagement du territoire, des zones entières qui seront peu alimentées par le biais de ce mécanisme-là.

Quelle que soit l'issue de la discussion de cet article, il est indispensable que cette affaire reste présente à tous les esprits. On ne peut continuer à voir certains confisquer à leur profit l'excès de taxe professionnelle, excès provenant actuellement uniquement d'établissements exceptionnels. Je souhaite, pour ma part, qu'on prenne en compte d'autres éléments, en particulier une richesse excessive, dans certaines communes, en matière de bases de taxe professionnelle. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas continuer à ne pas avoir de péréquation en direction des communes qui sont défavorisées ou tout simplement abandonnées.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. D'une certaine façon, je suis plutôt heureux que nous soient soumises de telles dispositions, car nous savions bien que ce que nous avions fait jusqu'à présent n'était pas parfait et qu'il faudrait le corriger un jour.

Il s'agit de savoir à quoi nous voulons donner la priorité.

L'intercommunalité, que nous avons voulu encourager, doit satisfaire, selon moi, à deux conditions primordiales.

Premièrement, cette coopération intercommunale doit reposer sur des projets ; elle doit permettre l'émergence d'actions qui, en aucun cas, n'auraient pu réussir en l'absence de cette association entre les communes.

Deuxièmement, il faut que ce soit une coopération de solidarité. A cet égard, il n'est pas pensable que certaines situations, en matière de taxe professionnelle, perdurent.

D'ailleurs, celui qui, au sein du Gouvernement, est en charge des collectivités locales me semble parfaitement averti du problème lorsqu'il dit que la réussite de l'intercommunalité dépendra de la façon dont on réglera la solidarité au niveau de la taxe professionnelle.

Autrement dit, c'est elle qui est l'élément déterminant et c'est sur elle qu'il faut que nous portions toute notre attention.

Nous devons faire la différence entre une disposition intercommunale qui maintient les ressources de taxe professionnelle à leur niveau d'avant la mise en place de la coopération, qui profite donc pour l'essentiel aux communes sièges des entreprises assujetties, et une taxe professionnelle dont la répartition, dans cet ensemble, maintient de grandes différences en termes de ressources par habitant à l'intérieur de la zone de coopération.

Ce qui me paraît important, c'est qu'il y ait une démarche d'harmonisation des taux de taxe professionnelle, d'une part, et une démarche de redistribution des bases de taxe professionnelle, d'autre part.

Si les dispositions que l'on va nous proposer vont dans ce sens, il me semble que nous devrons les accueillir avec intérêt. Mais, si tel n'est pas le cas, il conviendrait que nous continuions à réfléchir, de manière à aboutir à une copie qui soit vraiment satisfaisante, qui règle le problème de la taxe professionnelle afin que la solidarité dans la coopération intercommunale soit une réalité.

M. le président. Je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 266 rectifié, MM. Souvet, Braye, Blanc, Lombard, François, Oudin, Schosteck et les membres du groupe du Rassemblement pour la République proposent de supprimer l'article 40 *bis*.

Par amendement n° 147 rectifié, MM. Paul Girod et Collard proposent de supprimer le troisième alinéa du texte présenté par l'article 40 *bis* pour le paragraphe I *quater* A de l'article 1648 A du code général des impôts.

Par amendement n° 265 rectifié, MM. Souvet, Braye, Blanc, Lombard, François, Oudin, Schosteck et les membres du groupe du Rassemblement pour la République proposent, dans le troisième alinéa du texte présenté par l'article 40 *bis* pour le paragraphe I *quater* A de l'article 1648 A du code général des impôts, après les mots : « ne s'applique pas », d'insérer les mots : « aux districts créés avant le 1er janvier 1975 ni ».

La parole est à M. Souvet, pour présenter l'amendement n° 266 rectifié.

M. Louis Souvet. En écoutant M. Paul Girod et M. René Régnault, je me disais que tous deux risquaient de voter cet amendement qui tend à la suppression de l'article 40 *bis*.

Nous avions rédigé un premier amendement qui prévoyait de rapporter les bases d'imposition des établissements non pas à la population de la commune mais à celle du district.

Un autre amendement prévoyait d'exclure du champ d'application du premier alinéa les districts créés avant le 1er janvier 1975. Nous pensions en effet qu'ils ne pouvaient être suspectés d'avoir été créés pour bénéficier des avantages procurés par les mécanismes d'écrêtement.

Pourquoi en arrivons-nous, après mûre réflexion, à proposer la suppression de l'article 40 *bis* ?

D'abord, il est mauvais de travailler dans la précipitation.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* C'est vrai !

M. Jean-Pierre Fourcade. Certes !

M. Louis Souvet. Aucune simulation sur les effets à dix ou vingt ans des mécanismes proposés n'a été effectuée. Ce n'est guère rassurant !

Ensuite, il est question, dans l'article 40 *bis*, de la moyenne par habitant des bases des districts. Je ne suis pas sûr que des chiffres fiables existent ; en tout cas, ils ne sont pas connus.

La notion d'établissement exceptionnel appelle également une réflexion. Les implantations se faisant sur des collectivités de taille modeste, ce sont de petits établissements qui donneront lieu à écrêtement. Or, ces collectivités n'ayant pas la capacité d'apporter les financements attendus, ce sont les districts qui prennent le relais. Si la majorité des bases est écrêtée, les districts ne pourront pas financer le développement de l'emploi avec les seuls impôts des ménages.

Enfin, les districts, et je réponds là à M. Régnault, sont de hauts lieux de l'intercommunalité et de la solidarité. Je vais vous en apporter un exemple.

Le district urbain du pays de Montbéliard a « inventé » le revenu minimum communal, le RMC, et redistribue aux communes une part de ses revenus selon deux axes.

D'une part, il aide les onze communes dont le revenu par habitant est le plus faible. C'est ainsi que celle qui est la mieux dotée – c'est une commune dortoir – percevra en 1995, au titre de la solidarité, 830 000 francs, libres d'emploi. Cette somme multiplie par 1,65 le montant des revenus de la taxe professionnelle pour la commune qui en est bénéficiaire.

D'autre part, le district prévoit d'aider les communes victimes de « restructuration industrielle ». La perte de revenu ne peut être supérieure à 15 p. 100, alors qu'une collectivité a perdu 85 p. 100 de sa taxe professionnelle du fait de la fermeture d'un site industriel. C'est assez dire, me semble-t-il, que nous sommes allés très loin dans la notion de solidarité.

Le périmètre de solidarité correspond donc aux limites géographiques des districts. Par conséquent, il n'est pas souhaitable de limiter leurs revenus aux bases des établissements ramenées à la commune.

Pour toutes ces raisons, il me paraît utile de supprimer l'article 40 *bis* et de prendre le temps de mesurer les conséquences des propositions qui nous sont faites, et de les amender si nécessaire.

M. le président. La parole est à M. Paul Girod, pour défendre l'amendement n° 147 rectifié.

M. Paul Girod. Je viens d'écouter avec intérêt l'intervention de M. Louis Souvet, dont je comprends bien les motivations.

Je me permettrai simplement de faire observer que la remarquable solidarité qui s'exerce au sein du district de Montbéliard est limitée... à ce district. Telle commune située à côté du district est exclue de l'excellent système qu'il vient de nous décrire, alors même que nombre de ses habitants peuvent travailler à l'intérieur de ce district.

C'est la raison même de l'existence des fonds départementaux de compensation de taxe professionnelle. A l'époque, on avait retenu l'échelon départemental parce qu'on l'avait considéré comme suffisamment vaste pour permettre des redistributions couvrant l'ensemble des communes concernées, redistributions qui ne jouent, je le rappelle, qu'à partir de cinq salariés habitant la commune.

Par définition, les communes qui se trouvent à l'intérieur du district sont traitées par le département comme des communes défavorisées. Par conséquent, malgré l'écrêtement, on constate, en quelque sorte, un retour au système d'origine.

En réalité, ce qu'il faut observer de près, c'est la manière dont les règlements intérieurs des fonds départementaux de compensation de la taxe professionnelle, ou les mécanismes de fonctionnement, ont été conçus. Pour ma part, j'en connais au moins un qui, contrairement à ce que l'on raconte partout, aboutit à éviter le saupoudrage : ce sont les communes les plus importantes et les plus taxées du département qui bénéficient en premier lieu du dispositif.

Nous nous trouvons donc devant une difficulté. C'est la raison pour laquelle je souhaite que l'on puisse appliquer sans limitation l'article 40 *bis*.

On ne peut pas nous dire aujourd'hui que l'on n'a pas eu le temps d'étudier la question ! Nous sommes le 21 mars 1996 et l'amendement a été écarté par le Gouvernement lors de la discussion de la loi de finances début décembre. Nous avons reçu des encouragements, de la part du Gouvernement, à revoir cette question. Par conséquent, je souhaite que l'on se contente de supprimer le troisième alinéa de l'article 40 *bis*.

M. le président. La parole est à M. Souvet, pour présenter l'amendement n° 265 rectifié.

M. Louis Souvet. J'ai déjà défendu cet amendement tout à l'heure lorsque j'ai présenté l'amendement n° 266 rectifié.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n[os] 266 rectifié, 147 rectifié et 265 rectifié ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Le débat très intéressant qui vient de se dérouler a révélé que les positions pouvaient être différentes, voire contradictoires, sans doute complémentaires, en tous les cas encore à concilier.

La question mérite d'être approfondie. Dans le cadre de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, il avait été prévu que le Gouvernement remettrait des rapports contenant des propositions sur la péréquation et sur l'intercommunalité.

Par conséquent, la commission des finances considère que nous pourrons discuter de l'écrêtement de ce que l'on pourrait appeler les « anciens districts » lorsque nous disposerons de ces éléments. Cela permettra de nourrir notre réflexion et de prendre des décisions en étant certains de ne pas nous tromper.

C'est la raison pour laquelle la commission a émis un avis favorable sur l'amendement n° 266 rectifié et un avis défavorable sur les amendements n[os] 147 rectifié et 265 rectifié.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n[os] 266 rectifié, 147 rectifié, et 265 rectifié ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* L'amendement de M. Souvet tendant à supprimer l'article 40 *bis* est inspiré par la sagesse. Celui de M. Paul Girod également, mais je me rallie volontiers à la sagesse de M. Souvet car, jusqu'à présent, mes services n'ont pas été en mesure d'évaluer avec précision les conséquences de la mesure adoptée par les députés sur présentation d'un amendement.

Les préoccupations que viennent d'exprimer de façon contrastée, convenons-en, MM. Paul Girod et Louis Souvet témoignent bien de la nécessité de procéder à une évaluation fine.

Le nombre des districts créés avant 1992 – ce sont bien eux qui sont ici en cause – dépassent la centaine. Les propos de M. Souvet montrent qu'il faut, en liaison avec les services du ministère de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, évaluer l'effet réel de cette mesure non seulement sur les ressources des fonds départementaux, mais aussi sur les districts.

Au point où nous en sommes ce soir, le législateur n'est pas suffisamment informé pour trancher en toute connaissance de cause. Ce texte, m'a-t-on dit, concernerait en pratique une vingtaine de districts. Mais savons-nous lesquels avec précision ? Sommes-nous certains qu'aucun d'entre eux ne se trouvera en difficulté du fait de l'adoption de ces dispositions ?

La mesure est de portée suffisamment limitée, compte tenu du nombre de districts concernés, pour que nous nous donnions un peu de recul. Il ne serait ni correct ni de bonne méthode d'adopter à la légère un texte au seul motif qu'il n'affecte qu'un petit nombre de personnes.

D'autres éléments ont incité certains d'entre vous à s'interroger. D'aucuns ont fait valoir que les districts les plus anciens ne s'étaient pas constitués pour tenter d'échapper à la péréquation départementale.

M. Louis Souvet. C'est évident !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Il me semble que la bonne foi des fondateurs de ces districts n'est pas en cause. Il n'est donc guère légitime de les pénaliser. Nombre d'entre eux ont été constitués dans les années soixante comme, par exemple, celui d'Oyonnax.

La réussite économique est souvent la conséquence de la constitution de ces districts, qui représentaient la formule la plus novatrice de regroupement communal. Ce sont des pionniers qui ont mis en commun leurs moyens pour faciliter leur développement économique.

Dans sa rédaction actuelle, le dispositif prend pour référence le montant des bases par habitant de l'ensemble des districts. Cette référence conduit à ne pas effectuer de péréquation, même dans le cas d'un établissement très exceptionnel, si le niveau des bases est relativement faible, alors qu'un établissement faiblement exceptionnel, si j'ose dire, fera l'objet de péréquation si le district se trouve dans la fourchette haute pour le montant moyen des bases.

La référence à la situation prévalant en 1996 crée une nouvelle rente de situation. Alors que l'inspiration de la mesure est, précisément, de remettre en cause de telles rentes de situation, nous risquons d'en créer d'autres qui seront, à brève échéance, perçues comme injustes et dénoncées.

En outre, vous savez que l'on nous reproche souvent la complexité des règles concernant la fiscalité locale et les modes de financement des collectivités territoriales.

Nous avions déjà deux catégories de groupements : ceux qui, créés après 1992, faisaient l'objet d'un écrêtement normal et ceux qui, créés avant cette date, ne faisaient pas l'objet de cet écrêtement. Or, outre ces deux catégories, nous allions en créer une nouvelle : les districts partiellement écrêtés.

Tout cela me conduit à penser qu'il est nécessaire de replacer cette réflexion dans le cadre plus large de l'intercommunalité. Nous nous retrouverons sur ces sujets dans quelques mois – à l'automne au plus tard – lors des débats sur la loi relative à l'intercommunalité.

Il est bien vrai, monsieur Paul Girod, que ces dispositions constituaient un cavalier dans un projet de loi de finances et je vous donne acte que j'avais donné rendez-vous à la Haute Assemblée lors de l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. Mais, à la vérité, c'est bien dans le texte concernant l'intercommunalité qu'il faudra développer ce dispositif, s'il doit être confirmé.

D'ici là, il serait nécessaire d'engager une large concertation sur ces sujets avec les élus concernés qu'on aura pu, entre temps, identifier sans ambiguïté et, – pourquoi pas ? – dans le cadre du comité des finances locales, monsieur Fourcade, afin que nous trouvions ensemble une solution satisfaisante.

Dès lors, si l'amendement n° 266 rectifié doit s'interpréter comme étant destiné à donner plus de temps à la concertation et à l'analyse, sans condamner en aucune manière l'évolution souhaitée par M. Paul Girod, j'y suis favorable.

Je pense que MM. Paul Girod et Louis Souvet auront prochainement satisfaction.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 266 rectifié.

M. Paul Girod. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Paul Girod.

M. Paul Girod. Monsieur le ministre, j'ai trop de respect et d'amitié pour vous pour ne pas céder à la tentation de faire un peu d'ironie et, en même temps, de prendre date.

Monsieur le ministre, vous nous donnez rendez-vous à l'automne. Très bien ! L'automne, c'est dans six mois, moins trois mois de vacances, soit trois mois. L'affaire est mise à l'étude depuis le mois de décembre. Qui me dit que, d'ici à trois mois, vous pourrez faire plus que ce que vous n'avez pas fait en quatre mois, puisque rendez-vous était pris pour ce texte ?

Par ailleurs, vous nous dites qu'à peine vingt districts sont concernés. Voilà quatorze jours, vous vous êtes prononcé à l'Assemblée nationale ! Mais, aujourd'hui, parce qu'il s'agit d'un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, vous émettez un avis favorable. Vingt districts en quatorze jours, cela ne doit pas être impossible à trouver !

Monsieur le ministre, vous nous donnez rendez-vous à l'automne. Très bien ! Je prends date, car vous avez dit – j'ai bien entendu ! – que mes préoccupations n'étaient pas illégitimes et qu'il fallait sans doute approfondir cette question.

On verra bien à l'automne, mais je ne suis pas très confiant, car ces retournements de position m'inquiètent beaucoup.

M. René Régnault. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. Nous sommes confrontés à une situation qui est quelque peu embarrassante : d'un côté, on essaie de progresser, d'un autre côté, les mesures proposées ne sont pas satisfaisantes. Pour aborder ce problème correctement, cessons de considérer qu'il n'intéresse que les districts. Il faudra tout de même parler des communautés de communes, qui rencontrent des problèmes tout à fait comparables.

Si les dispositions qui nous sont proposées à l'article 40 *bis* visaient des districts ayant adopté la taxe professionnelle d'agglomération ou encore si elles tendaient à prendre en considération la population du district pour déterminer la base de l'assiette de la taxe professionnelle, et si ces mesures étaient complétées d'un dispositif d'harmonisation de la taxe professionnelle au sein du groupement, nous ne serions pas loin d'un système satisfaisant.

Comme il ne s'agit ni de la première ni de la seconde hypothèse, il me paraît nécessaire de revoir le dispositif de façon à l'élargir aux communautés de communes. En outre, il faut éviter, monsieur le ministre, que le règlement de ce problème ne soit renvoyé *sine die*. Il nous faut trouver une solution en 1996.

L'appel qui a été lancé au président du comité des finances locales me paraît intéressant. Il nous écoute, monsieur le ministre ! Le comité des finances locales pourrait, lors de sa prochaine réunion, décider de mettre en place un groupe de travail qui réfléchirait à la question et formulerait des propositions.

L'article 40 *bis*, dans sa rédaction actuelle, ne me paraît pas satisfaisant. Par conséquent, la suggestion de le supprimer est sans doute, dans l'immédiat, la plus raisonnable, étant entendu qu'il nous faudra certainement revoir cette question.

M. Jean-Pierre Fourcade. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Fourcade.

M. Jean-Pierre Fourcade. Je voterai l'amendement n° 266 rectifié car on ne peut pas continuer, en matière de taxe professionnelle, à accumuler des amendements improvisés qui ont des conséquences en général imprévues et dont la correction nécessite un nouvel amendement, lequel a des conséquences non prévues dans d'autres domaines.

Monsieur le ministre, vous avez employé la bonne formule : le problème, c'est celui de l'intercommunalité. Cette institution a des conséquences, en matière de taxe professionnelle, de dotation globale de fonctionnement et dans d'autres sujets concernant les finances locales.

Il faut que le Gouvernement prépare une réforme de l'inter communalité en réduisant la quantité des structures possibles. En effet, les sept ou huit structures dont nous disposons à l'heure actuelle sont trop nombreuses. Il faut envisager toutes les conséquences de l'intercommunalité sur l'ensemble des problèmes. C'est dans ce cadre-là qu'il faudra réexaminer la situation particulière des districts ou des communautés urbaines, ou celle des communautés de villes qui ont choisi d'avoir une zone unifiée de taxe professionnelle.

. La sagesse consiste à voter l'amendement proposé par M. Souvet, et à se donner le temps de la réflexion. Je ne sais pas si on pourra le faire d'ici à deux ou trois mois. Le comité des finances locales n'est en effet pas habilité

pour se substituer au législateur. S'il fonctionne bien, c'est parce qu'il ne s'est jamais pris pour le législateur. On peut le consulter sur un sujet.

S'agissant de l'intercommunalité, il souhaite que le Gouvernement prépare un projet de réduction du nombre des structures, de rationalisation de l'ensemble des avantages fiscaux, en mesurant l'ensemble des conséquences. Il ne convient pas de se laisser aller à vouloir combattre les communes qui, pour éviter le prélèvement départemental, ont constitué des districts. Il existe aussi des communes qui ont créé des districts pour bénéficier d'une attribution, la première année, de la dotation globale de fonctionnement.

C'est un problème global d'intercommunalité. C'est pourquoi il me paraît sage d'adopter cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 266 rectifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 40 *bis* est supprimé et les amendements n°s 147 rectifié et 265 rectifié n'ont plus d'objet.

Articles additionnels après l'article 40 *bis*

M. le président. Par amendement n° 122 rectifié, MM. Marini, Vasselle, Souplet et Girod proposent d'insérer, après l'article 40 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article 1648 A du code général des impôts est ainsi modifié :

« 1° Dans le IV, les mots : "A défaut d'accord prévu au II sur le plan interdépartemental et au III" sont remplacés par les mots : « A défaut de l'accord prévu au sein de la commission interdépartementale par le II et le IV *bis* ou entre les communes d'implantation et les communes concernées par le III".

« 2° Le IV *bis* est ainsi rédigé :

« *IV* bis. – A compter du 1er janvier 1996, sur la partie du fonds alimentée par l'écrêtement des bases des groupements à fiscalité propre, le conseil général ou, le cas échéant, la commission interdépartementale prélève, par priorité, au profit du groupement dont les bases ont été écrêtées, 30 p. 100 au moins, 60 p. 100 au plus du montant de l'écrêtement. Ce pourcentage est fixé de telle sorte que les communes bénéficiaires du fonds ne subissent pas, d'une année sur l'autre, une diminution excessive du montant de leur attribution liée à cette affectation prioritaire.

« Toutefois, dans le cas où l'écrêtement concerne les bases d'établissements installés sur une zone d'activités économiques et assujetties aux dispositions du II de l'article 1609 *quinquies* C, le reversement ne peut être inférieur aux annuités des emprunts contractés pour l'équipement de cette zone dans la limite des ressouces prélevées par l'écrêtement. »

« Le conseil général ou, le cas échéant, la commission interdépartementale répartit le solde :

« *a)* Par priorité, au profit des communes ou syndicats de communes bénéficiaires des ressources, et à concurrence du montant de l'écrêtement, pour le remboursement des annuités d'emprunts contractés par eux avant le 1er juillet 1975 ;

« *b)* Entre les communes et les groupements de communes défavorisés par la faiblesse de leur potentiel fiscal ou l'importance de leurs charges ;

« *c)* Entre les communes qui répondent aux conditions fixées au 2° du II. »

Par amendement n° 148 rectifié *ter*, MM. Girod, Marini, Vasselle, Souplet et Collard proposent d'insérer, après l'article 40 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article 1648 A du code général des impôts est ainsi modifié :

« 1° Dans le IV, les mots : "A défaut d'accord prévu au II sur le plan interdépartemental et au III" sont remplacés par les mots : "A défaut de l'accord prévu au sein de la commission interdépartementale par le II et le IV *bis* ou entre les communes d'implantation et les communes concernées par le III".

2° Dans le premier alinéa du 1° du IV *bis*, après les mots : "le conseil général", sont insérés les mots : "ou, le cas échéant, la commission interdépartementale".

« 3° Les deuxième à dernier alinéas du 1° du IV *bis* sont remplacés par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Le conseil général ou, le cas échéant, la commission interdépartementale répartit le solde :

« *a)* par priorité, et à concurrence du montant de l'écrêtement, au profit des communes ou syndicats de communes bénéficiaires des ressources, pour le remboursement des annuités d'emprunts contractés par eux avant le 1er juillet 1975 ;

b) entre les communes et les groupements de communes défavorisés par la faiblesse de leur potentiel fiscal ou l'importance de leurs charges ;

« *c)* entre les communes qui répondent aux conditions fixées au 2° du II. »

« 4° Dans le premier alinéa du 2° du IV *bis*, après les mots : "le conseil général", sont insérés les mots : "ou, le cas échéant, la commission interdépartementale".

« 5° Le premier alinéa du 2° du IV *bis* est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Cette proportion est fixée de telle sorte que les communes bénéficiaires du fonds ne subissent pas, d'une année sur l'autre, une diminution excessive du montant de leur attribution lié à cette affectation prioritaire.

« 6° Après le premier alinéa du 2° du IV *bis*, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« A compter du 1er janvier 1996, le prélèvement au profit du groupement dont les bases ont été écrêtées est fixé à 30 p. 100 au moins et 60 p. 100 au plus du montant de l'écrêtement, lorsque le groupement a été créé après le 31 décembre 1992. »

« 7° Le troisième alinéa du 2° du IV *bis* est ainsi rédigé :

« Le conseil général ou, le cas échéant, la commission interdépartementale répartit le solde dans les conditions prévues aux deuxième à dernier alinéas du 1°. »

La parole est à M. Marini, pour défendre l'amendement n° 122 rectifié.

M. Philippe Marini. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, les dispositions relatives à l'écrêtement des groupements dotés d'une fiscalité propre, telles qu'elles résultent de la loi du 6 février 1992, ont visé à favoriser l'intercommunalité en instituant un fort « taux de retour » vers ces groupements.

Pour les groupements à taxe professionnelle unique, ce taux est compris dans une fourchette allant de 20 p. 100 à 40 p. 100.

Pour les autres groupements à fiscalité propre, la fraction de l'écrêtement reversée au groupement écrêté est fixée, par le conseil général, dans une fourchette deux tiers-trois quarts.

En outre, le solde de l'écrêtement ne peut être reversé à des communes que lorsque le groupement écrêté est sous le régime de la taxe professionnelle unique. Dans tous les autres cas, le solde n'est réparti qu'entre d'autres groupements.

Il suffit ainsi qu'une communauté de communes se crée, institue une taxe professionnelle de zone sur l'espace où se trouve l'établissement exceptionnel, pour que la fraction du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle soit pratiquement asséchée.

Certains d'entre vous se souviennent peut-être de l'exposé que MM. Paul Girod, Hyest et plusieurs autres collègues et amis ainsi que moi-même avions fait pour indiquer que c'était précisément ce qui se produisait autour de l'aéroport de Roissy-en-France. Compte tenu du changement de mode d'intercommunalité des communes de ce secteur, on observait une perte sèche de ressources pour des communes du Val-d'Oise, de l'Oise et de Seine-et-Marne, dans des conditions difficilement supportables pour les budgets de ces communes.

La rédaction qui est proposée par cet amendement institue ainsi un régime unique pour la répartition des ressources provenant de l'écrêtement des groupements à fiscalité propre sur le territoire desquels est situé un établissement exceptionnel.

Tout d'abord, le « taux de retour » au groupement est fixé par le conseil général ou, le cas échéant, la commission interdépartementale entre 30 p. 100 et 60 p. 100. Cette fourchette permettra d'améliorer sensiblement le solde redistribué aux autres bénéficiaires par rapport à l'application du texte en vigueur.

Ensuite, le solde, précisément, sera essentiellement attribué aux groupements et aux communes défavorisés par leur potentiel fiscal ou le montant de leurs charges, ainsi qu'aux communes dites concernées.

Il s'agit d'un progrès, que nous vous demandons d'accomplir, par rapport à la situation actuelle puisque les communes ne sont pas bénéficiaires du solde provenant de l'écrêtement des groupements à fiscalité additionnelle et des groupements à taxe professionnelle de zone.

J'ai tenu à ajouter dans cet amendement une clause contraignant, selon le cas, le conseil général ou la commission interdépartementale à fixer le taux de retour au groupement à l'intérieur de la fourchette 30 p. 100-60 p. 100, de sorte que les communes bénéficiaires du fonds ne subissent pas, d'une année sur l'autre – et c'est le point essentiel – une diminution excessive de leurs attributions du fait de la mise en place d'un groupement.

Depuis que cet amendement n° 122 rectifié a été rédigé, le travail s'est poursuivi, en particulier avec M. Paul Girod. Ce travail a débouché sur une version encore meilleure, qui est l'amendement n° 148 rectifié *ter*.

Je vous indique dès à présent, monsieur le président, que je retire l'amendement n° 122 rectifié que je viens de présenter au profit de l'amendement n° 148 rectifié *ter* qui est plus précis et qui indique, en particulier, que cette disposition concernant le « retour » ne s'applique qu'aux groupements créés après le 31 décembre 1992.

M. le président. L'amendement n° 122 rectifié est retiré.

La parole est à M. Paul Girod, pour présenter l'amendement n° 148 rectifié *ter*.

M. Paul Girod. Monsieur le président, l'esprit qui sous-tend cet amendement est le même. Notre ami M. Philippe Marini ayant, avec le talent et la facilité que chacun lui connaît, remarquablement présenté l'amendement n° 122 rectifié, je dirai simplement que nous sommes sur la même longueur d'onde et, si mon amendement est plus précis, c'est grâce aux concours que nous avons trouvés, les uns et les autres, mais, en l'occurrence, il n'y a pas d'amour-propre d'auteur.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 148 rectifié *ter* ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'explication de l'amendement retiré a été plus longue que celle de l'amendement maintenu. *(Sourires.)* Le Gouvernement a, je crois, été régulièrement informé des problèmes posés. Je dois donner acte aux auteurs de l'amendement que, lors de la présentation d'amendements du même ordre au moment de la discussion du budget, nous les avions invités à les déposer lors de l'examen du DDOEF. Il faut que les choses soient rappelées clairement.

Cela étant dit, la commission des finances souhaiterait connaître l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* A cette heure avancée,...

M. Emmanuel Hamel. Trop avancée !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* ... il est très difficile de rouvrir ce débat. Voilà un instant, je m'exprimais sur l'amendement présenté par M. Souvet et les arguments que j'ai utilisés pourraient avantageusement être repris pour commenter l'amendement n° 148 rectifié *ter* et justifier son retrait puisqu'il s'agit de dispositions relatives à l'intercommunalité.

M. Philippe Marini. Non !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Si, monsieur Marini, il s'agit bien d'intercommunalité. Dans ces conditions, il me paraîtrait préférable d'examiner ces dispositions dans le projet de loi qui est en préparation et qui vous sera soumis dans les prochains mois. Pour cette raison, je souhaite que M. Paul Girod retire cet amendement.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 148 rectifié *ter*.

M. Alain Richard. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Richard.

M. Alain Richard. Ce problème n'est pas facile, et je donne acte à nos collègues MM. Philippe Marini et Paul Girod que la question qu'ils soulèvent est légitime.

Il faut s'exprimer franchement : l'octroi, par la loi de 1992, d'avantages aux groupements de communes dont le territoire comporte un établissement exceptionnel a été inspiré, j'en suis le témoin, par le souci de développer le nombre de groupements.

Mais il ne s'agit pas de la disposition la plus solide et la plus incontestable de la loi de 1992. Nous savons que, dans le département du Val-d'Oise, la constitution d'une communauté de communes autour de la commune de Roissy-en-France répond à une motivation fiscale prononcée.

Parvenir à un règlement prévoyant la répartition d'un produit d'écrêtement significatif autour de l'établissement exceptionnel qu'est l'aéroport Roissy - Charles-de-Gaulle est un objectif auquel tous les représentants du Val-d'Oise souscrivent.

Cependant, et cela va dans le sens de l'argumentation de M. le ministre, des engagements ont été pris, des collectivités ont des structures budgétaires ; nous sommes en cours d'année budgétaire. Il me paraît donc un peu hâtif...

M. Philippe Marini. Il y a déjà une année de perdue !

M. Alain Richard. ... de procéder par la voie législative à propos d'une question qui est tout de même très ciblée géographiquement. A la date où nous sommes, et je pense que M. le ministre se trouve dans la même situation, j'ignore si les dispositions prévues par cet amendement s'appliquent ou non ailleurs. Les auteurs de l'amendement n° 148 rectifié *ter* en sont-ils certains ? Etes-vous certains, chers collègues, que cette disposition n'aura pas un effet de ricochet en un site que vous ignorez ?

En ce qui concerne les répercussions budgétaires sur les collectivités concernées et la communauté qu'elles ont constituée, l'impact a-t-il été chiffré ?

M. le ministre propose de revoir cette question au moment de l'examen du projet de loi sur l'intercommunalité, que prépare M. Perben. En ce qui me concerne, je soutiendrai alors une disposition comme celle qui a été présentée par MM. Paul Girod et Philippe Marini, mais après avoir eu le temps de l'examiner.

Je déplore toutefois que notre collègue M. Jean-Philippe Lachenaud, président du conseil général du Val-d'Oise, ne soit pas présent pour donner son sentiment. Je crois en effet qu'il serait important que nous nous concertions sur l'aspect géographique de cette disposition.

M. Philippe Marini. Nous nous sommes concertés et M. Lachenaud a participé à nos travaux !

M. Alain Richard. Il n'a pas cosigné l'amendement !

M. Philippe Marini. Mais il a participé à son élaboration !

M. Alain Richard. Il importe que nous nous assurions que cette disposition n'aura pas d'effets imprévus dans d'autres régions de France.

Je crois donc que la sagesse est de se donner un peu plus de temps et de prendre, en temps et en heure pour l'exercice budgétaire 1997 des collectivités concernées, des dispositions allant dans le sens d'une meilleure solidarité.

M. Paul Girod. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Paul Girod.

M. Paul Girod. Je crois avoir manifesté tout à l'heure à l'égard de la position de M. le ministre – je me suis d'ailleurs abstenu lors du vote de l'amendement de suppression – une certaine compréhension, compréhension que j'ai moins envie de manifester en cet instant.

D'abord, l'amendement n° 148 rectifié *ter* a fait, me semble-t-il, l'objet de concertations plus larges que le Gouvernement ne veut bien l'admettre.

M. Philippe Marini. Absolument !

M. Paul Girod. En conséquence, lorsque nous avons été amenés à le déposer puis à le défendre, c'était avec le sentiment qu'il recevrait un tout autre accueil. Je suis un peu surpris.

Ensuite, il est un peu ennuyeux de voir se consacrer une action qui a été ouvertement montée pour spolier les communes qui sont autour de l'établissement exceptionnel et auxquelles on n'a pas demandé leur avis.

M. Philippe Marini. Tout à fait !

M. Paul Girod. Elles sont maintenant devant le fait accompli ! Certaines d'entre elles ont subi un véritable écroulement de leurs ressources notable, noté et pour l'instant non pris en compte.

M. Philippe Marini. Exactement !

M. Paul Girod. Par conséquent, l'argumentation qui nous est opposée en cet instant manque un peu de *fair-play,* pour employer un mot anglais qui n'est peut-être pas de mise ici. Cela est un peu excessif. Je déplore, très honnêtement, la situation devant laquelle nous nous trouvons. Je la déplore d'autant plus que c'est un encouragement aux manœuvres.

Or, pour l'instant, nous voyons se créer des communautés de communes qui inscrivent dans leurs statuts – et malheureusement certains préfets laissent faire – qu'on va mutualiser le contingent d'aide sociale et qu'on redistribuera la DGF obtenue grâce à cette fiscalité artificiellement montée à l'échelon communautaire en direction des communes adhérentes, ce qui constitue un détournement de droit évident.

MM. René Régnault et Alain Richard. Tout à fait !

M. Paul Girod. Je ne crois pas que nous ayons intérêt à laisser subsister quelque part, j'allais dire même par tolérance de l'instant ou à la suite d'arguments comme ceux qui ont été avancés tout à l'heure, de telles incitations à commettre des déviations. Sinon, c'est toute l'intercommunalité qui va s'écrouler.

La loi de 1992 était déjà dangereuse par des aspects insuffisammment mis au point et par un certain nombre de pratiques qui en découlent. En l'occurrence, nous avons sous la main la possibilité de remédier à cette situation. Je ne vois pas pourquoi nous serions limités par le fait que seul Roissy a été le moteur dans cette affaire. En effet, une telle situation peut se retrouver ailleurs, et elle sera alors aussi condamnable que ce qui s'est fait là.

M. Philippe Marini. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Marini.

M. Philippe Marini. Voilà six mois que la question est posée, et deux exercices budgétaires sont concernés par des amputations de ressources sans aucune espèce de discussion ou d'explication possible ! Des collectivités, qui n'ont rien demandé à personne et à qui on n'a rien demandé, voient leurs recettes de fonctionnement diminuer sensiblement.

Le problème avait été soulevé lors de la discussion du projet de loi de finances, après un travail en commun avec la direction générale des collectivités locales, et je ne pense pas qu'il y ait un autre service de l'Etat aussi compétent que celui-là pour traiter de ce problème.

On nous a alors dit qu'il s'agissait d'un cavalier budgétaire et qu'il nous fallait attendre le projet de loi portant DDOEF. Nous y voilà ! Nous avons traité de ce problème en concertation, autant que possible, avec les services de l'Etat, comme un certain nombre de personnes ici présentes peuvent en témoigner.

Monsieur le ministre, expliquez-nous comment il faut faire ! A qui faut-il s'adresser ? Avec qui faut-il travailler ? Un certain nombre de collègues ici présents et d'autres qui ne sont pas ce soir dans cette enceinte ont consacré beaucoup de temps à essayer de comprendre ce sujet et à tenter de trouver des solutions.

Je ne comprends donc pas que l'on nous dise que l'amendement n° 148 rectifié *ter* est techniquement encore insuffisant, voire insuffisamment travaillé ! En effet, dans le laps de temps que je viens de rappeler, il était tout à fait possible d'aboutir à quelque chose de satisfaisant pour tout le monde. On ne peut quand même pas laisser dans l'incertitude des communes telles celles du sud de l'Oise, dans la région de Chantilly, celles qui sont situées à l'ouest et au nord-ouest de la Seine-et-Marne et bien des communes du Val-d'Oise, directement concernées par ce sujet,...

M. Alain Richard. Tout à fait !

M. Philippe Marini. ...qui est d'abord interne au Val-d'Oise avant d'être interdépartemental.

Voilà pourquoi, monsieur le ministre, même si le dispositif présenté dans l'amendement n° 148 rectifié *bis* est imparfait, je souhaite vivement qu'il puisse être soumis au vote de la Haute Assemblée et adopté par cette dernière.

M. Emmanuel Hamel. Nous partageons votre sentiment !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Messieurs Marini et Paul Girod, je regrette de ne pas être en mesure de vous apporter toutes les précisions requises.

Je peux indiquer au Sénat que M. Perben doit, dans le mois qui vient, présenter un rapport sur ces situations spécifiques. Je ne dispose pas de ces données.

Je vous confirme que la problématique est bien celle que nous avons évoquée à l'occasion de l'amendement présenté par M. Souvet. Il s'agit de l'intercommunalité. Convenez qu'il serait judicieux qu'au-delà du problème qui vous est familier nous puissions anticiper les conséquences de ce texte pour d'autres situations particulières, et que ces dispositions devraient être soumises au comité des finances locales.

En tout état de cause, le projet de loi sur l'intercommunalité sera examiné cette année. Si le Sénat adoptait ce soir ce dispositif présenté par l'amendement n° 148 rectifié *bis*, il ne s'appliquerait pas pour 1996.

M. Philippe Marini. Par la faute de l'administration !

M. Jean Chérioux. Elle n'est pas souveraine !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je veux bien assumer cette responsabilité ; néanmoins monsieur Marini, ce n'est pas par un claquement de doigts que l'on règle tous les problèmes. Je comprends votre impatience, mais je vous confirme que l'administration, notamment le ministère de l'économie et des finances, ne chôme pas. Elle est à l'œuvre !

M. Philippe Marini. Elle a des obligations de résultat !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* C'est pourquoi j'invite M. Paul Girod à retirer cet amendement, faute de quoi j'émettrai un avis défavorable sur ce texte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 148 rectifié *ter*, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 40 *bis*.

Mes chers collègues, nous allons maintenant interrompre nos travaux pendant quelques instants afin de permettre à la présidence de se concerter avec M. le ministre, MM. les présidents et MM. les rapporteurs des commissions concernées quant à la suite de nos travaux.

M. Emmanuel Hamel. Allez-vous demander le renvoi de la suite de la discussion de ce texte à demain matin ? Il n'est pas raisonnable de continuer ainsi !

M. le président. Nous vous ferons part du résultat de nos réflexions à la reprise, monsieur Hamel !

M. Emmanuel Hamel. Merci, docteur ! *(Sourires).*

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue le vendredi 22 mars 1996 à une heure cinq, est reprise à une heure vingt.)

M. le président. La séance est reprise.

Mes chers collègues, il nous reste soixante-cinq amendements à examiner. Si nous allons jusqu'au terme de l'examen de ce projet de loi, ce qui paraît nécessaire, nous travaillerons jusqu'à huit heures du matin.

Je voudrais entendre le Gouvernement sur ce point, car la raison voudrait que nous interrompions maintenant nos travaux.

M. Emmanuel Hamel. C'est certain !

M. le président. Si je suis contraint de continuer à présider cette séance, ce sera la demande du Gouvernement !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, nous examinons le projet de loi qui a pour objet de légaliser un certain nombre d'instruments nécessaires au soutien de l'activité économique. Ce sont la croissance et l'emploi qui sont en cause !

Or nous devons pouvoir réunir la commission mixte paritaire dès le début de la semaine prochaine, de telle sorte qu'avant les vacances parlementaires, qui commenceront le 28 mars et qui dureront deux semaines, les ultimes lectures aient pu intervenir devant chacune des assemblées. Nous sommes pris par le temps !

Je mesure l'effort que chacun accomplit au cours de cette nuit de discussion, mais je demande la poursuite jusqu'à son terme de l'examen des articles de ce projet de loi, monsieur le président. Je vous demande, mesdames, messieurs les sénateurs, toute votre compréhension, en souhaitant qu'un effort supplémentaire de concision dans la présentation des différents amendements nous permettra d'accélérer le rythme de nos travaux.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Pour ma part, je comprends et je partage les arguments que vient de développer M. le ministre de l'économie et des finances.

On aurait pu, bien sûr, prévoir un temps plus long pour l'examen de ce projet de loi. Je l'ai fait savoir, mais il ne sert à rien de revenir en arrière, on ne refait pas l'histoire.

Cela étant, il m'apparaît impossible de ne pas poursuivre le débat : sinon, nous ne serions pas en mesure de présenter en temps opportun à la population les mesures importantes et attendues que contient ce texte et qu'il est nécessaire de prendre dès maintenant dans le cadre de la relance économique et, bien sûr, du soutien à l'emploi.

Je demande en tout cas à chacun de faire un effort de concision pour que nous puissions achever cette séance à une heure raisonnable. Il est bien souvent possible de dire en quelques mots l'essentiel de ce que l'on souhaite exprimer !

Je comprends les contraintes de chacun, je comprends que ce débat tardif représente une difficulté pour certains, et pour votre serviteur le premier. Mais nous devons comprendre aussi les obligations du Gouvernement !

C'est la raison pour laquelle je demande à chacun, quelle que soit la place qu'il occupe dans cet hémicycle, d'accepter cet effort. Il y va de l'intérêt général s'agissant de mesures d'urgence pour l'emploi et la croissance.

M. Emmanuel Hamel. C'est désespérant !

M. le président. Monsieur Hamel, ne troublez pas la discussion !

M. Emmanuel Hamel. Pauvre France !

Mme Hélène Luc. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Mme Luc.

Mme Hélène Luc. Monsieur le président, monsieur le ministre, monsieur le président de la commission, mes chers collègues, il ne s'agit pas pour nous d'un problème de compréhension. Nous sommes évidemment prêts à comprendre beaucoup de choses, et le groupe communiste républicain et citoyen est toujours prêt à travailler, vous le savez bien.

Cependant, là où il y a problème, monsieur le ministre – et je m'adresse en particulier à vous, monsieur le ministre des relations avec le Parlement – c'est que, si la session unique devait avoir pour effet de diminuer le nombre de séances de nuit, il faudra néanmoins que nous rediscutions du rythme de nos travaux, même si vous vous y refusez. J'affirme en effet que le rythme de discussion des textes est trop soutenu pour que nous puissions les préparer dans de bonnes conditions, notamment en organisant la concertation nécessaire. Même vos amis de la majorité l'ont dit à l'Assemblée nationale ! Nous y reviendrons donc.

Vouloir absolument terminer cette nuit la discussion de ce texte, quitte à débattre jusqu'à huit heures du matin, je dis que ce n'est pas sérieux. Je le dis d'autant plus que M. le président de la commission des finances en a prévenu la conférence des présidents, et que je l'ai soutenu.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* C'est exact ! Je le confirme, mais nous n'avons pas été suivis.

Mme Hélène Luc. Cela n'arrive pas souvent, monsieur le président de la commission des finances, mais je vous ai soutenu, parce que c'était raisonnable.

Je demande donc que nous ne poursuivions pas cette discussion cette nuit.

M. le président. Pardonnez-moi, madame, de ne pouvoir vous donner satisfaction : à la demande du Gouvernement, nous poursuivons la discussion.

Mme Hélène Luc. C'est cela, la démocratie et la concertation ?

Articles additionnels après l'article 40 *bis (suite)*

M. le président. Par amendement n° 145 rectifié *bis,* MM. Soucaret, Abadie, Berchet, Bimbenet, Cabanel, Demilly, François-Poncet, Giacobbi, Paul Girod, Jeambrun, Joly, Lacour, Laffitte, Lesein, Mouly, Othily, Rausch, Vallet et Vigouroux proposent d'insérer, après l'article 40 *bis,* un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'interdiction prévue au premier alinéa n'est pas applicable aux services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les communes de moins de 3 000 habitants et les groupements exclusivement composés de communes dont la population ne dépasse pas 3 000 habitants. »

La parole est à M. Soucaret.

M. Raymond Soucaret. L'assainissement de nos bourgs en milieu rural est une nécessité. D'ailleurs, une disposition fait ressortir que l'assainissement doit être terminé en l'an 2005 ; sinon, les conséquences pour les non-assainis seront lourdes : plus d'autorisations de construire, aggravation de la désertification en milieu rural.

L'application des textes en vigueur, en particulier des articles L. 2224-1 et L. 2224-2 du code général des collectivités locales, dont l'instruction budgétaire et comptable M 49 fait application, rend prohibitif, en interdisant le subventionnement des budgets d'eau et d'assainissement par les budgets communaux, le coût de l'eau assainie pour les habitants des petites communes dont la population agglomérée est peu nombreuse.

Le législateur a déjà partiellement tiré les conséquences de cette situation en autorisant, dans certaines conditions, les communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants à établir un budget unique des services d'eau et d'assainissement, ce qui permet de mieux répartir les coûts.

Il convient d'aller plus loin et de permettre aux communes de moins de 3 000 habitants et aux groupements composés de communes de moins de 3 000 habitants de déroger à la règle de non-subventionnement par les budgets communaux, intercommunaux ou syndicaux.

Tel est l'objet de cet amendement, qui n'a d'autre objet que d'éviter la fin des communes rurales.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission souhaiterait connaître la position du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement est favorable à cet amendement. Toutefois, je voudrais vous rendre attentif, monsieur Soucaret, au fait que, en visant « les groupements exclusivement composés de communes ne dépassant pas 3 000 habitants », vous prenez le risque de compromettre votre dispositif, puisqu'il ne pourrait pas s'appliquer si, dans le groupement concerné, il y avait une commune comptant un peu plus de 3 000 habitants. Mais c'est vous qui êtes juge !

M. Charles Revet. Elargissez le dispositif, monsieur le ministre !

M. le président. Monsieur Soucaret, acceptez-vous la suggestion de M. le ministre ?

M. Raymond Soucaret. Oui, monsieur le président, je l'accepte, et je supprime l'adverbe « exclusivement », en remerciant M. le ministre de m'avoir proposé cette amélioration.

M. Alain Richard. Cela ne change rien au droit !

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 145 rectifié *ter*, présenté par MM. Soucaret, Abadie, Barchet, Bimbenet, Cabanel, Demilly, François-Poncet, Giacobbi, Paul Girod, Jeambrun, Joly, Lacour, Laffitte, Lesein, Mouly, Othily, Rausch, Vallet et Vigouroux, et qui tend à insérer, après l'article 40 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'interdiction prévue au premier alinéa n'est pas applicable aux services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les communes de moins de 3 000 habitants et les groupements composés de communes dont la population ne dépasse pas 3 000 habitants. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 145 rectifié *ter*, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 40 *bis*.

Par amendement n° 267, M. Revet propose d'insérer, après l'article 40 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article rédigé comme suit :

« *Art...* – Les communes, départements et régions ne sont plus tenus d'inscrire en dépenses obligatoires de leurs budgets les dotations aux amortissements des subventions d'équipements versées lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes de provision de ces budgets, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice. »

La parole est à M. Revet.

M. Charles Revet. Notre collègue et ami M. Soucaret propose de remédier aux effets ; moi, je vous propose de remédier aux causes.

Monsieur le rapporteur général, vous m'avez dit hier que l'on ne pouvait légiférer pour un seul département. Je prendrai néanmoins mon département comme référence, pour élargir cette dernière à l'échelon national.

Actuellement, dans mon département, une dizaine de syndicats d'eau et d'assainissement ne peuvent plus investir parce que l'application des dispositions de l'instruction M 49 aboutit à des prix au mètre cube qui atteignent quarante, voire quarante-cinq francs. Bien entendu, ce prix est insupportable pour les familles.

Je n'en connais pas les causes exactes, monsieur le ministre, mais je sais que cette situation est générale dans un certain nombre de cantons de France. M. le président de la commission des finances et beaucoup de nos collègues sont confrontés à ce problème, ils l'ont souligné.

Bien entendu, je ne prolongerai pas ce débat, car j'ai entendu l'appel de M. le président. Toutefois, monsieur le ministre, je souligne le fait que, dans d'autres secteurs comme celui du logement ou dans le secteur social, les mêmes dispositions produisent les mêmes effets. Nous arrivons à des situations de blocage.

En l'occurrence, s'agissant des syndicats, je vous propose, par cet amendement, de mettre en place les aménagements permettant de poursuivre l'action d'assainissement indispensable, surtout au moment où l'environnement est un sujet de préoccupation pour tout le monde.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Monsieur le président, les problèmes techniques que M. Revet évoque appellent une clarification de la part du Gouvernement, et je propose que nous l'entendions.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je doute que nous puissions régler ce problème cette nuit !

M. René Régnault. C'est pourtant très important !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* En revanche, il me paraît judicieux de revoir les règles d'amortissement de la comptabilité publique communale, car nous aboutissons, en matière de services d'assainissement et de services d'eau, à des prix au mètre cube extravagants.

M. Charles Revet. Tout à fait !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* C'est là une situation qui ne peut nous satisfaire.

Nous avons pris quelques dispositions, vous en conviendrez, monsieur Revet, pour apporter des solutions à ce problème. Je souhaite cependant que nous puissions l'examiner à nouveau, le soumettre au comité des finances locales et modifier, en cas de besoin, les règles comptables pour éviter des imputations d'amortissement dans des conditions telles que le prix du mètre cube atteint parfois plusieurs dizaines de francs.

Sous le bénéfice de ces précisions, peut-être pourriez-vous retirer votre amendement ?

M. le président. Monsieur Revet, l'amendement est-il maintenu ?

M. Charles Revet. Il est retiré, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 267 est retiré.

Par amendement n° 268, M. Revet propose d'insérer, après l'article 40 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article rédigé comme suit :

« *Art...* – Les communes et syndicats de communes ne sont plus tenus d'inscrire en dépenses obligatoires des budgets des services d'assainissement et de distribution d'eau potable les dotations aux amortissements de leurs immobilisations lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes de provision de ces budgets fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice. »

La parole est à M. Revet.

M. Charles Revet. Cet amendement concerne l'amortissement des subventions aux communes.

Il paraît tout de même aberrant, monsieur le ministre, que, lorsqu'un conseil général ou une collectivité décide d'aider un partenaire, par exemple une commune, dans ses investissements – a lorsqu'il n'y a aucune obligation et alors que ce n'est pas forcément renouvelable l'année suivante puisqu'on peut décider d'arrêter – il y ait obligation d'amortir. Cela a des conséquences financières lourdes sur les impositions de nos concitoyens.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur Revet, les amortissements de subventions consentie pour différents services peuvent être étalés sur quinze ans.

Il faut bien qu'à un moment l'amortissement soit constaté dans le budget de fonctionnement ! C'est une règle de saine gestion.

Là encore, s'il y a une difficulté, s'il y a des amortissements qui doivent être étalés sur une plus longue période, je veux bien examiner la question. Mais ne tirons pas trop sur cette corde-là. Si nous voulons assainir les finances des collectivités territoriales – vous me direz qu'il faudra aussi assainir celles de l'Etat – fixons-nous des principes rigoureux. C'est à ce prix que les collectivités locales seront responsables.

Je vous suggère donc, en l'instant, de retirer l'amendement. Nous réexaminerons la question.

M. le président. L'amendement est il maintenu, monsieur Revet ?

M. Charles Revet. Je suis convaincu que c'est exactement le contraire, mais, cela étant, je retire l'amendement pour que nous puissions en rediscuter, monsieur le ministre.

M. le président. L'amendement n° 268 est retiré.

Par amendement n° 255 rectifié, M. Régnault et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent d'insérer, après l'article 40 *bis,* un article additionnel ainsi rédigé :

« I. Dans le deuxième alinéa (a) de l'article L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales, après les mots : "regroupées et pondérée, le cas échéant", la fin de l'alinéa est ainsi rédigée : "par le taux d'harmonisation de la taxe professionnelle et le coefficient d'intégration fiscale du groupement".

« II. Dans le troisième alinéa (b) du même article, après les mots : "pondérée, le cas échéant", la fin de l'alinéa est ainsi rédigée : "par le taux d'harmonisation de la taxe professionnelle et le coefficient d'intégration fiscale du groupement".

« III. Un décret, pris après avis du comité des finances locales, détermine les conditions d'application du présent article. »

La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. Je tiens d'abord à dire que nous travaillons dans les pires conditions et que l'intérêt bien compris de l'économie et de l'emploi en France est, ce soir, bien mal servi.

Notre amendement vise à tirer les conséquences du fait que, s'agissant de la coopération intercommunale, la dotation de coopération est fonction d'un coefficient d'intégration fiscale, le CIF, qui lui-même – je l'ai rappelé tout à l'heure – traduit des dépenses qui n'ont rien à voir avec ce que devrait être la coopération de projets et d'aménagement.

Tout à l'heure, on citait les contingents d'aide sociale ; on sait aussi qu'il y a des contingents de services de secours et d'incendie qui servent à augmenter l'effet « CIF » et, par conséquent, à augmenter les dotations.

Cet amendement vise à introduire une nouvelle pondération dans l'attribution de la DGF pour les groupements, à savoir le taux d'harmonisation de la taxe professionnelle.

La loi de 1993 modifiant la répartition de la DGF a créé une catégorie particulière pour les groupements au sein de la dotation d'aménagement. Pourtant, la véritable intercommunalité n'a aucunement été encouragée puisque la loi n'a pas modifié le critère de calcul de la DGF des groupements à fiscalité propre, le coefficient d'intégralité fiscal, dont je viens de souligner à l'instant les effets pervers.

Il y a donc lieu de remédier à cette perversion et à corriger et à adapter les dotations de coopération et d'encouragement à la coopération en prenant en compte la volonté d'harmonisation de la taxe professionnelle dans l'ensemble intercommunal.

Cela devrait permettre d'éviter que des coopérations ne visent essentiellement à capter la DGF complémentaire au détriment des groupements respectueux des obligations de la loi du 6 février 1992.

Monsieur le ministre, monsieur le rapporteur, mes chers collègues, vous comprendrez que notre attente soit grande sur ce sujet.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Un projet de loi sur l'intercommunalité nous est annoncé pour le mois de juin. Nous aurons alors l'occasion de réexaminer la proposition de M. Régnault.

C'est la raison pour laquelle je lui suggère, aujourd'hui, de retirer l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je fais miens les propos de M. le rapporteur.

M. le président. L'amendement n° 255 rectifié est-il maintenu, monsieur Régnault ?

M. René Régnault. Tout à l'heure, j'ai soutenu l'idée qu'il fallait que nous travaillions à la coopération intercommunale, y compris dans la dimension que je viens d'évoquer.

Je remercie M. le rapporteur et M. le ministre d'avoir entendu mon appel pour que l'on prenne en compte certaines dispositions permettant de corriger l'effet CIF, mais aussi notre volonté d'harmonisation de la taxe professionnelle.

Cela étant dit, je retire l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 255 rectifié est retiré.

Par amendement n° 254, M. Régnault et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent d'insérer, après l'article 40 *bis,* un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Dans le paragraphe I de l'article 32 de la loi de finances pour 1996, après les mots : "est égale à", la fin du paragraphe est ainsi rédigée : " la somme du taux prévisionnel de la moyenne annuelle du prix de la consommation des ménages, hors tabac, et 50 p. 100 du taux d'évolution prévisionnel du produit intérieur brut, associés au projet de loi de finances".

« II. – Les pertes de recettes pour le budget de l'Etat sont compensées à due concurrence par le relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

La parole est à M. Régnault.

M. René Régnault. Vous nous avez dit, monsieur le ministre, qu'il était urgent que des mesures soient prises pour relancer l'activité et l'emploi.

Le présent amendement vise à indexer, dès 1996, le pacte de stabilité financière non pas sur les prix mais sur les prix plus la moitié de la croissance. Cela permettrait aux collectivités territoriales de recevoir des dotations mieux adaptées et, par conséquent, d'une part, de développer de l'activité, de créer des équipements, d'opérer des investissements, donc de garnir les carnets de commande des entreprises concernées, et, d'autre part, de développer les emplois de proximité.

Voilà qui va tout à fait dans le sens de ce que vous souhaitez, monsieur le ministre ! Il suffirait que vous soyez d'accord pour que la mesure soit rapidement mise en œuvre. Par l'effet qu'elle aurait sur nos collectivités territoriales, elle ne manquerait pas de répondre à votre attente.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Le Sénat a tranché cette question, qui relève exclusivement de la loi de finances puisque l'adoption de cet amendement bouleverserait l'équilibre budgétaire.

L'avis de la commission est donc défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 254, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 98, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 40 *bis,* un article additionnel ainsi rédigé :

« Avant le 2 octobre 1996, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'évolution de la taxe professionnelle portant notamment sur les points suivants :

« – extension de l'assiette de la taxe aux actifs financiers ;

« – relèvement du prélèvement sur la valeur ajoutée constituant la base de calcul de la cotisation minimale ;

« – devenir de l'allégement transitoire de 16 p. 100 des bases ;

« – modulation de la cotisation des entreprises au report de l'utilisation de la richesse créée ;

« –suppression du lien existant entre la taxe professionnelle et les autres impôts directs locaux. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. On sait que la taxe professionnelle pose non seulement des problèmes d'assiette mais aussi des problèmes de calcul et de mise en application des modalités d'atténuation de son montant, chacune de ces dispositions étant aujourd'hui peu satisfaisante au vu de l'expérience.

L'exemple le plus flagrant de cette difficulté vient de l'application de l'allégement transitoire des bases de 16 p. 100, que l'Etat est de moins en moins à même de compenser aux collectivités locales – cela nous a valu quelques belles discussions ces dernières années ! – et dont l'efficacité, au regard des objectifs affichés, s'avère pour le moins discutable.

Le deuxième point qui nous semble devoir être examiné est celui de la cotisation minimale.

Le troisième point – c'est encore un problème fondamental – c'est celui de l'assiette de la taxe professionnelle. C'est peu de dire que cette assiette est manifestement inadaptée à la réalité des activités économiques et que la seule prise en compte des salaires et des actifs corporels pose d'incontestables questions d'efficacité.

Quels éléments seraient susceptibles d'être pris en compte dans une taxe professionnelle rénovée, la mettant dès lors – car c'est, bien entendu, la finalité que nous devons poursuivre – en situation de devenir l'outil principal de péréquation des ressources entre collectivités locales ?

Il importe de prendre en compte l'évolution économique, et singulièrement d'inclure dans la base taxable ce que l'on appelle les actifs financiers des entreprises, qu'il s'agisse d'actifs immobilisés ou de placements de court terme ne présentant pas ce caractère.

Le débat, on le sait, n'est pas tranché, et il y a fort à parier que, si nous ne pouvons pas avoir des éléments d'information portant notamment sur l'évolution de la taxe professionnelle et sur les points qui sont énumérés dans l'amendement, nous nous retrouverons dans la même situation lors de la discussion de la loi de finances pour l'année prochaine.

La publication de ce rapport nous permettrait d'obtenir des éléments d'approche, en présentant les incidences de telle ou telle disposition et en dégageant des pistes de réflexion pour nos choix futurs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Avant le 5 août prochain, le Gouvernement déposera sur le bureau du Parlement un rapport qui présentera des propositions de réforme du système de financement des collectivités locales, en particulier de la taxe professionnelle.

La proposition de Mme Beaudeau est donc satisfaite, d'où l'avis défavorable de la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Même avis défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 98, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

TITRE VIII

MODIFICATIONS DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

M. le président. La division « Section 1 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 41

M. le président. « Art. 41. – I. – Au chapitre VII du titre III du livre premier du code de la sécurité sociale, il est inséré une section 1 intitulée : « Section 1. – Taxe sur les contributions au financement de prestations complémentaires de prévoyance » et comprenant les articles L. 137-1 à L. 137-4.

« II. – Au même chapitre, il est inséré une section 2 ainsi rédigée :

« Section 2

« Contribution à la charge des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques

« *Art. L. 137-5.* – Une contribution assise sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France auprès des pharmacies d'officines au titre des spécialités inscrites sur la liste mentionnée à l'article L. 162-17 est due par les établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques.

« *Art. L. 137-6.* – Le taux de la contribution est fixé trimestriellement. Il est de :

« *a)* 1,5 p. 100 si le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par l'ensemble des établissements assujettis au cours du trimestre s'accroît de 6 p. 100 ou plus par rapport à la même période de l'année précédente ;

« *b)* 1,35 p. 100 si la progression de ce chiffre d'affaires est comprise entre 5 p. 100 et moins de 6 p. 100 ;

« *c)* 1,2 p. 100 si cette progression est comprise entre 2 p. 100 et moins de 5 p. 100 ;

« *d)* 1 p. 100 si cette progression est inférieure à 2 p. 100.

« *Art. L. 137-7.* – La contribution due par chaque établissement est recouvrée et contrôlée par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale dans les conditions prévues au 3° de l'article L. 225-1-1. Pour le contrôle, l'Agence est assistée, en tant que de besoin, par les unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et les caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer.

« *Art. L. 137-8.* – Les établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques versent la contribution assise sur le chiffre d'affaires réalisé au cours de chaque trimestre civil, avant le dernier jour du trimestre suivant.

« *Art. L. 137-9.* – Les établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques sont tenus d'adresser à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale les éléments nécessaires en vue de la détermination de la progression du chiffre d'affaires réalisé au cours de chaque trimestre civil, avant le dernier jour du deuxième mois suivant la fin de chacun de ces trimestres.

« *Art. L. 137-10.* – En cas de non-déclaration dans les délais prescrits ou de déclaration manifestement erronée de certains établissements, le taux de croissance du chiffre d'affaires de l'ensemble des établissements est déterminé par le rapport entre la somme des chiffres d'affaires valablement déclarés au cours du trimestre considéré et la somme des chiffres d'affaires réalisés par les mêmes établissements au cours du trimestre correspondant de l'année précédente.

« Le taux de la contribution applicable à l'ensemble des établissements ainsi que les montants dus font l'objet, le cas échéant, d'une régularisation par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, qui intervient au cours de l'échéance la plus proche.

« *Art. L. 137-11.* – Lorsqu'un établissement n'a pas produit la déclaration prévue dans les délais prescrits ou a produit une déclaration manifestement erronée, le taux de sa contribution est fixé à titre provisionnel d'office à 2 p. 100, la contribution étant alors appelée sur le montant du chiffre d'affaires du dernier trimestre connu.

« Lorsque l'établissement produit ultérieurement la déclaration du trimestre considéré, le montant de sa contribution dû au titre de ce trimestre est majoré de 10 p. 100. Les établissements peuvent formuler une demande gracieuse en réduction de cette majoration en cas de bonne foi dûment prouvée.

« *Art. L. 137-12.* – Le produit de la contribution est réparti entre les régimes d'assurance maladie qui financent le régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés en application du quatrième alinéa de l'article L. 722-4 suivant une clé de répartition fixée par arrêté interministériel.

« *Art. L. 137-13.* – Les remises, ristournes et avantages commerciaux et financiers assimilés de toute nature consentis par tous les fournisseurs des officines en spécialités pharmaceutiques remboursables ne peuvent excéder par mois et par ligne de produits et pour chaque officine 2,5 p. 100 du prix de ces spécialités.

« Les sanctions pénales en cas de non-respect de ce plafonnement sont celles qui sont prévues à l'article L. 162-38.

« II *bis.* – Dans le troisième alinéa de l'article L. 651-5 du code de la sécurité sociale, les mots : "exceptionnelle prévue par l'article 8 de la loi n° 91-738 du 31 juillet 1991 portant diverses mesures d'ordre social" sont remplacés par les mots : "prévue par l'article L. 137-5". »

« III. – Les dispositions du II et du II *bis* ci-dessus s'appliquent au chiffre d'affaires réalisé à compter du 1er octobre 1995.

« IV. – Le plafonnement prévu à l'article L. 137-13 du code de la sécurité sociale sera suspendu en cas d'intervention d'un accord, agréé par le ministre chargé de la sécurité sociale, sur de bonnes pratiques commerciales conclu entre les organisations représentatives des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques et celles des pharmaciens d'officine. »

Sur l'article, la parole est à M. Chérioux.

M. Jean Chérioux, *au nom de la commission des affaires sociales.* J'indique que mon intervention, au nom de la commission des affaires sociales, sur cet article comme celle que je ferai sur le suivant ont permis de faire l'économie d'un rapport pour avis de ladite commission sur ces deux articles qui la concernent.

L'article 41 pérennise et insère dans le code de la sécurité sociale une contribution que mes collègues de la commission des affaires sociales et moi-même connaissons bien puisqu'elle a été, chaque année, depuis sa création en 1991, prorogée dans le cadre de lois portant diverses dispositions d'ordre social. Il s'agit en effet de la contribution « exceptionnelle » des grossistes-répartiteurs instituée par l'article 8 de la loi du 31 juillet 1991.

A l'époque, j'étais rapporteur de ce projet de loi et j'avais proposé à la commission le rejet de cette disposition, car, au lieu de proposer un plan de réforme structurelle de l'assurance maladie, le gouvernement d'alors se contentait de mesures financières ponctuelles.

Il faut admettre que, sur ce point, l'actuel gouvernement a fait preuve de plus de courage et de sens des responsabilités en proposant, le 15 novembre dernier, un programme de réforme de notre système de protection sociale prévoyant de profondes réformes de structure.

C'est très précisément dans cette logique que s'inscrit mon intervention. Demain, en effet, ce type de mesure prendra sa place dans les lois de financement de la sécurité sociale instituées par la récente révision constitutionnelle. C'est dans ce cadre que le Premier ministre s'est engagé à présenter au Parlement les orientations générales et les objectifs des politiques de protection sociale ainsi que les moyens mis en œuvre à cette fin.

Surtout, c'est à cette occasion que le Gouvernement devra désormais présenter les dispositions législatives nécessaires à l'équilibre financier des régimes obligatoires de base.

Sur le fond, je ferai trois observations.

Premièrement, la commission des finances a eu raison de supprimer le paragraphe I de l'article 46 prévoyant la création d'une section consacrée à la taxe sur les contributions au financement des prestations complémentaires de prévoyance.

Cette taxe vient en effet tout juste d'être instituée par l'ordonnance du 24 janvier 1996 relative aux mesures urgentes tendant au rétablissement de l'équilibre financier de la sécurité sociale. Le Parlement ne s'est donc pas encore prononcé sur ce sujet. Il ne faudrait pas que le Gouvernement prenne prétexte du vote de cet article pour invoquer une ratification implicite de ladite taxe.

Je sais bien que le Gouvernement s'est engagé non seulement à déposer le projet de loi de ratification des ordonnances, conformément aux dispositions constitutionnelles, mais encore à en débattre devant nous.

Je rappelle qu'à l'occasion de la consultation de la commission des affaires sociales sur les projets d'ordonnance nous avons exprimé les plus vives réserves à l'égard de cette taxe. Nous aurions préféré, en effet, que les avantages obtenus par le biais de ces contrats de prévoyance soient éventuellement intégrés dans l'assiette de l'impôt sur le revenu. Aussi nous réservons-nous le droit d'en revoir le dispositif au moment du débat de ratification.

Deuxièmement, il y a un certain paradoxe à pérenniser une mesure conçue dans une période de croissance du chiffre d'affaires des grossistes-répartiteurs. C'est tellement vrai que, dans ce dispositif, on ne prévoyait pas le cas où l'évolution de ce chiffre d'affaires serait nulle ou même en régression. Or, depuis 1994, certains de ces grossistes-répartiteurs ont constaté, sur quelques trimestres, une diminution des ventes de médicaments remboursables par rapport à l'année précédente. Malgré cela, ils ont dû acquitter le pourcentage « plancher » fixé par la loi, c'est-à-dire 1 p. 100 de leur chiffre d'affaires.

La solution proposée par la commission des finances et un certain nombre de nos collègues, consistant à moduler ce dernier taux, va évidemment dans le bon sens, mais je crois qu'il faudra réfléchir à l'évolution à venir.

Que va-t-il se passer, en effet, dans les prochains mois ? Nous sommes maintenant engagés sur la voie d'une maîtrise des dépenses de santé, et cela aura forcément un effet au niveau des dépenses de médicaments. Je regrette, pour ma part, que l'on se soit contenté de codifier une mesure conçue dans un autre contexte et qu'on ne se soit pas davantage engagé dans une réflexion associant les grossistes-répartiteurs à une nouvelle politique du médicament, en particulier en faveur du développement des génériques, d'autant que le Gouvernement vient de créer, par ordonnance, une nouvelle contribution « exceptionnelle » – l'avenir nous dira si elle l'est réellement – sur l'industrie pharmaceutique, dont le produit devrait s'élever à 2,5 milliards de francs. Cela fait beaucoup pour le secteur pharmaceutique, et il faudrait mettre un peu de cohérence dans toute cette réglementation !

Enfin – ce sera ma dernière remarque – s'agissant du plafonnement des remises à hauteur de 2,5 p. 100, il y a beaucoup de débats et d'arguments opposés. Il faut – l'amendement de la commission des finances y incite – encourager les accords de bonnes pratiques commerciales entre les organisations représentatives des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques et celles des pharmacies d'officine. C'est de cette manière, me semble-t-il, qu'on pourra éviter les effets nocifs du plafonnement des remises, plafonnement qui se justifie néanmoins actuellement en raison de la forte concentration de la profession.

Telles sont les quelques observations que je voulais présenter sur cet article.

M. le président. Par amendement n° 47 rectifié, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose :

I. – De supprimer le paragraphe I de l'article 41.

II. – Dans le paragraphe II de cet article, de remplacer les trois premiers alinéas par les deux alinéas suivants :

Le titre III du livre premier du code de la sécurité sociale est complété par un chapitre 8 ainsi rédigé :

« Chapitre 8

« Contribution à la charge des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques

III. – En conséquence, dans le texte présenté par le paragraphe II de l'article 41 pour compléter le code de la sécurité sociale, de remplacer les références : « L. 137-5 à L. 137-13 » par les références : « L. 138-1 à L. 138-9 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Cet amendement tend à éviter la ratification implicite des dispositions de l'ordonnance du 24 janvier 1996. Le paragraphe I remodèle une taxe qui, pour l'instant, n'a d'existence qu'en vertu de l'ordonnance. Or la commission estime préférable que le Parlement attende, pour se prononcer au fond, d'être saisi du projet de loi de ratification de l'ensemble des ordonnances.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 47 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je sui saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 221 rectifié, Mme Beaudeau et M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent :

I. – Au début des deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas du texte présenté par le paragraphe II de l'article 41 pour l'article L. 137-6 du code de la sécurité sociale, de remplacer respectivement les mentions : « 1,5 p. 100, 1,35 p. 100, 1,2 p. 100 et 1 p. 100 » par les mentions : « 1,6 p. 100, 1,40 p. 100, 1,3 p. 100 et 1 p. 100 ».

« II. – De compléter *in fine* l'article 41 par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Le taux de l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 219 du code général des impôts est porté à 50 p. 100 pour les entreprises assurant l'exploitation d'une ou plusieurs spécialités pharmaceutiques au sens de l'article L. 596 du code de la santé publique. Le produit de cette majoration est affecté au remboursement de la dette sociale. En conséquence, la contribution des salariés à ce titre est réduite à due concurrence. »

Par amendement n° 48, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de remplacer le cinquième alinéa *d* du texte présenté par le paragraphe II de l'article 41 pour l'article L. 137-6 du code de la sécurité sociale par trois alinéas ainsi rédigés :

« *d)* 1 p. 100 si cette progression est comprise entre plus de 0 p. 100 et moins de 2 p. 100 ;

« *e)* 0,75 p. 100 si la diminution de ce chiffre d'affaires est comprise entre 0 p. 100 et moins de 3 p. 100 ;

« *f)* 0,5 p. 100 si cette diminution est égale à 3 p. 100 ou plus. »

Par amendement n° 62, M. Huriet et les membres du groupe de l'Union centriste proposent de remplacer le cinquième alinéa *d* du texte présenté par le paragraphe II de l'article 41 pour l'article L. 137-6 du code de la sécurité sociale par trois alinéas ainsi rédigés :

« *d)* 1 p. 100 si cette progression est comprise entre 0 p. 100 et moins de 2 p. 100 ;

« *e)* 0,75 p. 100 en cas de diminution de ce chiffre d'affaires entre 0 p. 100 et moins de 3 p. 100 ;

« *f)* 0,50 p. 100 en cas de diminution de ce chiffre d'affaires supérieure ou égale à 3 p. 100. »

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 221 rectifié.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Nous proposons d'augmenter le prélèvement sur les profits réalisés par l'industrie pharmaceutique en portant le taux d'imposition sur les bénéfices à 50 p. 100 et de baisser en contrepartie les ponctions opérées sur les salaires.

Face à la situation financière très grave dans laquelle se trouve, du fait d'années ininterrompues d'austérité, le système de protection sociale, nous pensons qu'il faut taxer l'industrie pharmaceutique : c'est d'ailleurs l'un des points, monsieur le ministre, de votre ordonnance sur les mesures d'urgence pour rétablir l'équilibre des comptes de la sécurité sociale.

Vous dites donc que vous allez ponctionner 2,5 milliards de francs sur ce secteur en 1996. Cependant, vous ne rappelez pas, à cette occasion, que plus de 100 milliards de francs seront prélevés sur les ménages aux cours des deux prochaines années ! En fait, vous limitez au maximum la contribution de l'industrie pharmaceutique, alors que vous taxez les salariés.

Pourtant, les entreprises de ce secteur se situent parmi celles qui ont les résultats les plus performants et les profits les plus élevés. L'industrie pharmaceutique, loin d'être en difficulté, connaît une phase de formidables batailles financières. Les opérations se règlent à coups de millions ou de milliards de dollars.

Les grands laboratoires français, tels que Rhône Poulenc, Roussel-Uclaf, Sanofi, ont comme seul objectif de se placer dans cette guerre économique. Cette dernière est très destructrice pour les salariés. Ainsi Rhône Poulenc annonce deux grands objectifs pour 1996 : relever de 10 p. 100 son bénéfice par action et supprimer 10 p. 100 de ses effectifs.

Mais cette guerre économique est aussi destructrice pour la santé. En effet, pour augmenter leurs profits, les grands producteurs concentrent leurs recherches sur les seuls marchés jugés rentables pour les années à venir. Cela a conduit, à plusieurs reprises, à des scandales de la part des grands laboratoires pharmaceutiques.

Ainsi, alors que des équipes de recherche aboutissaient à la découverte de molécules permettant la guérison de certaines maladies du tiers monde ou de maladies jugées peu répandues, les groupes Roussel-Uclaf ou Rhône Poulenc renoncent à les commercialiser pour des raisons de simple rentabilité.

Cette régression de civilisation n'est pas acceptable pour une nation moderne !

On ne peut en outre exonérer les grands groupes de l'industrie pharmaceutique de leurs responsabilités dans les déficits sociaux : loin de participer à la maîtrise de la consommation, ils favorisent au contraire la surconsommation et donc les gâchis.

En conséquence, cet amendement n'a pas d'autres objectifs que d'avancer dans la taxation supplémentaire des grands profits de l'industrie pharmaceutique. C'est pourquoi je demande au Sénat, au nom du groupe communiste républicain et citoyen, de l'adopter.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 48 et pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 221 rectifié.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Dans sa dernière version que le Gouvernement nous demande de pérenniser, le barème de la contribution est modulé entre 1,5 p. 100 et 1 p. 100 en fonction de la progression du chiffre d'affaires des grossistes en médicaments.

Dès lors que l'on pérennise la contribution, la profession souhaite que l'on envisage expressément l'hypothèse d'une diminution de son chiffre d'affaires, avec une adaptation du barème à un cas de figure qui fragilise, par définition, sa situation financière.

Ainsi, l'amendement proposé par la commission tend à compléter le barème de la contribution vers le bas, avec deux taux supplémentaires de 0,75 p. 100, pour une diminution du chiffre d'affaires comprise entre 0 p. 100 et 3 p. 100, et de 0,5 p. 100 pour une diminution du chiffre d'affaires supérieure à 3 p. 100.

Il convient de souligner que ces taux d'évolution sont calculés par rapport au même trimestre de l'année antérieure, et non pas par rapport au trimestre immédiatement précédent : les diminutions de chiffre d'affaires envisagées auront donc un caractère tout à fait exceptionnel.

Cette adaptation du barème amortira les effets déstabilisateurs pour le secteur de la répartition pharmaceutique d'un mouvement brutal de baisse des dépenses de médicaments. Une telle baisse n'est pas à exclure pour la période à venir, elle est même souhaitée. Mais, bien sûr, elle ne saurait se prolonger durablement.

Sur l'amendement n° 221 rectifié, la commission émet un avis défavorable.

M. le président. La parole est à M. Badré, pour défendre l'amendement n° 62.

M. Denis Badré. Je retire cet amendement au profit de celui de la commission.

M. le président. L'amendement n° 62 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 221 rectifié et 48 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement est défavorable à l'amendement n° 221 rectifié et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 48.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets au voix l'amendement n° 221 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets au voix l'amendement n° 48, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 222, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent, dans le premier alinéa

du texte présenté par le paragraphe II de l'article 41 pour l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale, de remplacer le taux « 2 p. 100 » par le taux « 4 p. 100 ».

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Notre amendement vise à doubler la pénalisation prévue à l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale. Lorsqu'un établissement n'a pas produit la déclaration prévue dans les délais prescrits ou a produit une déclaration manifestement erronée, le taux de sa contribution est fixée, d'office, à titre provisionnel à 2 p. 100, la contribution étant alors appelée sur le montant du chiffre d'affaires du dernier trimestre connu.

Nous vous proposons de porter cette pénalisation à 4 p. 100. L'amende peut, certes, paraître lourde, mais il n'est pas normal que des entreprises dont la marge est administrée ne répondent pas à leurs obligations. Nous pensons que la fixation de cette contribution à 4 p. 100 est suffisamment dissuasive pour que les entreprises ne cherchent pas à contourner la loi. Tel est l'objet de notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 222, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements présentés par M. Lambert, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 49 vise à remplacer le dernier alinéa du texte présenté par le paragraphe II de l'article 41 pour l'article L. 137-13 du présent code de la sécurité sociale par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le dépassement de ce plafond est passible des sanctions pénales applicables aux infractions mentionnées à l'article L. 162-38 du code de la sécurité sociale.

« Toutefois, ce plafonnement ne s'applique pas pendant la durée de validité d'un accord de bonnes pratiques commerciales, agréé par le ministre chargé de la sécurité sociale, conclu entre les organisations représentatives des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques et celles des pharmaciens d'officine. »

L'amendement n° 50 tend à supprimer le paragraphe IV de ce même article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'amendement n° 49 pérennise le plafonnement à 2,5 p. 100 des remises consenties aux pharmaciens par leurs fournisseurs. Ce plafonnement a été institué en 1991 en même temps que la contribution des grossistes en spécialités pharmaceutiques.

Ce plafonnement est traditionnellement assorti d'une clause selon laquelle il ne s'applique qu'à défaut d'un accord de bonne pratique commerciale entre les grossistes répartiteurs et les pharmaciens.

Toutefois, la rédaction proposée n'est pas satisfaisante. L'amendement vise donc à insérer la clause suspensive directement dans le code de la sécurité sociale et à lui donner ainsi juridiquement un effet de plein droit.

Quant à l'amendement n° 50, il est la conséquence du précédent.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 49 et 50 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 49, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 50, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 41, modifié.

(L'article 41 est adopté.)

M. le président. La division « Section 2 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 42

M. le président. « Art. 42. – I. – La section 1 du chapitre premier du titre V du livre VI du code de la sécurité sociale est ainsi modifiée :

« 1° Il est inséré un article L. 651-2-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 651-2-1.* – Au titre de chaque exercice, après déduction des frais de recouvrement dus à l'organisme mentionné à l'article L. 651-4 et fixés par arrêté interministériel, le régime d'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les régimes d'assurance vieillesse des professions mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 621-3 reçoivent chacun une fraction du produit de la contribution sociale de solidarité abondé, s'il y a lieu, du solde positif de l'exercice précédent. Cette fraction est égale à la différence entre le montant des dépenses supportées par chacun de ces régimes et le montant de ses recettes, compte non tenu de celles mentionnées au 3° de l'article L. 612-1 et aux 3° et 5° de l'article L. 633-9, ou au prorata de ces différences, si le produit de la contribution est insuffisant.

« Le cas échéant, le solde du produit de la contribution résultant de l'application des dispositions de l'alinéa précédent est réparti entre les autres régimes d'assurance vieillesse mentionnés à l'article L. 651-1 au prorata des acomptes perçus par ces régimes au cours et au titre de l'année précédente pour la compensation prévue à l'article L. 134-1 et dans la limite de leurs déficits comptables avant subvention de l'Etat.

« Un arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget répartit chaque année entre les régimes bénéficiaires les montants ainsi déterminés de la contribution due à chaque régime. Cette répartition peut faire l'objet d'acomptes provisionnels. »

« 2° A l'article L. 651-7 du même code, après les mots : des articles L. 133-1, L. 133-3 sont insérés les mots : et L. 243-3, du premier alinéa de l'article L. 243-6, des articles ;

« 3° A l'article L. 651-9, les mots : ", les majorations de retard ainsi que la procédure de répartition des sommes recouvrées entre les régimes bénéficiaires" sont remplacés par les mots : "et les majorations de retard".

« II. – Les sommes perçues et comptabilisées au profit des régimes mentionnés à l'article L. 651-1 du code de la sécurité sociale, au titre du produit de la contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés pour les exercices 1980 à 1994, leur sont définitivement acquises.

« III. – Les dispositions du I du présent article sont applicables au produit de la contribution due à compter du 1er janvier 1995. »

Sur l'article, la parole est à M. Chérioux.

M. Jean Chérioux, *au nom de la commission des affaires sociales.* L'article 42 a pour objet de donner une base légale aux règles de répartition du produit de la contribution sociale de solidarité des sociétés, la fameuse CSSS.

Le moins que l'on puisse dire est que cette contribution fait l'objet de toute la sollicitude du Gouvernement, puisque c'est la troisième fois, en moins d'un an, que le Parlement est appelé à légiférer à ce sujet. C'est beaucoup, et cela ne peut que renforcer un sentiment de défiance, surtout au regard des opérations comptables quelque peu acrobatiques opérées par le passé, sous une autre majorité, j'en conviens.

Vous vous rappelez sans doute, mes chers collègues, que l'article 52 de la loi de finances pour 1992 a étendu le champ des bénéficiaires de cette contribution au régime d'assurance vieillesse des professions agricoles, ce qui, en deux ans, a conduit à un assèchement complet des réserves constituées par les régimes qui, jusque-là, en étaient les seuls bénéficiaires, à savoir la CANAM, l'ORGANIC et la CANCAVA.

En abondant le BAPSA, la CSSS a ainsi permis à l'Etat d'économiser plus de 11 milliards de francs sur sa subvention d'équilibre ! Aujourd'hui, les régimes des non salariés non agricoles sont entrés à nouveau dans le « rouge » et connaissent des déséquilibres financiers croissants. Le Gouvernement a donc été contraint de relever le taux de cette contribution de 0,1 p. 100 à 0,13 p. 100 dans la première loi de finances rectificative pour 1995.

La commission des affaires sociales a eu l'occasion à plusieurs reprises de déplorer cette vision financière à court terme et de souhaiter que le Parlement puisse se prononcer en ayant une présentation globale de l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale.

Aujourd'hui, le Gouvernement s'y est enfin engagé à travers le dépôt de lois de financement de la sécurité sociale à compter de cette année. Nous nous en félicitons car nous voyons bien à travers cet exemple que les impôts et taxes affectés, les subventions d'équilibre et les flux de compensation inter-régimes, qui sont également visés par l'article 42, doivent faire l'objet d'une approche d'ensemble pour bien en mesurer la portée.

Je voudrais vous donner un autre exemple de la nécessité d'une approche globale des problèmes de financement de notre protection sociale.

L'article 42 prévoit une affectation prioritaire de la CSSS en faveur du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés, la CANAM, et des régimes d'assurance vieillesse des professions artisanales, la CANCAVA, industrielles et commerciales, l'ORGANIC. Or la CANAM devrait également percevoir, au cours de l'année 1996, trois milliards de francs de la caisse d'amortissement de la dette sociale conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale. Comment les deux versements vont-ils s'articuler et à quel moment constatera-t-on le besoin de financement de cette caisse ? Il me semble que cette question intéresse tout le monde puisqu'elle met en jeu, finalement, l'affectation du RDS prélevé depuis le mois de février dernier.

Par ailleurs, le Gouvernement est en train d'élaborer des ordonnances sur la maîtrise des dépenses de santé. Comment entend-on responsabiliser les acteurs si ces derniers savent d'ores et déjà que certains déficits, notamment pour le régime des non-salariés non agricoles, seront de toute façon épongés ?

En ce qui concerne les autres caisses non prioritaires, je veux croire qu'il ne s'agit pas seulement d'un effet d'affichage. En effet, bien que potentiellement bénéficiaire, la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales n'a jamais rien perçu au titre de la CSSS. Or, je note que la somme des déficits prévisionnels des trois caisses dites prioritaires, déficits de 15 milliards de francs, est déjà, pour 1996, supérieur au total du produit de cette contribution attendu sur la même période, qui n'est que de 14,2 milliards de francs.

Telles sont les observations que je voulais vous soumettre, monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, sur les dispositions de nature sociale contenues dans ce projet de loi.

M. le président. Par amendement n° 51 rectifié *bis*, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose :

I. – De rédiger comme suit le premier alinéa du texte présenté par l'article 42 pour l'article L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale :

> « Au titre de chaque exercice, le produit de la contribution sociale de solidarité, minoré des frais de recouvrement et abondé du solde éventuel de l'exercice précédent, est réparti entre le régime d'assurance maladie maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les régimes d'assurance vieillesse des professions mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 621-3, au prorata et dans la limite de leurs déficits comptables, compte non tenu des subventions de l'Etat ni des montants de contribution sociale de solidarité attribués au titre des exercices antérieurs ou à titre d'acomptes provisionnels. »

II. – A la fin du deuxième alinéa du texte proposé par ce même article pour l'article L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, de remplacer les mots : « avant subvention de l'Etat » par les mots : « , compte non tenu des subventions de l'Etat ni des montants de contribution sociale de solidarité attribués au titre des exercices antérieurs ou à titre d'acomptes provisionnels. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Cet amendement propose une rédaction plus claire et plus précise de l'article.

Monsieur le président, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je présenterai les amendements suivants, nos 52, 53 et 54, pour faire gagner du temps au Sénat.

M. le président. Je suis en effet saisi, par M. Lambert, au nom de la commission des finances, des trois amendements suivants :

L'amendement n° 52 vise à rédiger comme suit la première phrase du troisième alinéa du texte proposé par le 1° du I de l'article 42 pour l'article L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale :

> « Un arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget fixe les montants de contribution sociale de solidarité ainsi répartis entre les régimes bénéficiaires. »

L'amendement n° 53 tend, avant le sixième alinéa (2°) du paragraphe I de l'article 42, à insérer un alinéa ainsi rédigé :

« 1° *bis*. – L'article L. 651-4 du code de la sécurité sociale est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les frais relatifs au recouvrement et à la gestion de la contribution sociale de solidarité sont fixés par arrêtés et s'imputent sur celle-ci. »

L'amendement n° 54 a pour objet de compléter l'article 42 par un paragraphe ainsi rédigé :

« IV. Avant le 30 septembre 1996, le Gouvernement présente au Parlement un rapport sur le recouvrement des cotisations dues aux régimes bénéficiaires de la contribution sociale de solidarité mentionnés à l'article L. 651-1 du code de la sécurité sociale. Ce rapport précise notamment l'évolution des taux de recouvrement et des restes à recouvrer. En réponse aux observations formulées par la Cour des comptes dans son premier rapport annuel sur la sécurité sociale, il dresse un bilan des procédures de recouvrement mises en œuvre et des dispositions tendant à sanctionner les assurés se soustrayant volontairement à leur obligation de cotisation. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'amendement n° 52 est un amendement rédactionnel.

L'amendement n° 53 est un amendement de précision, qui tend à compléter le code de la sécurité sociale pour y faire figurer le principe du remboursement à l'ORGANIC des frais occasionnés par le recouvrement et la gestion de la CSSS.

L'amendement n° 54 est un amendement d'impatience. Le Gouvernement a présenté au Parlement un rapport qui n'est pas conforme à ce qui avait été promis.

Nos collègues députés ont vu providentiellement arriver sur le bureau de leur assemblée un document la veille du jour de la discussion du texte en séance publique.

Je dois vous dire, mes chers collègues, que ce rapport est très décevant et remarquable surtout par sa concision. De plus, les données qu'il livre avaient déjà été rendues publiques.

Je propose donc, par cet amendement, que le Gouvernement veuille bien, avant le 30 septembre prochain, déposer un rapport complémentaire sur cette question importante.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces quatre amendements ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement a émis un avis favorable sur les amendements n°s 51 rectifié, 52 et 53.

S'agissant de l'amendement n° 54 et de la demande d'un rapport sur le recouvrement des cotisations sociales, je pense qu'il faudrait demander au secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale un développement particulier sur le recouvrement des cotisations dans les régimes des travailleurs non salariés.

Il faudra par ailleurs se préoccuper de la mise en recouvrement de ces cotisations et du contrôle. En effet, comme il ne s'agit pas d'une ressource fiscale, nous devons faire preuve d'une réelle vigilance.

Le Gouvernement est donc favorable à l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 51 rectifié *bis*, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 52, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 53, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 54, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 42, modifié.

(L'article 42 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 42

M. le président. Par amendement n° 70, MM. de Menou, César, Debavelaère, Doublet, François, Gérard, Gerbaud, Pluchet et les membres du groupe du Rassemblement pour la République proposent d'insérer, après l'article 42, un article additionnel ainsi rédigé :

« Avant le 30 octobre 1997, le Gouvernement présente au Parlement un rapport sur les conditions d'application de la contribution sociale de solidarité des sociétés, définie à l'article L. 651-1 du code de la sécurité sociale, aux activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles, et son incidence éventuelle sur ce secteur. »

La parole est à M. Pluchet.

M. Alain Pluchet. Je désire que l'on mesure bien l'incidence sur le secteur agricole de la CSG.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 70, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 42.

Par amendement n° 59, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 42, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – L'article 244 *quater* C du code général des impôts est ainsi modifié :

« 1° Aux premier et sixième alinéas, du I, les mots : "et d'apprentissage" sont supprimés ;

« 2° Le b du I est abrogé ;

« 3° Dans le premier alinéa et au c du II, les mots : "d'apprentissage" sont supprimés ;

« 4° Au III, les mots : "à l'exception des subventions versées par le fonds national de compensation institué par l'article 9 de la loi n° 79-575 du 10 juillet 1979 portant diverses mesures en faveur de l'emploi " sont supprimés ;

« 5° Au IV *bis*, les mots : "par le service de l'inspection de l'apprentissage qui précise la date et la durée du contrat pour chaque apprenti ou" sont supprimés.

« II. – Au premier alinéa de l'article 199 *ter* C du code général des impôts, les mots : "et d'apprentissage" sont supprimés.

« III. – Les dispositions du présent article sont applicables au calcul du crédit d'impôt formation au titre des années 1995 et suivantes. »

La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Il s'agit d'une mesure d'urgence. Une disposition figurant dans le projet de loi relatif à l'apprentissage sera promulguée tardivement si elle reste dans ce texte.

Comme le Sénat a déjà accepté ce dispositif, je suggère de l'intégrer dans le projet de loi portant DDOEF pour que sa promulgation intervienne à la fin de la semaine prochaine.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 59, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 42.

Par amendement n° 99, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 42, un article additionnel ainsi rédigé :

« I – Au premier alinéa du paragraphe I de l'article 1600-0 A du code général des impôts, la mention : "1 p. 100", est remplacée par la mention : "4 p. 100".

« II – Les dispositions du second alinéa du même paragraphe sont abrogées. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Par cet amendement nous proposons que la contribution sur les revenus des valeurs mobilières fixée à 1 p. 100 par l'article 1600 A du code général des impôts passe à 5,4 p. 100.

Nous prévoyons en fait de soumettre les revenus financiers des particuliers à une cotisation équivalente à celle qui pèse sur les salaires en matière d'allocations familiales.

La recette dégagée par cette mesure ne serait pas négligeable puisque, au taux actuel de 1 p. 100 la recette est de 755 millions de francs. Si le taux passait à 5,4 p. 100, cela ferait donc 4,77 milliards de francs, soit 3,3 milliards de francs supplémentaires de recettes pour la branche famille de la sécurité sociale.

Cette mesure, qui correspond à un principe d'équité, puisque les revenus du travail et ceux du capital seraient imposés au même taux, pourrait être utilisée, par exemple, pour contribuer à maintenir le volume actuel de l'allocation de rentrée scolaire exceptionnelle.

Cette allocation, créée en 1993, a été versée pour la première fois en septembre 1993, mais nous ne sommes pas certains qu'elle sera à nouveau versée aux familles à la rentrée prochaine.

Je vous ai d'ailleurs interrogé à ce sujet au cours de la discussion générale, monsieur le ministre, mais vous ne m'avez pas répondu.

L'an passé, le versement de cette allocation de rentrée scolaire exceptionnelle a coûté 8,4 milliards de francs à l'Etat. Or seulement 2,4 milliards de francs sont actuellement prévus dans la loi de finances pour 1996.

Au nom de la maîtrise des dépenses sociales, on remet donc en cause dans les faits – c'est un exemple parmi d'autres – une allocation qui permet à de nombreuses familles de faire face aux dépenses de rentrée et de scolarité de leurs enfants.

En votant cet amendement, mes chers collègues, vous reviendriez sur une décision particulièrement injuste du Gouvernement, qui pèse lourdement sur les familles les plus modestes.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable également.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Monsieur le ministre, ce n'est pas bien de ne pas répondre à une question sur l'allocation de rentrée scolaire !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 99, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 100, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer après l'article 42, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Au paragraphe I de l'article 1600-0 E du code général des impôts, la mention : "2,40 p. 100 » est remplacée par la mention : "6,55 p. 100 ".

« II. – Le paragraphe II du même article est ainsi rédigé :

« *II.* – Le produit de cette contribution est versé à la caisse nationale des allocations familiales pour la part correspondant à un taux de 2,2 p. 100 et à la caisse nationale d'allocation vieillesse des travailleurs salariés pour la part correspondant à un taux de 3,35 p. 100. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Monsieur le ministre, l'allocation de rentrée scolaire, c'est, pour certaines familles, 1 500 francs par mois, qui représentent tout ce dont ont besoin les enfants pour que la rentrée scolaire puisse s'effectuer dans de bonnes conditions, y compris le paiement du restaurant scolaire !

Quant à l'amendement n° 100, il a été élaboré dans le même esprit que l'amendement précédent.

Il est proposé que le taux de la CSG sur le revenu des placements financiers des particuliers servant à financer la caisse nationale des allocations familiales et du fonds de solidarité vieillesse soit porté de 2,40 p. 100 à 6,55 p. 100.

En 1995, les revenus purement financiers des contribuables aisés représentaient 371 milliards de francs. Une taxation à 14,6 p. 100, soit le même taux que celui des cotisations salariales, rapporterait 54 milliards de francs.

Bien sûr, cet amendement ne concerne qu'une partie des revenus évoqués puisque l'assiette de la CSG est bien loin de couvrir l'ensemble de ces revenus.

Néanmoins, il s'agirait d'un premier pas vers une égalité de traitement, en matière de prélèvements sociaux, entre salaire et revenu financier.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 100, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 101 rectifié, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 42, un article additionnel ainsi rédigé :

« Les revenus financiers des entreprises sont soumis à une contribution sociale au taux de 14,8 p. 100. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Notre système de protection sociale est presque entièrement fondé sur les salaires. Si les revenus du travail sont soumis aux règles de la solidarité, il convient d'y assujettir l'ensemble des revenus.

Pratiquer la solidarité ne signifie pas, à mon avis, imposer le partage des difficultés entre les plus touchés, comme vous l'avez fait avec l'instauration du RDS.

D'un côté, on prélève plusieurs dizaines de milliards de francs, ce qui enfonce encore plus ceux qui sont dans les difficultés et sera néfaste à la consommation et à l'emploi, et, de l'autre, les entreprises gâchent des sommes énormes dans des spéculations.

Je citerai un chiffre : 1 145 milliards de francs, c'est le montant des revenus financiers qui pourraient être mis à contribution. Les taxer permettrait de dégager 113 milliards de francs de la part des entreprises et des institutions financières.

Si les revenus financiers étaient mis à contribution, comme je l'ai déjà proposé dans des amendements précédents, cela rapporterait au total 167 milliards de francs.

Si on retirait 90 milliards de ce total au titre de la suppression de la contribution sociale généralisée, il resterait 77 milliards de francs par an.

Ces 77 milliards sont à comparer aux 60 milliards de francs de déficit annuel de la protection.

Après couverture de ce déficit, quelque 17 milliards de francs par an pourraient être affectés à la réduction progressive des 250 milliards de francs de déficits cumulés depuis de nombreuses années et que d'ailleurs la contribution sociale généralisée ne permettra pas de régler si nous ne modifions pas l'assiette des prélèvements.

Lié à une modulation nouvelle de l'assiette des cotisations patronales visant à faire payer moins les entreprises qui versent relativement plus de salaires, une dynamique nouvelle d'ensemble favorable à la croissance par la progression de l'emploi pourrait être enclenchée.

Vous le voyez bien, monsieur le ministre, contrairement à ce quevous affirmez, des solutions alternatives à vos projets de démantèlement de la sécurité sociale, existent. Cet amendement le prouve. C'est pourquoi, mes chers collègues, je vous demande de l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 101 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

TITRE IX
DISPOSITIONS DIVERSES

M. le président. La division « Section 1 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article additionnel avant l'article 43

M. le président. Par amendement n° 141 rectifié, MM. François et Jean-Jacques Robert proposent d'insérer, avant l'article 43, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'unité de compte de la Polynésie française est le franc CFP.

« Sa valeur est fixe par rapport au franc français, selon le rapport suivant : 1 franc CFP = 0,055 franc français ou 1 franc français = 18,1818 francs CFP. »

Cet amendement est-il soutenu ?...

Article 43

M. le président. « Art. 43. – Sont validés, dans la mesure où ils seraient contestés sur le fondement de l'absence d'autorisation législative, tous les actes accomplis et les garanties accordées par l'Etat dans le cadre de la liquidation amiable des sociétés de développement régional CENTREST, LORDEX et PICARDIE. » – *(Adopté.)*

Article additionnel après l'article 43

M. le président, Par amendement n° 123, M. Marini propose d'insérer, après l'article 43, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le ministre de l'économie déposera sur le bureau des assemblées parlementaires d'ici le 31 décembre 1996 un rapport faisant le point des mesures qu'il aura prises pour favoriser la relance de l'activité des sociétés de développement régional dans leur mission d'accompagnement des opérations de haut de bilan des PME-PMI régionales (fonds propres, crédit à long terme, crédit-bail immobilier) et pour assurer la pérennité de leur refinancement.

Cet amendement est-il soutenu ?...

La division « Section 2 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 44

M. le président. « Art. 44. – I. – Au 1 de l'article 565 du code général des impôts, les mots : "France continentale" sont remplacés par les mots : "France métropolitaine".

« II. – 1° A l'article 575 K du même code, les mots : "du monopole. Toutefois cette fabrication est licite si elle" sont remplacés par les mots : "sauf dans les conditions prévues par le décret mentionné au 2 de l'article 565 ou, lorsque cette fabrication".

« 2° Les dispositions du 1° prennent effet à la date de publication du décret en Conseil d'Etat qu'il prévoit et au plus tard dans les six mois à compter de la publication

de la présente loi. » – *(Adopté.)*

La division « Section 3 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 45

M. le président. « Art. 45. – Les articles 2 et 3 du décret du 20 juillet 1995 modifiant le décret du 3 février 1993 relatif aux redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion dues par les titulaires des autorisations délivrées en application des articles L. 33-1 et L. 33-2 du code des postes et télécommunications sont applicables aux redevances dues à compter du 1er mars 1993. »

Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 55 est présenté par M. Lambert au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 4 est présenté par M. Pluchet, au nom de la commission des affaires économiques.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 55.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit de donner un caractère rétroactif à deux articles d'un décret du 20 juillet 1995 et d'autoriser, par voie de conséquence, le recouvrement de la redevance due en 1993, 1994 et 1995, qui n'a pas été effectué.

Nous regrettons qu'il y ait eu quelque négligence administrative. La Cour des comptes en a d'ailleurs été saisie.

Nous voulons, en la circonstance, manifester la préoccupation du Sénat devant une gestion administrative qui nous paraît défaillante.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis pour défendre l'amendement n° 4.

M. Alain Pluchet, *rapporteur pour avis.* La commission des affaires économiques a été étonnée des péripéties auxquelles a donné lieu le recouvrement de cette taxe. Et compte tenu de son effet rétroactif, elle a souhaité la suppression de l'article.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques nos 55 et 4 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Vous imaginez, mesdames, messieurs les sénateurs, que le Gouvernement n'est pas satisfait de vous proposer une telle disposition.

En effet, ces régularisations viennent couvrir une carence administrative. Mais l'enjeu financier est considérable puisqu'il est de l'ordre de 500 millions de francs.

Vous comprendrez que s'il n'y avait pas certaines contraintes particulières d'ordre budgétaire, j'eus fait l'économie de vous proposer cet article 45. Je sollicite votre compréhension et je vous dis combien je me sens solidaire de la critique qui inspire vos amendements de suppression.

Vous rendriez cependant service au Gouvernement dans le combat qu'il mène pour réduire les déficits publics en renonçant à vos amendements.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je souhaiterais que M. le ministre nous dise ce qui a pu se passer car un retard de cette importance dans la perception de ces redevances paraît extravagant, le mot n'est pas excessif.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je précise que l'article présenté par le Gouvernement vise à ramener de 85 millions à 49 millions de francs les redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques dues au titre des années 1993 et 1994 par une partie des réseaux radioélectriques indépendants : 16 600, pour 65 300 réseaux recensés à ce jour.

L'adoption des amendements proposés conduirait soit à réclamer aux assujettis la somme de 85 millions de francs, qui résulte des dispositions réglementaires en vigueur, soit, plus vraisemblablement, à abandonner le recouvrement de cette somme, ce qui poserait un problème d'équité à l'égard d'autres assujettis. Ceux-ci seraient alors tentés de demander la restitution des sommes qu'ils ont versées et qui s'élèvent à 486 millions de francs.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Compte tenu des explications qui viennent de nous être données par le Gouvernement et de ce que nous espérons être sa détermination à faire en sorte que de telles situations ne se reproduisent pas, la commission des finances accepte de retirer son amendement.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Merci, monsieur le rapporteur.

M. le président. L'amendement n° 55 est retiré.

Monsieur le rapporteur pour avis, l'amendement n° 4 est-il également retiré ?

M. Alain Pluchet, *rapporteur pour avis.* Je tiens à faire observer que 65 000 réseaux sont concernés : auto-écoles, taxis, hôpitaux, entreprises de gardiennage, collectivités territoriales. C'est une affaire extrêmement importante. Cela dit, je retire l'amendement.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je vous remercie.

M. le président. L'amendement n° 4 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 45.

(L'article 45 est adopté.)

M. le président. La division « Section 4 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 46

M. le président. L'article 46 a été retiré.

Articles additionnels après l'article 46

M. le président. Par amendement n° 63 rectifié, M. Huriet et les membres du groupe de l'Union centriste proposent d'insérer, après l'article 46, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Le 1° *bis* du 4 de l'article 261 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Les frais d'hospitalisation et de traitement, y compris les frais de mise à disposition d'une chambre individuelle, dans les établissements de santé privés titulaires de l'autorisation mentionnée à l'article L. 712-8 de la santé publique. »

« II. – Les pertes de recettes sont compensées à due concurrence par une augmentation des droits sur les tabacs visés aux articles 575 et 575-A du code général des impôts. »

La parole est à M. Badré.

M. Denis Badré. Nous proposons que les suppléments pour chambre individuelle facturés aux patients soient exonérés de TVA. Cette disposition est fondée sur la logique de la continuité des soins et sur le fait que, de plus en plus souvent, l'isolement est préconisé pour des raisons médicales.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement est également favorable à cet amendement, et il lève le gage.

M. le président. Il s'agit donc de l'amendement n° 63 rectifié *bis.*

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'amendement n° 63 rectifié *bis,* accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 46.

Par amendement n° 102, Mme Beaudeau, M. Loridant, et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 46, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Le 2° de l'article 278 *bis* du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 2° Produits destinés à l'alimentation humaine à l'exception du caviar. »

« II. – La perte de recettes résultant de l'application du I ci-dessus est compensée à due concurrence par un relèvement de la dernière tranche de l'impôt sur la fortune. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Notre amendement, qui vise à appliquer le taux réduit de TVA à tous les produits alimentaires, à l'exception du caviar, bien entendu, est issu d'une double constatation.

Tout d'abord, la France est l'un des derniers pays européens à appliquer un taux élevé à des produits alimentaires qui n'ont rien de luxueux, tels que les confiseries, les chocolats ou les margarines.

Par ailleurs, notre amendement reprend une proposition que nous avions déjà formulée, lors de l'examen du projet de loi de finances, et au sujet de laquelle le Gouvernement avait alors expliqué qu'elle méritait qu'on y réfléchisse. Nous nous estimons donc fondés à présenter de nouveau cet amendement.

Une telle disposition serait bien moins coûteuse pour la collectivité que les diverses mesures qui ont été décidées dans cet hémicycle concernant, par exemple, l'immobilier, aux articles 16 et suivants, ou la donation-partage. C'est pourquoi, monsieur le ministre, vous ne pouvez nous objecter le coût de cette mesure-ci pour le budget de l'Etat, d'autant que le relèvement du taux normal de TVA de 18,6 p. 100 à 20,6 p. 100 a rapporté 39 milliards de francs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Etrange conception de la réflexion !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 102, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 104, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 46, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée portant sur les prestations de services funéraires, concédées ou gérées par une régie municipale, est ramené à 5,5 p. 100.

« II. – Les dispositions du sixième alinéa du paragraphe II de l'article 125-0 A du code général des impôts sont abrogées. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cet amendement vise à ramener le taux de TVA applicable aux prestations de services funéraires ou gérés par une régie municipale de 20,6 p. 100 à 5,5 p. 100.

Nous souhaitons que le coût de ces services soit le moins élevé possible pour les familles, car c'est aussi dans de telles circonstances que se mesure la justice sociale.

Avec le relèvement général du taux normal de TVA de 18,6 p. 100 à 20,6 p. 100, c'est, bien entendu, tout le contraire qui s'est passé. Il faut noter, d'ailleurs, que l'harmonisation européenne des taux de TVA plaide en faveur de la baisse de ce taux.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 104, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 105, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer après l'article 46, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – L'article 279 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé : « Les prestations de collecte et de traitement des déchets effectuées dans le cadre du service public local pour le compte des communes et de leurs groupements. »

« II. – Les dispositions du sixième alinéa du paragraphe II de l'article 125-0 A du code général des impôts sont abrogées. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Avec cet amendement, nous relançons une discussion que nous avions engagée lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1996.

Nous savons tous quel est le coût de la collecte et du traitement des déchets, un coût qui a augmenté considérablement avec la définition des normes européennes. Les élus des collectivités locales s'organisent, par le biais de syndicats intercommunaux ou de groupements, pour répondre à ces exigences.

Dans la mesure où ce coût est élevé, n'en « rajoutons » pas : alignons donc le taux de TVA applicable pour de tels services sur celui qui est en vigueur pour tous les autres services publics locaux, à savoir 5,5 p. 100.

Je crois que la situation budgétaire des communes, comme celle des ménages, impose une telle décision. A l'inverse, renoncer à nous suivre reviendrait à faire un mauvais calcul au regard de la protection de l'environnement.

Il n'est pas admissible que, sous prétexte de respect des normes européennes sur la collecte et le traitement des déchets, l'Etat puisse trouver une manne exceptionnelle. Cette anomalie doit donc être corrigée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 105, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 106, Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 46, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – A compter du 1er janvier 1996, les opérations de construction neuve et de rénovation d'établissements à but non lucratif destinés à l'accueil des personnes âgées sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 5,5 p. 100.

« II. – La perte de recettes résultant du I ci-dessus est compensée par une augmentation à due concurrence du taux de l'impôt de solidarité sur la fortune. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Il s'agit encore d'une proposition que nous avions déjà formulée lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1996, mais nous n'avions pas, alors, obtenu de réponse de M. le ministre.

Si chacun souhaite légitimement que tout soit fait pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, du fait de l'allongement de la durée de la vie, des structures d'accueil pour les personnes âgées n'en sont pas moins indispensables.

A cet égard, on constate actuellement à la fois une relative pénurie et un coût d'hébergement souvent exorbitant.

Sachant, en outre, que le débat sur la prestation d'autonomie n'est plus à l'ordre du jour, on peut se demander si la situation des personnes âgées dépendantes est, oui ou non, une priorité nationale.

Enfin, le président de la fédération nationale des travaux publics demande que les pouvoirs publics compensent le manque de commandes qui caractérise les budgets des collectivités territoriales et de l'Etat pour 1996.

J'espère que le Gouvernement répondra à cet appel par des mesures concrètes, telle celle que nous proposons.

En effet, ramener le taux de TVA sur ces travaux de construction ou de rénovation de 20,6 p. 100 à 5,5 p. 100 aurait une triple conséquence : pour les collectivités, cela encouragerait la construction de nouvelles structurtes d'hébergement à but non lucratif ; pour les personnes âgées et leurs familles, cela diminuerait le prix de séjour ; pour les entreprises de travaux publics, cela permettrait de retrouver des commandes, ce qui ne manquerait pas, de surcroît, de favoriser l'emploi.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 106, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. La division « Section 5 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 47

M. le président. « Art. 47. – La délivrance, par les préfets, de la carte européenne d'arme à feu prévue à l'article 85 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 est assujettie à la perception d'un droit de timbre de 50 F. » – *(Adopté.)*

M. le président. La division « Section 6 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 48

M. le président. L'article 48 a été retiré.

La division « Section 7 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 49

M. le président. « Art. 49. – I. – L'article L. 211-3 du code des assurances est abrogé à compter du 1er janvier 1997.

« En conséquence, dans le même code, à compter de la même date, sont supprimés dans l'article L. 211-21 les mots : « ou ayant obtenu une dérogation à l'obligation d'assurance en vertu de l'article L. 211-3 » ainsi que le troisième alinéa de l'article L. 213-1.

« II. – L'article L. 431-13 du code des assurances est abrogé. »

Sur l'article, la parole est à M. Massion.

M. Marc Massion. Notre groupe tient à exprimer son opposition à la mesure prévue par l'article 49, qui vise le régime dont dépend la RATP en matière d'assurance pour ses véhicules à moteur, régime dont rien ne justifie l'abrogation.

La lecture de l'exposé des motifs du projet de loi est particulièrement édifiante quant aux motivations qui conduisent le Gouvernement à proposer cette mesure.

En vérité, aucun des arguments avancés ne nous semble recevable.

Le régime qui permet à la RATP de s'assurer elle-même « introduirait par nature des distorsions de concurrence ». On ne voit pas pourquoi puisqu'elle ne peut assurer que son propre parc.

Ce régime permettrait à la RATP d'échapper à l'impôt en ne payant pas la taxe qui frappe tout contrat d'assurance, ce qui induirait des pertes de recettes très lourdes

pour l'Etat. En fait, cette perte de recettes est moins lourde que ne le prétend le Gouvernement, puisque c'est non une taxation sur la base de 33,5 p. 100, comme il l'écrit, qui s'appliquerait sur l'ensemble des bus, mais bien une taxation de 15 p. 100. Seules les voitures de service, évidemment moins nombreuses que les bus, seraient taxées sur la base du taux majoré.

Les dérogations d'auto-assurance affaibliraient la mutualisation des risques. A ce compte-là, pourquoi ne pas proposer la même chose pour les administrations publiques : l'armée, par exemple ?

Le système actuel coûterait très cher à la RATP. A notre sens, c'est bien au contraire le système proposé par le Gouvernement qui entraînerait un coût supplémentaire.

La RATP n'aurait pas la surface financière suffisante pour faire face à de gros sinistres, alors que la RATP a souscrit pour ce type de risque une assurance que le Gouvernement lui reproche en expliquant que cela doit lui coûter cher. Mais, si la RATP passait par une compagnie d'assurance et si elle avait un gros sinistre, il est évident que, l'année suivante, la compagnie réviserait ses tarifs à la hausse.

Nous ne voyons donc vraiment aucune raison qui puisse justifier l'adoption de cet article.

M. le président. Sur l'article 49, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° 223 et présenté par Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 256 est déposé par M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendent à supprimer l'article 49.

Par amendement n° 113 rectifié, MM. Badré et Lanier proposent de supprimer le I de cet article.

La parole est à Mme Beaudeau, pour présenter l'amendement n° 223.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Dans mon intervention générale, j'ai insisté sur les conséquences de l'abrogation de l'article L. 211-21 ; la RATP, mais aussi l'INRA, la Ville de Paris se verraient privés de la possibilité qui leur est réservée d'être leur propre assureur.

S'agissant de la RATP, cette possibilité présentait un tel intérêt que le ministère des transports a prorogé jusqu'au 1er juin 1998 la dérogation en matière d'assurance.

Cette assurance est garantie tous risques, donc efficace.

Cette assurance est préventive : elle permet, avec un travail important de formation des conducteurs, des actions de conseils préalables pour une exploitation, avec une sécurité maximal.

Enfin, cette assurance est complète.

Le dossier établi par la RATP conduit à l'indemnisation par la RATP elle-même. Cette pratique s'inscrit pleinement dans la logique de la loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules terrestres à moteur, que nous avons votée ; le but est de remédier aux carences et aux lenteurs des assurances.

Monsieur le ministre, je me permettrai de vous rappeler que le Gouvernement a dû faire des injonctions aux compagnies d'assurance pour la réparation aux victimes de grandes catastrophes comme celles de Furiani, Vaison-la-Romaine ou de la Camargue.

Il n'a jamais été nécessaire de faire des injonctions à la RATP pour qu'elle consente à des réparations !

La RATP, grâce à un service de juristes dont tout le monde – notamment le maire de Paris et le garde des sceaux, après l'attentat du 25 juillet 1995 dans le RER – reconnaît les qualités de dévouement et de professionnalisme, dispose justement de moyens d'indemnisation efficaces et rapides.

Vous voulez supprimer ces moyens alors qu'il faudrait les montrer en exemple, voire les institutionnaliser.

De plus, le poids financier de cette assurance est inférieur à ce qu'il en coûterait à la RATP si elle devait avoir recours à des assurances privées : 50 millions de francs contre 60 millions de francs.

Les déficits avoués par les assurances privées résulteraient du risque dommages compensé par l'assurance obligatoire, qui évolue peu. C'est précisément l'assurance obligatoire qui serait confiée à une compagnie d'assurance. J'ai envie de vous dire, monsieur le ministre, que c'est un cadeau royal !

En trois ans, des compagnies ont vu leurs primes augmenter de 10 p. 100. Il y a donc de l'augmentation en perspective !

La dérogation concerne aujourd'hui 14 050 véhicules : 4 754 à la RATP, 1 500 à l'INRA, 3 400 à la SNCF et un peu plus de 4 000 pour le service de nettoiement de la Ville de Paris.

Les usagers de la RATP ont ainsi une assurance efficace, et la moins chère qui soit. Vous vouler les confier, monsieur le ministre, à des compagnies qui viseront d'abord le profit.

J'ajoute enfin que notre proposition est étayée par les audits et par l'avis de la Cour des comptes qui ont d'ailleurs conduit le Gouvernement à renouveler la dérogation d'assurance.

M. le président. La parole est à M. Massion, pour défendre l'amendement n° 256.

M. Marc Massion. Nous sommes toujours à chercher quelles sont les véritables motivations du Gouvernement dans cette affaire. En général, on change ce qui ne va pas. Le régime d'auto-assurance de la RATP pose-t-il des problèmes à la RATP elle-même ? Pas que nous sachions ! Pose-t-il des problèmes aux usagers qui ont été confrontés à des sinistres associant la RATP ? Pas que nous sachions non plus, en tout cas ni plus ni moins que pour n'importe quelle affaire d'assurance avec une compagnie patentée.

Certes, l'Etat va peut-être gagner quelques millions de francs dans cette affaire, grâce à l'incidence de la taxe. En fait, moins, puisque, en vertu de dispositions propres aux dérogataires en matière d'assurance, la RATP s'acquitte de deux contributions d'importance comparable à la taxe.

Je rappelle que ces taxes viennent abonder un fonds de garantie pour l'indemnisation des victimes d'accidents causés par des conducteurs inconnus, insolvables ou non assurés, ce pour répondre plus encore à la soi-disant absence de mutualisation des risques !

Une fois de plus, vous allez déstabiliser le service public, et ce sans qu'aucune concertation n'ait été menée avec les intéressés, puisqu'un courrier du 15 mai 1995 du ministère des transports confirmait à la RATP la pérenité de ce régime jusqu'au 1er janvier 1998.

Le lobby des courtiers d'assurance est-il si puissant qu'une telle proposition soit faite aujourd'hui ?

Cet amendement tend à supprimer l'article 49.

M. le président. La parole est à M. Badré, pour défendre l'amendement n° 113 rectifié.

M. Denis Badré. Comme cela vient d'être rappelé, l'article 49 supprime les dernières dérogations à l'obligation d'assurance pour les véhicules terrestres à moteur.

Cet amendement n° 113 rectifié tend à demander un sursis. Celui-ci nous semble justifié par des raisons qu'illustre bien l'exemple de la RATP La régie a engagé, en effet, un important effort d'adaptation. Elle cherche à prendre toujours mieux en compte l'attente de ses clients. Elle se prépare à une régionalisation qui est inéluctable. Elle entend montrer l'exemple, alors que nous cherchons à promouvoir, à l'échelon européen, les vertus du service public à la française.

Cet effort d'adaptation engagé par la RATP va devoir être amplifié.

Par conséquent, il ne nous paraît pas souhaitable que de nouvelles charges viennent l'entraver, alors que nous attendrions plutôt du Gouvernement qu'il l'encourage.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements identiques n[os] 223 et 256 ainsi que sur l'amendement n° 113 rectifié ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Avant de se prononcer, la commission souhaite entendre l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est donc l'avis du Gouvernement sur ces amendements ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement entend mener à son terme l'action qui a été engagée voilà deux ans, afin de supprimer les dernières dérogations à l'obligation d'assurance automobile. Cela concerne la SNCF, la RATP, la ville de Paris et l'INRA.

Il n'apparaît pas exact de dire, comme le soutiennent les auteurs de ces amendements, que la suppression des dérogations à l'obligation d'assurance automobile imposerait aux actuels dérogataires des charges indues.

Tout d'abord, il convient de noter que l'obligation d'assurance automobile constituant le principe de droit commun, ce sont bien les dérogataires qui bénéficient d'un avantage indû, notamment en matière fiscale, sur l'ensemble des grandes entreprises publiques ou privées soumises à l'obligation d'assurance.

Ensuite, et d'un strict point de vue financier, il importe que les derniers dérogataires continuent de procéder aux consultations qu'ils ont d'ores et déjà engagées avec des courtiers ou des compagnies d'assurances – ils ont eu le temps de le faire – afin de conclure le contrat le mieux adapté à leur situation particulière. Le marché de l'assurance étant très concurrentiel, les dérogataires doivent pouvoir contracter au tarif le plus avantageux possible compte tenu de leur situation.

Il convient donc de parachever l'action entreprise en 1994. Il n'y a, en effet, aucune raison économique d'introduire une différence de traitement entre les quatre derniers dérogataires actuels et la vingtaine d'anciens dérogataires qui sont aujourd'hui assurés.

Il reste à prouver que l'organisation du service assurances de la RATP est le plus efficace, le plus moderne, le plus professionnel et le plus performant qui soit. Il suffira alors de filialiser ce service pour qu'il constitue une entreprise d'assurances.

J'ajoute qu'il pourrait bien, malheureusement, survenir un jour un sinistre qui mettrait en difficulté l'institution.

Il y a eu des évaluations, dont la justesse n'a jamais été prouvée. On a parlé de 9 millions de francs. C'est beaucoup, mais c'est peu par rapport aux 5 milliards de francs de déficit de cette entreprise. Il faut que chacun exerce son métier.

Dans ces conditions, je souhaiterais que ces trois amendements soient retirés, faute de quoi le Gouvernement demanderait au Sénat de les repousser.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission propose au Sénat de s'en remettre à l'avis du Gouvernement.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Vous n'êtes pas très fiers, quand même !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n[os] 223 et 256, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Monsieur Badré, l'amendement n° 113 rectifié est-il maintenu ?

M. Denis Badré. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 113 rectifié est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 49.

(L'article 49 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 49

M. le président. Par amendement n° 60, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 49, un article additionnel ainsi rédigé :

« En raison de la destruction des locaux de la recette-conservation des hypothèques de Bastia, suite à l'attentat perpétré le 23 décembre 1995 contre l'hôtel des impôts, la responsabilité du conservateur, telle que découlant des articles 2196 à 2199 du code civil, est limitée à l'exploitation ou à la reproduction des informations telles qu'elles figurent dans la documentation subsistante ou reçue postérieurement au constat établi par ordonnance sur requête du président du tribunal de grande instance de Bastia.

« Jusqu'au 31 juillet 1996, tout acte, formalité, notification ou sommation prescrit à peine de déchéance, nullité, caducité, forclusion, péremption ou inopposabilité, qui n'a pu être accompli par une personne publique ou privée du fait de l'interruption du fonctionnement normal de la recette-conservation des hypothèques de Bastia, sera prorogé dans ses effets d'une période d'un mois à compter de la réception des pièces, des notifications ou des états-réponses délivrés par ce service. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 287, présenté par M. Lambert, au nom de la commission des finances, et tendant à rédiger ainsi le second alinéa de l'amendement n° 60 :

« Tout acte, formalité, sommation, ou notification, prescrit à peine de déchéance, nullité, caducité, forclusion, péremption ou inopposabilité, qui n'a pu être accompli par une personne publique ou privée, du fait de l'interruption du fonctionnement normal de la recette-conservation des hypothèques de Bastia, est réputé valable s'il est effectué au plus tard le 31 octobre 1996. »

La parole est à M. le ministre, pour présenter l'amendement n° 60.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Cet amendement fait suite aux odieux attentats perpétrés en Corse ces derniers mois à l'encontre d'établissements relevant du ministère de l'économie et des finances.

Le premier alinéa du présent amendement a pour objet de limiter la mission et la responsabilité civile du conservateur à l'exploitation et à la reproduction des informations telles qu'elles figurent dans les documents qui subsistent après l'attentat perpétré contre l'hôtel des impôts de Bastia, au moment de Noël, me semble-t-il.

La prorogation visée au deuxième alinéa doit jouer chaque fois qu'en son absence l'inobservation du délai comporterait des effets juridiques tels qu'il ne serait plus possible soit d'accomplir un acte ou une formalité quelconque, soit de l'accomplir avec toutes les conséquences de droit qu'il aurait entraînées s'il avait pu être fait dans le temps prescrit.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre le sous-amendement n° 287 et pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 60.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Le sous-amendement n° 287 tend à réécrire le second alinéa de l'amendement n° 60, de façon à faciliter son application.

Bien entendu, la commission émet un avis favorable sur l'amendement n° 60.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 287 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 287, accepté par le Gouvernement.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, ainsi modifié, l'amendement n° 60, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 49.

Je suis maintenant saisi de quatre amendements.

Par amendement n° 257, M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer, après l'article 49 un article ainsi rédigé :

« L'article 15 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques, est complété par la phrase suivante :

« Ce rapport présente en termes clairs et précis la méthodologie et les bases techniques de chacune des catégories de provisions constituées par l'organisme assureur et comporte la justification de leur caractère prudent. »

Par amendement n° 258, MM. Richard, Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent d'insérer, après l'article 49, un article additionnel ainsi rédigé :

« Il est ajouté après l'article 15 de la loi n° 89-1009 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques un article ainsi rédigé :

« *Art.* ... – Tout assuré bénéficiant de remboursements complémentaires de frais de soins de santé reçoit obligatoirement, avant le 31 août de chaque année, de l'organisme assureur qui lui assure ces garanties un état retraçant, au cours des cinq dernières années, l'évolution des prestations servies, détaillées par postes et des cotisations encaissées ainsi que du rapport entre celles-ci au titre du contrat ou de la convention ou de la catégorie de contrats ou conventions dont il relève. »

Par amendement n° 259, MM. Richard, Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent d'insérer, après l'article 49, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Il est ajouté après l'article 15 de la loi n° 89-1009 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques un article ? ainsi rédigé :

« Art. ... – Pour les opérations collectives, les contrats ou conventions relatifs à la mise en œuvre des garanties mentionnées à l'article l-911-2 du code de la sécurité sociale doivent prévoir les modalités et délais selon lesquels l'organisme assureur peut, en cas de résiliation du contrat ou de la convention, transférer vers un autre organisme assureur agréé pour pratiquer les mêmes opérations, les provisions techniques garantissant les engagements pris vis-à-vis des assurés.

« II. – Les contrats ou conventions souscrits antérieurement à la date de publication de la présente loi devront, s'il y a lieu, être rendus conformes aux dispositions de l'article (*cf.* I ci-dessus), de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques avant le 31 décembre 1996. »

Par amendement n° 260, M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer, après l'article 49, un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa (2°) de l'article 83 du code général des impôts, après les mots : "à titre obligatoire" sont ajoutés les mots : ", les cotisations de retraite versées à partir du 1er janvier 1996, qu'elles soient, ou non, à compter de cette date, immédiatement constitutives d'un droit certain au profit des intéressés." »

La parole est à M. Richard, pour défendre ces quatre amendements.

M. Alain Richard. L'amendement n° 257 tend à réclamer un rapport qui précise les conditions techniques de l'établissement des provisions par l'organisme assureur au titre de la loi de 1989. En effet, les organismes assureurs ont été chargés, par la loi de 1989, de remettre un rapport annuel sur les comptes du contrat qu'ils ont souscrit en matière de prévoyance complémentaire.

La loi doit être mise à jour pour tenir compte de la directive du 10 novembre 1992 qui impose à l'organe assureur de fournir les bases et méthodes d'évaluation de ses provisions.

En ce qui concerne l'amendement n° 258, je rappelle que, à l'heure actuelle, la quasi-totalité de la population est couverte par une assurance maladie complémentaire. Ces couvertures suplémentaires tendent à combler les manques du régime de base de la sécurité sociale, principalement en matière de frais dentaires et de frais d'optique.

Les assurés ne sont pas nécessairement bien informés du coût final de ces couvertures complémentaires. Ils ne sont pas non plus totalement responsabilisés par rapport au comportement de surconsommation médicale que peuvent entraîner ces dispositions.

Nous souhaitons que les assurés soient régulièrement informés des résultats du régime auquel ils appartiennent. Cet amendement a donc pour objet de contribuer, au niveau des couvertures complémentaires, à une maîtrise des dépenses, auxquelles, vous le savez, notre groupe est particulièrement attaché.

L'amendement n° 259 tend à compléter des dispositions qui ont été adoptées par le Sénat en 1994 sur l'initiative de notre groupe.

Lors de l'examen par le Sénat de la loi relative à la protection sociale complémentaire, nous avons, en effet, cherché à protéger les droits des assurés lorsque l'entreprise change d'organisme assureur pour la couverture complémentaire de ses salariés.

Lorsque les salariés d'une entreprise sont couverts contre le risque d'invalidité et que l'entreprise change d'organisme assureur alors que l'ancien assureur paie des rentes d'invalidité pour certains salariés, il faut s'assurer que le changement d'assureur ne modifie en rien les créances de ces salariés victimes d'invalidité.

Cet amendement n° 259 prévoit donc une mesure technique de simplification. Il tend à permettre, en cas de changement d'organisme-assureur pour un contrat collectif d'entreprise, qu'une neutralité complète soit assurée entre les obligations et les ressources des deux assureurs.

Enfin, en ce qui concerne l'amendement n° 260, de telles dispositions avaient déjà été proposées à l'occasion de la discussion budgétaire. Je souhaite d'ailleurs rectifier cet amendement, monsieur le président, en remplaçant la date du 1er janvier 1996 par celle du 1er janvier 1997.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 260 rectifié, tendant, après les mots « à titre obligatoire », à ajouter les mots : «, les cotisations de retraite versées à partir du 1er janvier 1997, qu'elles soient, ou non, à compter de cette date immédiatement constitutives d'un droit certain au profit des intéressés. »

Veuillez poursuivre, monsieur Richard.

M. Alain Richard. Lors du débat budgétaire, M. le ministre nous avait répondu que le dossier méritait d'être examiné par l'administration.

Nous estimons qu'une certaine distorsion fiscale existe en la matière. Monsieur le ministre, les cotisations de retraite concernées ne devraient-elles pas maintenant être harmonisées ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nos 257, 258, 259 et 260 rectifié ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il apparaît à la commission que l'amendement n° 257 relève plutôt du domaine réglementaire. Elle souhaite, cependant, recueillir l'avis du Gouvernement, avis qu'elle suivra.

S'agissant de l'amendement n° 258, la commission le trouve sympathique et le souci pédagogique qui l'inspire est louable. Elle se demande simplement si cette information suffira pour responsabiliser les assurés. Elle s'en remet donc à la sagesse du Sénat.

Par ailleurs, la commission émet un avis défavorable sur l'amendement n° 259, ce d'abord pour une raison d'ordre juridique.

Ensuite, la commission se pose la question de savoir si l'on peut imposer aux organismes d'assurances et aux entreprises l'insertion d'une clause nouvelle dans les contrats sans recueillir au préalable l'opinion des assurés.

S'agissant de l'amendement n° 260 rectifié, la commission note qu'il mériterait sans doute d'être gagé. Elle estime qu'il devrait peut-être recevoir une réponse – le Gouvernement nous le précisera tout à l'heure – lors de l'examen du projet de loi sur l'épargne-retraite. La commission est donc défavorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces amendements ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* L'amendement n° 257 tend à préciser certains aspects du fonctionnement des contrats de prévoyance complémentaire. Aussi, le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

L'amendement n° 258 a certainement des vertus pédagogiques mais le Gouvernement redoute un accroissement de la paperasserie et exprime des craintes sur la capacité des organismes concernés à produire dès aujourd'hui ces informations. Pour cette raison, il me paraîtrait prudent de surseoir à l'application de cette mesure.

En ce qui concerne l'amendement n° 259, le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

L'amendement n° 260 rectifié appelle quelques explications. Il existe, en effet, en matière sociale comme en matière fiscale, des dispositions de portée générale qui permettent de déduire de l'assiette des cotisations sociales et de celle de l'impôt sur le revenu les cotisations versées aux régimes de retraites complémentaires et supplémentaires.

Cette déduction est dans les deux cas plafonnée.

Ces dispositions ne posent pas de problèmes d'application lorsqu'il s'agit de régimes dits à cotisations définies pour lesquels on sait exactement quel montant de cotisations a été versé pour chaque salarié.

L'application de ces règles s'est révélée un peu plus délicate pour les régimes dits à prestations définies, qui se caractérisent par un engagement de l'employeur à verser un certain montant de retraite supplémentaire, généralement aux seuls salariés présents dans l'entreprise à la date du départ à la retraite, cet engagement étant financé par un versement global de l'employeur à une compagnie d'assurance.

En matière sociale, la Cour de cassation a effectivement indiqué, par des décisions récentes, que ces versements devaient bien être pris en compte pour l'appréciation du plafond de déduction des cotisations de retraites complémentaires et supplémentaires.

Je ne vois pas d'objection de principe à ce que cette règle soit transposée sur le plan fiscal, sous réserve que les modalités d'application en soient précisément étudiées. Je m'engage effectivement à ce que cette question soit examinée rapidement pour que l'on puisse faire le point sur ce sujet dans le cadre du prochain débat que nous devrions avoir sur les fonds de pension, plus précisément sur l'épargne-retraite. Pour cette raison, monsieur le sénateur, je souhaite que vous retiriez l'amendement n° 260 rectifié.

M. le président. Monsieur Richard, les amendements nos 258 et 260 rectifié sont-ils maintenus ?

M. Alain Richard. S'agissant de l'amendement n° 260 rectifié, M. le ministre a dit que cette question, sur laquelle il a une approche positive, doit être approfondie et demande un peu de temps. Ce n'est pas moi qui le contredirai. Rendez-vous est donc pris à l'occasion de l'examen du projet de loi qu'il a évoqué.

Quant à l'amendement n° 258, je reconnais que notre objectif est de développer une certaine prise de conscience. Il faudra bien que les organismes de couverture complémentaire fassent un effort de présentation de leurs comptes, éventuellement par une certaine simplifica-

tion. Compte tenu de l'approche positive manifestée par le Gouvernement sur nos deux suggestions, je peux également retirer cet amendement.

M. le président. Les amendements nos 258 et 260 rectifié sont retirés.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 257, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 49.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 259, repoussé par la commission et pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 49.

Article 49 *bis*

M. le président. « Art. 49 *bis*. – Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les offres de prêts mentionnées à l'article L. 312-7 du code de la consommation et émises avant le 31 décembre 1994 sont réputées régulières au regard des dispositions du 2° de l'article L. 312-8 du même code, dès lors qu'elles ont indiqué, d'une part, le montant global des échéances annuelles ainsi que le montant de la dette en capital de l'emprunteur à la fin de chaque période annuelle et, d'autre part, le montant total des intérêts et le montant total des frais accessoires qui auront été payés après complet amortissement. »

Sur l'article, la parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Malgré l'heure avancée, je me dois de prendre la parole sur l'article 49 *bis* car la position de la commission des finances a suivi un cheminement complexe qu'il me faut expliquer.

Elle a en effet rejeté les amendements de suppression qui vont être présentés dans un instant par Mme Beaudeau et par M. Alain Richard, puis, après un débat au cours duquel elle a décidé de ne pas amender l'article, la commission a décidé de le rejeter. A l'issue de la discussion, je demanderai donc au Sénat de bien vouloir se prononcer contre l'article 49 *bis*.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il faut savoir, mes chers collègues, qu'il s'agit d'un article qui a été voté par l'Assemblée nationale non pas pour amnistier les établissements de crédit, ainsi que cela pourrait être dit, mais pour effacer une erreur qui a été commise depuis 1979 et qui consiste en l'absence d'échéancier détaillé en capital et en intérêts au stade de l'offre de prêt que les établissements prêteurs doivent envoyer à leurs clients emprunteurs immobiliers.

M. Emmanuel Hamel. C'est plus qu'une erreur !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Une jurisprudence de la Cour de cassation en date des 16 mars et 20 juillet 1994 a sanctionné sévèrement l'absence de ce document par la déchéance du droit aux intérêts et par la nullité du contrat.

Nous sommes en présence du risque réel de voir une série contentieuse se produire, de plusieurs milliers d'instances engagées par des emprunteurs qui n'auraient pas été détenteurs de cette échéancier au stade de l'offre – et non pas bien sûr lors de la signature du contrat de prêt – et qui pourraient peut-être ainsi obtenir le rappel de leurs intérêts.

Je vous indique au passage, pour vous permettre d'apprécier la portée de cette discussion, que 1 600 milliards de francs d'encours sont concernés.

Nos collègues ont souhaité valider les offres de prêt pour le cas où elles seraient contestées pour n'avoir pas inclus l'échéancier détaillé en capital et en intérêts, et bien sûr ne le valider que sur ce seul point. Les coûts induits par cette déstabilisation – mon rôle est de vous éclairer sur cet enjeu, mes chers collègues – se répercuteraient sur le niveau des intérêts et sur l'accès au crédit des emprunteurs à venir. Il faut en être conscient.

J'avais souhaité modifier cet article 49 *bis* afin de le rendre plus précis et plus protecteur des emprunteurs, mais la commission, après discussion, n'a pas approuvé cette proposition. Elle a considéré que la Cour de cassation avait eu raison, ce qui est d'ailleurs incontestable.

Il n'en demeure pas moins que la loi de 1979 n'a pas été claire lors de son adoption. Elle indique que les « modalités » de l'échéancier doivent être jointes. La doctrine juridique – elle est d'ailleurs très abondante et je la tiens à votre disposition – et l'administration n'avaient pas estimé, à l'époque de l'adoption de la loi, que l'offre de prêt dût comprendre un échéancier complet.

En dépit des promesses, aucun décret d'application n'a jamais explicité le contenu précis de l'offre de prêt. La volonté du législateur était bien d'imposer la production d'un échéancier complet dès l'offre. Or, comme cela arrive parfois, l'exécutif n'a pas traduit cette volonté dans un texte réglementaire.

La commission des finances a repoussé l'article 49 *bis*. Après l'examen des amendements qui sont proposés, je demanderai au Sénat de rejeter cet article, mais pour des raisons différentes de celles qui vous seront indiquées tout à l'heure par nos collègues Mme Beaudeau et M. Richard. Je me dois, en effet, de vous dire, en toute honnêteté, que, si je souhaite le rejet de l'article 49 *bis*, c'est précisément pour nous permettre, en commission mixte paritaire, de dégager conjointement avec nos collègues députés une solution susceptible de conjurer le risque d'une série contentieuse et de renégociations massives qui seraient purement opportunistes, tout en préservant les droits des emprunteurs et en consacrant dans la loi la jurisprudence de la Cour de cassation.

Je me dois de vous dire quelles sont mes intentions, car il ne serait pas convenable de repousser l'article 49 *bis* au motif qu'il ne devrait plus figurer dans la loi. Je vous demanderai, le moment venu, de le repousser pour que la commission mixte paritaire puisse élaborer un texte qui donne toute sécurité.

M. le président. La parole est à M. Richard.

M. Alain Richard. Je tiens d'abord à rendre hommage à l'honnêteté intellectuelle, dont il fait d'ailleurs toujours preuve, de M. le rapporteur, et à son souci d'objectivité sur cette question.

Je vais peut-être le détromper un peu quant aux motivations qui sont les miennes. Il y a quelques différences d'appréciation entre lui et moi, et c'est bien normal.

J'ai quelques souvenirs – c'est un peu lointain, mais je légiférais déjà à l'époque ! – des conditions dans lesquelles la loi Scrivener a été adoptée en 1979. Elle n'a pas été bâclée, et l'étendue des obligations de transparence vis-à-vis des consommateurs qu'elle comportait ne pouvait être ignorée d'aucun professionnel : l'obligation de clarté de

l'annonce des amortisssements de prêts auxquels s'engageaient les emprunteurs était le fondement même de la loi.

S'agissant des professionnels dont le métier est de produire des dizaines de milliers ou des centaines de milliers de prêts par an, l'acte qui consiste à interpréter la loi de façon aussi restrictive que possible, en limitant donc l'information donnée au consommateur au moment où il va avoir à faire son choix, est un acte réfléchi et délibéré.

L'interprétation rendue par la Cour de cassation en 1994 n'avait, selon moi, rien d'inattendu, en tout cas rien d'anormal. Il me semble donc qu'on ne doit pas considérer comme un accident malencontreux l'interprétation donnée par la Cour de cassation de la loi Scrivener, mais qu'il faut s'y tenir.

J'ajoute que – c'est un point sur lequel je serai heureux que le Gouvernement s'exprime s'il a plus d'informations que nous-mêmes – dans certains cas, dont j'ignore l'importance, cette irrégularité au regard des obligations d'information est assortie d'une autre irrégularité qui porte sur le fond du contrat. En effet, parfois, les intérêts dus par l'accédant ont été calculés sur une base inexacte, en globalisant sur l'année le calcul des intérêts, au lieu de l'appliquer à chaque mensualité. Comme les conditions de présentation du contrat n'étaient pas claires, les emprunteurs ne pouvaient pas s'apercevoir de cette lésion. Dans une telle situation, il me semble donc normal que les juges puissent sanctionner l'irrégularité du contrat.

Il me paraît inquiétant qu'un article législatif de portée aussi générale vienne couvrir toutes les irrégularités en privant les personnes lésées de tout recours sans qu'ait été vérifiée méthodiquement l'incidence d'un tel effacement.

On doit, bien sûr, écouter les objections des professionnels, s'ils justifient que les procédures engagées par certains emprunteurs pour défaut d'information menaceraient la stabilité de leurs établissements.

Force est d'abord de constater que le premier arrêt de la Cour de cassation posant problème date du 16 mars 1994. Or, nous sommes le 21 mars 1996. Personne ici, parmi ceux qui s'intéressent au sujet, n'a reçu la moindre information, le moindre état de situation de la part des organismes concernés, pour nous indiquer qu'il y avait un risque et pour nous permettre d'en évaluer l'importance. C'est uniquement par une démarche subreptice que, en s'adressant à un seul de nos collègues à l'Assemblée nationale, ils ont suggéré une disposition qui efface de façon indistincte l'ensemble des irrégularités pouvant être invoquées sur une période de quinze ans.

Dans les contacts qu'il m'a été possible d'avoir avec eux tout récemment, ils n'invoquent encore que des données très vagues, M. le rapporteur s'en est d'ailleurs très franchement fait l'écho. Mais nous ne disposons, aujourd'hui, d'aucune donnée permettant de vérifier le caractère crédible du risque financier invoqué. J'observe que lors de ces derniers contacts, aujourd'hui même, les représentants officiels de cette profession ont omis de nous rappeler les limites procédurales qui, de toute façon, empêchent un grand nombre d'emprunteurs de faire jouer leurs droits.

Par conséquent, à mes yeux, sauf si M. le ministre nous donne des informations déterminantes en sens contraire, le risque financier pour les établissements concernés n'est pas établi au point de soutenir une mesure de régularisation, selon moi, beaucoup trop large et contraire aux principes du droit.

Le Gouvernement, jusqu'à présent – et M. le ministre a été très clair sur ce sujet hier, au cours de la discussion générale – n'a pas estimé devoir s'engager en faveur de cette régularisation.

Je ne dis pas que je suis prêt à entendre les arguments dans tous les domaines, et je l'ai d'ailleurs montré à différents moments de la discussion. Mais, sur un sujet de cette nature, je crois suffisamment au sens des responsabilités du ministre des finances pour être convaincu que, si était établie une menace grave pour la stabilité d'un ou plusieurs établissements, il s'engagerait comme responsable de l'équilibre du secteur bancaire en exposant lui-même le motif d'intérêt général justifiant l'effacement des irrégularités. Or, il ne le fait pas.

Dans ces conditions, je crois devoir recommander à la Haute Assemblée de ne pas interférer à l'aveuglette dans les litiges privés en compromettant gravement la crédibilité d'une législation protectrice des consommateurs à laquelle, au contraire, nous devons veiller.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 224 est présenté par Mme Beaudeau, MM. Loridant, Billard, Minetti et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 261 est déposé par MM. Richard, Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendant à supprimer l'article 49 *bis*.

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 224.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Contrairement à ce qu'a pu avancer tout à l'heure M. le rapporteur, nous estimons que l'article 49 *bis* constituerait, s'il était maintenu, une véritable loi d'amnistie pour certains établissements bancaires et de crédit qui, depuis des années, n'ont pas respecté les dispositions des lois du 10 janvier 1978 et du 13 juillet 1979 relatives à la protection des consommateurs, qui sont aujourd'hui regroupées dans le nouveau code de la consommation.

Il s'agit donc, en fait, d'un défaut d'information des emprunteurs qui ont souscrit des prêts immobiliers pour faire construire leur maison et accéder ainsi à la propriété.

Le législateur de 1978 et de 1979 a décidé à l'époque, à juste raison, de protéger les accédants à la propriété qui choisissent de s'endetter lourdement pendant dix à vingt ans, voire plus, pour acquérir leur résidence principale.

Considérant qu'un tel engagement ne devait pas être pris à la légère, il a édicté un certain nombre de règles obligeant les organismes de crédit à adresser une offre préalable de prêt valable trente jours aux candidats à l'emprunt, afin que ceux-ci puissent réfléchir, se faire une opinion face à la concurrence, et s'engager en toute connaissance de cause.

Les éléments constitutifs de l'offre préalable de prêt de la banque sont énoncés dans ce qui est devenu, après codification, l'actuel article L. 312-8 du code de la consommation, qui fait obligation à l'organisme prêteur d'y inclure « les modalités relatives à l'échéancier des amortissements ».

La Cour de cassation a très logiquement précisé, dans deux arrêts de 1994, que, par cette formule, il faut entendre, « pour chaque échéance, la part de l'amortissement du capital par rapport à celle couvrant les intérêts ».

L'article L. 313-16 de ce code précisant que ces dispositions sont « d'ordre public », la Cour de cassation, considérant qu'elles ne pouvaient être transgressées, a

décidé que les juges saisis de telles affaires pourraient décider la nullité des contrats de prêts et la déchéance de la banque du droit aux intérêts.

L'adoption de cet article 49 *bis* reviendrait donc, en fait, à amnistier les banques les moins scrupuleuses de la législation, des droits des accédants à la propriété et, plus généralement, des règles de concurrence les plus élémentaires.

Contrairement à ce que laissent supposer certains professionnels du crédit, sont concernées, non pas toutes les banques mais seulement une infime minorité d'entre elles : celles qui n'ont pas respecté la loi.

Le chiffre de 2 000 milliards de francs, qui concerne sans doute l'ensemble des opérations de prêts immobiliers depuis plus de quinze ans, est par conséquent aussi disproportionné que fantaisiste, et ce d'autant plus que, comme le fait fort justement remarquer M. Alain Lambert dans son rapport écrit, « il est fort peu probable que des millions d'emprunteurs se précipitent dans un contentieux pour obtenir, au bout d'une durée plus ou moins longue, un gain hypothétique ».

Cela est d'autant plus vrai que, aux arguments que je viens d'avancer, il convient d'en ajouter quelques autres tout aussi pertinents concernant les limitations ordinaires du droit des emprunteurs à agir en justice et les modalités de ces actions, pour ceux, bien entendu, qui auraient été lésés par l'insuffisance de l'offre préalable de prêt immobilier et seraient, à l'avenir, tentés de profiter d'une sorte d'aubaine engendrée par les deux arrêts de la Cour de cassation.

Je rappellerai donc que l'article 1304 du code civil a pour effet, en l'espèce, de prescrire par cinq ans toute demande des emprunteurs en nullité des actes de prêts litigieux par voie d'action principale, ce qui limite singulièrement le nombre des actions potentielles en justice.

Il convient de souligner, pour le cas où un emprunteur tenterait de contourner l'obstacle que constitue cette prescription en cessant ses remboursements et en attendant que la banque l'attaque en justice pour invoquer la nullité de l'acte par voie d'exception, qui est perpétuelle comme le prévoient les articles 71 et 72 du nouveau code de procédure civile, que l'éventualité de la nullité de l'acte de prêt ne veut absolument pas dire effacement de la dette de l'emprunteur.

L'emprunteur demeure en effet toujours débiteur de la banque et il devra rembourser immédiatement à cette dernière le principal restant et, éventuellement, une partie des intérêts.

M. le président. Veuillez conclure, madame Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je termine, monsieur le président.

De toute évidence, dans ce type d'affaire, « le jeu n'en vaut vraiment la chandelle » que si l'emprunteur a déjà réglé ponctuellement ses échéances sur une durée correspondant au moins aux trois quarts de la durée totale du prêt.

En fait, le bénéfice de la jurisprudence de la Cour de cassation ne peut pratiquement servir qu'un nombre restreint d'accédants à la propriété, débiteurs de bonne foi ayant été quelque peu trompés par des pratiques commerciales pour le moins audacieuses de banques – je répète que le nombre de ces banques est limité – et se trouvant en état de surendettement très souvent du fait de la perte de leur emploi et après avoir régulièrement payé pendant douze ans les échéances d'un prêt immobilier d'une durée de quinze ans.

Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, il me semble que, dans toute cette affaire, le rapporteur de ce texte à l'Assemblée nationale et nos collègues députés n'ont pas pris en compte tous les aspects du problème. C'est pourquoi je vous propose de supprimer l'article 49 *bis*.

M. le président. La parole est à M. Richard, pour défendre l'amendement n° 261.

M. Alain Richard. J'ai déjà défendu cet amendement dans mon intervention sur l'article, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements identiques n[os] 224 et 261 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je me dois d'être très strict par rapport à la mission qui m'a été confiée par la commission des finances : cette dernière a émis un avis défavorable sur ces deux amendements.

Je voudrais dire un mot sur les explications données en particulier par notre collègue Alain Richard.

S'il est exact que la loi Scrivener a été élaborée dans des conditions tout à fait normales et qu'elle n'a pas été bâclée, elle n'a cependant pas été suivie des décrets d'application annoncés, et son interprétation, s'agissant du contenu des offres de prêt, a été faite au moyen de deux réponses ministérielles contradictoires.

Je voudrais également rappeler à nos collègues qu'il s'agit d'offres de prêt, c'est-à-dire d'informations préalables données par le prêteur à l'emprunteur, afin que ce dernier puisse confirmer ou non sa décision d'emprunter.

Mais, ultérieurement, le prêteur est lié à l'emprunteur par un contrat de prêt, le contrat qui engage le prêteur à mettre une somme d'argent à la disposition de l'emprunteur tandis que celui-ci s'engage à rembourser.

S'agissant du contrat lui-même, le tableau d'amortissement a toujours été joint, et l'emprunteur ne peut donc pas invoquer aujourd'hui le fait qu'il n'a pas eu connaissance du tableau d'amortissement lui indiquant les remboursements.

Le problème du tableau d'amortissement joint à l'offre de prêt n'est pas aussi simple à résoudre. Je vous laisse d'ailleurs imaginer la difficulté qu'il y a à élaborer un tableau d'amortissement préalable et joint à l'offre de prêt, pour un prêt à taux variable.

Notre collègue Alain Richard évoque un autre cas qui mérite des actions civiles immédiates : celui qui consiste en une sorte de facturation d'intérêts indus par un établissement de crédit. Là, mes chers collègues, il s'agit de tout autre chose, et même d'une forme de délinquance méritant d'être condamnée : c'est tout simplement le prélèvement d'une somme indue. Cela justifie donc une action civile et – pourquoi pas ? – ultérieurement, une action pénale. Mais il ne faut pas confondre cela, à mon avis, avec une offre de prêt ou avec le contenu d'un tableau d'amortissement.

S'agissant du risque financier qui, selon notre collègue Alain Richard, ne serait pas établi, je veux vous mettre en garde, mes chers collègues : il peut y avoir un différenciel de taux d'intérêt considérable entre les taux actuels et les taux auxquels ont emprunté un certain nombre de personnes lors de la souscription de leurs prêts. Il pourrait donc être extrêmement tentant, pour renégocier un prêt, d'engager une action judiciaire. Des officines se sont d'ailleurs déjà organisées ; elles proposent leurs services à des emprunteurs immobiliers pour organiser des contentieux.

Cela me paraît de nature à inciter le Sénat à prendre sa responsabilité en toute transparence et selon sa conscience, car, agissant ainsi, il agit toujours bien.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 224 et 261 ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* M. le rapporteur et M. Alain Richard ont bien posé le problème : comme en toute affaire, il y a des acteurs qui sont de bonne foi et d'autres qui pourraient être tentés de tirer un profit d'une faille formelle. Si ces opérations venaient à se multiplier, certains établissements pourraient se trouver confrontés à des difficultés mettant en cause l'équilibre de la place de Paris. Nous n'en sommes pas là !

Je compte me livrer aux observations requises ; je n'ai pas d'autre élément à vous produire ce soir, mesdames, messieurs les sénateurs. La position de la commission des finances me paraît une position de sagesse puisque la commission mixte paritaire aura lieu dans les prochains jours. Vous verrez alors avec vos collègues députés quelle suite réserver à cette initiative.

Le Gouvernement suit donc la position de la commission.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 224.

M. Alain Richard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Richard.

M. Alain Richard. Il ne faut pas faire de formalisme ! Je vais donc retirer l'amendement n° 261, dans la mesure où il peut y avoir convergence. En effet, nous n'allons pas nous livrer à une compétition de partis sur ce sujet alors qu'il s'agit d'une question de rapport de confiance au sein de la place de Paris. Il faut que chacun agisse en responsable.

Si le Sénat est d'accord pour ne pas adopter cet article 49 *bis* et pour essayer d'approfondir cette question d'ici à la navette, je me rallie à cette position.

Ce qui m'inquiète, en revanche, c'est la distance prise par M. le minsitre de l'économie et des finances à l'égard de cette question. Je serais tout de même beaucoup plus à l'aise, compte tenu du caractère partiel et tardif des informations qui nous ont été livrées par les responsables professionnels, si M. le ministre, dont chacun constate la responsabilité éminente eu égard à la stabilité de la place de Paris, acceptait d'avoir un minimum de concertation avec l'ensemble des partenaires, notamment avec les associations représentatives des consommateurs – c'est en effet au pouvoir exécutif, et non au pouvoir législatif, d'agir à cet égard – pour mieux déterminer les risques pris et la nature des erreurs commises par les établissements.

Je suis vraiment très inquiet face au caractère laxiste de l'article de régularisation. Je sais qu'il a été très fortement suggéré par l'une des parties au conflit, mais par elle seule !

Si M. le ministre acceptait de jouer le rôle d'arbitre des intérêts en jeu dans cette affaire et de présenter une proposition de règlement équilibrée, je crois que, en n'adoptant pas l'article 49 *bis* ce soir, nous y verrions plus clair lors de la commission mixte paritaire, et nous pourrions accomplir un travail législatif dans un climat empreint d'une plus grande sérénité.

M. le président. L'amendement n° 261 est retiré.

Je vais mettre aux voix l'amendement n° 224.

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Compte tenu de l'heure tardive – il est trois heures quinze ! – je serai bref : je partage les conclusions à mon avis complémentaires de M. le rapporteur, de Mme Beaudeau et de M. Richard. Je suis hostile à l'article 49 *bis* et je souhaite comme eux, tout en pensant à la stabilité de la place de Paris, le rejet de cet article qui amnistierait les banques n'ayant pas, en matière de prêts immobiliers, respecté les obligations de la loi Scrivener sur le droit à l'information des consommateurs, notamment l'article 312-8 du code de la consommation.

Moralement, je ne peux en conscience voter cette amnistie laxiste de banquiers fautifs.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 224, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 49 *bis.*

(L'article 49 bis *n'est pas adopté.)*

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

Article 49 *ter*

M. le président. « Art. 49 *ter.* – I. – Le premier alinéa de l'article L. 411-3 du code des assurances est complété par les mots : "et une commission de la transparence de l'assurance catastrophe naturelle".

« II. – Après l'article L. 411-6 du code des assurances, il est inséré un article L. 411-7 ainsi rédigé :

« *Art. L. 411-7.* – La commission de la transparence de l'assurance catastrophe naturelle est chargée d'assurer la transparence et l'information des citoyens sur la gestion des primes servant au financement des indemnisations des dégâts matériels causés par les effets des catastrophes naturelles, et sur l'évolution des contrats d'assurance dans les zones sinistrées.

« La commission de la transparence de l'assurance catastrophe naturelle est tenue informée de toute question relative à l'utilisation des primes mentionnées au premier alinéa.

« La commission de la transparence de l'assurance catastrophe naturelle comprend :

« – un député désigné par l'Assemblée nationale ;

« – un sénateur désigné par le Sénat ;

« – un représentant des professions de l'assurance ;

« – deux représentants des assurés dont un représentant élu des collectivités locales ;

« – un représentant des associations de sinistrés.

« Les membres de la commission peuvent, pour les nécessités de leur activité, accéder à tout document ou élément d'information détenu par les personnes morales chargées de la gestion des primes mentionnées au premier alinéa.

« De même, ils peuvent procéder aux auditions qu'ils jugeront nécessaires à l'exercice de leur mission.

« L'activité de la commission de la transparence de l'assurance catastrophe naturelle donne lieu à l'établissement d'un rapport annuel et, le cas échéant, de comptes rendus d'audition.

« Le rapport et les comptes rendus d'audition sont rendus publics.

« Ils sont présentés au Premier ministre et au Parlement.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. »

Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 56, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose de rédiger ainsi cet article :

« Le Gouvernement remet au Parlement avant le 1er octobre 1996 un rapport sur la gestion du régime d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles institué par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles. Ce rapport retracera notamment l'évolution récente des contrats d'assurance dans les zones sinistrées. Il recherchera également les moyens de renforcer la transparence du régime et l'information des assurés. »

Par amendement n° 262, M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de rédiger ainsi l'article 49 *ter* :

« Le Gouvernement remet au Parlement avant le 31 décembre 1997 un rapport sur les catastrophes naturelles. Ce rapport présentera les conclusions des études qui seront engagées sur les sites exposés et/ou à risques.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article et en particulier le financement des études précitées. »

La parole est à M. le rapporteur, pour présenter l'amendement n° 56.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Cet amendement s'explique par son texte même.

M. le président. La parole est à M. Massion, pour défendre l'amendement n° 262.

M. Marc Massion. Monsieur le président, je retire cet amendement au profit de celui de la commission.

M. le président. L'amendement n° 262 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 ?

M. Jean Arthuis. *ministre de l'économie et des finances.* Le Gouvernement estime que le régime d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles a incontestablement fait la preuve de son efficacité, mais qu'il existe encore des marges de progression s'agissant de la transparence.

J'entends ainsi saisir très prochainement le conseil national des assurances sur la question de la transparence du régime des catastrophes naturelles et j'envisage de mettre à l'ordre du jour de cette réunion l'examen du rapport sur ce sujet que le Gouvernement va remettre dans quelques semaines au Parlement.

Dans l'immédiat, je vous confirme l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 56.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 56, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 49 *ter* est ainsi rédigé.

Article additionnel après l'article 49 *ter*

M. le président. Je suis saisi de deux amendements présentés par MM. de Gaulle, Chérioux et Marini, pouvant faire l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° 134 rectifié tend à insérer, après l'article 49 *ter*, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Après le deuxième alinéa (1°) de l'article 83 du code général des impôts il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« ...°) Les cotisations afférentes au régime complémentaire d'assurance en cas de dépendance médicale.

« II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de l'application du I ci-dessus est compensée à due concurrence par la majoration des droits prévus aux articles 919 A, 919 B et 919 C du code général des impôts. »

L'amendement n° 135 rectifié vise à insérer, après l'article 49 *ter*, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Après le troisième aliéna (1° *bis*) de l'article 83 du code général des impôts, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« ...°) Ces dispositions s'appliquent également aux cotisations afférentes au régime complémentaire d'assurance en cas de dépendance médicale instituée par cette caisse.

« II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat de l'application du I ci-dessus est compensée à due concurrence par la majoration des droits prévus aux articles 919 A, 919 B et 919 C du code général des impôts. »

La parole est à M. de Gaulle.

M. Philippe de Gaulle. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, comme vous le savez, avec l'allongement de la durée de la vie, il faut prévoir dès maintenant le financement des dépenses afférentes à l'invalidité médicalisée des personnes âgées, qui seront de plus en plus nombreuses demain.

Chacun sait aussi que les dépenses afférentes à l'assistance médicalisée, à domicile si possible mais le plus souvent dans un établissement hospitalier, sont particulièrement lourdes.

Aussi, nous proposons que les cotisations des retraites professionnelles directes ou complémentaires, qui sont, remarquons-le, différentes de la simple assurance-vie, soient défiscalisées puisqu'il s'agit non pas de revenus disponibles, mais de revenus reportés dans le temps, en quelque sorte.

L'extension de ces simples retraites professionnelles au cas éventuel plus lourd de l'invalidité dépendance implique que le complément de cotisation qui s'y rapporte soit défiscalisé de la même manière.

Puisque le manque à gagner fiscal, à vrai dire relativement limité actuellement, doit être gagé, je propose que ce gage soit pour une fois payé par les cigales au profit des fourmis, c'est-à-dire par les jeux de hasard.

L'article 83 du code général des impôts énumère les sommes déductibles du montant brut du revenu imposable, permettant ainsi de déterminer le montant net de ce même revenu.

L'amendement n° 134 rectifié a pour objet de défiscaliser les cotisations afférentes au régime complémentaire d'assurance en cas de dépendance médicale, comme c'est déjà le cas en ce qui concerne les retraites complémentaires instituées par la Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique.

Avant de présenter l'amendement n° 135 rectifié, qui est un amendement de repli, je souhaiterais connaître l'avis du Gouvernement et du Sénat sur cet amendement n° 134 rectifié.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je donnerai l'avis de la commission sur les deux amendements, puisqu'elle s'est prononcée sur l'ensemble. Elle n'a, hélas ! pas varié depuis l'examen du projet de loi de finances pour 1996, à l'occasion duquel ces amendements avaient déjà été présentés.

Ces deux amendements visent à encourager les efforts volontaires de prévoyance contre le risque de dépendance. C'est un but tout à fait louable, mais qui soulève des objections de deux ordres différents.

D'abord, sur le plan des principes, seules les cotisations sociales obligatoires sont actuellement déductibles de l'impôt sur le revenu. L'extension proposée ouvrirait une brèche dans l'assiette de l'impôt sur le revenu.

Ensuite, comme je l'ai déjà dit à M. de Gaulle, ces amendements trouveraient plutôt leur place dans le projet de loi qui instituera la prestation d'autonomie.

Telles sont les raisons pour lesquelles, dans les circonstances présentes, la commission des finances n'a pas pu faire autrement que d'émettre un avis défavorable sur ces deux amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le sénateur, cette question a en effet déjà été évoquée pendant le débat budgétaire – c'était, je crois, le 22 novembre dernier – à propos d'un amendement que M. Chérioux et vous-même aviez déposé.

Vous me donnez l'occasion de vous renouveler l'assurance que ces dispositions pourront être étudiées lorsque le projet de loi instituant la prestation d'autonomie sera examiné.

Cet examen aura lieu ; confirmation en a été faite le 15 février dernier devant le Sénat par M. le ministre du travail et des affaires sociales : « L'engagement a été pris de légiférer le plus rapidement possible. J'ai, par sagesse, parlé du mois de juin, parce que nous avons d'ici là des rendez-vous en matière de sécurité sociale. Je n'ai pas l'intention de ne pas tenir cet engagement.

Le rendez-vous est pris, et c'est, me semble-t-il, dans ce cadre que nous pourrons débattre de votre proposition, qui est aussi importante socialement que lourde budgétairement, puisqu'elle entraîne une dépense fiscale que l'on peut estimer à 4 milliards de francs. Nous aurons à trouver le financement adapté qui, je n'en doute pas, s'effectuera par des économies sur d'autres chapitres budgétaires.

Je vous confirme très solennellement que ce texte viendra en discussion devant le Parlement cette année. Par conséquent, je souhaite que vous acceptiez de retirer vos amendements.

M. le président. Monsieur de Gaulle, les amendements n^os^ 134 rectifié et 135 rectifié sont-ils maintenus ?

M. Philippe de Gaulle. Je retire l'amendement n° 134 rectifié ainsi que l'amendement n° 135 rectifié... jusqu'au mois de juin ! *(Sourires.)*

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Merci, monsieur le sénateur.

M. le président. Les amendements n^os^ 134 rectifié et 135 rectifié sont retirés.

La division « Section 8 » et son intitulé ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Article 50

M. le président. « Art. 50. – Pour une période de six mois à compter de la date de publication de la présente loi, les dispositions des articles 29 et 32 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat sont modifiées de la manière suivante :

« 1° Les surfaces de vente visées au 1° de l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 précitée sont fixées à 300 mètres carrés. Aucune demande d'autorisation ne peut être enregistrée pour les projets de constructions nouvelles ou de transformation d'immeubles existants entraînant création de magasin de commerce de détail.

« 2° Sont soumis pour autorisation, suivant les critères de l'article 28 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 précitée, à la commission départementale d'équipement commercial, préalablement à la délivrance du permis de construire s'il y a lieu, et avant réalisation si le permis de construire n'est pas exigé, les projets :

« – d'extension de magasins, quelle que soit la superficie sur laquelle ils portent, visant à dépasser une surface de vente de 300 mètres carrés ;

« – de changement de secteur d'activité d'un commerce de détail lorsqu'ils concernent une surface de vente supérieure à 300 mètres carrés, ce seuil étant porté à 1 500 mètres carrés lorsque le magasin nouveau n'est pas à dominante alimentaire ; un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de cette disposition.

« La commission départementale d'équipement commercial statue sur ces demandes dans un délai de quatre mois.

« Les autorisations sollicitées sont accordées par mètre carré de surface de vente.

« 3° Les projets de constructions nouvelles ou de transformation d'immeubles existants entraînant la création de magasins de commerce de détail visés au 1° de l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 précitée faisant l'objet d'un contentieux juridictionnel sont annulés à compter de la publication de la présente loi.

« 4° Sont soumis pour autorisation à la commission départementale d'équipement commercial, préalablement à la délivrance du permis de construire s'il y a lieu, et avant réalisation si le permis de construire n'est pas exigé, les projets de constructions nouvelles ou de transformation d'immeubles existants entraînant création d'un ensemble de salles de spectacles cinématographiques comportant plus de 1 000 places. La commission statue en prenant en considération les critères suivants :

« – l'offre et la demande globales de spectacles cinématographiques en salle dans la zone d'attraction concernée ;

« – la densité d'équipement en salles de spectacles cinématographiques dans cette zone ;

« – l'effet potentiel du projet sur les salles de spectacles cinématographiques de cette zone et sur l'équilibre souhaitable entre les différentes formes d'offres de spectacles cinématographiques en salle ;

« – la préservation d'une animation culturelle et économique suffisante de la vie urbaine et l'équilibre des agglomérations.

« Pour la détermination du seuil de 1 000 places, sont regardées comme faisant partie d'un même ensemble les salles répondant à l'un des critères définis aux deuxième à dernier alinéas de l'article 29-1. Ce seuil se substitue à ceux prévus à l'article 29.

« Lorsque la commission départementale d'équipement commercial statue sur ces demandes, le directeur régional des affaires culturelles assiste aux séances.

« Les autorisations sollicitées sont accordées par place de spectateur.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de ces dispositions. »

Sur l'article, la parole est à M. Jean-Marie Girault, pour cinq minutes.

M. Jean-Marie Girault. Monsieur le président, je ne dépasserai pas mon temps de parole, mais il aurait peut-être été nécessaire de le rappeler aussi à chaque orateur ce soir !

M. le président. Monsieur le sénateur, cela a été fait ! A deux exceptions près, jamais les temps de parole n'ont été dépassés. Compte tenu de l'heure, je me permets de le rappeler de nouveau.

M. Jean-Marie Girault. Je voudrais attirer l'attention de la Haute Assemblée sur le 4° de l'article 50 tel qu'il résulte du vote de l'Assemblée nationale.

J'ai dit, lors de la discussion générale, que des complexes cinématographiques se répandent dans les agglomérations françaises, associés très souvent à des hypermarchés ou a des restaurants. Se profile ainsi une sorte de dévitalisation des cœurs des villes.

L'Assemblée nationale a adopté un amendement qui réglemente, au moins pour les six mois qui viennent – au-delà, nous pensons que nous disposerons une législation définitive – l'autorisation de créer ces complexes lorsqu'ils dépassent 1 000 places. La commission d'équipement commercial devrait rendre un avis.

Je veux bien admettre qu'à l'occasion de la navette qui ne va pas manquer de se produire quelques modifications pourraient intervenir, notamment sur le plafonnement du nombre de places à considérer, 1 000 ou 1 500.

Nous sommes en présence d'un phénomène qui tend à se répandre et qui, après l'exode rural vers les villes dont je parlais l'autre jour, va entraîner un exode des centres-villes vers les périphéries. C'est une forme d'américanisation qui n'est pas tout à fait conforme au génie de notre pays.

On m'a objecté que, dans un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, on n'introduisait pas une mesure de cette nature. Cela étant, je vois que, depuis quarante-huit heures, on adopte des dispositions de portée considérable touchant à tous les domaines ! En l'espèce, à l'article 50, s'agissant d'une disposition applicable pendant six mois, l'objection me paraît tomber à plat.

Enfin, ce que je sais, c'est que les promoteurs de ces complexes cinématographiques nous regardent non seulement avec leurs yeux mais avec des jumelles. Si, d'aventure, le texte voté par l'Assemblée nationale, sauf à être rectifié au cours de la navette dans tel ou tel de ses termes, est aujourd'hui supprimé, nous assisterons à un foisonnement de demandes des promoteurs de cinéma, qui se diront que, dans les six mois qui viennent, sera peut-être promulgué un texte qui compromettra leur avenir.

Mais peut-être la commission des finances et celle des affaires économiques ont-elles évolué pour avoir médité depuis quarante-huit heures sur cette affaire ! Je leur demande de modifier leur point de vue, ou à tout le moins, de s'en remettre à la sagesse du Sénat, comme je demande au Gouvernement, après avoir fait l'inventaire de cette affaire, de se rendre compte que revenir aujourd'hui sur le texte voté à l'Assemblée nationale, c'est provoquer une avalanche de dépôts de dossiers, c'est surtout compromettre l'avenir des centres-villes.

Je demande, en tout cas, donc avec beaucoup d'insistance à tous mes collègues de ne pas voter les amendements de suppression proposés par la commission des finances et par la commission des affaires économiques.

Je veux dire à mes collègues Gélard et Fourcade, qui ont déposé, à l'article 51, un amendement concernant les cœurs de ville que je les soutiendrai, car il convient, aujourd'hui, de défendre ces cœurs de villes. Certaines initiatives les mettent en danger. L'Assemblée nationale a voulu s'y opposer, et c'est pourquoi, je souhaite que le Sénat maintienne le texte voté par l'Assemblée nationale.

M. le président. La parole est à M. Richard.

M. Alain Richard. Monsieur le ministre, certains collègues et des spécialistes franciliens nous ont indiqué que, selon eux, les multiplex, cinématographiques étaient assujettis à la procédure de l'agrément, qui reste en vigueur, avec des exceptions, en Ile-de-France. Pouvez-vous nous donner le sentiment du Gouvernement sur ce point ?

M. le président. Sur l'article 50, je suis saisi de trois amendements identiques.

L'amendement n° 57 est présenté par M. Lambert, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 5 est déposé par M. Pluchet, au nom de la commission des affaires économiques.

L'amendement n° 263 est présenté par M. Masseret, Mme Bergé-Lavigne, MM. Charasse, Lise, Massion, Miquel, Moreigne, Régnault, Richard, Sergent et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous trois tendent à supprimer le 3° de l'article 50.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 57.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Le 3° de l'article 50 tend à annuler les projets de constructions nouvelles faisant l'objet d'un contentieux juridictionnel.

Cette disposition, si elle était maintenue, aurait pour conséquence d'étendre la mesure de gel des autorisations aux projets non encore examinés mais également aux décisions d'autorisation qui sont attaquées devant le Conseil d'Etat.

La commission des finances estime que cela va à l'encontre de la règle de non-rétroactivité et remet en cause des droits acquis par les acteurs économiques. C'est pourquoi elle propose de supprimer le 3° de l'article 50.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour présenter l'amendement n° 5.

M. Alain Pluchet, *rapporteur pour avis.* La commission des affaires économiques et du Plan s'est naturellement félicitée de l'existence de l'article 50 dans le texte initial du Gouvernement.

En revanche, le 3° de l'article, introduit par l'Assemblée nationale, pose véritablement un problème, qui vient d'être évoqué par M. le rapporteur.

J'ajoute que, si ce paragraphe était maintenu, l'application de la disposition prévue serait très large puisqu'il suffirait qu'une décision fasse l'objet d'un

recours, quelle que soit sa date et sans que l'on sache si ce recours est recevable ou non, pour qu'elle se voie annulée.

C'est une raison supplémentaire pour demander la suppression du 3° de l'article 50.

M. le président. La parole est à M. Richard, pour présenter l'amendement n° 263.

M. Alain Richard. M. le rapporteur et M. le rapporteur pour avis ont tout dit sur la question. Je n'ai rien à ajouter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les trois amendements identiques ?

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n[os] 57, 5 et 263, acceptés par le Gouvernement.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. Je suis maintenant saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° 58 est présenté par M. Lambert, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 6 est déposé par M. Pluchet, au nom de la commission des affaires économiques.

Tous deux tendent à supprimer le 4° de l'article 50.

Par amendement n° 225 rectifié *bis*, MM. Ralite et Renar, Mmes Luc et Beaudeau, M. Loridant, les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent :

I. – De supprimer le 4° de l'article 50.

II. – De compléter *in fine* cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« Il est créé une commission consultative chargée d'étudier l'incidence de la réalisation de multiplex sur l'exploitation cinématographique en France. Cette commission est constituée de représentants :

« – des indépendants dans la pluralité de leurs exercices professionnels ;

« – des réalisateurs ;

« – de la commission de la concurrence et des prix ;

« – des grands groupes nationaux de l'exploitation ;

« – des collectivités territoriales ;

« – des rapporteurs du budget du cinéma des deux assemblées ;

« – du CNC et de l'ADRC. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 58.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Quelle redoutable mission pour moi de devoir décevoir – mais il y est déjà un peu préparé ! – mon ami Jean-Marie Girault !

La commission des finances propose en effet de supprimer le paragraphe 4° de l'article 50, paragraphe qui vise effectivement à soumettre à autorisation de la commission départementale de l'équipement commercial, la CDEC, tout projet de complexe cinématographique qui comporterait plus de 1 000 places.

Cette mesure est apparue à la commission des finances comme étant prématurée et inadaptée.

Elle est prématurée, car, à notre connaissance, M. le ministre de la culture a récemment mis en place un groupe de travail sur le devenir du cinéma de centre-ville et les travaux et les conclusions de ce groupe de travail ne sont pas encore connus.

Par ailleurs, il nous a paru difficile d'assimiler ces complexes culturels à des grandes surfaces commerciales.

En outre, cela a déjà été dit, les dispositions du 4° ne prévoient pas de représentation au sein des instances de décision des professionnels du cinéma.

La disposition est également apparue comme étant inadaptée, car le seuil de 1 000 places retenu correspond apparemment plus à des complexes de cinq ou six salles – la commission des affaires économiques est, certes, plus compétente sur ce sujet – et donc à des salles de centre-ville qu'aux grands complexes cinématographiques qu'on prétend contrôler.

Cela étant dit, la commission des finances est parfaitement consciente de l'existence d'un problème.

M. Alain Richard. Un problème urgent !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Un problème urgent mais qui ne date pas d'aujourd'hui !

Comme nous sommes dans le cadre d'une législation pour six mois, nous pouvons tout de même avoir, sinon la conscience en paix, du moins une conscience qui ne soit pas trop martyrisée. Si nous avons des états d'âme pour une législation d'une durée de six mois, nous en aurons bien plus pour la législation qui a vocation à être durable !

Toutes les raisons qui ont été avancées par M. Jean-Marie Girault sont fondées. Il est vrai que le combat pour la vie des centres-villes est un combat urgent ; c'est presque un combat de civilisation.

Mais, en tout état de cause, il faut raison garder et nous dire que, si nous introduisons dans une disposition législative ayant vocation à durer six mois, un certain nombre de dérogations, nous aurons vraiment beaucoup de difficultés à légiférer.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° 6.

M. Alain Pluchet, *rapporteur pour avis.* La commission des affaires économiques se range à l'avis de la commission des finances malgré le plaidoyer de notre collègue Jean-Marie Girault que nous avons entendu voilà deux jours.

Monsieur le ministre, on nous annonce la réforme de la loi Royer. Le délai de six mois devrait donc être raccourci. En effet, six mois, cela nous amène au mois de septembre, et l'on ne verra pas le Parlement travailler pendant les mois d'été. La réforme de la loi Royer devrait donc être examinée dans les deux mois qui viennent.

Le délai est, dès lors, extrêmement bref, et on ne peut pas préjuger aujourd'hui des dispositions qui figureront dans cette réforme de la loi d'équipement commercial.

Je ne sais pas, notamment, quelles dispositions seront retenues pour les salles de cinéma, mais en tout état de cause, la commission des affaires économiques n'a pas souhaité modifier son point de vue : elle demande la suppression du 4° de l'article 50.

M. le président. La parole est à M. Ralite, pour présenter l'amendement n° 225 rectifié *bis*.

M. Jack Ralite. J'aurais aimé, comme pour la SFP tout à l'heure, que le ministre de la culture soit présent afin de connaître son avis, car je crois savoir que cet avis n'est pas tout à fait le même que celui des deux rapporteurs. Mais je ne veux pas présumer de son point de vue.

Il y a une inquiétude grandissante face à l'installation des mégacomplexes et aux conséquences qu'ils peuvent avoir, qu'ils semblent avoir et qu'ils ont déjà sur le pluralisme des films, sur la fréquentation cinématographique, sur la pérennité d'un secteur indépendant du cinéma, sur l'aménagement du territoire et notamment sur la vie des centres-villes.

J'ajoute que je suis membre, avec notre collègue M. Delaneau, de la commission qui, à l'agence pour le développement régional du cinéma, finance l'ouverture ou la rénovation des salles de cinéma publiques ou privées.

A ce titre, nous avons favorisé le maintien du cinéma dans des lieux désertés par les circuits. Cela représente des investissements importants. Rien que pour l'année 1995, 40 500 000 francs ont été attribués à 112 établissements avec 182 écrans. Voilà plus de deux ans, nous avons fêté la millième salle aidée.

En plusieurs endroits déjà, les mégacomplexes contredisent cette politique. C'est la première remarque.

Deuxième remarque, il est intéressant de connaître l'état actuel de la diffusion cinématographique en France.

Les mégacomplexes interviennent sur un terrain. Ce terrain, quel est-il ? Il y a 4 295 écrans dans notre pays. Aux mois de janvier et février derniers – source *Le film français* – les quinze films de tête du box-office ont occupé, selon les semaines, de 65,14 p. 100 à 86,11 p. 100 des écrans et, dans la périphérie parisienne et à Paris, regroupé de 83,06 p. 100 à 89,87 p. 100 des entrées.

Si l'on considère le pluralisme des films présentés les mêmes semaines sur Paris et sa périphérie, les films américains ont représenté de 36 p. 100 – mais c'est un cas d'espèce – à 84 p. 100 de la programmation.

Les indépendants, sur toute l'année 1995, ont distribué 53,29 p. 100 des films avec 7,60 p. 100 des entrées.

On peut donc dire que la concentration est déjà réalisée et le pluralisme déjà mis en cause.

C'est sur ce terrain qu'interviennent les mégacomplexes et je ne suis pas certain que, par-delà le gain de spectateurs annoncé ici ou là et dont le maintien demanderait à être confirmé, ils n'aggraveront pas la situation d'autant qu'ils ont des soutiens qui peuvent surprendre.

Je préciserai simplement, compte tenu de l'heure, que, le 22 février dernier, ont été renouvelés par le Centre national du cinéma pour dix-huit mois les agréments et ententes de programmation, notamment pour les principaux initiateurs des mégacomplexes, Gaumont, Pathé et UGC, avec un assouplissement de leurs obligations. Ils devaient aider des films d'auteurs distribués dans moins de huit salles. Ce chiffre passe à moins de seize salles. Il ne s'agit pas d'un petit correctif. Ainsi, dans ces nouvelles conditions, des films comme celui de Danièle Dubroux, seront nouvellement encore plus défavorisés alors que ceux d'Almodovar, que j'aime beaucoup aussi, seront nouvellement favorisés.

M. le président. Veuillez conclure monsieur Ralite !

M. Jack Ralite. Pour répondre à votre appel, monsieur le président, je ferai du court métrage. *(Sourires.)* Mais il est important de soulever ce problème. Si l'on ne l'abordait pas, qui le ferait ?

La question posée par l'Assemblée nationale est une vraie question mais, si elle est pertinente, la réponse qui est apportée ne l'est pas.

Pour ma part, je serai prêt à supprimer le dispositif adopté par l'Assemblée nationale, comme le souhaite les deux commissions, mais alors le Gouvernement devra s'engager à créer dans les prochains jours une commission sur l'exploitation cinématographique en France avec l'apparition des mégacomplexes.

Cette commission devrait remettre ses conclusions sous trois mois.

En effet, on ne peut plus continuer de dire : « Laissons ouvrir des mégacomplexes, après on verra ! » Cette phrase est détestable. Or elle est en ce moment utilisée en haut lieu. Je la récuse. On dispose d'expériences, il faut les analyser. On dispose d'un texte, celui de M. Jacques Toubon, qui nous a mandatés à la commission l'ADRC...

M. le président. Je vous prie de conclure, monsieur Ralite !

M. Jack Ralite. M. Toubon déclarait qu'il faut garder des complémentarités.

C'est pourquoi il importe de créer une commission composée de représentants des indépendants dans la pluralité de leurs exercices professionnels, des réalisateurs, de la commission de la concurrence et des prix, des grands groupes nationaux de l'exploitation, des collectivités territoriales, des rapporteurs du budget du cinéma des deux assemblées, du CNC et de l'ADRC.

Je propose donc au Sénat d'adopter notre amendement ; à défaut je préférerais que soit maintenu le texte adopté par l'Assemblée nationale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Le paragraphe I de l'amendement n° 225 rectifié *bis* est satisfait. Sur le paragraphe II, l'avis de la commission est défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Je voudrais rappeler quel est le calendrier en matière d'urbanisme commercial, comme M. Pluchet m'a invité à le faire.

La démarche du Gouvernement, pour instaurer en France un nouvel équilibre commercial et réformer en profondeur l'organisation de l'équipement commercial, comporte trois étapes.

La première, qui figure dans ce projet de loi, c'est un gel de six mois pour nous laisser le temps de mettre en chantier en toute sérénité la rénovation de la loi Royer, et ce sans être confronté, ici ou là, à des velléités de passage en force. En effet, nous assistons aujourd'hui à un certain nombre de tentatives ou de propositions d'ouverture de supermarchés de 999 mètres carrés, par exemple, qui ne nous paraissent pas conformes à l'orientation générale du nouvel équilibre du paysage commercial que nous entendons mettre en place.

La deuxième étape, c'est la rénovation de la loi Royer et l'abaissement du seuil tel que le Premier ministre s'y est engagé dans le plan PME pour la France, avec la réforme de la commission départementale d'équipement commercial et également la maîtrise des changements d'affectation.

Monsieur le sénateur, nous présenterons un texte avant la fin de cette session ; il est actuellement en cours d'arbitrage et sera soumis la semaine prochaine, pour consultation, au Conseil d'Etat.

Nous respectons donc le calendrier, nous maîtrisons les délais pour que ces six mois de gel soient vraiment un délai maximum nous donnant le temps de procéder à la rénovation de la loi Royer le plus rapidement possible, en tout cas, avant la fin de cette session.

La troisième étape, pour laquelle nous avons d'ores et déjà engagé des travaux très importants, ce sont les schémas territoriaux d'urbanisme commercial pour sortir

de la loi Royer et disposer d'une autre forme de concertation et de processus de décision plus décentralisé qui définisse sur les territoires la politique d'urbanisme commercial telle qu'elle doit être appliquée.

Mais cette démarche est complexe. Elle pose trois problèmes : d'abord, celui des périmètres, l'agglomération, le département ou la région, ensuite, celui de la transparence de la démarche, enquête publique, plan d'occupation des sols ; enfin, celui de la valeur juridique à donner notamment aux POS, DOS ...

Tout cela demandera du temps. C'est pourquoi nous fixons à l'horizon 1997-1998 la mise en place des schémas. Cela nous impose de rénover la loi Royer.

Je me résume : notre calendrier comporte trois étapes : le gel, la rénovation de la loi Royer, enfin, les schémas.

J'indique à M. Richard qu'il me semble que l'agrément des multiplexes en Ile-de-France n'est pas tout à fait suffisant aujourd'hui pour protéger le système. Evidemment – et je comprends les regrets de M. Ralite – seul le ministre de la culture peut répondre sur ce sujet avec autorité. C'est pour cela d'ailleurs que, à l'Assemblée nationale, j'avais fait remarquer que ce débat, au sein d'un projet de loi portant DDOEF, était un peu problématique puisque nous utilisions un « véhicule » législatif guère approprié à un débat culturel en l'absence du ministre de la culture. Je partage donc le souci de M. Ralite : ce sujet très important relève de la compétence de M. Douste-Blazy.

C'est pourquoi j'avais exprimé des réserves sur ce débat relatif à la culture dans le cadre de ce projet de loi portant DDOEF.

Je dirai à M. Jean-Marie Girault que j'ai beaucoup de sympathie pour son argumentation ; je comprends tout à fait le souci exprimé par plusieurs intervenants, notamment sur le multiplexe et les « mégacomplexes ».

En effet, quand on me demande si cette réforme de l'urbanisme commercial ne vient pas trop tard, je réponds toujours par la négative. C'est vrai que, compte tenu du nombre d'hypermarchés, il est permis de s'interroger sur une éventuelle saturation. Il n'en est pas moins également vrai que se développent derrière l'urbanisme d'autres processus qui font aujourd'hui du parking l'agora nouvelle située à la périphérie des villes.

Autour du parking, devenu en fait un lieu attractif pour des raisons de prix du mètre carré, de fiscalité, notamment, nous voyons s'articuler un certain nombre de processus économiques et culturels qui sont source de déséquilibres.

Nous voyons aujourd'hui apparaître à la périphérie des villes un certain nombre de dysfonctionnements qui ne sont pas forcément intégrés à des stratégies d'urbanisme économique et culturel : il arrive notamment que des jeunes, attirés par la périphérie, désertent les centres villes.

Cela me ramène au commerce. Le départ des jeunes des centres villes fragilise gravement une série de commerces : librairies pour les villes universitaires, restauration et nombre d'autres professions situées en aval de l'activité culturelle.

Partagé entre la sympathie qu'il éprouve pour votre démarche, monsieur le sénateur, et son scepticisme quant à l'opportunité de placer une telle disposition dans ce projet de loi, le Gouvernement s'en remettra à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 58 et 6, pour lesquels le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 225 rectifié *bis*.

M. Jack Ralite. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Ralite.

M. Jack Ralite. Je n'arrive pas à comprendre que la proposition de créer une commission dont les préoccupations rejoindraient les inquiétudes de M. Girault et d'autres dans cette enceinte, et qui n'est pas contradictoire avec la position de la commission des finances, ne soit pas acceptable par cette assemblée. Oui, je ne comprends pas !

Je propose donc que l'on vote la création de la commission. On ne peut pas dire que l'on est contre, que l'on est pour et que l'on s'en lave les mains. Il s'agit des centres villes, c'est une chose ; mais il s'agit surtout du cinéma, et j'ajouterai du cinéma français. Si l'on ne crée même pas une commission, que fait-on ? A ce moment-là, je vote le texte de l'Assemblée nationale pour obliger le Gouvernement à traiter la question. Autrement, il ne la traitera pas.

M. le président. Monsieur Ralite, votre amendement n'a pas encore été rejeté, il va être mis aux voix !

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* En fait, M. Ralite souhaiterait revenir au texte de l'Assemblée nationale. Mais c'est bien ce que vient de faire le Sénat, n'est-ce pas ?

Plusieurs sénateurs. Exactement !

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* S'agissant de la commission, j'aimerais avoir une précision relative à l'organisation. Une telle commission ne peut être placée qu'auprès du ministre de la culture, et je sais que le ministre de la culture est prêt sur ce sujet – un groupe de travail est en cours de constitution – à organiser toute la concertation nécessaire. Il pourra vous répondre précisément lui-même, car il est tout à fait ouvert à une réflexion collective et concertée.

M. Alain Richard. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Richard.

M. Alain Richard. Je voudrais appeler l'attention du Sénat sur les conséquences de ses votes. L'urgence est déclarée.

L'amendement de M. Ralite va être mis aux voix : s'il n'est pas adopté, l'article 50 sera adopté conforme et ne sera pas soumis à la CMP. Or il s'agit avec cet article d'une disposition inapplicable ; les commissions départementales ne sont pas préparées à faire face à cette tâche et le gel de la création des grands complexes se ferait dans des conditions juridiques défectueuses.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* L'article 50 a déjà été modifié !

M. Alain Richard. Vous me rassurez ! Si nous pouvons travailler sur ce texte en commission mixte paritaire, mon intervention n'a plus d'objet et je l'interromps instantanément.

M. le président. Je confirme que l'article 50 sera soumis à la commission mixte paritaire.

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Je voudrais répondre à M. Richard. On ne gèle pas, comme cela a été dit. On passe en commission.

M. Alain Richard. Ah !

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Non, ce n'est pas un gel, car ce ne sont pas les mêmes sujets. En l'état actuel du texte, c'est la commission départementale d'équipement commercial qui se prononce sur le sujet. Ce n'est pas un gel, c'est une instruction en commission avec autorisation.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Monsieur le président, il est vrai que l'heure est tardive, mais le sujet est complexe.

L'amendement de M. Ralite comporte deux éléments : d'une part, la suppression du paragraphe 4° que mon collègue M. Pluchet et moi-même aurions souhaitée, et que nous n'avons pas obtenue, et, d'autre part, la création d'une commission consultative.

Je me demande, à partir du moment où le paragraphe 4° a été maintenu, si nous ne pourrions pas modifier le seuil. M. Jean-Marie Girault, qui nous a tant éclairé ce soir, nous a dit que le seuil choisi par l'Assemblée nationale n'était peut-être pas le plus adapté. En le portant à 2 000 places, nous éviterons des situations inadaptées.

Par ailleurs, s'agissant de la commission consultative proposée par M. Ralite, elle mérite un examen en commission mixte paritaire.

Je propose donc au Sénat de porter le seuil à 2 000 places et de réserver l'hypothèse de la création de cette commission en commission mixte paritaire.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 293, qui viendra en discussion après le vote sur l'amendement de M. Ralite.

Je mets aux voix l'amendement n° 225 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 293, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose dans les premier et sixième alinéas du 4° (nouveau) de l'article 50, de remplacer les mots « mille places » par les mots : « deux mille places ».

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Pierre Raffarin *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Sagesse.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 293, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. Emmanuel Hamel. Pauvre cinéma français !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 50, modifié.

(L'article 50 est adopté.)

Article additionnel après l'article 50

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 15 est présenté par M. Lambert, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° 7 est déposé par M. Pluchet, au nom de la commission des affaires économiques.

Tous deux tendent à insérer, après l'article 50, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article 4 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés est ainsi rédigé :

« *Art. 4* – Tout établissement exploitant une surface de vente au détail de plus de 300 mètres carrés est tenu de déclarer annuellement à l'organisme chargé du recouvrement de la taxe visée au 2° de l'article 3 le montant du chiffre d'affaires annuel hors taxe réalisé, la surface des locaux destinés à la vente au détail et le secteur d'activité qui les concerne, ainsi que la date à laquelle l'établissement a été ouvert.

« Les redevables de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat calculent le montant de la taxe qui leur incombe et en effectuent le versement sans mise en demeure préalable.

« La déclaration doit être faite à la date d'exigibilité de la taxe pour ceux qui en sont redevables et au plus tard à la date limite de versement de la taxe pour ceux qui ne sont qu'assujettis à la déclaration. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 15.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Le régime déclaratif constitue le meilleur outil d'une connaissance exacte des surfaces de vente au détail exploitées sur 400 mètres carrés. Il est donc apparu souhaitable, dans un souci d'efficacité, d'utiliser ce régime pour connaître le parc existant des surfaces de vente au détail de plus de 300 mètres carrés.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° 7.

M. Alain Pluchet, *rapporteur pour avis.* J'insiste sur le fait que le régime de déclaration ne donnera pas lieu au paiement d'une taxe pour les assujettis à cette déclaration.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Je voudrais remercier les commissions d'apporter par cette proposition une solution tout à fait satisfaisante, en vue d'assurer une bonne application de la loi, sans complexité inutile.

Par conséquent, le Gouvernement est favorable à ces deux amendements identiques.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n^{os} 15 et 7, acceptés par le Gouvernement.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 50.

Article 51

M. le président. « Art. 51. – Les dispositions de l'article 50 de la présente loi ne sont pas applicables :

– dans les zones de redynamisation urbaine mentionnées au 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

– dans les agglomérations nouvelles délimitées en application de la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles, ou dans les communes situées à l'intérieur du périmètre d'un établissement public d'aménagement de ville nouvelle et ayant passé convention avec l'État en application de l'article 10 de la même loi ;

– dans le cadre de l'opération d'aménagement autorisée par l'article premier de la loi n° 93-1435 du 31 décembre 1993 relative à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) en vue de la Coupe du monde de football de 1998. »

Par amendement n° 64, M. Huriet et les membres du groupe de l'Union centriste proposent de supprimer le deuxième alinéa de cet article.

La parole est à M. Badré.

M. Denis Badré. Cet amendement a pour objet, en prévoyant de supprimer le deuxième alinéa de l'article, de rendre applicable dans les zones de redynamisation urbaine l'interdiction durant six mois de toute création de surface de vente supérieure à 300 mètres carrés.

En effet, ces zones souffrent souvent de l'absence de commerces et de services de proximité.

Dans une optique de lutte contre l'exclusion urbaine, il serait paradoxal de laisser se développer l'implantation de grandes surfaces qui rendraient inopérantes les mesures proposées précisément pour inciter à l'implantation de commerces et de services de proximité.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission des finances s'en remet à la sagesse du Sénat.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, la commission des finances a estimé que, si nous écrivions la loi pour six mois en tremblant, nous ne pourrions alors jamais connaître la sérénité nécessaire pour voter une loi durable. Il est vrai que la commission des finances était réservée sur l'opportunité d'ouvrir des dérogations...

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Successives !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* ... à une règle que nous allions adopter pour six mois seulement.

Toutes les causes sont justes, et nous allons les voir les unes après les autres. En l'espèce, il s'agit des zones de redynamisation : leur cause est juste.

Il n'en demeure pas moins que la délimitation de leur périmètre est aléatoire et l'on peut craindre que des implantations ne se fassent dans ce périmètre, qui pourrait éventuellement être beaucoup plus large que celui d'un quartier en difficulté.

En tout état de fait, la commission des finances a décidé de s'en remettre à la sagesse du Sénat, et si j'ai cru devoir donner au Sénat des informations complémentaires, c'était pour qu'il puisse se déterminer en pleine connaissance de cause.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Le Gouvernement s'en remet naturellement à la sagesse de la Haute Assemblée.

L'important en effet est que, dans les zones de redynamisation, s'implantent quelques activités économiques. Il est clair qu'il ne s'agit pas de permettre tout et n'importe quoi, mais seulement d'appliquer la loi actuelle, c'est-à-dire les systèmes d'autorisation dans le cadre du règlement actuel.

On parlera tout à l'heure d'un autre sujet – les centres-villes – qui est, lui, plus préoccupant.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 64, pour lequel la commission et le Gouvernement s'en remettent à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 1 rectifié *bis,* MM. Gélard et Fourcade proposent de compléter *in fine* cet article par un alinéa ainsi rédigé :

« – aux opérations d'équipement commercial envisagées dans un centre urbain doté d'une zone d'aménagement concerté dans les communes de plus de 40 000 habitants. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 292, présenté par M. Badré et tendant, dans le texte proposé par l'amendement n° 1 rectifié *bis,* à supprimer les mots : « doté d'une zone d'aménagement concerté ».

La parole est à M. Gélard, pour défendre l'amendement n° 1 rectifié *bis.*

M. Patrice Gélard. Cet amendement vise à combler une grave lacune du projet de loi.

Sans cette modification, le dispositif irait à l'encontre de l'objectif que nous cherchons à atteindre.

Afin de revitaliser leur cœur, un certain nombre de communes ont décidé d'implanter des ZAC pour réaliser des opérations commerciales structurantes. La plupart du temps, ces opérations ont été menées en très étroite coopération avec les chambres de commerce et les petits commerçants qui sont attachés à une telle restructuration.

M. le président. La parole est à M. Badré, pour défendre le sous-amendement n° 292.

M. Denis Badré. L'amendement présenté par M. Gélard concerne les ZAC dans les villes de plus de 40 000 habitants ; nous entendons étendre son champ d'application.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 1 rectifié *bis* et le sous-amendement n° 292 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* J'ai promis de faire gagner du temps au Sénat et j'ai décrit tout à l'heure le raisonnement de la commission. Cela étant, elle s'en rapporte en l'occurrence à l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Pierre Raffarin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.* Nous voulons tous favoriser la reconquête commerciale des centres-villes. Mais qu'est-ce qu'un centre-ville ? Comment peut-on le définir juridiquement ? C'est très complexe, d'autant que tous n'appliquent pas les mêmes critères.

La seule solution acceptable aujourd'hui est de retenir les ZAC des villes de dimension importante, pour ne pas paralyser les initiatives commerciales.

Le Gouvernement est donc favorable à l'amendement n° 1 rectifié *bis*, mais défavorable au sous-amendement n° 292.

M. Denis Badré. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Badré.

M. Denis Badré. Ne voulant pas compromettre le succès de l'amendement auquel je suis très attaché, je retire donc le sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 292 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 1 rectifié *bis*, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 51, modifié.

(L'article 51 est adopté.)

Article 52

M. le président. « Art. 52. – Le mandat des membres de la commission nationale d'équipement commercial est prorogé jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du 26 mars 1996. » – *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article 52

M. le président. Par amendement n° 288, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 52, l'article suivant :

« I. – Il est inséré dans le livre des procédures fiscales un article L. 135 H ainsi rédigé :

« *Art. L. 135 H.* – L'administration fiscale transmet aux Chambres de commerce et d'industrie, l'année précédant leur renouvellement, les bases d'imposition agrégées, par contribuable, nécessaires à l'établissement du rapport préalable aux élections consulaires. »

« II. – Dans le second alinéa de l'article L. 113 du livre des procédures fiscales, après la mention : " L. 135 F ", est insérée la mention : " L. 135 H ". »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit d'autoriser la fourniture aux chambres de commerce d'informations nominatives du fichier de la taxe professionnelle pour la détermination du nombre de sièges par catégorie professionnelle.

C'est une exigence au regard des règles qui régissent la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 288, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel, ainsi rédigé, est inséré dans le projet de loi, après l'article 52.

Par amendement n° 289, M. Lambert, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 52, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Au troisième alinéa de l'article 1600 du code général des impôts, les mots : " une profession non commerciale " sont remplacés par les mots : " une activité non commerciale au sens du I. de l'article 92 ; "

« II. – Les dispositions du I sont applicables pour les impositions dues au titre de 1996 et des années suivantes. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit d'un amendement de précision établissant la notion d'activité non commerciale qui permet une exonération de la taxe dont il s'agit.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 289, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 52.

Articles 53 et 54

M. le président. « Art. 53. – Le premier alinéa de l'article L. 953-3 du code du travail est ainsi rédigé :

« Les chefs d'exploitation et d'entreprise agricoles bénéficient personnellement du droit à la formation professionnelle continue. A cette fin, ils consacrent chaque année au financement des actions définies à l'article L. 950-1 une contribution calculée en pourcentage des revenus professionnels ou de l'assiette forfaitaire déterminés à l'article 1003-12 du code rural. Son taux ne peut être inférieur à 0,30 p. 100, dans la limite d'une somme dont le montant minimal et maximal est fixé par décret par référence au montant annuel du plafond de la sécurité sociale. » – *(Adopté.)*

« Art. 54. – Dans le premier alinéa de l'article 97-8 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, les mots : "ou rupture du contrat de travail" sont remplacés par les mots : " ; rupture du contrat de travail ou pour toute autre cause que ce soit,". » – *(Adopté.)*

Article 55

M. le président. « Art. 55. – L'article 88 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République est ainsi rédigé :

« *Art. 88.* – Les entreprises visées par la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, gérant des services publics de distribution de gaz au 1er janvier 1996, peuvent poursuivre de plein droit leur activité dans les limites territoriales qu'elles couvraient à cette date, nonobstant toutes dispositions contraires. Ces entreprises pourront étendre leur activité aux communes connexes à celles qu'elles desservent, dès lors que ces communes ne disposent pas d'un réseau public de gaz.

« Une commune ne pourra concéder la distribution du gaz sur son territoire que si la rentabilité de l'investissement est suffisante. Cette rentabilité sera appréciée, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat, en fonction des recettes et des dépenses prévisionnelles actualisées, y compris le montant des investissements envisagés pour réaliser la nouvelle desserte en gaz. »

Sur l'article, la parole est à M. Massion.

M. Marc Massion. Pour la troisième fois en moins de cinq ans, la Haute Assemblée va devoir se prononcer sur un article introduit par voie d'amendement et dont l'objet est de modifier les conditions de distribution du gaz en France, afin de tenter de régler, du moins en apparence, le problème de la non-desserte en gaz de nombreuses petites communes par Gaz de France.

Le groupe socialiste a déposé un amendement tendant à la suppression de cet article, comme il l'a déjà fait dans le passé, face à des dispositions similaires, notamment lors de la discussion du projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République et du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

L'article 55 vise à autoriser les entreprises autres que Gaz de France gérant actuellement des services publics locaux de gaz à étendre « leur activité aux communes connexes à celles qu'elles desservent ».

Cette disposition semble relativement anodine, car elle est encadrée : il n'est pas question de créer de nouvelles régies ni même de permettre à des communes desservies par Gaz de France de changer de fournisseur.

Il est enfin prévu, pour éviter que certaines entreprises privées ne distribuent du gaz à perte, de les obliger à respecter un critère de rentabilité, auquel Gaz de France est aussi soumis.

Néanmoins, le caractère anodin de l'article 55 n'est qu'apparent, car celui-ci soulève en fait plus de problèmes qu'il n'en résout.

Tout d'abord, que signifie la notion de « communes connexes » ? Si l'on s'en tient aux propos qu'a tenus le ministre lors du débat à l'Assemblée nationale, il s'agirait de permettre « d'inclure dans le périmètre de desserte l'ensemble des communes qui constituent une agglomération, un bassin de vie ».

Or il me semble bien que, jusqu'à présent, les parlementaires qui étaient favorables à une extension des activités des régies gazières ne la concevaient que sur les territoires des communes non pas « connexes », mais « limitrophes ».

La notion de continuité territoriale était déjà, à nos yeux, critiquable en soi ; celle qui est retenue par le projet de loi l'est encore davantage.

Ce débat, en apparence technique, recouvre une question plus fondamentale, celle du rôle que les pouvoirs publics entendent faire jouer, d'une part, à GDF et, d'autre part, aux entreprises privées dans la gestion du service du gaz.

Le groupe socialiste considère que cette mission doit être remplie par GDF, qui est à même d'assurer la sécurité de nos approvisionnements et la péréquation tarifaire. Plutôt que de s'appuyer sur les entreprises privées, derrière lesquelles, je le rappelle, se trouvent de grands groupes de distribution de l'eau, dont la gestion ne s'est pas toujours révélée très favorable au consommateur, mieux vaut demander à GDF de poursuivre ses actions en faveur de l'aménagement du territoire.

A l'heure où les services publics sont attaqués et où les personnels de GDF sont inquiets, il ne nous paraît pas possible d'adopter l'article 55.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. En 1945, la nationalisation de Gaz de France a été synonyme de redressement, d'investissement.

Avec l'article 55, introduit par amendement à l'Assemblée nationale, vous liez tout nouveau développement à la notion de rentabilité. Ce sont deux orientations diamétralement opposées.

Cet article ouvre une nouvelle brèche dans le service public, concernant non seulement GDF, mais aussi France Télécom, la SFP.

Pour GDF, que risque-t-il de se passer ? Le gaz pourrait être distribué par une régie, par d'autres opérateurs, mais lesquels ? Il pourrait s'agir des pétroliers, par exemple, si l'on en croit le président d'Elf, qui souhaite procéder à cette distribution partout en France, et sans limitation.

Un préfet peut encore écrire aujourd'hui, lorsqu'un conseil municipal émet un avis favorable de concession : « Conformément à la loi du 8 avril 1946 n° 46-628, sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, GDF a le monopole de la distribution du gaz naturel ». L'article 55 ne le lui permettra plus puisque GDF n'aura plus ce monopole.

Et pour les usagers, quelles seront les conséquences ?

Premièrement, nous assisterons à une déréglementation du service public, entraînant notamment, à l'échelon européen, la péréquation tarifaire au niveau le plus élevé, l'accessibilité au réseau comme cadeau aux sociétés privées, la vente au prix de revient remplacée par la vente à profit.

C'est ainsi qu'on livre un réseau public à l'exploitation privée.

Deuxièmement, les pétroliers qui veulent s'emparer de cet outil qu'est le réseau GDF n'assureront pas la sécurité du réseau que garantit actuellement un service aussi scrupuleux que GDF.

Vous prétendez, monsieur le ministre, qu'il ne faut pas donner à la Commission de Bruxelles un prétexte de recours au Traité de Rome, mais on peut s'appuyer sur la loi de nationalisation du 8 avril 1946 ou exciper de l'arrêt du Conseil d'Etat de 1990, qui reconnaît que seul GDF peut, en droit, desservir les communes qui ne le sont pas encore.

Qui défend le service public ?

Je rappelerai également que 70 p. 100 des foyers français se trouvent dans une zone desservie en gaz. Les 30 p. 100 restants représentent un marché potentiel suscitant les appétits des pétroliers.

Là encore, qui défendra la qualité, la sécurité d'un service public exemplaire ?

Pour toutes ces raisons, nous demanderons la suppression de cet article 55.

M. le président. Sur l'article, je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 107 est présenté par Mme Beaudeau, M. Loridant et les membres du groupe communiste républicain et citoyen.

L'amendement n° 264 est déposé par MM. Besson, Courteau, Masseret et les membres du groupe socialiste et apparentés.

Tous deux tendent à supprimer l'article 55.

La parole est à Mme Luc, pour défendre l'amendement n° 107.

Mme Hélène Luc. Avec l'adoption de cette disposition par l'Assemblée nationale, il s'agit ni plus ni moins de remettre en cause le monopole de distribution du gaz dont bénéficie le service public nationalisé qu'est GDF.

La volonté de créer des réseaux locaux de distribution de gaz en remettant en cause le monopole n'est pas nouvelle. Par deux fois, de semblables tentatives ont été repoussées. A chaque fois, les parlementaires, notamment ceux qui composaient la commission mixte paritaire présidée par M. Jean François-Poncet, avaient insisté sur la nécessité de développer l'investissement pour favoriser l'extension des réseaux de gaz, des investissements dont les gouvernements ont d'ailleurs bloqué le volume pour mieux prélever dans les caisses des entreprises publiques.

Dites-moi donc en quoi cet article 55 serait meilleur que l'amendement Micaux, qui a été mis en échec par les employés de Gaz de France unanimes ? Il est vrai que nous ne sommes plus à la veille d'une élection présidentielle. Mais ce n'est pas une raison pour présenter un texte qui va à l'encontre de ce que vous avez dit vouloir faire.

GDF a les moyens financiers de répondre aux besoins des collectivités locales.

Pourquoi, monsieur le ministre, le Gouvernement, a-t-il bloqué le volume des investissements de GDF en France à 5,1 milliards de francs, alors que la capacité d'autofinancement de GDF est de 8,4 milliards de francs ?

A ce propos, nous approuvons la volonté de réduire le seuil minimal de rentabilité qui conduira à raccorder cinq cents communes supplémentaires. Cette solution nous paraît la meilleure pour développer le service public.

L'introduction par l'Assemblée nationale de l'article 55 est de nature à modifier la loi de nationalisation pour permettre aux dix-sept régies en SEM – société d'économie mixte – gazières existantes de se développer, soit par explicite contagion, soit de manière connexe.

Contrairement à ce que vous affirmez, monsieur le ministre, à notre connaissance, aucune commune voisine d'une de ces dix-sept régies ne s'est vue refuser le raccordement par GDF.

Le fond de la question n'est donc pas là. Le Gouvernement l'explique lui-même : il s'agit de donner des gages à Bruxelles et de trouver un compromis sur la voie de la déréglementation du service public. Sans revenir en détail sur l'impérative nécessité de préserver le monopole de distribution du gaz pour garantir le service public, je tiens à rappeler que cette brèche est un véritable cheval de Troie, qui compromettra à terme la péréquation tarifaire, l'accessibilité au réseau, l'égalité de traitement, la vente au prix de revient du gaz et la sécurité d'approvisionnement.

Cet article peut paraître aujourd'hui anodin, car il ne concerne que peu de communes. Pour autant, qui peut garantir que, demain, il n'ouvrira pas la porte à de nouvelles exigences, notamment au moment des renouvellements de concessions ?

Ce compromis, qui s'assimile à un véritable recul devant Bruxelles, fragilise notre législation et nos principes de service public face à la législation européenne et à sa volonté de généraliser la concurrence.

Quant aux appétits des groupes déjà présents dans la distribution de l'eau ou dans les activités gazières, faut-il rappeler que les uns comme les autres voient dans la distribution du gaz une extension naturelle de leurs activités, d'autant plus alléchante que les usagers constituent un marché captif ?

Voilà encore quelque temps, le Gouvernement, par la voix du Premier ministre, soulignait sa volonté de préserver et de défendre le service public, notamment face aux velléités de déréglementation en Europe. Au moment où chacun s'accorde à penser que cette année 1996, avec la conférence intergouvernementale, sera l'occasion d'un débat sur le service public, faut-il affaiblir *a priori* la position française par un compromis qui a des allures de premier renoncement, laissant présager le pire quant aux débats à venir, notamment pour l'électricité et le gaz ?

On nous dit que cette décision est indispensable pour ne pas donner prétexte à la Commission de Bruxelles de recourir à l'article 90-3 du traité de Rome.

M. le président. Veuillez conclure, madame.

Mme Hélène Luc. Je conclus, monsieur le président.

Par-delà les discours, l'article 55 concrétise la volonté du Gouvernement d'aller vers toujours plus de déréglementation. La moindre occasion est saisie pour fragiliser les services publics et les vider de leur contenu. La spécificité française des services publics est directement liée à des principes clairement définis, qui ne peuvent être séparés des formes d'organisation. Je pense aux entreprises publiques nationalisées, sans lesquelles nos services publics ne seraient pas ce qu'ils sont.

Le mouvement social de la fin de l'année dernière a exprimé avec vigueur la nécessité de renforcer le service public dans notre pays. Il pourra être un formidable point d'appui pour la nécessaire relance de l'activité, fondée sur l'emploi stable.

M. le président. Madame Luc, votre temps de parole est épuisé.

Mme Hélène Luc. J'en ai presque terminé, monsieur le président.

Le personnel de GDF, largement mobilisé, refuse légitimement cette remise en cause du monopole de distribution. Aujourd'hui comme par le passé, il rencontre la sympathie de la population et des élus qui défendent véritablement le service public, notre fierté, même s'il faut sans cesse l'améliorer.

Voilà pourquoi nous vous demandons de supprimer l'article 55.

M. le président. La parole est à M. Massion pour défendre l'amendement n° 264.

M. Marc Massion. J'ai déjà énoncé les raisons pour lesquelles nous proposons la suppression de l'article 55. La solution proposée par cet article pour répondre à la situation de nombreuses communes qui ne sont pas desservies en gaz ne nous paraît pas acceptable. En effet, elle ouvre, dans le monopole de GDF, une brèche qui n'aurait d'autre conséquence, à terme, que de remettre en cause le service public du gaz.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements identiques n[os] 107 et 264 ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission n'estime pas sérieux les arguments qui viennent d'être, trop longuement, exposés.

Cet article vise simplement à permettre aux dix-sept régies gazières existantes d'étendre leur réseau dans des conditions bien définies. Il n'est pas du tout question d'une brèche dans le monopole de GDF.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Vous savez bien que si !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Il s'agit seulement d'un aménagement des dérogations qui avaient été prévues dans la loi de nationalisation du 8 avril 1946.

Par conséquent, l'avis de la commission est défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* C'est un étrange procès d'intention qui, en l'espèce, est fait au Gouvernement.

Cet article ne peut concerner que de nouvelles dessertes et ne joue pas là où GDF est en place.

En effet, Gaz de France n'est pas présent partout, et je connais un certain nombre de maires qui, sollicitant le raccordement, se voient demander des sommes considérables.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* C'est exact !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* De la part d'un monopole qui se veut service public, ce sont tout de même là de curieuses manières...

Je précise par ailleurs que les communes non desservies connexes d'une régie sont les communes limitrophes de celles qui sont déjà desservies par cette régie ou les communes qui peuvent être alimentées directement à partir du réseau que ladite régie exploite déjà.

Enfin, ce texte répond aux engagements pris par la France auprès de la Commission européenne, qui a demandé que notre dispositif juridique évolue sur ce point précis.

Il convient donc de repousser ces deux amendements.

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques nos 107 et 264.

Mme Hélène Luc. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Luc.

Mme Hélène Luc. Monsieur le ministre, je vous ai posé une question précise et essentielle à propos du blocage, par le Gouvernement, du volume des investissements de Gaz de France, mais vous n'y avez pas répondu.

M. Charles Revet. Il a apporté sa réponse !

Mme Hélène Luc. Je persiste à dire que l'aménagement du monopole de Gaz de France ne se justifie pas, tant du point de vue économique qu'au regard des besoins des collectivités locales. En effet, aucune des communes en ayant produit la demande ne s'est vu refuser un raccordement au réseau de Gaz de France.

L'établissement public nationalisé, créé sous le gouvernement du général de Gaulle, et dont nous vous rappelons qu'il fêtera, le 8 avril prochain, le cinquantième anniversaire de sa création, appartient à la nation.

Rien ne justifie aujourd'hui une quelconque remise en cause de ce fleuron industriel et commercial unanimement reconnu dans le monde entier pour la qualité de ses prestations.

En effet, il s'agit bien de cela ! En effeuillant une à une les missions de service public confiées à Gaz de France par la loi de nationalisation, en fait, on prépare sa privatisation pour l'offrir aux intérêts du capital privé et leur ouvrir le marché de la distribution du gaz naturel dans notre pays.

Pouvez-vous prendre l'engagement, monsieur le ministre, que jamais Gaz de France ne sera privatisé ?

Il faut, nous dit-on, trouver un compromis avec la Commission de Bruxelles, afin que celle-ci ne puisse appliquer l'article 90-3 du traité de Rome.

Mais c'est ignorer que d'autres articles confèrent à tout Etat membre le soin de définir ses choix dans les domaines d'activité qu'il entend entreprendre.

C'est vrai pour l'article 90-2 du traité de Rome comme pour l'article 222 dudit traité, dont on oublie un peu trop rapidement la teneur en cette période de déréglementation. Cet article 222 dispose : « Le présent traité ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les Etats membres ».

Si cet article est, à nos yeux, fondamental, nous espérons fortement, mes chers collègues, qu'il l'est également pour vous, car rien ni personne ne peut en ce cas interdire une nationalisation, propriété de la nation, dans notre pays.

Et, que je sache encore à ce jour, la France n'a pas signé en 1957 une charte du libéralisme inspirée par une quelconque école de Chicago.

Notre pays a le droit de définir sa politique énergétique. C'est une simple mais combien importante question de souveraineté, souveraineté que d'aucuns ne souhaiteraient pas, je l'espère, voir remise en cause, et pourtant, tout y concourt avec cet article 55.

A ce propos, la souveraineté nationale peut-elle se découper en tranches ? Non, une nation est souveraine ou elle ne l'est pas ! Elle peut se voir proposer par la Commission de Bruxelles des recommandations, mais celle-ci ne peut en aucun cas s'arroger des compétences qu'elle n'a pas.

Alors pourquoi, mes chers collègues, vouloir à nouveau autoriser les régies et sociétés d'économie mixte à étendre leurs activités au-delà de leur territoire, tandis qu'aujourd'hui on refuse à Gaz de France les moyens de répondre aux besoins des collectivités locales ?

Après le retrait de l'amendement Micaux, un certain nombre de recommandations avaient été émises.

Aujourd'hui, on nous propose de nous plier aux seules fins de satisfaire les instances européennes et de permettre la libéralisation du marché intérieur du gaz et de l'électricité.

Mes chers collègues, donner satisfaction à ceux qui veulent affaiblir Gaz de France, c'est diminuer son efficacité économique et sociale.

Remettre en cause le cadre structurel de l'entreprise intégrée, du monopole d'importation et d'exportation en passant par le transport, la recherche gazière et la distribution, c'est affaiblir l'outil que la nation s'est forgé.

M. le président. Veuillez conclure, madame Luc. Votre temps de parole est épuisé.

Mme Hélène Luc. Je termine, monsieur le président.

Pourquoi casser le monopole de distribution du gaz, qui donne pourtant toute satisfaction ?

Aussi, mes chers collègues, je vous demande de voter l'amendement n° 107 tendant à supprimer l'article 55.

Monsieur le ministre, nous vous demandons d'autoriser Gaz de France à investir pour lui permettre de raccorder le plus rapidement possible les 1 500 communes... *(Le micro est coupé.)*

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques nos 107 et 264.

Mme Hélène Luc. Je demande que le Sénat se prononce par scrutin public, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 107 et 264, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste républicain et citoyen.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du scrutin n° 74 :

Nombre de votants	294
Nombre de suffrages exprimés	294
Majorité absolue des suffrages exprimés	148
Pour l'adoption	89
Contre	205

Le Sénat n'a pas adopté.

Mme Hélène Luc. C'est dommage !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 55.

(L'article 55 est adopté.)

Article additionnel après l'article 55

M. le président. Par amendement n° 108 rectifié, Mme Beaudeau, M. Loridant, les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'insérer, après l'article 55, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. – Le b *decies* de l'article 279 du code général des impôts est rétabli dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 1995 (loi n° 94-1162 du 29 décembre 1994).

« II. – Les pertes de recettes résultant de l'application du I ci-dessus sont compensées à due concurrence par un relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cet amendement tend à réduire le taux de TVA qui pèse sur les abonnements EDF-GDF et ceux afférents au raccordement d'un réseau de chaleur.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 108 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Article 56

M. le président. « Art. 56. – Sont validées les nominations et titularisations dans le grade de conseiller de deuxième classe de chambre régionale des comptes prononcées par décret du Président de la République du 26 février 1991.

« Ces nominations et titularisations sont validées en tant qu'elles excédaient l'autorisation de recrutement qui n'avait été donnée par l'article 27 de la loi n° 82-595 du 10 juillet 1982 modifiée que jusqu'au 31 décembre 1990. ». – *(Adopté.)*

Article 57

M. le président. « Art. 57. – A titre expérimental, l'Etat peut, à compter de la publication de la présente loi, conclure avec les branches professionnelles du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure des conventions-cadre relatives au maintien ou au développement de l'emploi tenant compte des résultats de la négociation sur l'aménagement et la réduction du temps de travail engagée après l'accord national interprofessionnel sur l'emploi du 31 octobre 1995.

« A compter du premier jour du mois suivant la conclusion des conventions susmentionnées et jusqu'au 31 décembre 1997, les dispositions de l'article 113 de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995) sont applicables aux entreprises appartenant aux branches susvisées dans les conditions suivantes :

« – la réduction mentionnée au III de cet article est applicable pour les gains et rémunérations versés au cours d'un mois civil inférieurs ou égaux à 169 fois le salaire minimum de croissance majoré de 50 p. 100 ;

« – le montant de la réduction, qui ne peut excéder 1 892 francs par mois, est déterminé par un coefficient fixé par décret.

« Pour les entreprises employant cinquante salariés ou plus disposant d'un comité d'entreprise ou dans lesquelles un constat de carence aura été établi conformément à l'article L. 433-13 du code du travail, ces dispositions s'appliquent sous réserve de la conclusion d'une convention spécifique entre l'entreprise et l'Etat portant notamment sur le maintien ou la création d'emplois et l'aménagement et la réduction du temps de travail, à compter du premier jour du mois suivant la conclusion de cette convention.

« Le non-respect par l'entreprise des engagements pris dans la convention spécifique entraîne l'interruption pour l'entreprise des conditions particulières d'application du III de l'article 113 de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995) prévues par le présent article et peut conduire au reversement des aides correspondantes perçues au titre de ces dispositions. Les modalités d'application du présent alinéa sont fixées par décret. »

Sur l'article, la parole est à M. Poncelet.

M. Christian Poncelet. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, à cet instant et à cette place, c'est davantage le sénateur des Vosges que le président de la commission des finances qui intervient.

La mesure d'allégement des charges des entreprises du secteur du textile-habillement proposée par cet article 57 est une bonne mesure.

En effet, comme vous le savez, le secteur du textile-habillement se trouve aujourd'hui dans une situation difficile. Or cette situation découle, pour l'essentiel, de facteurs extérieurs aux entreprises concernées.

Nos industriels ont accompli de très grands efforts d'investissement, de modernisation, d'amélioration de la qualité au cours des dernières années. Personne de bonne foi ne peut le contester. Malgré cela, ils n'ont pu éviter les disparitions d'emplois, qui ont diminué de moitié en quinze ans. Aujourd'hui, c'est près de 300 000 emplois qu'il faut à tout prix préserver dans ce secteur du textile-habillement : 300 000 personnes travaillent dans près de 4 500 entreprises, petites ou moyennes pour l'essentiel, qui sont implantées dans la plupart de nos régions, plus particulièrement dans les départements du Nord et des Vosges.

Actuellement, l'environnement auquel est confrontée cette industrie est très défavorable : la consommation n'augmente pas et la concurrence internationale est de plus en plus vive. D'ailleurs, contrairement aux années passées, cette concurrence est non plus seulement celle

des pays du Maghreb ou d'Extrême-Orient, mais également celle de certains de nos partenaires européens. En effet, les dévaluations compétitives pratiquées par l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni sont extrêmement pénalisantes pour nos industries. Elles ont probablement coûté quelque 15 000 à 20 000 emplois à la filière, soit environ 1 p. 100 des effectifs de cette filière par mois. Comme on dit couramment aujourd'hui, ce pourcentage nous interpelle !

C'est pourquoi, tout en faisant pression auprès des autorités communautaires pour remédier à ces graves distorsions de concurrence, le Gouvernement a décidé de prendre des mesures d'urgence sur le plan intérieur.

Mon collègue et ami M. Maurice Schumann et moi-même avions formulé des propositions en ce sens à l'occasion de la discussion du projet du budget pour 1996, à la fois dans la discussion générale et lors de l'examen du budget de l'industrie.

Je me réjouis que le Gouvernement ait répondu à notre appel. Il est, en effet, indispensable de soulager nos entreprises qui font face à cette si vive concurrence et de leur apporter une bouffée d'oxygène. Tel est l'objet de cet article 57 et c'est une très bonne initiative. Nous redonnons une certaine compétitivité à nos entreprises : elles l'attendaient, je peux en témoigner, et tout particulièrement leurs salariés et leurs familles.

Toutefois, je remarque que les conditions posées par cet article ne seront pas faciles à remplir. En effet, s'il est normal d'assortir des mesures d'aide sectorielle de contreparties, celles qui sont prévues sont assez, voire trop contraignantes. Il faudra aller très vite pour que les conventions prévues soient signées avant le 30 mars prochain. Peut-être pouvez-vous nous apporter, monsieur le ministre, quelques précisions, quelques apaisements à ce sujet.

Nous comprenons, cependant, la méthode contractuelle, baptisée « donnant-donnant ». Elle devrait, selon le Gouvernement, permettre de mieux maîtriser l'évolution de l'emploi dans ce secteur, en évitant les licenciements et en favorisant l'emploi des jeunes.

Aussi, je ne peux que réaffirmer mon soutien à cette mesure d'allégement du coût du travail et je suis convaincu que M. Schumann partage mon avis. Le Gouvernement a bien mesuré la gravité de la situation et pris les dispositions d'urgence qui s'imposaient pour, au moins en partie, y remédier.

Il faut maintenant à tout prix unir nos forces et nos voix pour lutter contre la concurrence déloyale, en particulier à l'intérieur de l'Union européenne.

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Très bien !

M. Christian Poncelet. Il s'agit d'une question de survie pour nos entreprises, pour leurs salariés et d'une condition *sine qua non* pour l'avenir de l'Europe. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées du RPR, de l'Union centriste et des Républicains et Indépendants.)*

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je vous remercie, monsieur Poncelet, du jugement encourageant que vous avez porté sur les dispositions de l'article 57. Il s'agit manifestement de répondre à une attente et d'enrayer les pertes d'emplois si nombreuses enregistrées chaque année dans des activités qui contribuent à la cohésion sociale.

Vous avez exprimé une impatience. Croyez bien que le ministre de l'industrie et le ministre du travail et des affaires sociales font tout pour que ces conventions aboutissent le plus rapidement possible.

Les négociations sont engagées. Elles ont pour objet d'aménager et de réduire le temps de travail, de maintenir l'emploi. On estime à 7 000 le nombre de jeunes qui, en deux ans, pourraient être intégrés dans ces entreprises.

Il faudra du discernement. C'est le contrat qui va intervenir entre l'Etat et les branches. Ce sont des partenaires qui assument leurs responsabilités. Je vous assure, messieurs Schumann et Poncelet, que le Gouvenement fait diligence pour que ce dispositif entre en application le plus rapidement possible.

MM. Maurice Schumann et Christian Poncelet. Merci, monsieur le ministre.

M. le président. Par amendement n° 226, Mme Beaudeau, MM. Renar, Loridant, Billard et Leyzour, et les membres du groupe communiste républicain et citoyen proposent de supprimer les cinq derniers alinéas de l'article 57.

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Notre amendement vise à supprimer les cinq derniers alinéas de cet article 57, qui tendent à alléger considérablement les cotisations sociales du patronat dans les domaines du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, dont le secteur d'activité connaît actuellement de très graves difficultés.

Le rapport écrit de notre collègue M. Lambert indique que l'allégement de ces cotisations sociales diminuerait de 30 p. 100 le coût du travail dans cette branche d'activité, compte tenu du fait que les salaires qui y sont pratiqués seraient actuellement, dans deux cas sur trois, inférieurs au seuil de 1,5 fois le SMIC.

En fait, si l'on examine de plus près ce rapport, on peut lire aux pages 154 et 155 que la convention cadre qui devra être signée d'ici à la fin de ce mois entre les représentants patronaux et ceux du ministère de l'industrie devrait obligatoirement porter sur « le nombre d'emplois maintenus – 35 000 au total en deux ans – soit un plafonnement du nombre de licenciements à 25 000 sur deux ans pour les trois branches ».

L'économie de cotisations sociales ainsi consentie servira donc uniquement à accompagner le licenciement de 25 000 personnes en France, tandis que les entreprises continueront à délocaliser leurs productions à l'étranger, pour ne maintenir dans notre pays que les productions haut de gamme nécessitant une main-d'œuvre très qualifiée.

Ainsi, il appartiendrait à la sécurité sociale de supporter le coût des licenciements des uns, ou du non-licenciement des autres, et celui des nouvelles délocalisations, l'Etat ne mettant pas un centime dans l'opération et ne consentant qu'à des pertes de recettes au titre de l'impôt sur les sociétés et de la TVA, que le Gouvernement juge inéluctables.

Les salariés qui seraient parvenus à passer à travers les mailles du redoutable filet des licenciements se verraient du même coup, par le jeu de l'annualisation de leur temps de travail, la flexibilité de leurs horaires de travail accrue et leurs salaires qui, dans la plupart des cas, sont déjà inférieurs au SMIC, encore pénalisés.

Toute cette affaire, qui coûterait en dépenses, et en pertes diverses et futures, plus de 9 milliards de francs, est proprement scandaleuse, quand on sait ce que ces industriels ont fait des 8 milliards de francs accordés au titre des précédents « plans textile ».

Son seul objectif est d'aligner les conditions de vie, de travail et de salaire des travailleurs du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure sur celles qui sont en vigueur dans les pays du tiers monde, alors que le Gouvernement a toujours refusé d'agir, au niveau de l'Union européenne et du GATT, pour préserver nos intérêts nationaux et pour rétablir les plus élémentaires règles d'équité en matière de concurrence.

Par ailleurs, j'attire l'attention de notre assemblée sur le fait que les plus gros industriels du textile se sont distingués depuis une vingtaine d'années dans la constitution de holdings qui mettent sous leur coupe des entreprises situées aussi bien en France qu'en Europe ou dans les pays du tiers monde, et organisent ainsi entre elles le dumping social pour le plus grand profit de leurs actionnaires.

Pourquoi la sécurité sociale et, dans une moindre mesure, l'Etat devraient-ils financer les coûteuses restructurations que les actionnaires de ces groupes industriels et les grandes familles du textile réclament, alors que leurs profits, directs ou indirects, sont très loin de s'être taris ces dernières années ?

Nous ne croyons pas à ce nouveau « plan textile », matérialisé par l'article 57 du présent projet de loi. Nous voterons contre ces dispositions qui ne sont que le financement des licenciements, de la déstructuration des conditions de salaire et de travail en France, des délocalisations de productions à l'étranger, et qui ne sont qu'encouragement à l'exploitation des populations des pays du tiers monde.

Telles sont les raisons pour lesquelles je vous propose, mes chers collègues, d'adopter cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Par cet amendement, Mme Beaudeau souhaite supprimer l'essentiel des dispositions du plan. Elle comprendra que la commission émette un avis défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 226, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 57.

(L'article 57 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 57

M. le président. Par amendement n° 125, M. Plasait propose d'insérer, après l'article 57, un article additionnel ainsi rédigé :

« I – La troisième phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 est complétée par les mots suivants : "et des étudiants qui justifient que le cours de leurs études les met dans l'obligation de transférer leur domicile dans une autre commune".

« II – Les dispositions du I ci-dessus sont applicables aux baux en cours à l'entrée en vigueur de la présente loi. »

La parole est à M. Plasait.

M. Bernard Plasait. Cet amendement vise à corriger un oubli, qui est source de difficultés et d'inégalités.

En effet, actuellement, le délai de préavis imposé au locataire qui souhaite quitter le logement qu'il occupe est réduit de trois mois à un mois dans les cas suivants : mutation, perte d'emploi ou nouvel emploi consécutif à une perte d'emploi, changement de domicile justifié par l'état de santé pour les locataires de plus de soixante ans. Les allocataires du revenu minimum d'insertion peuvent également invoquer ce délai réduit.

Le législateur a complété à deux reprises la liste initiale des bénéficaires de cette disposition. Or, un oubli important demeure : les étudiants de plus en plus souvent obligés d'effectuer des stages dans une ville différente de leur lieu de résidence initial et auxquels trois mois de préavis sont réclamés en raison d'une application rigoureuse de la loi, ce qui est légitime.

Cependant, l'esprit de la dérogation légale est de permettre un dénouement rapide des relations contractuelles nées du bail pour tous les cas dans lesquels la cessation de ces relations est due à l'état de nécessité objectif du locataire.

C'est pourquoi il me paraît opportun de permettre aux étudiants locataires de bénéficier du délai de préavis réduit, d'autant que leur cas se rapproche fortement du cas de mutation déjà prévu par la loi.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Cet amendement mériterait sans doute d'être abordé au fond. Il n'a malheureusement aucun lien avec le texte de nature financière que nous examinons. C'est pourquoi la commission a dû émettre un avis défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Sans doute est-il nécessaire de prendre en compte la situation des étudiants lorsqu'ils sont locataires et que leur parcours les oblige à changer de domicile. Néanmoins, les stages se programment, en général, et sont connus dans des délais qui permettent de prendre régulièrement congé du propriétaire de l'immeuble ainsi occupé.

J'ajoute qu'il faudrait une véritable concertation dans le cadre de la commission nationale, qui regroupe les représentants des bailleurs, des gestionnaires et des locataires.

Enfin, on peut en effet s'interroger, comme vient de le faire M. le rapporteur, sur la place de ce dispositif dans le présent projet de loi.

Telles sont les raisons pour lesquelles, monsieur le sénateur, le Gouvernement souhaite que vous retiriez cet amendement, faute de quoi il demanderait au Sénat de le rejeter.

M. le président. Monsieur Plasait, l'amendement n° 125 est-il maintenu ?

M. Bernard Plasait. Franchement, je ne comprends pas bien les raisons qui poussent le Gouvernement à demander le retrait de cet amendement. Au cours de l'examen de ce projet de loi, nous avons examiné des dispositions très diverses.

Les stages se programment en effet, certaines fois, assez à l'avance. Toutefois, les étudiants sont de plus en plus souvent contraints de chercher des stages et ils les trouvent assez souvent, et c'est heureux, mais de façon inopinée. Ils sont donc obligés de quitter leur logement.

La mesure que je propose correspond à une forte attente des étudiants, de leur famille et des associations. Elle a un caractère social indéniable ; elle a l'avantage de ne pas coûter un centime aux finances publiques. Il serait sage de permetter aux étudiants de bénéficier de cette disposition. Telle est la raison pour laquelle je maintiens mon amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 125, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Mme Marie-Claude Beaudeau. Vous défendez trop les propriétaires !

Seconde délibération

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le président, je vous remercie de me donner la parole au moment où nous arrivons au terme de l'examen de ce projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Lors de la discussion de l'article 23, une erreur d'utilisation des bulletins a faussé le résultat du vote,...

Mme Hélène Luc. Une erreur ?

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* ... de l'aveu même de ceux qui étaient chargés d'exprimer les suffrages.

M. Charles Revet. Tout à fait !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Par conséquent, il est nécessaire de rétablir le choix fait par le Sénat, en procédant à une seconde délibération.

Mme Hélène Luc. C'était pourtant un bon choix, monsieur le ministre !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le président de la commission des finances, monsieur le rapporteur, monsieur le rapporteur pour avis, nous avons eu un débat à propos du démarchage. J'ai pris l'engagement de déposer un texte sur ce sujet d'ici à la fin de l'année. Mais puisqu'il s'agit de propulser les petites et moyennes entreprises, vous ne serez pas étonnés – je vous ai indiqué hier que je demanderais vraisemblablement une seconde délibération sur ce point – que je souhaite que cette seconde délibération porte non seulement sur l'article 23, mais aussi sur l'article 5.

M. le président. Le Gouvernement demande qu'il soit procédé à une seconde délibération des articles 5 et 23.

Je rappelle que, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement, ont seuls droit à la parole sur cette demande, l'auteur de la demande, un auteur d'opinion contraire, le président ou le rapporteur de la commission saisie au fond et le Gouvernement. Aucune explication de vote n'est admise.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Monsieur le président, j'ai écouté avec intérêt M. le ministre solliciter une seconde délibération. C'est une possibilité qui lui est offerte ; mais je voudrais lui rappeler que la Haute Assemblée n'aime pas ces secondes délibérations. Par conséquent, dans la mesure du possible, il conviendrait, à l'avenir, de les éviter. *(Sourires.)*

M. Charles Revet. C'est nous qui en sommes responsables !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Il ne m'avait pas échappé que le Sénat n'est pas spontanément favorable aux secondes délibérations, mais M. Revet vient opportunément de rappeler ce qui motive cette seconde délibération... *(Sourires.)*

M. le président. Le Gouvernement, auteur de la demande de seconde délibération, s'est exprimé.

Y a-t-il un orateur contre ?...

Je consulte le Sénat sur la demande de seconde délibération, acceptée par la commission.

(Le renvoi à la commission pour une seconde délibération est décidé.)

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* La commission des finances demande une suspension de séance de quelques instants.

M. le président. Nous allons donc interrompre nos travaux pendant quelques minutes.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à cinq heures, est reprise à cinq heures trois.)

M. le président. La séance est reprise.

Nous allons procéder à la seconde délibération.

Je rappelle au Sénat les termes de l'article 43, alinéa 6, du règlement :

« Dans sa seconde délibération, le Sénat statue seulement sur les nouvelles propositions du Gouvernement ou de la commission, présentées sous forme d'amendements et sur les sous-amendements s'appliquant à ces amendements. »

Article 5

M. le président. Le Sénat a précédemment adopté l'article 5 dans cette rédaction :

« Art. 5. – L'article 22 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances est ainsi rédigé :

« *Art. 22.* – L'actif d'un fonds commun de placement à risques doit être constitué, pour 40 p. 100 au moins, de valeurs mobilières non admises à la négociation sur un marché réglementé français ou étranger, ou, par dérogation au I de l'article 7 de la présente loi, de parts de société à responsabilité limitée. Un décret en Conseil d'Etat fixe la nature de ces actifs et notamment le plafond autorisé de détention des valeurs étrangères qui peuvent être incluses dans la fraction de l'actif précédemment définie pour les fonds constitués avant le 1er janvier 1990.

« L'actif peut également comprendre, dans des conditions et limites fixées par le décret mentionné à l'alinéa précédent, des avances en compte courant consenties par le fonds aux sociétés dans lesquelles il détient une participation.

« Ce décret fixe, en outre, pour les fonds communs de placement à risques qui font l'objet d'appel public à l'épargne à l'exception du démarchage, des règles spécifiques relatives aux conditions et limites de la détention des actifs.

« Les porteurs de parts ne peuvent demander le rachat de celles-ci avant l'expiration d'une période qui ne peut excéder dix ans. Au terme de ce délai, les porteurs de parts peuvent exiger la liquidation du fonds si leurs demandes de remboursement n'ont pas été satisfaites dans le délai d'un an.

« Les parts peuvent donner lieu à des droits différents sur l'actif net ou sur les produits du fonds dans des conditions fixées par le règlement du fonds.

« Le règlement d'un fonds commun de placement à risques peut prévoir une ou plusieurs périodes de souscription à durée déterminée. La société de gestion ne peut procéder à la distribution d'une fraction des actifs qu'à l'expiration de la dernière période de souscription et dans des conditions fixées par décret. »

« La cession des parts d'un fonds commun de placement à risques est possible dès leur souscription. Lorsque les parts n'ont pas été entièrement libérées, le souscripteur et les cessionnaires successifs sont tenus solidairement du montant non libéré de celles-ci. A défaut pour le porteur de parts de libérer aux époques fixées par la société de gestion les sommes restant à verser sur le montant des parts détenues, la société de gestion lui adresse une mise en demeure. Un mois après cette mise en demeure et si celle-ci est restée sans effet, la société de gestion peut procéder, sans aucune autorisation de justice, à la cession desdites parts. Toutefois, le souscripteur ou cessionnaire qui a cédé ses parts cesse d'être tenu des versements non encore appelés par la société de gestion, deux ans après le virement de compte à compte des parts cédées.

« Le règlement du fonds peut prévoir qu'à la liquidation du fonds une fraction des actifs est attribuée à la société de gestion dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Par amendement A-1, le Gouvernement propose, dans le troisième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 22 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créance, de remplacer les mots : « d'appel public à l'épargne à l'exception du démarchage » par les mots : « de publicité ou de démarchage ».

La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Cet amendement vise à rétablir la rédaction initiale de l'article 5.

Le Gouvernement souhaite que le financement des petites et moyennes entreprises soit facilité, notamment par le démarchage au profit de FCPR.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* La commission des finances et le Sénat avaient souhaité interdire le démarchage pour les FCPR, comme dans le droit actuel, jusqu'à ce que le cadre légal du démarchage soit clarifié.

Le Gouvernement souhaite qu'il en soit autrement. La commission des finances l'aura alerté. Par conséquent, si les épargnants connaissaient des difficultés, le Sénat et la commission des finances n'en seraient alors pas responsables.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* C'est vrai !

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Toutefois, nous espérons que le Gouvernement aura entendu le message de protection de l'épargne qui lui est délivré, et qu'il prendra les précautions nécessaires pour éviter des sinistres, lesquels iraient à l'encontre de l'incitation à l'investisement en fonds propres des entreprises auquel nous sommes tous attachés.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Très bien !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° A-1.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5, ainsi modifié.

(L'article 5 est adopté.)

Article 23

M. le président. Le Sénat a précédemment supprimé l'article 23.

Mais, par amendement n° A-2, le Gouvernement propose de rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« Art. 23. – I. – Le premier tiret du I de l'article 7 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social est complété par les mots : « et dont les effectifs, augmentés de ceux des filiales dans lesquelles elles détiennent, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social, sont supérieurs à mille personnes au 31 décembre de l'année précédant le transfert ou dont le chiffre d'affaires consolidé avec celui des filiales, telles qu'elles viennent d'être définies, est supérieur à un milliard de francs à la date de clôture de l'exercice précédant le transfert".

« II. – Au deuxième alinéa du II de l'article 7 de la même loi, les mots : "est soumise" sont remplacés par les mots : "ainsi que le transfert au secteur privé de la propriété des entreprises dont l'Etat détient directement plus de la moitié du capital social et dont les effectifs, augmentés de ceux des filiales dans lesquelles elles détiennent, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social, sont inférieurs à mille personnes au 31 décembre de l'année précédant le transfert et dont le chiffre d'affaires consolidé avec celui des filiales, telles qu'elles viennent d'être définies, est inférieur à un milliard de francs, à la date de clôture de l'exercice précédant le transfert, sont soumis". »

La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Il s'agit de permettre au Sénat de faire aboutir son souhait, en rétablissant l'article 23.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Lambert, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° A-2, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 23 est rétabli dans cette rédaction.

Vote sur l'ensemble

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à Mme Luc, pour explication de vote.

Mme Hélène Luc. Il est cinq heures du matin, et nous avons discuté de ce projet de loi au pas de charge. Pourtant, il comporte cinquante-sept articles qui pourraient constituer presque autant de projets de loi.

Ce n'est pas un signe de progrès de la démocratie, et vous continuez, monsieur le ministre, à cantonner le Parlement dans le rôle de machine à voter. C'est bien dommage !

A l'issue de nos travaux, force est de constater que la cohérence de ce projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier nous apparaît avec de plus en plus de clarté.

Les conditions formelles d'organisation de ce débat nous amènent, en effet, à nous poser des questions quant au sens que le Gouvernement, qui est aujourd'hui en place depuis neuf mois, semble vouloir donner au dialogue entre les représentants de la nation que nous sommes et le pouvoir exécutif.

Je me permettrai donc de souligner encore une fois que nous n'avons pu disposer des rapports de la commission des finances et de la commission des affaires économiques que l'avant-veille du débat ; quant au texte même du projet de loi, nous l'avons eu la veille ! Les conditions pour le moins cavalières dans lesquelles nos travaux se sont déroulés ces deux derniers jours témoignent du mépris – c'est le mot approprié – dans lequel le Gouvernement tient la représentation parlementaire. *(Sourires).*

Je vois des sourires sur certains visages ; pourtant nous ne sommes pas les seuls à tenir de tels propos : en effet, même des députés de la majorité partagent cette opinion !

Ce mépris est d'ailleurs inversement proportionnel à la soumission de ce pouvoir à quelques intérêts particuliers bien définis que nous avons rappelés à plusieurs reprises. A cette heure tardive, je n'y reviendrai pas.

M. le président. La parole est à M. Massion.

M. Marc Massion. La forme et le fond de ce projet de loi sont critiquables.

S'agissant de la forme, je pense aux conditions dans lesquelles nous avons examiné ce projet de loi. Quant au fond, ce texte ne répond ni à la situation du pays ni aux attentes de la population.

Le groupe socialiste votera donc contre ce projet de loi portant DDOEF.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, je tiens à remercier le Sénat, à l'issue de l'examen de ce projet de loi consistant, ...

Mme Hélène Luc. Pour être consistant, il l'était !

M. Jean Arthuis, *ministre de l'économie et des finances.* ... et varié.

Nous avions besoin d'instruments pour soutenir l'activité et pour raccourcir la période d'attente du rebond de la croissance.

Grâce à vous, mesdames, messieurs les sénateurs, nous allons disposer des instruments permettant l'investissement, la consommation et la liquidation de l'épargne salariale.

Je voudrais aussi remercier le Sénat pour l'enrichissement de ce texte. Grâce à la commission des finances et à son rapporteur général, nous avons, je crois, répondu à l'attente des entreprises, qui souhaitaient que la transmission s'opère dans des conditions plus commodes, notamment moins tardives.

Nous avons aménagé les conditions de donation, de donation-partage, et c'est un progrès que je crois considérable.

Je remercie également M. le président de séance pour son autorité et pour l'ordre qu'il a mis à nos débats, la commission des finances, la commission des affaires économiques et du Plan et leurs rapporteurs.

Nous avons dû travailler pendant pratiquement une nuit entière. Je reconnais que ce n'est pas une situation idéale.

Mais le Sénat a bien voulu accélérer ce processus pour permettre au Gouvernement de promulguer avant les prochaines vacances parlementaires les textes dont la France a besoin pour soutenir l'activité, la croissance et l'emploi. *(Applaudissements sur les travées de l'Union centriste, du RPR et des Républicains et Indépendants, ainsi que sur certaines travées du RDSE.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

5

NOMINATION DE MEMBRES D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE

M. le président. M. le président du Sénat a reçu de M. le Premier ministre la demande de constitution d'une commission mixte paritaire sur le texte que nous venons d'adopter.

Il va être procédé immédiatement à la nomination de sept membres titulaires et de sept membres suppléants de cette commission mixte paritaire.

La liste des candidats établie par la commission des finances a été affichée conformément à l'article 12 du règlement.

Je n'ai reçu aucune opposition.

En conséquence, cette liste est ratifiée et je proclame représentants du Sénat à cette commission mixte paritaire :

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, Alain Pluchet, Guy Cabanel, François Trucy, Alain Richard et Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : M. Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Henri Collard, Yann Gaillard, Jean-Philippe Lachenaud, Philippe Marini et Michel Sergent.

6

COMMUNICATION DE L'ADOPTION DÉFINITIVE DE PROPOSITIONS D'ACTE COMMUNAUTAIRE

M. le président. M. le président du Sénat a reçu de M. le Premier minsitre une communication, en date du 20 mars 1996, l'informant que :

– la proposition d'acte communautaire E 570, « proposition de directive du Conseil portant modification de l'article 2 paragraphe 2 de la directive 77/780/CEE en ce qui concerne la liste des exclusions permanentes de certains établissements de crédit » ;

– et la proposition d'acte communautaire E 571, « proposition de règlement CE du Conseil prévoyant des mesures spéciales pour l'importation d'huile d'olive originaire de Tunisie » ont été adoptées définitivement par les instances communautaires par décision du Conseil du 11 mars 1996.

7

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au mardi 26 mars 1996 :

A neuf heures trente :

1. Discussion de la question orale avec débat portant sur un sujet européen (n° QE-5) de M. Paul Masson à M. le ministre délégué aux affaires européennes sur l'intégration des accords de Schengen dans le traité sur l'Union européenne.

M. Paul Masson appelle l'attention de M. le ministre délégué aux affaires européennes sur le réexamen des dispositions du titre VI du traité sur l'Union européenne auquel va procéder la Conférence intergouvernementale qui ouvrira ses travaux à Turin le 29 mars prochain.

Il lui demande de faire connaître au Sénat la position que le Gouvernement entend défendre à ce sujet et si cette position est compatible avec les dispositions de la Constitution telles qu'elles résultent des révisions du 25 juin 1992 et du 25 novembre 1993.

Il observe à cet égard qu'une reprise des accords de Schengen dans les futures dispositions du titre VI du traité permettrait d'exercer une des coopérations renforcées souhaitées par le Gouvernement sans devoir à nouveau modifier la Constitution.

La discussion de cette question s'effectuera selon les modalités prévues à l'article 83 *ter* du règlement.

A seize heures et, éventuellement, le soir.

2. Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique de défense.

Délai limite pour les inscriptions de parole dans le débat : lundi 25 mars 1996, à dix-sept heures.

Délai limite pour les inscriptions de parole et pour le dépôt d'amendements

1° Projet de loi relatif à la « Fondation du patrimoine » (n° 217, 1995-1996).

Délai limite pour les inscriptions de parole dans la discussion générale : mardi 26 mars 1996, à dix-sept heures.

Délai limite pour le dépôt des amendements : mardi 26 mars 1996, à dix-sept heures.

2° Projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif aux services d'incendie et de secours (n° 232, 1995-1996).

Délai limite pour le dépôt des amendements : mardi 26 mars 1996, à dix-sept heures.

3° Projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 231, 1995-1996).

Délai limite pour le dépôt des amendements : mardi 26 mars 1996, à dix-sept heures.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée, le vendredi 22 mars 1996, à cinq heures dix.)

Le Directeur
du service du compte rendu intégral,
DOMINIQUE PLANCHON

ERRATUM

Au compte rendu intégral de la séance du 12 mars 1996

DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AUX TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES DE MAYOTTE ET SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Page 1193, 2e colonne, dans le texte proposé par l'amendement n° 73 pour l'article L. 25-5 du code de la route, 2e alinéa, 3e ligne :

Après les mots : « ou de ses ayants droit »,

Insérer les mots : « ou, le cas échéant, du créancier gagiste pouvant justifier de ses droits ».

NOMINATION DE RAPPORTEURS

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

M. Jean Huchon a été nommé rapporteur de la proposition de résolution n° 257 (1995-1996) de M. Jacques Genton et plusieurs de ses collègues sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des négociations avec certains pays tiers dans le cadre de l'article XXIV-6 du GATT et d'autres questions connexes (n° E 580).

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LÉGISLATION, DU SUFFRAGE UNIVERSEL, DU RÈGLEMENT ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

M. Paul Masson a été nommé rapporteur de la proposition de résolution n° 274 (1995-1996) de M. Daniel Millaud, présentée en application de l'article 73 *bis* du règlement, sur la proposition de décision du Conseil portant révision à mi-parcours de la décision 91-482-CEE du Conseil, du 25 juillet 1991, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté européenne (n° E 594).

QUESTIONS ORALES

REMISES À LA PRÉSIDENCE DU SÉNAT

(Application des articles 76 à 78 du règlement)

Formation des pilotes de ligne

336. – 21 mars 1996. – **M. Guy Cabanel** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme** sur l'organisation actuelle de la formation des pilotes de ligne et ses conséquences dans l'accès à l'exercice de leur profession au sein des compagnies aériennes (336).

Prévention des risques liés à la chirurgie esthétique

337. – 21 mars 1996. – **M. Guy Cabanel** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale** sur l'utilisation de dispositifs médicaux implantables en chirurgie esthétique et reconstructive, et sur la vigilance vis-à-vis des risques éventuels du fait de ces matériaux ainsi que sur les dispositions législatives et réglementaires s'y rapportant (337).

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL de la séance du jeudi 21 mars 1996

SCRUTIN (n° 72)

sur l'article 23 du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (opérations de cession de participations dans des entreprises publiques de faible taille)

Nombre de votants : 315
Nombre de suffrages exprimés : 314

Pour : 151
Contre : 163

Le Sénat n'a pas adopté (1).

ANALYSE DU SCRUTIN

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN ET CITOYEN (15) :

Contre : 15.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (24) :

Pour : 1. – M. François Abadie.

Contre : 21.

N'ont pas pris part au vote : 2. – MM. François Giacobbi et François Lesein.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE (93) :

Pour : 92.

Abstention : 1. – M. Emmanuel Hamel.

GROUPE SOCIALISTE (75) :

Contre : 74.

N'a pas pris part au vote : 1. – M. Claude Pradille.

GROUPE DE L'UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 58.

N'a pas pris part au vote : 1. – M. René Monory, président du Sénat.

GROUPE DES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS (45) :

Contre : 44.

N'a pas pris part au vote : 1. – M. Jean Delaneau, qui présidait la séance.

SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (9) :

Contre : 9.

(1) Le groupe du Rassemblement démocratique et social européen, le groupe des Républicains et Indépendants et les sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe ayant indiqué après la clôture du scrutin leur intention de voter pour l'adoption de l'article 23, contrairement au vote qu'ils venaient d'émettre, il a été procédé à une seconde délibération au terme de laquelle cet article a été adopté par un vote à main levée.

Ont voté pour

François Abadie
Michel Alloncle
Louis Althapé
Jean-Paul Amoudry
Alphonse Arzel
Denis Badré
Honoré Bailet
René Ballayer
Bernard Barraux
Jacques Baudot
Michel Bécot
Henri Belcour
Claude Belot
Jean Bernadaux
Jean Bernard
Daniel Bernardet
Roger Besse
François Blaizot
Paul Blanc
Maurice Blin
Annick Bocandé
André Bohl
Didier Borotra
Yvon Bourges
Jacques Braconnier
Gérard Braun
Dominique Braye
Paulette Brisepierre
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Auguste Cazalet
Charles Ceccaldi-Raynaud
Gérard César
Jacques Chaumont
Jean Chérioux
Jean Cluzel
Jean-Patrick Courtois
Charles de Cuttoli
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean-Paul Delevoye
Jacques Delong
Christian Demuynck
Marcel Deneux
Charles Descours
Georges Dessaigne
André Diligent
Michel Doublet
Alain Dufaut
Xavier Dugoin
André Dulait
Daniel Eckenspieller
André Egu
Pierre Fauchon
Jean Faure
Serge Franchis
Philippe François
Yann Gaillard
Philippe de Gaulle
Patrice Gelard
Jacques Genton
Alain Gérard
François Gerbaud
Charles Ginésy
Daniel Goulet
Alain Gournac
Adrien Gouteyron
Francis Grignon
Georges Gruillot
Yves Guéna
Hubert Haenel
Marcel Henry
Pierre Hérisson
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Claude Huriet
Roger Husson
Jean-Jacques Hyest
André Jourdain
Alain Joyandet
Christian de La Malène
Pierre Lagourgue
Alain Lambert
Lucien Lanier
Gérard Larcher
Edmond Lauret
René-Georges Laurin
Henri Le Breton
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Guy Lemaire
Marcel Lesbros
Maurice Lombard
Jean-Louis Lorrain
Simon Loueckhote
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
Philippe Marini
René Marquès
Pierre Martin
Paul Masson
François Mathieu
Jacques de Menou
Louis Mercier
Michel Mercier
Lucette Michaux-Chevry
Daniel Millaud
Louis Moinard
Lucien Neuwirth
Nelly Olin
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Alain Peyrefitte
Alain Pluchet
Jean-Marie Poirier
Christian Poncelet
Jean Pourchet
Victor Reux
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Jacques Rocca Serra
Josselin de Rohan
Michel Rufin
Jean-Pierre Schosteck
Maurice Schumann
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Martial Taugourdeau
René Trégouët
Maurice Ulrich
Jacques Valade
Alain Vasselle
Albert Vecten
Jean-Pierre Vial
Xavier de Villepin
Serge Vinçon

Ont voté contre

Nicolas About
Philippe Adnot
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Robert Badinter
José Balarello
Bernard Barbier
Janine Bardou
Jean-Michel Baylet
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Monique ben Guiga
Georges Berchet
Maryse Bergé-Lavigne
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Danielle Bidard-Reydet
Claude Billard
Jacques Bimbenet
Christian Bonnet
Marcel Bony
James Bordas
Nicole Borvo
Joël Bourdin
Philippe de Bourgoing
André Boyer
Jean Boyer
Louis Boyer
Guy Cabanel
Jean-Claude Carle
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Francis Cavalier-Benezet
Gilbert Chabroux
Michel Charasse
Marcel Charmant
Michel Charzat
William Chervy
Marcel-Pierre Cleach
Jean Clouet
Henri Collard
Yvon Collin
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Raymond Courrière
Roland Courteau
Pierre Croze
Philippe Darniche
Marcel Debarge
Bertrand Delanoë
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Michelle Demessine
Fernand Demilly
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Jacques Dominati
Michel Dreyfus-Schmidt
Ambroise Dupont
Hubert Durand-Chastel
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Joëlle Dusseau
Jean-Paul Emin
Jean-Paul Emorine
Claude Estier
Hubert Falco
Léon Fatous
Guy Fischer
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Jean François-Poncet
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Aubert Garcia
Gérard Gaud
Jean-Marie Girault
Paul Girod
Jean Grandon
Jacques Habert
Claude Haut
Anne Heinis
Roland Huguet
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Bernard Joly
Philippe Labeyrie
Jean-Philippe Lachenaud
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Jean-Pierre Lafond
Jacques Larché
Dominique Larifla
Guy Lèguevaques
Félix Leyzour
Claude Lise
Paul Loridant
Roland du Luart
Hélène Luc
Philippe Madrelle
Jacques Mahéas
André Maman
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Marc Massion
Serge Mathieu
Pierre Mauroy
Georges Mazars
Jean-Luc Mélenchon
Charles Metzinger
Louis Minetti
Gérard Miquel
Michel Moreigne
Georges Mouly
Philippe Nachbar
Georges Othily
Robert Pagès
Jean-Marc Pastor
Michel Pelchat
Guy Penne
Jean Pépin
Daniel Percheron
Jean Peyrafitte
Jean-Claude Peyronnet
Louis Philibert
Bernard Plasait
Régis Ploton
Guy Poirieux
André Pourny
Danièle Pourtaud
Jean Puech
Roger Quilliot
Henri de Raincourt
Jack Ralite
Paul Raoult
Jean-Marie Rausch
René Regnault
Ivan Renar
Charles Revet
Henri Revol
Alain Richard
Roger Rinchet
Michel Rocard
Louis-Ferdinand de Rocca Serra
Gérard Roujas
René Rouquet
André Rouvière
Claude Saunier
Bernard Seillier
Michel Sergent
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Raymond Soucaret
Fernand Tardy
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
François Trucy
Alex Türk
André Vallet
André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert-Paul Vigouroux
Henri Weber

Abstention

M. Emmanuel Hamel.

N'ont pas pris part au vote

MM. François Giacobbi, François Lesein et Claude Pradille.

N'ont pas pris part au vote

MM. René Monory, président du Sénat, et Jean Delaneau, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants : **316**
Nombre de suffrages exprimés : **316**
Majorité absolue des suffrages exprimés : **159**

Pour l'adoption : **151**
Contre : **164**

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.

SCRUTIN (n° 73)

sur les amendements, n° 95 présenté par Mme Marie-Claude Beaudeau et les membres du groupe communiste républicain et citoyen et n° 249 présenté par M. Jean-Pierre Masseret et les membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à supprimer l'article 27 du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (inscription de la Société française de production et de création audiovisuelles sur la liste des entreprises figurant à l'annexe de la loi de privatisation).

Nombre de votants : **315**
Nombre de suffrages exprimés : **314**

Pour : **95**
Contre : **219**

Le Sénat n'a pas adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN ET CITOYEN (15) :

Pour : 15.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (24) :

Pour : 5. – MM. François Abadie, Jean-Michel Baylet, André Boyer, Yvon Collin et Mme Joëlle Dusseau.

Contre : 17.

N'ont pas pris part au vote : 2. – MM. François Giacobbi et François Lesein.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE (93) :

Pour : 1. – M. Emmanuel Hamel.

Contre : 91.

Abstention : 1. – M. Maurice Schumann.

GROUPE SOCIALISTE (75) :

Pour : 74.

N'a pas pris part au vote : 1. – M. Claude Pradille.

GROUPE DE L'UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 58.

N'a pas pris part au vote : 1. – M. René Monory, président du Sénat.

GROUPE DES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS (45) :

Contre : 44.

N'a pas pris part au vote : 1. – M. Jean Delaneau, qui présidait la séance.

SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (9) :

Contre : 9.

Ont voté pour

François Abadie
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Robert Badinter
Jean-Michel Baylet
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Monique ben Guiga
Maryse Bergé-Lavigne
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Danielle Bidard-Reydet
Claude Billard
Marcel Bony
Nicole Borvo
André Boyer
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Francis Cavalier-Benezet
Gilbert Chabroux
Michel Charasse
Marcel Charmant
Michel Charzat
William Chervy
Yvon Collin
Raymond Courrière
Roland Courteau
Marcel Debarge
Bertrand Delanoë
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Michelle Demessine
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Michel Dreyfus-Schmidt
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Joëlle Dusseau
Claude Estier
Léon Fatous
Guy Fischer
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Aubert Garcia
Gérard Gaud
Emmanuel Hamel
Claude Haut
Roland Huguet
Philippe Labeyrie
Dominique Larifla
Guy Lèguevaques
Félix Leyzour
Claude Lise
Paul Loridant
Hélène Luc
Philippe Madrelle
Jacques Mahéas
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Marc Massion
Pierre Mauroy
Georges Mazars
Jean-Luc Mélenchon
Charles Metzinger
Louis Minetti
Gérard Miquel
Michel Moreigne
Robert Pagès
Jean-Marc Pastor
Guy Penne
Daniel Percheron
Jean Peyrafitte
Jean-Claude Peyronnet
Louis Philibert
Danièle Pourtaud
Roger Quilliot
Jack Ralite
Paul Raoult
René Regnault
Ivan Renar
Alain Richard
Roger Rinchet
Michel Rocard
Gérard Roujas
René Rouquet
André Rouvière
Claude Saunier
Michel Sergent
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Fernand Tardy
André Vezinhet
Marcel Vidal
Henri Weber

Ont voté contre

Nicolas About
Philippe Adnot
Michel Alloncle
Louis Althapé
Jean-Paul Amoudry
Alphonse Arzel
Denis Badré
Honoré Bailet
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Janine Bardou
Bernard Barraux
Jacques Baudot
Michel Bécot
Henri Belcour
Claude Belot
Georges Berchet
Jean Bernadaux
Jean Bernard
Daniel Bernardet
Roger Besse
Jacques Bimbenet
François Blaizot
Paul Blanc
Maurice Blin
Annick Bocandé
André Bohl
Christian Bonnet
James Bordas
Didier Borotra
Joël Bourdin
Yvon Bourges
Philippe de Bourgoing
Jean Boyer
Louis Boyer
Jacques Braconnier
Gérard Braun
Dominique Braye
Paulette Brisepierre
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Jean-Claude Carle
Auguste Cazalet
Charles Ceccaldi-Raynaud
Gérard César
Jacques Chaumont
Jean Chérioux
Marcel-Pierre Cleach
Jean Clouet
Jean Cluzel
Henri Collard
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Jean-Patrick Courtois
Pierre Croze
Charles de Cuttoli
Philippe Darniche
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean-Paul Delevoye
Jacques Delong
Fernand Demilly
Christian Demuynck
Marcel Deneux
Charles Descours
Georges Dessaigne
André Diligent
Jacques Dominati
Michel Doublet
Alain Dufaut
Xavier Dugoin
André Dulait
Ambroise Dupont
Hubert Durand-Chastel
Daniel Eckenspieller
André Egu
Jean-Paul Emin
Jean-Paul Emorine
Hubert Falco
Pierre Fauchon
Jean Faure
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Serge Franchis
Philippe François
Jean François-Poncet
Yann Gaillard
Philippe de Gaulle
Patrice Gélard
Jacques Genton
Alain Gérard
François Gerbaud
Charles Ginésy
Jean-Marie Girault
Paul Girod
Daniel Goulet
Alain Gournac
Adrien Gouteyron
Jean Grandon
Francis Grignon
Georges Gruillot
Yves Guéna
Jacques Habert
Hubert Haenel
Anne Heinis
Marcel Henry
Pierre Hérisson
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Claude Huriet
Roger Husson
Jean-Jacques Hyest
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Bernard Joly
André Jourdain
Alain Joyandet
Christian de La Malène
Jean-Philippe Lachenaud
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Jean-Pierre Lafond
Pierre Lagourgue
Alain Lambert
Lucien Lanier
Jacques Larché
Gérard Larcher
Edmond Lauret
René-Georges Laurin
Henri Le Breton
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Guy Lemaire
Marcel Lesbros
Maurice Lombard
Jean-Louis Lorrain
Simon Loueckhote
Roland du Luart
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
André Maman
Philippe Marini
René Marquès
Pierre Martin
Paul Masson
François Mathieu
Serge Mathieu
Jacques de Menou
Louis Mercier
Michel Mercier
Lucette Michaux-Chevry
Daniel Millaud
Louis Moinard
Georges Mouly
Philippe Nachbar
Lucien Neuwirth
Nelly Olin
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Georges Othily
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Michel Pelchat
Jean Pépin
Alain Peyrefitte
Bernard Plasait
Régis Ploton
Alain Pluchet
Jean-Marie Poirier
Guy Poirieux
Christian Poncelet
Jean Pourchet
André Pourny
Jean Puech
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Victor Reux
Charles Revet
Henri Revol
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Jacques Rocca Serra
Louis-Ferdinand de Rocca Serra
Josselin de Rohan
Michel Rufin
Jean-Pierre Schosteck
Bernard Seillier
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Martial Taugourdeau
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Trégouët
François Trucy
Alex Türk
Maurice Ulrich
Jacques Valade
André Vallet
Alain Vasselle
Albert Vecten
Jean-Pierre Vial
Robert-Paul Vigouroux
Xavier de Villepin
Serge Vinçon

Abstention

M. Maurice Schumann.

N'ont pas pris part au vote

MM. François Giacobbi, François Lesein et Claude Pradille.

N'ont pas pris part au vote

MM. René Monory, président du Sénat, et Jean Delaneau, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants : **317**
Nombre de suffrages exprimés : **316**
Majorité absolue des suffrages exprimés : ... **159**

Pour l'adoption : **95**
Contre : **221**

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.

SCRUTIN (n° 74)

sur les amendements, n° 107 présenté par Mme Marie-Claude Beaudeau et les membres du groupe communiste républicain et citoyen et n° 264 présenté par M. Jean Besson et les membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à supprimer l'article 55 du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (aménagement du monopole de Gaz de France)

Nombre de votants : **293**
Nombre de suffrages exprimés : **293**

Pour : **89**
Contre : **204**

Le Sénat n'a pas adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN ET CITOYEN (15) :

Pour : 15.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (24) :

N'ont pas pris part au vote : 24.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE (93) :

Contre : 93.

GROUPE SOCIALISTE (75) :

Pour : 74.

N'a pas pris part au vote : 1. – M. Claude Pradille.

GROUPE DE L'UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 58.

N'a pas pris part au vote : 1. – M. René Monory, président du Sénat.

GROUPE DES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS (45) :

Contre : 44.

N'a pas pris part au vote : 1. – M. Jean Delaneau, qui présidait la séance.

SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (9) :

Contre : 9.

Ont voté pour

Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Robert Badinter
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Monique ben Guiga
Maryse Bergé-Lavigne
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Danielle Bidard-Reydet
Claude Billard
Marcel Bony
Nicole Borvo
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Francis Cavalier-Benezet
Gilbert Chabroux
Michel Charasse
Marcel Charmant
Michel Charzat
William Chervy
Raymond Courrière
Roland Courteau
Marcel Debarge
Bertrand Delanoë
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Michelle Demessine
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Michel Dreyfus-Schmidt
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Claude Estier
Léon Fatous
Guy Fischer
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Aubert Garcia
Gérard Gaud
Claude Haut
Roland Huguet
Philippe Labeyrie
Dominique Larifla
Guy Lèguevaques
Félix Leyzour
Claude Lise
Paul Loridant
Hélène Luc
Philippe Madrelle
Jacques Mahéas
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Marc Massion
Pierre Mauroy
Georges Mazars
Jean-Luc Mélenchon
Charles Metzinger
Louis Minetti
Gérard Miquel
Michel Moreigne
Robert Pagès
Jean-Marc Pastor
Guy Penne
Daniel Percheron
Jean Peyrafitte
Jean-Claude Peyronnet
Louis Philibert
Danièle Pourtaud
Roger Quilliot
Jack Ralite
Paul Raoult
René Regnault
Ivan Renar
Alain Richard
Roger Rinchet
Michel Rocard
Gérard Roujas
René Rouquet
André Rouvière
Claude Saunier
Michel Sergent
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Fernand Tardy
André Vezinhet
Marcel Vidal
Henri Weber

Ont voté contre

Nicolas About
Philippe Adnot
Michel Alloncle
Louis Althapé
Jean-Paul Amoudry
Alphonse Arzel
Denis Badré
Honoré Bailet
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Janine Bardou
Bernard Barraux
Jacques Baudot
Michel Bécot
Henri Belcour
Claude Belot
Jean Bernadaux
Jean Bernard
Daniel Bernardet
Roger Besse
François Blaizot
Paul Blanc
Maurice Blin
Annick Bocandé
André Bohl
Christian Bonnet
James Bordas
Didier Borotra
Joël Bourdin
Yvon Bourges
Philippe de Bourgoing
Jean Boyer
Louis Boyer
Jacques Braconnier
Gérard Braun
Dominique Braye
Paulette Brisepierre
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Jean-Claude Carle
Auguste Cazalet
Charles Ceccaldi-Raynaud
Gérard César
Jacques Chaumont
Jean Chérioux
Marcel-Pierre Cleach
Jean Clouet
Jean Cluzel
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Jean-Patrick Courtois
Pierre Croze
Charles de Cuttoli
Philippe Darniche
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean-Paul Delevoye
Jacques Delong
Christian Demuynck
Marcel Deneux
Charles Descours
Georges Dessaigne
André Diligent
Jacques Dominati
Michel Doublet
Alain Dufaut
Xavier Dugoin
André Dulait
Ambroise Dupont
Hubert Durand-Chastel
Daniel Eckenspieller
André Egu
Jean-Paul Emin
Jean-Paul Emorine
Hubert Falco
Pierre Fauchon
Jean Faure
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Serge Franchis
Philippe François
Yann Gaillard
Philippe de Gaulle
Patrice Gélard
Jacques Genton
Alain Gérard
François Gerbaud
Charles Ginésy
Jean-Marie Girault
Daniel Goulet
Alain Gournac
Adrien Gouteyron
Jean Grandon
Francis Grignon
Georges Gruillot
Yves Guéna
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Anne Heinis
Marcel Henry
Pierre Hérisson
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Claude Huriet
Roger Husson
Jean-Jacques Hyest
Charles Jolibois
André Jourdain
Alain Joyandet
Christian de La Malène
Jean-Philippe Lachenaud
Jean-Pierre Lafond
Pierre Lagourgue
Alain Lambert
Lucien Lanier
Jacques Larché
Gérard Larcher
Edmond Lauret
René-Georges Laurin
Henri Le Breton
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Guy Lemaire
Marcel Lesbros
Maurice Lombard
Jean-Louis Lorrain
Simon Loueckhote
Roland du Luart
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
André Maman
Philippe Marini
René Marquès
Pierre Martin
Paul Masson
François Mathieu
Serge Mathieu
Jacques de Menou
Louis Mercier
Michel Mercier
Lucette Michaux-Chevry
Daniel Millaud
Louis Moinard
Philippe Nachbar
Lucien Neuwirth
Nelly Olin
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Michel Pelchat
Jean Pépin
Alain Peyrefitte
Bernard Plasait
Régis Ploton
Alain Pluchet
Jean-Marie Poirier
Guy Poirieux
Christian Poncelet
Jean Pourchet
André Pourny
Jean Puech
Henri de Raincourt
Victor Reux
Charles Revet
Henri Revol
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Jacques Rocca Serra
Louis-Ferdinand de Rocca Serra
Josselin de Rohan
Michel Rufin
Jean-Pierre Schosteck
Maurice Schumann
Bernard Seillier
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Martial Taugourdeau
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Trégouët
François Trucy
Alex Türk
Maurice Ulrich
Jacques Valade
Alain Vasselle
Albert Vecten
Jean-Pierre Vial
Xavier de Villepin
Serge Vinçon

N'ont pas pris part au vote

François Abadie
Jean-Michel Baylet
Georges Berchet
Jacques Bimbenet
André Boyer
Guy Cabanel
Henri Collard
Yvon Collin
Fernand Demilly
Joëlle Dusseau
Jean François-Poncet
François Giacobbi
Paul Girod
Pierre Jeambrun
Bernard Joly
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
François Lesein
Georges Mouly
Georges Othily
Claude Pradille
Jean-Marie Rausch
Raymond Soucaret
André Vallet
Robert-Paul Vigouroux

N'ont pas pris part au vote

MM. René Monory, président du Sénat, et Jean Delaneau, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants :	**294**
Nombre de suffrages exprimés :	**294**
Majorité absolue des suffrages exprimés :	**148**
Pour l'adoption :	**89**
Contre :	**205**

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.